

327.44

L767P

Isaac LIPSCHITS

LA POLITIQUE
DE LA
FRANCE AU LEVANT

1939-1941

Préface de M. Jean-Baptiste DUROSELLE

PARIS
ÉDITIONS A. PEDONE

1963

AMSTERDAM
SYSTÈMES KEEsing

P R E F A C E

Isaac Lipschits a conduit à Paris l'essentiel des recherches d'où est sorti le livre *La Politique de la France au Levant*. Il a suivi les cours et séminaires du „Cycle supérieur d'Etudes politiques” et c'est alors que j'ai eu le plaisir de le compter parmi mes étudiants. Puis il a poursuivi son travail aux Pays-Bas et il a soutenu sa thèse de doctorat à Amsterdam en mai 1962 sous la direction du professeur J. Presser. Il a obtenu la mention *cum laude*. Il m'est très agréable de présenter aujourd'hui son volume au public français.

Il s'agit, certes, d'une période de notre histoire que nous avons toutes les raisons de trouver bien amère. La France est plongée dans une guerre qu'elle n'a pas voulue. Après des mois d'attente, Hitler lance sa grande offensive, et six jours après, les blindés du général Guderian percent le front. C'est la défaite, l'armistice, l'occupation, la quasi-rupture du gouvernement de Bordeaux, puis de Vichy, avec nos alliés britanniques. Au Moyen-Orient, les positions françaises paraissent encore solides. Il y a là des troupes, ces mêmes troupes que quelques insensés avaient rêvé d'envoyer au Caucase pour prendre à revers l'URSS, alliée apparente de l'Allemagne. Mais les positions britanniques sont menacées autour de Suez. Rachid Ali se révolte en Irak. L'Amiral Darlan, qui croit alors à la victoire allemande, accepte le passage d'avions allemands par la Syrie. La réaction des Britanniques devient nécessaire. Leurs troupes, avec l'appui de quelques forces françaises libres, envahissent la Syrie et le Liban. Obéissant aveuglément à des ordres qu'on peut bien juger absurdes, le général Dentz résiste. Des Français, trop de Français, sont tués. Le général de Gaulle soutient fermement ce qu'il estime être les droits et les intérêts de la France. Mais seule subsiste la façade de l'ancienne autorité mandataire. L'influence anglaise devient prépondérante, et il y a, chez les Britanniques, beaucoup de gens qui voient là l'occasion inespérée d'éliminer un rival malheureux.

L'intérêt du livre de Lipschits, c'est qu'il décèle, en toute cette affaire, l'étendue des responsabilités françaises. Il est certes consolant d'accuser les circonstances mondiales en général, et les complots de la „perfide Albion” en particulier. Mais la réalité historique a d'autres aspects. Il est hors de doute que les dirigeants français d'alors ont été imperméables à l'idée qu'au Levant le nationalisme constituait, à plus ou moins longue échéance, une force irrésistible. Il y a bien eu, certes, le „Traité franco-syrien d'amitié et d'alliance” du 22 décembre 1936, et un traité franco-libanais similaire. L'indépendance des deux pays eût été reconnue dans l'amitié, et avec, pour la France, d'innombrables avantages de toutes sortes.

Mais le traité ne fut pas ratifié. On n'eût pas trouvé, parait-il, de

majorité dans la Chambre élue en 1936, qui était pourtant celle du front populaire. Deux hauts-commissaires successifs, Gabriel Puaux et le général Dentz, pratiquèrent une politique ambiguë, faite d'attentisme et de répression. Dissolution du parlement syrien et suspension de la Constitution, brutalités policières, refus d'adhésion à la France Libre, tels sont les caractères essentiels du proconsulat de Puaux. Le gouvernement de Vichy lui donna comme successeur Jean Chiappe. On sait que celui-ci n'arriva pas au Levant. Son avion fut abattu par les Italiens. C'est le général Dentz qui succéda à Puaux. Il tenta bien de substituer à la répression une politique un peu plus libérale. Mais les affaires extérieures l'emportèrent. Son nom est lié à la malheureuse guerre de Syrie.

Lipschits a analysé ces événements avec une lucidité sereine faite à la fois d'érudition précise et de compréhension. Ayant dépouillé toutes les sources accessibles, et notamment les mémoires, il a voulu compléter sa recherche par des interviews. Son texte, clair et agréable à lire, est émaillé de citations qu'il n'hésite pas à critiquer fermement. Parfois même il présente en deux colonnes les arguments pour et contre une thèse. S'il est sévère pour le comportement de certains Français qui, tel Dentz, attisaient la haine contre les Britanniques, il ne l'est pas moins pour la politique tortueuse de ceux-ci. Son livre respire l'honnêteté et son impartialité est éclatante. Il nous apporte la meilleure contribution qui ait été écrite à la connaissance d'un problème qui touche à la fois notre histoire et celle du monde. Cet ouvrage est essentiel pour les historiens professionnels. Mais il intéressera et passionnera un public beaucoup plus vaste, avide de connaître mieux l'une des sources des tensions qui agitent notre Univers.

J. B. DUROSELLE.

4

AVANT-PROPOS

La politique française au Moyen Orient constitue un chapitre d'histoire captivant. Toutefois, pour aborder cette histoire d'une façon quelque peu substantielle, c'est plusieurs livres comme celui-ci qu'il faudrait écrire.

Cette étude est limitée aussi bien dans le temps que dans l'espace: le Levant dans la période de 1939 à 1941. Par «Etats du Levant» on désigne habituellement la Syrie et le Liban, mais le terme de Levant désigne un territoire plus étendu. La plupart du temps on entend sous cette expression géographique la Syrie et le Liban, plus les Etats voisins de ces pays.

La période décrite comprend les deux premières années de la Deuxième Guerre mondiale. C'est durant ces années que le régime de Vichy et la France Libre s'affrontèrent pour dominer dans les Etats du Levant. Cependant, ce n'était pas seulement une lutte entre les partisans de Pétain et ceux de de Gaulle. Il y avait d'autres partenaires à ce jeu. La Syrie et le Liban possédaient une grande valeur stratégique aussi bien pour les puissances de l'Axe que pour l'Angleterre, et chacun des adversaires avait intérêt à ce que les autorités françaises dans ces territoires sous mandat leur fussent favorables. Parallèlement et en même temps, les nationalistes syriens et libanais menaient leur propre combat.

Les bases de cet ouvrage ont été posées durant mes études à l'Institut d'Etudes Politiques de l'Université de Paris en vue du Diplôme Supérieur de Recherches et d'Etudes Politiques. La première partie donne une introduction historique, en insistant particulièrement sur les aspects traditionnels de la politique française au Levant. Les deux parties suivantes traitent du gouvernement de Gabriel Puaux et du général Dentz, qui ont été successivement Hauts-commissaires dans les Etats du Levant. La dernière partie montre comment l'autorité, dans les territoires sous mandat, est passée des représentants de Vichy à ceux du général de Gaulle.

En général, lorsque l'on étudie «l'histoire contemporaine», on se trouve en présence des deux difficultés suivantes:

- 1) une immense masse de matériel: livres, journaux, périodiques, documents sonores, actualités filmées, etc.;
- 2) l'absence de documents officiels: le chercheur n'a d'ordinaire pas accès

5

aux archives. Ceci vaut en particulier pour la France, où l'on s'en tient strictement à la règle des 50 ans.

Il résulte de cela que l'historien d'événements contemporains doit faire un choix parmi les éléments de matériel disponibles. Et c'est tout particulièrement le cas pour l'histoire du Moyen Orient: les publications sur les développements politiques et l'histoire de cette région se trouvent en nombre incroyablement élevé. Une vie ne suffirait pas pour prendre connaissance superficiellement de ce matériel.

Une bibliographie a pour but, en premier lieu, d'être utile au lecteur qui désirerait éventuellement approfondir le sujet. Dans le «Sommaire bibliographique», je n'ai mentionné que les livres qui me semblent être les plus importants pour ce sujet, ainsi que les ouvrages de référence cités dans le texte de cette étude.

Le fait de devoir faire un choix n'est pas un mal en soi, à condition de se laisser guider par la recherche de l'objectivité. Dans ce choix, le sujet de l'étude occupe une place particulièrement importante, et pour le présent ouvrage, cela vaut surtout à deux points de vue.

En premier lieu, je me suis proposé d'écrire un chapitre d'histoire contemporaine, principalement à l'aide d'œuvres autobiographiques. Je vais en expliquer tout de suite les raisons. Pour la sélection du matériel disponible, cela signifie que les parties essentielles graviteront surtout autour de cette catégorie d'ouvrages.

En second lieu, le sujet a été déterminant pour la sélection à effectuer. C'est la politique *française* au Levant que je traite. C'est ainsi que les nationalismes syrien et libanais ne sont abordés que dans la mesure où je l'ai jugé nécessaire à l'exposé de la politique française.

La seconde difficulté qui se présente dans l'étude de «l'histoire contemporaine», à savoir le manque de documents officiels, est moins facile à résoudre. J'essaierai de surmonter cette difficulté dans la mesure du possible en utilisant les deux moyens dont dispose dans ce cas le chercheur: l'interview et les mémoires.

L'interview, l'un des grands avantages dont on dispose en «histoire contemporaine», n'apporte pas une solution entièrement satisfaisante au problème, mais elle permet à l'historien de se faire une idée plus juste du déroulement des événements, surtout grâce à la comparaison des éléments obtenus dans les diverses interviews.

Plusieurs interviews ont été utilisées dans la présente étude. Le général Catroux m'a accordé deux interviews en novembre 1956, et il a répondu par écrit à une liste de questions en juin 1957. En juillet 1957, j'ai interviewé Gabriel Puaux et Jacques Soustelle. En octobre de la même année j'ai eu un entretien avec le général de Gaulle sur le sujet de cette étude.

Ces interviews doivent être considérées comme des compléments aux souvenirs que ces diverses personnalités ont évoqués dans leurs livres. Après avoir lu et comparé ces mémoires, il restait un grand nombre de questions que j'ai essayé de résoudre au moyen des interviews.

Les interviews, tout comme les mémoires, possèdent un caractère fortement apologétique; l'historien n'insistera jamais assez sur ce point. Dans les mémoires, les événements ne sont pas décrits comme ils se sont déroulés en réalité, mais comme l'auteur veut faire croire au lecteur qu'ils se sont déroulés. Les faits sont souvent dénaturés, et ce de deux façons:

1) en donnant des textes modifiés, des dates inexactes, des informations erronées, etc.; c'est ce que l'on pourrait appeler l'altération matérielle des faits;

2) en passant tout simplement certains événements sous silence; c'est ce que l'on pourrait qualifier d'altération immatérielle des faits.

Cette altération immatérielle des faits est, à mon avis, trop peu prise en considération dans la description des événements contemporains.

Une comparaison extrêmement minutieuse de ces divers documents permet souvent de découvrir ces deux sortes d'altérations sans faire appel aux archives officielles.

Ce livre traitant d'un point d'histoire, il ne m'a pas semblé nécessaire de suivre, pour les noms arabes, une graphie pseudo-scientifique. Je n'ignore pas que certains auteurs adoptent un tel système, ce qui est souvent désagréable au lecteur. Aussi, pour les noms arabes, c'est la transcription française habituelle qui a été adoptée, dans la mesure du possible.

Dans l'établissement des index, je suis parti du principe qu'ils doivent être utiles au lecteur. Plusieurs termes géographiques reviennent si souvent dans le texte qu'il est superflu de les reprendre dans l'index (Moyen Orient, Proche-Orient, Levant, Syrie, Liban, Vichy, Allemagne, Angleterre, France, Londres, etc.).

En raison des limites étroites de l'étude, un index des sujets ne m'a pas paru nécessaire: la table des matières détaillée devrait suffire à mon avis. Pour les noms qui reviennent fréquemment dans l'index j'ai prévu une subdivision, à l'exception de ceux des personnes qui ne sont intervenues principalement que pour une seule question (par exemple Wavell, Rahn).

De très nombreuses personnes m'ont apporté leur concours dans les recherches sur la politique française au Levant de 1939 à 1941. Il m'est impossible de les mentionner toutes; et si j'en cite quelques-unes ici, ce n'est pas pour autant que ma reconnaissance est moins vive pour les autres.

Je remercie le général de Gaulle, le général Catroux, Jacques Soustelle et Gabriel Puaux, d'avoir accepté de me recevoir, pour une interview, dans l'intérêt de la recherche. Je remercie tout particulièrement le général Catroux de m'avoir autorisé à publier en fac-similé dans cet ouvrage une série de réponses à mes questions, écrites de sa main. Il n'y avait qu'une question — la dernière — qu'un souci des convenances empêchait le général Catroux de rendre publique; il m'a été demandé de ne pas la publier, et j'ai cru de mon devoir de ne pas le faire.

On verra par les questions posées que mes recherches ne se sont pas limitées à la période de 1939 à 1941. Des documents ont été également rassemblés pour les années de la guerre ultérieures, et, peut-être que plus tard cet ouvrage aura une suite.

J'exprime toute ma gratitude à M. J. Touchard, Secrétaire Général de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, car c'est grâce à ses interventions que j'ai pu réaliser mes interviews.

A Paris, j'ai travaillé sous la direction de M. J. B. Duroselle, et je me remémore avec plaisir les longues heures durant lesquelles nous avons discuté sur le sujet de cette étude. Ses conseils et l'aide qu'il m'a apportée m'ont été d'une grande utilité dans mes recherches.

Enfin, j'exprime toute ma gratitude à M. J. Presser, professeur à l'Université d'Amsterdam. Sans son précieux soutien, jamais cet ouvrage n'aurait pu atteindre le but que je m'étais proposé. Pourtant, ce n'est pas seulement à cet égard que je lui suis reconnaissant; je me suis toujours senti particulièrement heureux d'étudier sous sa direction, et je le remercie surtout de l'enthousiasme qu'il a su éveiller en moi pour l'étude de l'histoire contemporaine.

I. LIPSCHITS

*Questions posées par l'auteur
au général Catroux et
fac-similé des réponses
du général Catroux*

RÉPONSES

- 1 Au mois de mai 1941 le général Wavell refusa continuellement des troupes pour le Levant. Pensez-vous que le général Wavell ait eu seulement des raisons militaires ou aussi des raisons politiques pour ce refus, c'est-à-dire compromettre la France au Levant par le gouvernement du général Dentz?
- 2 Vous serait-il possible de me renseigner sur l'attitude des populations de la Syrie en du Liban pendant les batailles au Levant en juin et juillet 1941?
- 3 Dans votre livre «Dans la Bataille de Méditerranée» vous mentionnez, que le général Dentz n'employa pas ses moyens jusqu'au bout pendant ces batailles et qu'il ne développa pas d'offensives. Quels étaient, à votre opinion, les motifs du général Dentz pour agir ainsi?
- 4 Dans votre livre «Dans la Bataille de Méditerranée» vous avez mentionné (p. 222) que vous avez offert au Président Atassi de reprendre sa charge. Le 12 septembre 1941 vous avez demandé au Cheikh Tageddine-el-Hassani de se charger de la Présidence de l'Etat de Syrie. Pouvez-vous me dire pourquoi M. Atassi n'est pas devenu Président?

QUESTION N° 1 -

Réponse négative. Je crois avoir marqué dans mon livre que le Général WAVEL ayant à faire face aux troupes ennemis en Libye et simultanément à réprimer l'insurrection de l'Irak, ceci au moment même où les forces retirées de Grèce avaient perdu leur matériel de combat lourd, redoutait d'ouvrir un nouveau front au Levant. Ce qui veut dire que des considérations non point stratégiques mais de calcul de moyens, le guidaient.

QUESTION N° 2 -

Ces populations restèrent passives et attendirent l'issue des combats.

QUESTION N° 3 -

Je pense que c'est à contrecoeur et par esprit de discipline, en obéissant aux ordres de DARLAN que le Général DENTZ s'est opposé à l'offensive des Français Libres et des Alliés. Il n'est pas possible qu'il n'ait pas été en proie à une crise de conscience. C'est pourquoi, à mon sentiment il s'est borné à se défendre, sans utiliser contre nous les possibilités que lui offrait la supériorité de ses moyens.

QUESTION N° 4 -

Après mes entretiens avec Hachem Atassi, j'ai eu le sentiment que quelle que fut sa conception personnelle des rapports à établir avec la France, notamment en ce qui touchait la conclusion d'un traité de l'esprit de celui de 1936

.../

qu'il avait signé, l'opinion des nationalistes extrémistes qui refusaient de s'engager envers nous, prévaudrait finalement chez lui. Or, ce que je voulais, c'était lier par un contrat la Syrie à la France.

- 5 Pouvez-vous me communiquer quelles étaient les instructions que M. Helleu a reçues le 5 novembre 1942 de votre part, de celle du général de Gaulle et de M. Massigli?
- 6 Pouvez-vous me dire si le rappel du général Spears fait en décembre 1944 est en quelque rapport avec une pression qu'aurait exercé le gouvernement provisoire de France pour obtenir ce rappel?
- 7 Vous serait-il possible de me procurer les textes suivants:
1^o texte de l'allocution radio-diffusée du 21 novembre 1940 de M. Puaux en réponse à votre appel du 14 novembre 1940;
2^o texte de la Convention de Saint-Jean-d'Acre du mois de juillet 1941?
- 8 Le général de Gaulle a écrit ses mémoires de guerre après l'apparition de votre livre «Dans la Bataille de Méditerranée». Avez-vous des observations concernant les mémoires du général de Gaulle en ce qui concerne le Levant?

QUESTION N° 5 -

Mon livre répond à cette question.

QUESTION N° 6 -

Ce rappel a été fait de propos délibéré par le Gouvernement Britannique et sans que nous l'ayons provoqué par de nouvelles démarches.

QUESTION N° 7 -

Je ne possède pas le texte de l'allocution de M.

PUAUX.

Je n'ai plus dans mes archives le texte de la Convention de Saint-Jean d'Acre.

QUESTION N° 8 -

PREMIERE PARTIE

INTRODUCTION

HISTORIQUE

1. Les origines de la politique française dans l'Empire Ottoman

Nous devons remonter loin dans le passé pour trouver le premier contact entre les Français et les Arabes. C'est à partir de 719 que les Arabes, quittant la péninsule ibérique qu'ils avaient occupée, franchirent les Pyrénées en direction des rives de la Loire. Contre eux, Charles Martel fit l'union des Francs, et l'on pourrait avancer que la bataille de Poitiers, en 732, fut le premier choc de ces deux peuples. En fait, ce fut le choc de deux civilisations, du christianisme occidental et de l'islam oriental.

Le premier souverain français qui entretenait des relations amicales avec le monde de l'islam, ce fut Charlemagne. En 797, il envoya un ambassadeur à Haroun al-Rachid, Calife de Bagdad. La raison n'en était pas uniquement la protection des Lieux Saints (les légions arabes du calife Omar étaient entrées à Jérusalem en 637). Charlemagne et Haroun-al-Rachid avaient des ennemis communs: les Byzantins et quelques tribus mahométanes rebelles.

Dans l'histoire des relations entre la France et les Turcs, on retrouve à maintes reprises ce schéma: le souverain français conclut une alliance avec le souverain musulman, et, à cette occasion, il réclame le droit de protéger les communautés chrétiennes de l'empire turc. A cet égard, il ne faut pas oublier que la fonction et le titre de protecteur des Lieux Saints conférait une grande force au souverain français dans l'Europe chrétienne.

Après la mort de Charlemagne, l'influence française déclina considérablement dans les pays que nous groupons actuellement sous le nom de Moyen Orient. La période des croisades n'amena certes aucune amélioration dans les rapports entre l'Occident et l'Orient.

En 1070 Jérusalem tomba aux mains des Turcs Seldjoucides; le protectorat de Charlemagne sur Jérusalem n'était plus alors qu'un vague souvenir. Le pape Urbain II, Français de naissance, multiplie les efforts, et les premiers Croisés partent en 1096. Trois ans plus tard, ils prennent Jérusalem. Les Croisés étendirent leurs conquêtes, et le territoire fut morcelé en petits états: le comté d'Edesse, la principauté d'Antioche, le comté de Tripoli et le royaume de Jérusalem. Dans ces croisades, les Français s'octroyèrent une place prédominante.

Divers auteurs estiment que la politique française dans le monde arabe commença à l'époque des croisades.

«Nous n'hésitons pas à tirer cette conclusion que «la politique musulmane de la France», qui a donné dans l'ensemble de si beaux résultats, ne date point de 1830 et de la prise d'Alger; elle remonte authentiquement à la première Croisade.» (Lapierre, p. 15-16) ¹⁾

On ne peut nier, en effet, qu'une «politique» française au Levant débute en même temps que les croisades, mais il n'était pas encore question d'une véritable diplomatie française dans cette région. Celle-ci n'apparaîtra à vrai dire que sous le règne de François I^{er}.

François I^{er} était un prince ambitieux. Il souhaitait devenir empereur; mais à la mort de Maximilien I^{er}, en 1519, c'est le roi d'Espagne qui fut élu empereur, ce fut Charles-Quint. La rivalité entre ces deux princes était inévitable.

Dans sa lutte contre Charles-Quint, le roi de France chercha à s'allier à Soliman, sultan de l'empire ottoman. En 1535, c'est l'alliance ouverte entre «le Croissant et la Fleur de Lys». C'est en cette année que François I^{er} et Soliman concluent le «Traité de paix, d'amitié et de commerce».

«Le Roi Très Chrétien allié au Grand Seigneur des Infidèles, ce fut un scandale retentissant.» (Lapierre, p. 18) ²⁾

La capitulation de 1535 était conclue pour rester en vigueur du vivant des deux souverains François I^{er} et Soliman. En 1569, Charles IX envoya Claude du Bourg comme ambassadeur à Constantinople. En cette même année, il réussit à obtenir de Sélim II, alors empereur ottoman, une nouvelle capitulation comportant deux améliorations importantes pour la France: la durée du traité n'était pas limitée à la vie des deux souverains, et le pavillon français protégerait à l'avenir tous les navires étrangers. En juillet 1581, l'ambassadeur d'Henri III, Jacques de Germolles, baron de Germiny, envoyé à la cour de Constantinople, parvint à obtenir un nouveau traité par lequel la France obtenait des avantages commerciaux accrus.

«... le commerce du Levant paraissait être l'apanage de la France.» (Bruneau, p. 29)

Le nombre des capitulations que la France sut obtenir ne fit que croître. Mais la politique de la France à l'égard de l'empire ottoman ne suivait pas une ligne bien arrêtée. Et c'est Savary de Brêves, ambassadeur français près la cour de Constantinople, qui eut le mérite d'exprimer clairement l'intérêt de la France dans une alliance avec les Turcs. Il le fit dans un rapport intitulé «Le mémoire sur l'utilité de l'alliance de la France avec la Porte ottomane, présenté par M. de Brêves à Louis XIII» ³⁾. Dans ce document, Brêves prétend que l'alliance franco-turque est si importante qu'elle permettra de dominer tous les états de l'Europe. Et il commente comme exemple la rivalité de François I^{er} et de Charles-Quint. Pour lui, l'alliance est également importante du point de vue commercial, et le gain de prestige vient en bonne place:

«Et bien que cet avantage soit assez puissant pour nous obliger à faire état de leur amitié, l'on ne peut pourtant trop estimer le crédit qu'elle donne à l'étendard en bannière de France, sous laquelle ils permettent aux marchands espagnols, italiens, flamands et généralement à toutes sortes de nations chrétiennes de trafiquer chez eux avec la même liberté qu'ont les français.»

Enfin, Brêves mentionne la protection de la vraie foi:

«... quel avantage au nom français, quelle gloire au roi de France, très chrétien, d'être seul protecteur du Saint-Lieu où le Sauveur du monde a voulu naître et mourir! Quel contentement de voir au milieu de l'Etat des infidèles florir le nom chrétien, ... servi de trente ou quarante Cordeliers choisis de toutes les nations lesquels prient Dieu continuellement pour la prospérité des princes chrétiens et particulièrement pour notre roi...»

En s'exprimant ainsi, Brêves posait effectivement les bases de la politique française dans l'empire ottoman. Enfin, il insistait sur les dangers auxquels s'exposerait la France en dénonçant l'alliance avec les Turcs:

«Que si d'aventure quelque raison particulière obligeait Sa Majesté de rompre l'alliance avec le Turc, il ne faut pas douter que quelques princes, nos voisins, qui n'ont jamais pu trouver accès à la Porte, ne prissent notre place l'ayant soigneusement recherchée, et même envoyé des ambassadeurs à Constantinople pour cet effet, lesquels ont toujours été traversés par le crédit et vigilance des ambassadeurs du roi.»

2. Les rivalités européennes

Après la Renaissance, l'empire ottoman fut une proie de la rivalité des états européens. Il fut mis fin à l'hégémonie de la France dans l'empire turc. L'Angleterre fut le plus grand adversaire de la France à la cour de Constantinople. William Harburn, ambassadeur anglais particulièrement habile, parvint même à obtenir pour son pays des droits supérieurs à ceux que la France avait jamais eus.

L'effritement de la puissance française dans l'empire ottoman n'était pas seulement due, cependant, aux activités des diplomates anglais. En 1612, les Hollandais surent obtenir une capitulation, et, en 1617, l'empereur Mathias se vit accorder le droit de protéger les vaisseaux autrichiens sous la bannière impériale.

L'influence française était à son déclin; les Turcs commençaient à se rendre compte que la France n'était pas le seul allié européen possible. De plus, en Turquie, le fanatisme religieux se renforça. En France, aussi, des transformations s'étaient opérées. On y avait toujours envisagé avec bienveillance une alliance avec les Turcs contre la Maison d'Autriche. La naissance d'états protestants en Allemagne offrait cependant la possibilité d'abandonner l'alliance avec les Turcs.

Il y eut alors une période de relations tendues entre la France et la Turquie. Les rois de France «très chrétiens» retrouvèrent leur place dans la lutte contre le Turc infidèle.

Un certain renversement de la situation s'effectua avec Colbert. Ce ministre, qui recherchait surtout dans le commerce l'intérêt de la France, sut convaincre Louis XIV de l'avantage de rapports amicaux avec la Turquie. De Nointel, ambassadeur de Louis XIV à Constantinople, sut arracher une nouvelle capitulation le 5 juin 1673. Le point le plus important de ce traité était que la France recevait le droit formel de protection des Lieux Saints.

A la mort de Louis XIV, en 1715, le prestige français en Europe était quelque peu terni. La rivalité entre les états européens se fit plus violente, et la Turquie se trouva au centre des ambitions. La Russie cherchait un accès à la Mer Noire, la Prusse et l'Autriche poursuivaient leur politique de «Drang nach Osten», l'Angleterre cherchait à conquérir la suprématie au Moyen Orient, et la France entendait poursuivre sa politique traditionnelle en Turquie.

C'est surtout depuis cette époque que grandirent dans l'empire ottoman l'influence de la Russie et de l'Autriche. Pierre le Grand considérait la Pologne comme un tremplin vers l'empire turc. On parlait ouvertement d'un partage de cet empire entre la Russie et l'Autriche. La France, cependant, avait intérêt à ce que l'empire ottoman continuât d'exister, et elle vola au secours de la Turquie. Si l'anéantissement fut épargné à la Turquie, ce fut surtout grâce à la diplomatie de l'ambassadeur de France, de Villeneuf. En 1740, Villeneuf sut mettre en œuvre une alliance entre la Turquie et la Suède, alliance représentant une menace sérieuse pour la Russie.

Cette intervention ne devait pas être sans profit pour la France. Elle obtint un nouveau traité de capitulations le 28 mai 1740, qui laissait aux Français des compétences très étendues dans l'empire ottoman.

Cependant, à peine Villeneuf eut-il quitté Constantinople, en 1741, que l'influence française auprès de la Sublime Porte commença de s'émettre. En 1747, un traité perpétuel fut conclu entre l'Autriche et la Turquie, suivi en 1748 d'un traité entre la Russie et la Turquie, et, en 1757, même, les Lieux Saints ne furent plus confiés à des Français.

L'influence française dans l'empire ottoman ne fit alors que décliner. En France même se créa un fort courant spirituel militant en faveur de la renaissance de l'antiquité grecque en exigeant l'indépendance des peuples helléniques. Grâce à l'intercession de Marie-Antoinette, le comte de Choiseul-Gouffier fut nommé ambassadeur de France à Constantinople; *Bruneau* (p. 67) le qualifie «d'érudit philhellène» ⁴). Et c'est ainsi que s'acheva la diplomatie de «l'ancien régime» dans l'empire ottoman.

3. De la Révolution française à la Restauration

Gambetta a dit: «L'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation» ⁵). Ces paroles restent justes si l'on considère la politique du gouvernement français révolutionnaire dans l'empire ottoman: on continua de protéger les chrétiens.

La lettre suivante de l'ambassadeur de la République française est caractéristique à cet égard:

«Liberté, Egalité.

Péra près Constantinople, le 30 frimaire an V^e de la République française une et indivisible.

Le Général Aubert du Bayet, ambassadeur de la République Française, près de la Porte Ottomane, aux citoyens consuls, vice-consuls et agents de la République française dans les Echelles du Levant.

CITOYENS,

Le maintien de tous les priviléges, qui nous sont accordés par nos Capitulations avec la Porte, étant la première base des instructions confiées au zèle des fonctionnaires publics dans les Echelles du Levant, et le droit d'y protéger les Eglises chrétiennes faisant partie intégrante de ses priviléges, nous ne pouvons nous dispenser de veiller à la sûreté et à la tranquillité de ces Eglises ainsi que des peuples qui les fréquentent...

D'après de si puissants motifs, provisoirement et en attendant des ordres ad hoc, je ne doute point, citoyens, que vous ne donniez point tous vos soins à faire respecter les Eglises chrétiennes, sises dans les Echelles respectives, à y maintenir le libre exercice du culte et à protéger les ministres qui y sont employés et dont la conduite et le langage ne sont point contraires aux lois de la République...

Salut et fraternité.

Aubert du Bayet

(*Bruneau*, p. 71-72)

Effectivement, le gouvernement révolutionnaire de Paris fit son possible pour maintenir la politique traditionnelle à l'égard de la Turquie. On tenta à maintes reprises d'amener l'empire ottoman dans la guerre comme allié. Mais on n'y réussit point. A mesure que les conquêtes des armées françaises croissaient en importance, on devenait plus positif, à Constantinople, envers la République française. En 1795, le gouvernement de Paris fut reconnu par la Turquie, et cette même année encore on entamait des négociations pour un traité commercial. Mais l'expédition de Napoléon en Egypte mit fin aux bonnes relations entre les deux pays.

C'est en août 1797 que Napoléon prépara cette expédition en accord avec Talleyrand. Selon Talleyrand, la campagne d'Egypte offrait la possibilité de fonder une colonie française, alors que l'intérêt stratégique résidait dans l'atteinte portée aux positions anglaises: à la route des Indes. Cependant il craignait, et avec raison, que l'on ne fût guère disposé à Constantinople en faveur d'une telle action: formellement, l'Egypte faisait partie de l'empire ottoman. Lorsque Napoléon eut quitté Toulon avec sa flotte, le 30 floréal an

VI, Talleyrand envoya une note à l'ambassadeur de France à Constantinople, Ruffin, dans laquelle il expliquait ce que couvrait cette expédition ⁶⁾.

Suivant ce document, l'administration turque ne semblait pas être en mesure de protéger les intérêts français dans l'empire ottoman. L'expédition avait pour but d'aider les Turcs à s'acquitter de leurs obligations envers la France. Bonaparte servait les intérêts de la Turquie, car l'Egypte était entrée en rébellion contre elle et se montrait docile envers l'Angleterre. Il incitait à Ruffin d'éviter une mauvaise impression éventuelle auprès de l'administration turque. Mais l'ambassadeur avait peu de chances de succès. Dès que la nouvelle fut connue, on le retint prisonnier à Constantinople, et les ressortissants français se virent poursuivis dans l'empire ottoman.

Après avoir conquis l'Egypte, Bonaparte se porta vers le Nord, en direction du Levant. Il trouva en face de lui l'armée turque sous la direction de Jazza. Dans sa lutte contre les Turcs, Napoléon essaya d'amener à ses côtés les tribus arabes. Il tenta de parvenir à une alliance avec le chef de La Mecque, et il crut pouvoir obtenir le soutien des juifs d'Asie en leur promettant un état juif en Palestine ⁷⁾.

Bonaparte fut victorieux à Gaza, à Jaffa et au Thabor; mais à Saint-Jean-d'Acre il subit une défaite sensible à laquelle l'intervention anglaise fut loin d'être étrangère.

La campagne d'Egypte nuisit gravement aux relations entre la France et la Turquie. C'est en termes sévères que Bourgeois juge cette expédition:

«Provoquer sans raison la Russie, lui livrer les Turcs qui allaient devenir nos ennemis, et non pas nos alliés, unir le tsar et les Anglais contre nous, voilà les seuls résultats qu'il fallait attendre de ce nouvel effort de la France dans la Méditerranée.» (cité dans: *Bruneau*, p. 92)

Ce jugement de Bourgeois est trop peu nuancé. Du point de vue scientifique et culturel, l'expédition de Bonaparte eut des conséquences importantes. D'après Atiyah, cette expédition inaugura la renaissance arabe:

«If any one date is to be chosen as marking the end of this long Arab sleep, it will be the day on which Napoleon set foot on Egyptian soil in 1798.

Until that day the Arabs were still living in the Middle Ages. Socially and intellectually their life had become ossified . . .

Napoleon's expedition was more than a military invasion; it was also a cultural incursion from the West into the heart of the Arab world, comprising as it did many scholars and scientists, . . . With it there also came the first printing press to reach Egypt.» (Atiyah, p. 73-74)

4. Les oppositions franco-anglaises

Après la normalisation des rapports entre la France et la Turquie, résultant d'un traité signé à Paris en 1803 et qui mettait fin aux hostilités, une amitié perpétuelle fut conclue et les anciennes capitulations remises en vigueur; dès lors une lutte d'influence effrénée se déchaîna entre la France et l'Angleterre

dans l'empire ottoman. Cette lutte se manifesta clairement dans l'affaire de Méhémet Ali.

Méhémet Ali gouvernait l'Egypte en maître absolu. A la demande du sultan Mahmoud, il réprima le soulèvement grec de 1825 à 1828. Pour prix de ce service, il réclama le gouvernement héréditaire de l'Egypte et de la Syrie. Le sultan le lui ayant refusé, Méhémet Ali envoya son fils Ibrahim en Syrie afin qu'il s'en rendît maître par la force. Dans cette affaire, les Français appuyaient entièrement Méhémet Ali, et ils lui apportèrent un soutien sous toutes les formes possibles.

Ibrahim conquit la Syrie sur les troupes turques et s'apprêta à marcher sur Constantinople, toujours avec l'appui de la France. Mais c'est alors qu'intervint l'Angleterre. Le grand souci de Palmerston n'était pas de maintenir le sultan à Constantinople, c'était d'éviter qu'Ibrahim, entièrement à la remorque de la France, ne devînt le maître de l'empire turc.

Méhémet Ali obtint le gouvernement de la Syrie. Il fut bien accueilli par la population, aussi bien par les chrétiens, qui voyaient en lui en premier lieu un allié de la France, que par les musulmans qui le considéraient comme un champion de l'islam. Cependant Méhémet Ali se transforma bientôt en un dur despote qui réussit à susciter une haine farouche par des impôts anormalement élevés.

Les Anglais virent là une possibilité de battre en brèche l'influence française dans l'empire turc et d'étendre leur propre autorité. L'ambassadeur d'Angleterre à Constantinople commença à exciter l'administration turque contre Méhémet Ali, tandis que les agents consulaires anglais au Levant recevaient pour mission d'attiser la haine de la population contre l'administration de Méhémet Ali.

Les Anglais triomphèrent sur deux points. Le 7 juin 1839, Méhémet Ali fut déclaré traître et rebelle par le sultan Mahmoud. Les hostilités reprirent. Elles aboutirent à une défaite turque. Mais Méhémet Ali ne parvint pas à exploiter sa victoire. L'Angleterre, la Prusse, l'Autriche et la Russie intervinrent en faveur de la Turquie. Le traité de Londres de 1840 décida que Méhémet Ali n'étendrait son autorité que sur l'Egypte, et que la Turquie serait placée sous la tutelle des nations européennes. La France fut tenue à l'écart des conversations.

La rivalité franco-anglaise se cristallisa alors particulièrement en Syrie. Par sa politique traditionnelle, la France prétendait dans cette région au titre de protectrice des chrétiens. Elle s'était surtout attachée à la protection d'un groupe particulier: les Maronites du Liban ⁸⁾. L'Angleterre prenait à cœur la protection d'un autre groupe: les Druzes. Des agents de ces deux nations chrétiennes n'épargnèrent ni leur peine ni leurs moyens pour exciter ces deux groupes à la lutte.

Cette lutte entre les Maronites et les Druzes se manifesta régulièrement par d'importants massacres. Continuellement les Français interviennent auprès de l'administration turque en faveur des Maronites, et les Anglais faisaient de même en faveur des Druzes. Cependant, les autorités turques se servaient

des uns contre les autres, et la victime de ce jeu en était la population syrienne, qui englobait alors celle du Liban.

En 1860, la Syrie fut le théâtre d'un massacre qui coûta la vie à des milliers de chrétiens. En France, l'opinion publique s'émut.

«Les catholiques étaient révoltés; les apôtres du «principe des nationalités» réclamaient l'autonomie pour les opprimés; certains diplomates, hantés par le souvenir du Premier Empire, échafaudaient, dans la fumée bleue de leurs cigares, des rêves d'expansion.» (Lapierre, p. 24)

Les massacres de 1860 furent ressentis à un tel point, que l'on convoqua à Paris une conférence à laquelle prirent part des délégués de la France, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Turquie. Au cours de cette conférence, une intervention armée fut décidée: la France reçut le mandat de rétablir l'ordre au Levant. L'esprit des croisades revivait. L'enthousiasme était grand en France.

Déjà 13 jours après que fût décidée l'intervention armée, le vaisseau *Amérique*, ayant à bord des troupes françaises, jetait l'ancre dans le port de Beyrouth. Une commission internationale fut désignée, avec pour tâches la recherche des causes des massacres, de veiller au châtiment des coupables et de présenter un plan destiné à éviter de semblables événements à l'avenir. C'était la «Commission de Syrie». Elle se composait de représentants de l'Autriche, de la France, de l'Angleterre, de la Prusse et de la Russie, ainsi que d'un délégué de l'administration centrale turque qui pouvait prendre part aux discussions. Après bien des négociations, la commission aboutit à un «Règlement organique du Liban», qui fut ratifié en 1864⁹.

En vertu de ce document, le Liban — le plus important des territoires occupés par des Maronites — devenait une province autonome à l'intérieur de l'empire turc, administrée par un gouverneur turc chrétien désigné par le gouvernement ottoman sous l'approbation des puissances signataires. Ce règlement demeura en vigueur jusqu'à ce que la Turquie le dénonçât en 1915 lorsque les troupes turques envahirent le Liban.

A partir de 1861 l'empire turc déclina rapidement. Les grands états européens faisaient de leur mieux pour avoir leur part de l'empire en désintégration. La politique française en Turquie se caractérisa par l'hésitation entre le soutien à des groupes intérieurs turcs (le mouvement jeune turc, le nationalisme arabe) et la poursuite de la politique traditionnelle de protection des chrétiens dans l'empire ottoman. L'impérialisme britannique s'intéressait vivement à la «route des Indes» à travers l'empire turc. L'Angleterre ne souhaitait guère trouver sur cette route un état fort comme la France. L'Italie, elle aussi, joua un rôle dans le processus de désintégration de l'empire turc; elle réussit à s'adjuger Tripoli de Libye. La Russie continua d'entretenir ses ambitions concernant la Mer Noire, tandis que l'Autriche parvenait à prendre pied fermement dans les Balkans. L'Allemagne elle-même joua un rôle qui n'est pas négligeable au cours des années qui précédèrent la Première Guerre mondiale. L'Allemagne ne visait pas en premier lieu à la destruction

de la Turquie. Au contraire, l'Allemagne voulait que la Turquie fût forte pour en faire un allié pour sa politique orientée vers l'Est. C'est surtout dans les domaines économique et militaire que l'Allemagne put accroître son influence dans l'empire ottoman. Le meilleur exemple en est les concessions du chemin de fer de Bagdad.

En 1914, Barrès disait à Jaurès:

«En Orient, nous représentons une spiritualité, la justice, la catégorie de l'idéal. L'Angleterre y est puissante; l'Allemagne, toute-puissante; mais nous possédons les âmes.» (Barrès, p. 181)

5. La Première Guerre mondiale

Lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale, la France promit de respecter l'intégrité de l'empire turc si la Turquie demeurait neutre. La Russie et l'Angleterre donnèrent leur accord à cette déclaration. Cependant, les 2 et 6 août 1914, la Turquie pactisait avec l'Allemagne, et le 3 novembre 1914, l'état de guerre était déclaré entre les Alliés et la Turquie. Ainsi, l'Allemagne trouvait un allié au Moyen Orient. En raison de la participation de la Turquie à la guerre, une force armée alliée fut retenue dans cette région.

La contribution turque aux opérations de guerre ne pouvait pas être effective, car de trop grands antagonismes régnait à l'intérieur de l'empire ottoman. Becker, spécialiste allemand des questions islamiques, pensa avoir trouvé le moyen de restaurer l'unité de l'empire turc: la Guerre Sainte. L'empereur d'Allemagne s'empara de cette idée, et Guillaume II se présenta comme le défenseur de l'islam:

«... il affirmait qu'aux noms d'Allah et du Vieux Bon Dieu allemand il luttait contre tous les infidèles qui ne croyaient qu'Allah est dieu.» (Bruneau, p. 284)¹⁰

A Constantinople, on proclama effectivement la Guerre Sainte; mais le succès ne fut pas grand. Les sujets arabes de l'empire ottoman souhaitaient s'affranchir du joug turc. A cette époque, l'une des personnalités arabes de premier plan était l'émir Hussein, qui régnait sur La Mecque et qui, de ce fait, portait le titre de «Protecteur des Villes Saintes». Le Haut-commissaire britannique au Caire, MacMahon, prit contact avec lui. Après quelques messages échangés, on se mit d'accord, si les Arabes soutenaient les Anglais dans leur lutte contre les Turcs, pour qu'après la guerre Hussein reçût un certain territoire sur lequel il régnerait avec le titre de roi: ce serait un royaume arabe. Dans cette correspondance, cependant, on était resté vague au sujet des frontières du royaume qui devait être créé.

Les tractations entre MacMahon et Hussein s'étaient déroulées à l'insu des autorités françaises¹¹. Les Anglais informèrent Paris en 1915. Des négociations s'engagèrent alors entre les deux alliés; elles étaient menées, pour l'Angleterre, par Sir Mark Sykes, et, pour la France, par Georges Picot. Cette

fois c'était au tour de Hussein de ne pas être tenu informé. Les négociations franco-anglaises aboutirent à l'accord Sykes-Picot de 1916. Aux termes de cet accord, tout le territoire compris entre la Méditerranée et la Perse était divisé en deux sphères d'influence, l'une française, l'autre anglaise, à l'exception de la Palestine, qui devait passer sous administration internationale¹²⁾.

Les dispositions de cette convention étaient en contradictions avec les accords conclus entre MacMahon et Hussein. Durant les années de la Première Guerre mondiale, on fit bien des promesses contradictoires. A cette époque-là, les Anglais promirent tout à tout le monde. En avril 1915 était signé le Traité Secret de Londres, dans lequel il était question d'un certain partage du Moyen Orient, alors que la chose avait déjà été faite, et d'une tout autre façon, un mois auparavant, dans la Convention de Constantinople. En 1917, la Palestine fut promise aux Juifs comme Foyer National Juif. Au cours de la même année, le Traité de Saint-Jean-de-Maurienne promettait certaines parties de l'empire turc à l'Italie, tandis qu'en 1918 on donnait aussi à la Grèce des assurances dans le même sens. C'est de cette époque que date, pour la Palestine, l'appellation de «Terre Trop Promise».

6. La Conférence de la Paix

C'est en janvier 1919 qu'on s'occupa à Versailles des problèmes de l'empire ottoman. Pendant la guerre, déjà, le président Wilson avait prêché pour ses principes sacrés: aucune négociation secrète et aucune annexion. Tous les peuples auraient le droit de disposer d'eux-mêmes, à l'exception des colonies allemandes et des provinces arabes de l'empire turc, pour lesquelles on envisageait un système de mandats. A l'encontre de cet idéalisme américain se dressait la dure politique coloniale de l'Angleterre et de la France. Il est facile de se moquer de cet idéalisme américain au milieu de l'atmosphère de politique réaliste, de «Realpolitik», de Versailles, mais malgré ces railleries, on ne doit pas oublier que cet idéalisme a eu, en tout cas, des conséquences très réelles pour le règlement du problème de l'empire ottoman.

Le 30 janvier 1919, il fut décidé que les provinces arabes seraient complètement détachées de l'empire ottoman, et que l'on appliquerait à ces territoires le système des mandats. A vrai dire, les difficultés commencèrent aussitôt après cette décision. Quelles sortes de mandats devait-on donner, et qui serait mandataire? La Conférence de la Paix entendit l'émir Fayçal, fils de l'émir Hussein, ainsi qu'une délégation libanaise. En mars 1919, le délégué français Pichon exigea que la Syrie fût considérée comme un tout et que la France fût désignée comme puissance mandataire de cet ensemble. L'Angleterre s'y opposa. C'est alors que Wilson proposa d'envoyer une commission internationale au Moyen Orient, afin d'entendre aussi la voix des populations des territoires considérés. Lloyd George et Clemenceau refusèrent en fin de cause d'accéder à cette proposition. Wilson envoya alors deux Américains, Henry King et Charles Crane. Dans leur rapport, ils précisèrent que la population était favorable à une Syrie unie, c'est-à-dire incluant la Palestine et le Liban. Selon ces deux Américains, la population souhaitait que les

Etats-Unis fussent les mandataires, ou, si ce n'était pas possible, que ce fût alors l'Angleterre. Elle s'élevait contre un mandat français en Syrie¹³⁾.

Finalement, pourtant, c'est la France qui obtint le mandat sur la Syrie et le Liban. La position traditionnelle et séculaire de la France dans les états du Levant joua un grand rôle dans la décision des puissances alliées d'attribuer ce mandat à la France¹⁴⁾.

«That the Mandate for Syria and Lebanon should have been conferred upon her rather than any of the other Great Powers was due immediately to the war-time agreement between the Allies for the partition of the Ottoman Empire, but more fundamentally to the long-standing French connexions with the Ottoman Empire in general and Syria and Lebanon in particular, and to the sentiment which that connexion had aroused in certain quarters in France.» (Hourani, p. 146)

L'Angleterre se vit attribuer deux mandats au Moyen Orient, la Palestine et l'Irak, tous deux limitrophes du territoire syrien sous mandat. Comme il était à prévoir, une âpre lutte se déchaîna à propos des frontières entre les mandats français et anglais.

«La scène est pittoresque. A l'hôtel Bischoffsheim, les plénipotentiaires s'efforcent de séparer sur leurs cartes des tribus mouvantes (qui, plus tard, ne cesseront de traverser et retraverser leurs pointillés). A plat ventre sur le tapis, Clemenceau suit du doigt la frontière proposée. Brusquement, se retournant vers Lloyd George assis en tailleur, il lui crie: «Vous avez commis un faux. — J'attends vos excuses, fait l'Anglais. — Vous pouvez les attendre aussi longtemps que la pacification de l'Irlande», hurle le Tigre. Et, comme Lloyd George insiste pour recevoir des excuses, il offre une réparation à l'épée ou au pistolet. On finit par lui laisser son Djebel.» (Fabre-Luce, p. 49-50)

7. Le système des mandats de la Société des Nations

On a dit un jour que le plus grand mérite du système des mandats de la Société des Nations était d'offrir un sujet très agréable de thèse de doctorat. En effet, le nombre de thèses écrites sur ce sujet est incroyablement élevé. Aussi est-ce uniquement dans le but de donner un minimum de précisions souhaitables pour une bonne compréhension de ce qui suit, que l'introduction à cette étude consacrera quelques lignes à ce système.

L'idée du système des mandats est déjà ancienne¹⁵⁾. Elle fut reprise dans les dernières années de la Première Guerre mondiale. Wilson reconnaissait que son principe de libre disposition nationale ne pouvait s'appliquer aux anciennes colonies allemandes et aux provinces arabes de l'empire turc. Il spéculait sur l'idée d'une administration internationale de ces territoires. Smuts proposa qu'une puissance fût désignée pour administrer un ou plusieurs territoires au nom de la communauté internationale et sous le contrôle de celle-ci. Il repoussait une administration internationale qu'il jugeait imprati-

cable; il souhaitait une administration nationale sous le contrôle de la Société des Nations. Ce raisonnement enchantait Wilson.

«Frappé par l'idée du général Smuts, le président Wilson incorpora l'institution de mandats internationaux dans ses deux premiers projets de Pacte de la Société des Nations...» (*Système des mandats*, p. 18)

L'examen du principe des mandats s'effectua avec peine à la Conférence de la Paix. C'est le 10 janvier 1919 que Wilson présenta son plan qui est connu dans les textes sous le nom de «Supplementary Agreement». Deux semaines plus tard Lord Cecil avançait sa «Draft Convention regarding Mandates». Immédiatement après commencèrent les conversations secrètes du Conseil des Dix sur la question des mandats. Ces négociations aboutirent à une résolution qui fut présentée à la «Commission de la Société des Nations» instituée par la Conférence de la Paix. Cette commission, qui était placée sous la présidence de Wilson et à laquelle étaient représentés 14 états, reprit cette résolution en y apportant quelques modifications et la transmit à la Conférence de la Paix réunie en session plénière. La résolution y fut adoptée à l'unanimité.

Cette résolution devint, sous l'article 22 de la Charte de la Société des Nations, la base du système des mandats. Cet article excelle par le vague de sa rédaction. Dans le premier paragraphe on expose les motifs:

«Les principes suivants s'appliquent aux colonies et territoires qui, à la suite de la guerre, ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment et qui sont habités par des peuples non encore capables de se diriger eux-mêmes dans les conditions particulièrement difficiles du monde moderne. Le bien-être et le développement de ces peuples forment une mission sacrée de civilisation, et il convient d'incorporer dans le présent Pacte des garanties pour l'accomplissement de cette mission.»

Au second paragraphe, on indique la méthode permettant de propre à parvenir à ce but. Cette méthode devait être

«... de confier la tutelle de ces peuples aux nations développées qui, en raison de leurs ressources, de leur expérience ou de leur position géographique, sont le mieux à même d'assumer cette responsabilité et qui consentent à l'accepter; elles exerçaient cette tutelle en qualité de Mandataires et au nom de la Société.»

Le troisième paragraphe de l'article 22 faisait une différence entre diverses espèces de mandats.

«Le caractère du mandat doit différer suivant le degré de développement du peuple, la situation géographique du territoire, ses conditions économiques et toutes autres circonstances analogues.»

En vertu de ce paragraphe, les territoires considérés étaient répartis en

mandats A, B et C. Pour la suite de cette étude, seuls les mandats A présentent un intérêt. C'est le quatrième paragraphe de l'article 22 qui les concernait.

«Certaines communautés, qui appartenaient autrefois à l'Empire ottoman, ont atteint un degré de développement tel que leur existence comme Nations indépendantes peut être reconnue provisoirement, à la condition que les conseils et l'aide d'un Mandataire guident leur administration jusqu'au moment où elles seront capables de se conduire seules. Les vœux de ces communautés doivent être pris d'abord en considération pour le choix du Mandataire.»

Cela concernait les trois territoires sous mandat de Syrie et Liban, d'Irak et de Palestine. Un traité de mandat devait être rédigé séparément pour chaque mandat. Pour les mandats A, il fut décidé que le mandataire présenterait lui-même un projet de traité à la Société des Nations.

Le plan de la Société des Nations prévoyait un système de contrôle sur les défauts duquel nous ne reviendrons pas ici. Ce contrôle devait être exercé par le Conseil de la Société des Nations, organisme dans lequel les puissances mandataires possédaient un grand pouvoir. Dans ces fonctions de contrôle, le Conseil était assisté d'une Commission Permanente des Mandats nommée par lui-même et qui devait être composée de telle sorte que la majorité des membres ne devaient pas être citoyens des puissances mandataires. Il était stipulé en outre que les membres de cette commission étaient nommés en raison de leurs capacités personnelles et qu'ils ne devaient nullement être les représentants de leurs pays.

Chaque année, le mandataire devait présenter au Conseil un rapport devant comporter un compte rendu détaillé de l'administration du territoire. Ces rapports annuels étaient étudiés par la Commission Permanente des Mandats en présence de la puissance mandataire intéressée.

En ce qui concerne le sujet de notre étude, c'est donc le gouvernement français qui envoyait chaque année un rapport au Conseil de la Société des Nations sur la situation en Syrie et au Liban. Ce rapport était étudié par la Commission Permanente des Mandats, dont un membre était un Français, en présence d'un représentant du gouvernement français. Il convient donc de distinguer entre le membre français de la Commission et le représentant français¹⁶⁾.

La Commission Permanente des Mandats présentait alors un rapport au Conseil de la Société des Nations, rapport qui pouvait comporter des recommandations. Le Conseil n'était pas tenu de reprendre ces recommandations: la Commission Permanente des Mandats était un organisme consultatif.

8. Le système des mandats et le colonialisme

En pratique, le système des mandats s'est trouvé tout autre que la théorie ne l'avait prévu. Bien que pour les mandats A, on eût admis de reconnaître provisoirement ces communautés comme nations indépendantes, les nationalismes arabe et juif durent mener un dur combat pour leur indépendance.

Les nationalistes accusèrent les puissances mandataires de mener une politique coloniale.

Nous pouvons nous demander quels rapports existaient entre le système colonial et le système des mandats. Deux points du programme de paix de Wilson étaient importants dans le système des mandats, et c'étaient la non-annexion et la libre disposition nationale. Le principe en était de rompre avec l'habitude séculaire des vainqueurs de guerres d'annexer des territoires. D'un autre côté, on ne souhaitait pas que l'Allemagne conservât ses colonies et que la Turquie gardât ses provinces arabes. C'est ainsi qu'était née l'idée de retirer ces territoires aux vaincus et de les rendre indépendants. Mais toutefois comme les peuples de ces territoires n'étaient pas encore mûrs pour l'indépendance, ou du moins n'étaient pas considérés comme tels, on avait prévu de faire administrer provisoirement lesdits territoires par quelques grandes puissances.

Divers auteurs ont considéré le système des mandats comme une sorte d'imperialisme, comme une belle façade derrière laquelle se dissimulait un vulgaire colonialisme. Atiyah dit sans ambages:

«... the League of Nations Mandatory system, which was being evolved as a substitute for Colonialism». (Atiyah, p. 104)

Je ne voudrais pas aller aussi loin, et je m'en tiendrais plutôt au point de vue de Rappard qui, du fait de ses fonctions (il fut d'abord «Directeur de la Section des Mandats» de la Société des Nations, puis membre de la Commission Permanente des Mandats), était un expert en la matière. Lors de la première session de la Commission Permanente des Mandats, il déclara:

«L'institution des mandats est une sorte de compromis entre la thèse des partisans de l'annexion et la thèse de ceux qui voulaient confier les territoires coloniaux à une administration internationale.» (CPM, procès-verbal de la 1^e session, 1921, p. 4)

Dans la préface qu'il écrivit pour le livre de Bentwich, Arnold D. McNair avance:

«Some of the statesmen who gave grudging assent to it [the mandates system] in 1919 doubtless thought that it represented a necessary concession to the newly awakened public conscience, and that, though it might be troublesome from an administrative point of view, it would not in its results differ much from the 'good old plan' of swallowing the colonial possessions of a defeated enemy.» (Bentwich, p. V.)

Dans sa propre préface Bentwich écrit:

«It was said by an eminent authority some years ago that the Mandate, though conceived in generosity, was born in sin.» (Bentwich, p. X)

En 1922, Lord Balfour déclarait devant le Conseil de la Société des Nations:

«A mandate was a self-imposed limitation by the conquerors on the sovereignty which they exercised over the conquered territory.»¹⁷⁾

Il est trop simpliste, et par conséquent erroné, d'avancer que le système des mandats n'était sans plus qu'un autre nom pour le système colonial. L'état colonial possède des droits sur la population à l'encontre d'états tiers, tandis que le mandataire avait des obligations à l'égard de la population, et ce vis-à-vis de la Société des Nations. Le mandataire était tenu d'amener les populations placées sous son mandat à s'administrer elles-mêmes. On pourrait dire que, dans le système des mandats, il s'agissait d'une délégation d'autorité faite par un organisme international. On partait du principe de non annexion et, surtout pour les mandats A, le caractère temporaire de l'administration était évident. Le système des mandats se compléta ultérieurement par le droit de pétition: il était possible d'adresser des pétitions à la Société des Nations.

Cependant, c'est dans le contrôle international que l'on voyait la plus importante différence entre le système des colonies et le système des mandats.

«On ne saurait préciser plus clairement la différence profonde entre la colonisation-tutelle fondée sur la souveraineté et dont il n'appartient qu'à la nation colonisatrice elle-même d'apprécier l'action et les effets, et la tutelle sous le régime des mandats, régie par un ensemble de prescriptions et d'interdictions et soumise au contrôle permanent et effectif d'une organisation internationale.» (Rees I, p. 11)

Le mandataire était tenu de se conformer aux stipulations du traité de mandat. La Commission Permanente des Mandats avait notamment pour tâche de veiller au respect de ces dispositions. Cela représentait en théorie un contrôle de la Société des Nations sur les puissances mandataires¹⁸⁾.

Malgré toutes ces différences, qui restaient le plus souvent théoriques, entre les systèmes mandataire et colonial, la Syrie et le Liban, pour le Français moyen, étaient des possessions françaises, des parties de l'Empire français. Au cours d'un exposé au Centre d'Etudes de Politique Etrangère, Pierre Viénot déclara:

«Pour la masse de l'opinion française, la France «possède» la Syrie. Son devoir est de l'administrer, d'y sauvegarder les intérêts français. Mais on ne «traite» pas avec des colonies. On les garde. On les défend contre les périls extérieurs. On les administre. Et c'est tout... Pour la plupart des Français, en effet, notre *mandat* en Syrie n'est guère qu'une fiction.» (Relations de la France et de la Syrie, p. 13)¹⁹⁾

Il ressort de tout ceci que les différences entre les deux systèmes devinrent bientôt purement formelles.

9. L'administration mandataire française. I: La pacification

L'administration que, comme mandataire, la France a exercé entre les deux guerres mondiales dans les Etats du Levant, constitue une tranche d'histoire passionnante. Il n'est pas possible, dans cette introduction, d'examiner même tous les événements importants. Je me limiterai à deux points formant un

arrière-plan au sujet proprement dit de cette étude: la pacification et la question des traités entre la France et les Etats du Levant.

→ ● Pour les Français, les difficultés commencèrent avant même que le mandat fût officiellement institué. Les nationalistes arabes, se fondant sur l'échange de messages entre MacMahon et Hussein, pensaient pouvoir prétendre à la formation immédiate d'un état arabe indépendant.

Le 20 mars 1920 se réunissait à Damas un congrès de notables syriens. Ce congrès offrit à l'émir Fayçal la couronne de la Grande-Syrie, c'est-à-dire d'une Syrie englobant également la Palestine et le Liban; Fayçal accepta cette offre. Mais ni les Français ni les Anglais n'acceptèrent ce cours des affaires. Leurs deux gouvernements étaient précisément en train de préparer une conférence devant fixer définitivement le partage des provinces arabes de l'empire turc. Cette conférence se réunit à San Remo en avril 1920. La France y reçut le mandat sur la Syrie et le Liban, et l'Angleterre celui sur l'Irak et la Palestine.

Fayçal déclara qu'il ne voulait en rien avoir affaire avec les décisions de la conférence de San Remo. Il annonça qu'il ne reconnaîtrait pas l'établissement d'une domination étrangère sur quelque partie que ce soit de l'empire arabe, y compris la Palestine.

Des deux côtés l'on se prépara dès lors à la lutte. Le 14 juillet 1920, un ultimatum fut envoyé à Fayçal par le général Gouraud qui avait été nommé en octobre 1919 Haut-commissaire de France en Syrie et au Liban. L'élément principal en était la reconnaissance inconditionnelle du mandat français. Ne recevant pas de réponse à l'expiration du délai fixé, Gouraud fit avancer ses troupes en direction de Damas.

Pourtant, Fayçal avait accepté l'ultimatum, mais, pour des raisons restées obscures, sa réponse n'était pas parvenue à temps. Gouraud fit stopper ses troupes dès qu'il reçut l'acceptation de son ultimatum. Toutefois, il envoya un second ultimatum, avec des conditions bien plus sévères. Fayçal jugea ce nouvel ultimatum irrecevable, et Gouraud donna l'ordre à ses troupes de reprendre leur marche. Le 25 juillet 1920, elles entraient à Damas²⁰.

Pour les Français, l'éviction de Fayçal ne réglait pas les difficultés. Ils n'apparaissaient pas en mesure de pacifier le territoire qui leur était attribué. On peut dire en gros que les autorités françaises avaient affaire avec trois groupements.

En premier lieu, les nationalistes syriens qui désiraient un état unitaire syrien indépendant. A l'intérieur de ce groupe on peut reconnaître diverses tendances. Certains se satisfaisaient du territoire syrien sous mandat, c'est-à-dire à peu près le territoire de la Syrie actuelle. Un autre courant désirait y ajouter le Liban. Pour les extrémistes, ce n'était pas encore assez; en dehors du Liban, ils voulaient encore incorporer à l'état unitaire syrien, soit la Palestine, soit même la Palestine et l'Irak. Le centre politique des nationalistes syriens était Damas. Les Français ont toujours accusé les Anglais de soutenir ces nationalistes.

→ ● En second lieu, les nationalistes libanais. C'étaient en majorité des chrétiens

que les nationalistes musulmans de Damas inquiétaient profondément. Ils considéraient les Français comme des protecteurs devant les désirs de Damas. Aussi fut-ce au Liban que l'administration française remporta le plus de succès.

En troisième lieu, deux groupes séparatistes: les Druzes au sud, et les Alaouites au nord-ouest de la Syrie. Chacun d'eux désirait un état indépendant. Ils luttaient pour leur indépendance, aussi bien contre les Français que contre les nationalistes de Damas²¹.

Le politique française à l'égard de ces trois groupes fut extrêmement confuse et fit preuve d'un grand manque de continuité. Pendant toute la période du mandat, les Français n'ont recherché sans succès qu'à diviser pour régner. De nombreuses critiques s'élèveront de plusieurs côtés contre cette politique, et en première place de la Commission Permanente des Mandats.

«*Le Président [le marquis Théodoli] observe que, de la discussion, il ressort que la Puissance mandataire, au lieu d'atténuer les divisions et les frictions entre ces territoires et de faire un pays uni et compact des différentes parties du territoire qui sont quand même étroitement liées entre elles tant au point de vue politique qu'au point de vue économique, et de favoriser ainsi la réalisation du but fondamental du mandat, l'indépendance et l'unité, a suivi une politique tout à fait opposée. La notion d'autonomie administrative, acceptée par la Société des Nations, ne peut pas être confondue avec une notion de séparatisme, à son avis, nuisible à l'avenir de la Syrie...*

Qu'a fait la Puissance mandataire pour atténuer ces divisions? Ou bien les a-t-elle approfondies? Lorsqu'elle a reçu ces territoires en tutelle, elle s'est aperçue que c'étaient des cousins qui avaient des relations désagréables entre eux; a-t-elle essayé d'en faire une famille unie?» (CPM, procès-verbal de la 25^e session, 1934, p. 64)

Pour une période de 33 ans, le territoire sous mandat ne connut pas moins de huit délimitations politiques différentes²².

Un soulèvement éclata en 1925 dans le territoire des Druzes. L'origine en avait été l'administration de ce territoire par le gouverneur français, le capitaine de Carbillot²³. Carbillot avait fait exécuter par les Druzes des travaux considérables. Des routes et des adductions d'eau avaient été construites sur une grande échelle, et de nombreuses écoles avaient été bâties. Le mandataire français écrit, dans le rapport sur la situation en 1925:

«L'effort demandé ainsi à la population, pour les travaux dont elle ne comprenait pas toujours immédiatement les futurs bienfaits, a pu causer un certain mécontentement à la masse. Ils ne pouvaient être exécutés avec les seules ressources d'un budget dont les recettes ne dépassaient pas 8 millions de francs... Il fut donc nécessaire de faire en grande partie réaliser les travaux d'utilité publique par des prestations que les habitants fournissaient à côté de leur village. Pour

certains travaux un gros effort a été demandé. C'est ainsi que l'adduction de l'eau de Soueida d'une source distante de 18 kilomètres environ a demandé à ce bourg de 5,000 à 6,000 habitants le travail de 100 hommes et de 40 chameaux par jour.» (*Rapport 1925*, p. 17-18)

En 1924, déjà, les premiers signes du soulèvement étaient sensibles. En 1925, Carbillot partit pour un congé de quelques mois. Un certain nombre de notables druzes se rendirent à Beyrouth auprès du Haut-commissaire, le général Sarrail, pour se plaindre du régime imposé par Carbillot. Sarrail refusa de recevoir les notables, d'une manière offensante. Aussitôt après, cependant, et après avoir pris l'avis de Dentz, chef du Deuxième Bureau au Levant, Sarrail fit appeler ces notables à Damas, soi-disant pour entendre leurs doléances. Mais, dès leur arrivée, ils furent arrêtés et exilés.

L'un des chefs druzes, cependant, Soltan Attrache, ne tomba pas dans le piège. Il fomenta une révolte dans le Djebel Druze en juillet 1925. En août, les Druzes infligèrent une défaite aux troupes françaises qui avaient été envoyées contre eux. Ce succès enflamma les nationalistes syriens de Damas. Bien qu'ils fussent ennemis des Druzes, qui en effet visaient à leur indépendance hors d'un état syrien unitaire, ils commencèrent à les soutenir.

«The decision was taken in Damascus to utilize to the fullest, by an alliance without precedent, the amazing sudden success of a community whom the Syrian leaders had previously regarded as alien, inferior, and predominantly separatist.» (*Longrigg*, p. 155)

A partir du Djebel Druze, le soulèvement gagna toute la Syrie. En septembre diverses parties de Damas étaient aux mains des révoltés. Le soulèvement commença à prendre un tout autre caractère.

La révolte locale des Druzes, due au mécontentement, se transforma en une révolution nationale syrienne. Des désordres éclatèrent même dans certaines parties du Liban. L'armée française eut beaucoup de mal à réprimer ce soulèvement. Ce n'est qu'en bombardant Damas que l'on parvint à rétablir l'ordre dans la capitale. Ce ne fut qu'à la fin de 1926 que les troupes françaises eurent repris quelque peu en main la situation dans le pays.

Cette révolte, et la façon dont elle fut réprimée (surtout le bombardement de Damas), soulevèrent beaucoup de critiques contre l'administration mandataire de la France. En 1926, la Commission Permanente des Mandats tint à Rome une séance extraordinaire qui fut entièrement consacrée au soulèvement syrien. Durant cette session, le représentant du gouvernement français eut beaucoup de choses à endurer. Les critiques furent surtout formulées par le membre néerlandais de la commission, Van Rees:

«C'est ce manque de documentation... que lui [Van Rees] a rendu la tâche extrêmement pénible. C'est pour cette raison qu'il n'a pu arriver à une conclusion nette sur la question de savoir si oui ou non, l'exécution des mesures prises par la Puissance mandataire répond à l'esprit et aux principes du mandat. Que disent cet esprit et ces principes?

Que l'activité de la Puissance mandataire sera essentiellement une activité bienveillante, une activité de collaboration cordiale avec les autorités indigènes. C'est ainsi, en effet, que pourraient se traduire les mots du Pacte: «aide et conseils». Ce que les documents lui apprennent, c'est qu'au lieu de relations pacifiques, bienveillantes, la régime du curateur s'est en réalité transformé en un régime s'inspirant plutôt des principes d'administration directe et ne répondant que très imparfaitement à la pensée qui a présidé à l'élaboration du mandat...

Le rapport soumis aux membres de la Commission semble avoir été rédigé en vue spécialement des exigences politiques, alors qu'il s'agissait d'un rapport destiné à un organisme non politique. Il en résulte que la Commission se trouve en face d'un document qui ne suffit pas pour se faire une conception nette de ce qui s'est passé en réalité et des causes de ce qui s'est passé. Le rapport reste muet sur un certain nombre de faits qui intéressent la Commission, et glisse sur d'autres points qui la préoccupent...

Il [le rapport] n'affirme pas plus qu'il ne conteste, il ne contient aucune conclusion...» (*CPM, procès-verbal de la 8^e session*, 1926, p. 48)

Le rapport adressé au Conseil de la Société des Nations par la Commission Permanente des Mandats émettait aussi des critiques sur l'administration française:

«Désireuse de ne pas rendre impossible la tâche de la France en Syrie et au Liban, elle [la Commission] ne recommande pas au Conseil, dans le cas présent, l'institution d'une mission d'enquête, indépendante de la Puissance mandataire. Mais, consciente, d'autre part, de son devoir de contrôle, elle n'a cru pouvoir s'abstenir d'émettre certaines appréciations critiques...

Il n'appartient pas à la Commission de retracer, au jour le jour, les événements qui se sont précipités à partir de ce moment, ni les abus de pouvoir qui paraissent avoir marqué la fin de l'administration du capitaine Carbillot. Elle a été particulièrement émue par le récit du mécontentement grandissant, des avertissements répétés et ignorés, de l'opiniâtrété de plus en plus passionnée du général Sarrail, aboutissant, après le renvoi brutal d'une nouvelle délégation druse, à l'arrestation, le 11 juillet, d'une délégation de notables, convoqués «sous le prétexte» de recevoir leurs réclamations. Ces faits ont cependant trouvé dans le rappel du général Sarrail leur sanction légitime, bien que peut-être trop longtemps différée, et la Commission ne croit pas devoir y insister davantage.» (*CPM, procès-verbal de la 8^e session*, 1926, p. 200-206)

A cette époque, la France perdit beaucoup de prestige dans le monde arabe. L'Angleterre exploita cette faiblesse française. Il est prouvé que les Anglais n'ont pas joué un très beau rôle dans le soulèvement syrien.

L'administration mandataire anglaise en Irak avait connu aussi ses difficultés avec le nationalisme arabe. Mais les Anglais avaient suivi une politique totale-

ment différente de celle des Français: une politique de traités. Les succès de la politique anglaise en Irak avaient amené les Français également à rechercher les possibilités offertes par une semblable politique en Syrie et au Liban.

10. L'administration mandataire française. II: La politique de traités

Le pragmatisme anglais eut bientôt trouvé une possibilité de se dégager des désagréments du système mandataire, tout en conservant les avantages. Le Gouvernement de Sa Majesté offrit l'indépendance au territoire sous mandat, mais il prit soin, au moyen de traités, que le nouvel état demeurât étroitement lié à l'Angleterre; les Anglais prirent une position privilégiée en Irak, et ils y conservèrent un monopole d'influence. Fabre-Luce présente ainsi la méthode anglaise:

«Ils [les Anglais] distribuent des couronnes ou des prébendes à quelques chefs locaux, les laissent exploiter leurs sujets à leur guise (sous une façade parlementaire) et gouvernent par l'intermédiaire de leurs conseillers. L'instruction et l'hygiène sont négligées. Le voyageur qui passe de Damas à Bagdad est frappé par la pauvreté, les maladies d'yeux. Mais ces miséreux, ces aveugles, sont citoyens d'un pays «libre»... Les Anglais travaillent à travers des émissaires camouflés, rattachés à des bureaux différents et apparemment dépourvus de pouvoirs, dont les actions se complètent, se corrigent — et peuvent, s'il le faut, être désavouées. Sur un certain plan, la «réussite» n'est pas contestable. Les soldats anglais resteront en Irak après que les nôtres auront été chassés de Syrie. La politique britannique est donc plus habile. Elle ne rencontre d'ailleurs pas, dans sa zone d'influence, la contradiction interne qu'il nous faut affronter dans la nôtre. Peu de Chrétiens en Irak, et peu de protection des Chrétiens dans le passé de l'Angleterre. Elle peut donc plus aisément ménager les susceptibilités musulmanes. Seulement, cette «réussite» n'est-elle pas, du point de vue de la civilisation occidentale, une forme de désertion?» (Fabre-Luce, p. 129-130)

Le soulèvement syrien a été un facteur important dans l'inclinaison de la politique française au Levant vers «une politique de traité». Le 6 février 1926, le nouveau Haut-commissaire, Jouvenel, déclarait devant le Conseil représentatif de l'Etat de Syrie:

«Je désire établir non pas une paix provisoire, mais une paix permanente appuyée sur un traité...» (*Relations entre la France et la Syrie*, p. 48-49)

La France avança aussi cette idée devant la Société des Nations. Le traité que l'Angleterre avait conclu avec l'Irak dès 1922 sembla avoir influencé ici la politique française. En 1926, le représentant du gouvernement français déclara devant la Commission Permanente des Mandats:

«Il ne faudrait d'ailleurs pas croire que la forme adoptée en Irak ait

été considérée comme absolument impraticable en Syrie. On a examiné à différentes reprises l'idée de conclure des traités avec les gouvernements locaux...» (CPM, procès-verbal de la 8^e session, 1926, p. 62)

La même année, Jouvenel déclarait devant la Commission:

«Il ne s'agit pas d'abolir le mandat, mais de lui donner la forme d'un traité, afin que les pays qui naîtront de la nouvelle organisation aient des obligations nettement définies et qu'on puisse se rendre compte de la collaboration qu'il sera possible d'obtenir.» (CPM, procès-verbal de la 9^e session, 1926, p. 123)

En juillet 1926, Jouvenel fut remplacé, comme Haut-commissaire, par Ponsot. Ce dernier fit des tentatives infructueuses, dans la période de 1928 à 1933, pour se mettre d'accord avec le gouvernement syrien sur un texte garantissant en même temps l'indépendance du gouvernement de Damas et l'autonomie des minorités. Ces deux problèmes semblèrent ne pas pouvoir être conciliables. Les Druzes et les Alaouites souhaitaient conserver leur autonomie; à Damas, les nationalistes exigeaient un état unitaire.

Le 3 octobre 1932, l'Irak était admis à la Société des Nations. De ce fait, en Syrie, la question d'un traité fut plus ou moins forcée. Les Syriens ne pouvaient supporter que leurs «frères» irakiens fussent plus près de l'indépendance qu'eux-mêmes²⁴⁾.

En novembre 1932, donc un mois après l'admission de l'Irak à la Société des Nations, de nouvelles négociations étaient entreprises entre le Haut-commissaire et le gouvernement syrien. Une fois encore les négociations butèrent sur l'obstacle de Lattaquié — territoire des Alaouites — et du Djebel Druze. Mais en avril 1933, lorsque les ministres nationalistes extrémistes Djemil Mardam bey et Mazhar Pacha Raslan quittèrent le gouvernement de Haqqi al-Azm, on arriva rapidement à un accord. Le traité fut signé en 1933 par le comte de Martel, successeur de Ponsot, et par le gouvernement syrien. Le traité fut ensuite soumis au parlement syrien. Mais il y fut si mal reçu que Martel préféra renoncer et retirer le projet, plutôt que la France et lui-même ne perdissent la face.

On se retrouvait au même point qu'en 1926. Le mécontentement s'accrut parmi les nationalistes syriens. A la fin de 1935, ce fut l'explosion. La cause directe en fut la mort du chef du Bloc nationaliste, Ibrahim Hananu. Des discours subversifs furent prononcés lors des funérailles. Une grève générale se déclencha au début de 1936. Des bagarres éclatèrent à Damas. Martel craignit une répétition du grand soulèvement de 1925. Pour calmer les agités, il prit contact avec les chefs du mouvement nationaliste. Le 1^{er} mars 1936, une déclaration commune était signée; elle comportait les points suivants:

«1^o Conclusion d'un traité entre la France et la Syrie, étant convenu que les droits dont bénéficieront les Syriens ne seront pas inférieurs à ceux qui ont été reconnus aux Irakiens dans le dernier traité anglo-irakien.

2° Entente sur le principe d'une unité syrienne englobant le Djebel Druze et les Alaouites et garantissant les droits des minorités sur la base des principes définis par la S.D.N. à l'égard de laquelle la France est responsable et par la constitution que le gouvernement syrien entend appliquer.

3° Rétablissement de la vie constitutionnelle et fixation des prochaines élections législatives sur la base de la loi électorale en vigueur.

4° Départ d'une délégation pour Paris, composée de six membres, dont deux ministres faisant partie du gouvernement en exercice et quatre représentants du parti nationaliste.» (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 51-52)

Le même mois une délégation syrienne se rendit à Paris. Les négociations n'allèrent pas vite au début. On se heurta aux mêmes difficultés que lors des négociations de 1932-1933: inclusion du Djebel Druze et de Lattaquié dans l'état unitaire syrien et le degré de contrôle que la France conserverait.

La situation évolua en 1936, lorsque le Front Populaire vint au pouvoir en France. Le ministre des Affaires Etrangères Yvon Delbos, et Pierre Viénot, secrétaire d'état aux Affaires Etrangères, avaient une attitude plus positive à l'égard des aspirations des nationalistes syriens. Un traité était paraphé dès 1936²⁵). C'est le 22 décembre 1936 que le traité fut signé à Damas par Djemil Mardam bey, premier ministre de Syrie, et par le Haut-commissaire français, le comte de Martel.

Le «Traité franco-syrien d'amitié et d'alliance» comportait le texte du traité proprement dit, une convention militaire, cinq protocoles et onze échanges de lettres²⁶). Le traité était conclu pour une période de 25 ans. Il devait entrer en vigueur au jour de l'admission de la Syrie à la Société des Nations. La France s'engageait à obtenir cette admission dans un délai de trois ans. Cette période de trois années était qualifiée de «période probatoire». Pendant ces trois années on devait mettre en application les dispositions du traité.

Par ce traité, la France reconnaissait l'indépendance de la Syrie; le poste de Haut-commissaire devait être transformé en poste d'ambassadeur. Pendant 5 ans la France devait maintenir une force militaire en Syrie, et occuper deux aérodromes. Le traité comportait des clauses sur la protection des minorités druzes et alaouites, des troupes françaises restant stationnées dans les territoires de ces minorités, le Djebel Druze et Lattaquié. Ces deux territoires recevaient en outre un régime administratif spécial, bien que la souveraineté de l'ensemble du pays fût transférée par le mandataire au gouvernement syrien²⁷).

Le traité franco-libanais ne comprenait par nature aucun article concernant le Djebel Druze et Lattaquié. La principale différence entre les deux traités résidait dans le fait que le traité franco-libanais prévoyait le stationnement permanent de troupes françaises au Liban²⁸).

Dès la signature du traité, des critiques s'élevèrent et ne firent que croître contre le traité franco-syrien. Nous pouvons répartir ces critiques en deux

groupes: celles des adversaires de toute idée de traité, et celles des partisans d'un traité mais qui mettaient en doute l'opportunité du traité en question. Le premier groupe affirmait sans plus que les Syriens n'étaient pas encore mûrs pour s'administrer eux-mêmes; le second groupe opposait les objections suivantes au traité franco-syrien de 1936:

- 1) On allait instituer un état unitaire dans une Syrie divisée.
- 2) Le traité comportait trop peu de garanties pour la protection des minorités.
- 3) Les clauses visant au maintien de la position militaire de la France au Levant étaient insuffisantes.
- 4) Le traité était muet quant au remboursement des dépenses effectuées par la France dans les Etats du Levant.

Robert de Caix déclarait en 1939 devant la Commission Permanente des Mandats:

«La raison principale de cette opposition se trouvait non dans une hostilité contre la politique même du traité, mais dans la crainte que l'instrument de 1936 ne donnât pas des garanties suffisantes aux minorités éparses ou compactes et que ses dispositions militaires ne missent pas assez certainement la France en situation d'assurer ses devoirs envers les minorités et envers la Syrie en général.» (*CPM, procès-verbal de la 36^e session, 1939*, p. 208)

Henry-Haye, rapporteur de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat pour le traité franco-syrien, déclara le 9 février 1939 devant le Centre d'Etudes de Politique Etrangère:

«On a, avec une hâte fébrile, signé des textes qui tenaient pour nuls les sacrifices matériels consentis par la France... les 17 milliards non dévalués qu'elle a consacré à l'aménagement et à l'organisation des Etats syriens. On n'a tenu qu'un compte très relatif des sacrifices sanglants que nous avons consentis, puisqu'il y a 10.000 des nôtres ensevelis en terre syrienne. On a donné toutes espèces de pouvoir à l'Etat syrien, sans compensation véritable. On demeure stupéfait lorsqu'on lit les lettres annexes dans lesquelles le gouvernement syrien condescend simplement à prendre note de la communication obligeante qui consiste à dire que le gouvernement français ne réclamera rien des milliards investis. A quel mobile a-t-on obéi pour se montrer aussi imprudemment généreux et sans aucune compensation?... Si la France était démissionnaire politiquement en Syrie, le lendemain du jour où cette démission serait enregistrée, une autre puissance s'installerait et prendrait ses lieux et place.» (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 6-11)²⁹)

Les militaires étaient contre le traité. Le général Catroux écrivit ce qui suit dans l'article intitulé «Questions militaires méditerranéennes», et dont l'importance est encore plus grande si l'on songe au rôle que devait jouer le général Catroux au Levant pendant la Deuxième Guerre mondiale:

«Sur ce point important comme sur toutes les autres questions concernant le stationnement des ses forces, leur importance et leur organisation en territoire syrien, le gouvernement français ne peut accepter ni limitation ni servitude. Il doit rester juge et maître. Il doit — et cette position est inattaquable alors que la Syrie est impliquée dans le sillage de la France dans le conflit général latent — imposer, s'il le faut, sa volonté. Car au-dessus des susceptibilités de l'amour-propre syrien il y a les exigences de la défense du territoire, et cette défense repose sur l'armée française. Au-dessus de l'idéologie de Damas éprise de l'amour irréasonné de l'indépendance et de la souveraineté il y a le salut de la Syrie, dont la force française est la condition et le gage. La Syrie doit se plier à ces réalités, et comprendre que c'est seulement à l'abri de cette force, trop souvent considérée par elle dans un esprit hostile, qu'elle pourra fonder dans la sécurité son existence d'Etat libre.» (*Le Temps*, 31 mai 1939)³⁰)

Un mouvement contre le traité se développa parmi les Français du Levant. Fabre-Luce parle d'une «union sacrée».

«Elle [l'union sacrée] va du général Huntziger aux Jésuites, et des Jésuites aux Francs-Maçons. Officiers soucieux de prestige, fonctionnaires qui craignent de perdre leur emploi, missionnaires qui redoutent un affaiblissement de leur influence font converger leurs efforts.» (Fabre-Luce, p. 143)

Il fut bientôt évident que la Chambre des Députés et le Sénat français refuseraient de ratifier le traité, s'il n'était pas complété par des clauses apaisantes. Vers la fin de 1937, Djemil Mardam bey revint à Paris, où il eut des conversations avec le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Tessan. Ces conversations aboutirent à un échange de lettres qui concernaient plus spécialement deux questions:

- 1) Le gouvernement syrien renouvelait l'assurance qu'il respecterait tous les droits accordés aux minorités par le traité.
- 2) Le gouvernement syrien se déclarait prêt à accueillir des experts techniques recommandés par la France³¹).

Pourtant, l'opposition française contre le traité ne fit que s'accroître. En août 1938 Djemil Mardam bey revint une fois de plus à Paris pour essayer de sauver le traité. Cette fois il négocia avec le ministre des Affaires Etrangères, Bonnet. Les deux hommes d'état signèrent un accord le 14 novembre 1938, qui se composait d'une déclaration commune et d'un protocole. Dans ces documents le gouvernement syrien déclare une fois de plus qu'il respectera entièrement les clauses concernant les minorités. Il garantissait la liberté de conscience pour tous, et il reconnaissait les droits des sujets chrétiens quant à leur statut personnel. En outre, cet accord comportait des dispositions économiques très importantes, et aussi très avantageuses pour la France. En échange, le gouvernement français se déclarait prêt à présenter le traité

au parlement avant le 10 décembre 1938. Si le traité était ratifié, il entrerait en vigueur dès février 1939, ce qui supposait alors que la «période probatoire» serait considérée comme accomplie³²).

Quelques jours plus tard, les traités franco-syrien et franco-libanais furent présentés aux Commissions des Affaires Etrangères de la Chambre des Députés et du Sénat. Ces deux commissions se prononcèrent contre la ratification. Suivant les rapporteurs, les intérêts de la France et des minorités n'étaient pas garantis par le traité.

Dans les milieux gouvernementaux, aussi, le climat avait totalement changé. Le Front Populaire avait laissé la place à un gouvernement de droite. Daladier, successeur de Léon Blum, était convaincu que les traités n'obtiendraient pas la majorité au parlement, et il n'était certainement pas l'homme à poser la question de confiance sur ce projet³³).

Djemil Mardam bey apprit par Bonnet que l'ensemble de l'affaire était ajourné. Il regagna Damas où il ne dissimula pas son mécontentement.

Le gouvernement français ne savait quelle décision prendre: ou laisser aller les choses, ou demander de nouvelles concessions à Beyrouth et à Damas. Lors d'une réunion au ministère des Affaires Etrangères, à laquelle assistaient notamment le nouveau Haut-commissaire en Syrie et au Liban, Gabriel Puaux³⁴), son prédécesseur le comte de Martel, le général Gamelin et le général Huntziger, il fut décidé que Gabriel Puaux ouvrirait une enquête sur place pendant trois mois au plus. Le général Huntziger avisa ce dernier qu'en cas de conflit mondial il serait inévitable de maintenir intégralement la position militaire de la France au Levant.

DEUXIEME PARTIE

LE HAUT-COMMISSARIAT DE M. GABRIEL PUAUX

M. PUAUX ET LA POLITIQUE DE TRAITE

1. L'accueil de M. Puaux au Levant

Le 7 janvier 1939 M. Puaux arriva à Beyrouth. Le jour précédent son départ de France il fit une déclaration. Il déclara être au courant des difficultés et des antagonismes au Levant, mais ajouta qu'il était convaincu qu'il y avait une possibilité de trouver une solution aux problèmes. Il continua:

«Nous ne pouvons pratiquer là-bas ni une politique de violence, ni une politique d'illusions. L'un des plus grands spécialistes de la force confessait que le sabre à lui seul ne peut rien fonder de durable et qu'on ne peut s'asseoir sur des baïonnettes. Mais il n'y aurait pas moins de péril à céder aux séductions d'un idéalisme trop ignorant de la psychologie de l'Orient.» (*Le Temps*, 5 janvier 1939)

Puaux insistait sur les grands intérêts de la France au Levant, qui nécessitaient le maintien de la présence française, mais non sur une base colonialiste:

«Il ne peut s'agir que d'une collaboration spontanée, d'un respect mutuel des intérêts et de l'institution d'un régime à la fois libéral et pratique qui, tout en donnant satisfaction aux légitimes revendications de la Syrie et du Liban, affirme et confirme notre présence en nous assurant la sympathie confiante des autochtones.» (*Le Temps*, 5 janvier 1939)

Dans l'intervalle, Djemil Mardam bey avait commencé après son retour à Damas une action contre la France. C'était surtout par son initiative que la Chambre syrienne avait adopté, dans la nuit du 31 décembre 1938, la motion suivante:

«1° Le Parlement syrien mû par un sincère désir de conclure une alliance avec la France, s'attache au texte du traité ratifié par le Parlement syrien le 26 octobre 1936. Il considère les droits de la Syrie, inscrits dans cet acte, comme devant être respectés et exécutés. Si le Parlement français se considère comme fondé à rejeter l'alliance avec la Syrie, il ne saurait, par contre, lui refuser son droit naturel à l'indépendance que le pacte même de la Société des Nations lui reconnaît;

2° Comme aucun accord ou acte autre que le traité de 1936 n'a été soumis au Parlement syrien, celui-ci considère comme nuls et non avenus tous prétendus accords, annexes, additifs, ou actes postérieurs au traité, inconnus de lui et non approuvés par lui;

3° Le Parlement regrette que le Gouvernement français n'ait pas

respecté son engagement, sans que ce geste soit justifié. Il réprouve son hésitation à ratifier le traité et le retard qu'il apporte à la mise en application de textes qu'il s'était engagé à exécuter. Il demande en même temps au Gouvernement syrien de sauvegarder tous les droits qui consacrent l'indépendance de la Syrie et son unité, et de prendre d'urgence des dispositions radicales en vue du transfert des pouvoirs qui ne lui ont encore pas été livrés;

4° Le Parlement prend acte de la déclaration du Président du Conseil Djemil Mardam, se dégageant de tous accords ou actes qui auraient pu être signés par lui, et les considère comme nuls;

5° ...» (*Rapport 1938*, p. 3-4) ¹⁾

Puaux mentionna que cette manifestation d'indépendance ne pouvait avoir qu'une valeur symbolique tant qu'il y avait une occupation militaire en Syrie. A Paris cependant le gouvernement s'alarmea plus que Puaux. Dans le stade dans lequel étaient les négociations franco-turques pour un traité d'alliance, une révolution éventuelle en Syrie aurait menacé d'affaiblir sérieusement la position de la France. Puaux, qui allait s'embarquer à Marseille, reçut de la part de M. Bonnet la prière de faire le voyage par avion.

Après son arrivée à Beyrouth M. Puaux fut reçu par des autorités libanaises, mais aucun député ou membre de gouvernement syrien n'était présent. Presque au moment même de l'arrivée de Puaux au Levant le ministre de l'Intérieur et des Affaires Etrangères de la Syrie, Saadallah Djabri, prit position, lors d'une conférence de presse, contre les thèses de la déclaration de M. Puaux. Il dit:

«Les obligations de la France depuis le 9 septembre 1936 ... ne découlent plus de la charte mandataire. Elles se basent aujourd'hui sur la reconnaissance de l'indépendance de la Syrie et de son unité.» (*Puaux*, p. 20)

Après avoir annoncé son intention de se rendre à Damas, Puaux reçut un avertissement de la part de Hachem Bey Atassi, Président de la République syrienne, selon lequel celui-ci ne serait pas le premier à lui rendre visite. Puaux ne devait pas se faire d'illusion sur l'accueil qu'on lui réservait en Syrie. Un jour avant son départ pour la Syrie, le 11 janvier 1939, il s'adressa par la radio aux Syriens. Il parla de la détermination de la France de respecter les stipulations du mandat: faciliter le développement progressif de la Syrie et du Liban comme états indépendants. La France, déclara-t-il, n'a jamais considéré le mandat comme une chose permanente, ni comme un autre nom pour le colonialisme ²⁾. Il insista sur le fait que la présence de la France au Levant dans la conjoncture internationale se présentait comme la seule garantie pour l'intégrité territoriale et pour l'indépendance de la Syrie.

Les nationalistes syriens avaient déjà fixé leur tactique. Il était clair qu'après toutes les allusions et toutes les promesses, qu'après la non-ratification du traité de 1936 par la France et la décision de la Chambre syrienne du 31 décembre 1938, ils n'allaient pas recevoir le Haut-commissaire, qui venait

d'être nommé (la nomination d'un nouveau Haut-commissaire fut expliquée par le désir du gouvernement français de continuer le système mandataire) avec tous les honneurs dus à sa haute position. Selon les paroles de Puaux, l'accueil de Damas

«... fut d'une froideur habilement mise en scène. Le cabinet nationaliste inaugura à cette occasion la tactique des villes fermées. L'ordre fut donné de clore toutes les boutiques et les contrevents de toutes les maisons. Pas un être vivant ne devait être vu dans les rues suivies par le cortège. Je fis ainsi mon entrée officielle entre deux haies de troupes disposées en espalier le long des trottoirs vides et des façades mortes. Le lourd silence était rompu aux carrefours par les cuivres et les tambours. Dans l'avenue qui monte vers la résidence de Salhiyé, tandis que galopait l'escorte des spahis, je n'entendais que le bruit des sabots sur le pavé, les cliquetis des gourmettes, des étriers et des fourreaux. Il me semblait conduire une charge de cavalerie contre un ennemi invisible.» (Puaux, p. 22-23) ³⁾

A la réception officielle les Syriens n'étaient pas présents, sauf quelques fonctionnaires qui n'avaient pas d'autre choix. Pour montrer clairement, par contre, l'isolement du Haut-commissaire, Djemil Mardam bey, président du Conseil syrien, donna un thé dans un des grands hôtels et toute la société damascène s'y rendit.

Sans doute le Bloc nationaliste voulait-il démontrer sa puissance par ces actes; les nationalistes prenaient l'offensive dès l'arrivée de Puaux au Levant pour annoncer au Haut-commissaire et à son gouvernement qu'ils n'étaient disposés à coopérer qu'en cas de mise en œuvre du traité de 1936.

Pendant un entretien que Puaux eut avec Djemil Mardam bey lors de son séjour en Syrie, il déclara que les nationalistes jouaient un jeu dangereux en excitant l'opinion publique contre la France. Il informa le président du Conseil du fait qu'il était chargé par son gouvernement d'examiner les possibilités de trouver une solution du problème syrien et qu'il ne désirait pas être intimidé par «des manifestations concertées et provoquées» (Puaux, p. 23).. Il exigea que l'ordre public fût maintenu. Si le gouvernement syrien n'y réussissait pas, il serait contraint d'ôter les pouvoirs de police à ce gouvernement. En ce cas, déclara-t-il à Djemil Mardam bey, l'ordre serait maintenu par les troupes françaises, qui, à la rigueur, utiliseraient leurs armes ⁴⁾.

Le lendemain de cet entretien Djemil Mardam bey communiqua à l'agence de presse Havas, qu'il était prêt à conclure un traité avec la France. Il ajoutait qu'il se fiait aux résultats de l'enquête du Haut-commissaire.

2. Le statut des communautés religieuses. Les bloquistes et les chabandaristes ^{ha}

Les minorités formaient l'un des problèmes les plus difficiles de la question syrienne, aussi bien la protection des minorités dispersées que l'autonomie des minorités qui étaient localisées dans une région définie.

Les Druzes du Djebel Druze, les Alaouites du territoire de Lattaquié et les Djézirotes de l'Est formaient les trois groupes les plus importants de cette dernière catégorie. Ces trois minorités étaient très attachées à leurs traditions. Elles étaient rivales entre elles, mais avaient une cause commune: leur opposition contre le gouvernement de Damas. Le gouvernement syrien partait de la position que la Syrie était une unité nationale et que ces minorités devaient donc se soumettre à l'autorité centrale. La France n'avait-elle pu réaliser cette unité nationale du fait de la présence de ces minorités? Ou, n'ayant pas voulu réaliser cette unité, s'était-elle servie de la question des minorités? Je me demande si le problème est bien posé ainsi.

En raison de la politique française traditionnelle de protection des minorités, et de la non moins traditionnelle répugnance des autorités françaises dans les Etats du Levant pour un gouvernement central autochtone, je crois que les Français n'acquiescèrent que trop volontiers aux exigences d'indépendance de ces minorités. Peut-être pourrait-on mieux poser le problème ainsi: les Français firent-ils des tentatives sérieuses pour parvenir à l'unité nationale, ou bien se sont-ils résignés sans plus aux difficultés qui en découlaient ⁵⁾? On a vu dans l'introduction que l'on pouvait douter — pour parler avec indulgence — du sérieux de ces tentatives.

M. Puaux dit sur cette question des minorités:

«Notre éducation classique nous a si bien imprégnés du *divide ac impera*, qu'un tel morcellement de croyances et une telle rivalité d'intérêts personnels devaient apparaître au Français moyen comme une excellente occasion de gouverner plus aisément. Ils étaient assez nombreux parmi mes collaborateurs, et surtout parmi les militaires, ceux qui pensaient ainsi. J'en sais qui se croyaient des Machiavels en attisant dans leur secteur les rivalités et les haines, et il ne me fut pas toujours aisément de barrer leurs intrigues. Je tiens en effet de telles méthodes d'administration pour méprisables et dangereuses. Le nécessaire équilibre doit se réaliser dans la paix et l'harmonie, et non par l'opposition de conflits soigneusement entretenus. Il faut être prudent lorsqu'on se trouve en présence de complexes d'infériorité ataviques et de rancunes séculaires, car, en Orient, le sang coule aisément; le massacre y demeure un mal endémique. Rien n'eût été plus aisément que de lancer les escadrons druses à l'assaut des souks de Damas: leur ancêtres en connaissaient le chemin. Mais qu'y eussent gagné la France et la Syrie?» (Puaux, p. 28)

• La protection de la minorité chrétienne, grande tradition de la France au Levant, constituait un autre problème. La minorité chrétienne occupait, grâce à la présence de la France ⁶⁾, une position qui n'était certainement pas en accord avec la quantité ni avec la qualité de cette minorité. Ceci, entre autres, était l'un des causes des relations délicates entre les chrétiens et les musulmans ⁷⁾. Les Français, partant de la position que seule leur présence au Levant constituait une protection pour la minorité chrétienne, avaient voulu donner des garanties à cette minorité religieuse avant la fin du mandat. Le

gouvernement français avait voulu donner à ces garanties la forme d'un statut, suivant lequel les chrétiens pouvaient échapper à la juridiction du cadi, et par lequel les musulmans auraient la possibilité de changer de religion et de conclure des mariages mixtes. Ainsi on portait atteinte à l'un des principes fondamentaux de l'islam. Le Coran interdit tout changement de foi et tout mariage mixte sous peine de mort, et chaque croyant est autorisé exécuter cette sentence sans qu'elle soit prononcée par un tribunal.

Le prédécesseur de Puaux, le comte de Martel, avait voulu régler cette affaire en créant un statut des communautés religieuses par un simple arrêté⁸⁾. Cet arrêté n'avait soulevé aucune opposition de la part du gouvernement de Damas, mais il devait être complété par une loi civile syrienne. Dans le protocole qui fut signé à Paris le 14 novembre 1938, Djemil Mardam bey s'engagea à «reconnaître au chrétiens, en toute matière, la faculté de récuser les canons et la juridiction coraniques» (*Hourani*, p. 341).

Or, en 1939, la situation était tout autre. Les nationalistes syriens avaient déjà décidé de passer à l'offensive, ce qu'ils avaient déjà fait, comme on peut le constater ci-dessus. En février 1939 fut déposée une pétition des ulémas auprès du gouvernement syrien, laquelle, d'après Puaux, avait été provoquée par le gouvernement lui-même. Les ulémas protestèrent contre les arrêtés du Haut-commissaire mentionnés ci-dessus en ce qui concerne le statut personnel. Ils les jugeaient en opposition avec la loi coranique.

De la motion du 31 décembre 1938 de la Chambre — voir p. 38-39 ci-dessus — le gouvernement syrien tirait la conclusion que l'on ne pouvait appliquer aucun arrêté du Haut-commissaire avant que l'assemblée y eût souscrit. Le gouvernement syrien ordonna alors aux présidents des tribunaux de considérer les arrêtés 60 et 146 comme illégaux.

Puaux écrit qu'il ne fut mis au courant de cette action que par les journaux. Le 18 février 1939 il ordonna au délégué auprès du gouvernement syrien, M. de Hauteclouque, de communiquer au président du Conseil qu'il n'appartenait pas au gouvernement syrien d'annuler les arrêtés du Haut-commissaire⁹⁾.

Entre-temps Djemil Mardam bey avait rédigé un mémorandum destiné à Puaux, comme suite à la motion de la Chambre syrienne. *Le Temps* dit de ce mémorandum:

«Ce document, qui devait être remis au haut commissaire, retraçait l'historique des relations franco-syriennes et annonçait les décisions suivantes: prise de possession à bref délai de la gestion des douanes, prise en charge de la représentation extérieure et envoi de représentants à l'étranger, résiliation des contrats des conseillers français dépassant le nombre stipulé par le traité de 1936, création d'une armée nationale.

Ce mémoire critiquait la politique mandataire au Djebel Druze, au Djezireh et dans le pays des Alaouites et déclarait qu'à l'avenir les arrêtés du haut commissaire ne seraient reconnus valables que s'ils étaient sanctionnés par l'assemblée législative.» (*Le Temps*, 21 février 1939)

Puaux fit savoir au gouvernement syrien qu'il ne pouvait accepter ce document parce qu'on l'avait remis à la presse avant de le lui communiquer, et parce qu'il était rédigé en des termes inadmissibles. Alors le cabinet donna sa démission¹⁰⁾. La crise ministérielle fut de brève durée. Le 23 février 1939 Lutfi Haffar fut nommé président du Conseil. Puaux proposait de faire examiner les arrêtés litigieux par une commission composée de juristes français, syriens et libanais. Lutfi Haffar accepta cette solution.

De cette façon cette question aurait pu, du moins selon Puaux, être résolue. La détente ne fut cependant que de brève durée. Le Bloc nationaliste désirait continuer l'offensive. Dès lors les événements se succédèrent rapidement. Le 13 mars la presse de Damas annonça que le conseil supérieur du parti nationaliste avait chargé Djemil Mardam bey d'organiser les masses populaires pour faire face à toute éventualité. Lutfi Haffar se prépara à une démission tapageuse. Il fit remettre une note à Puaux qui contenait les exigences suivantes:

1° La France doit prendre soin que les Druzes, les Alaouites et les Djézirotes obéissent au gouvernement central.

2° Exécution intégrale du traité franco-syrien¹¹⁾.

Puaux fit savoir que ce document formerait l'un des éléments de son enquête. Lutfi Haffar démissionna. Dans sa lettre de démission au Président de la République il rendait le Haut-commissaire responsable de cette crise. A son avis il n'était possible de former un gouvernement stable que sur la base du traité.

Le Bloc nationaliste passa alors à des manifestations de rue. Ce fut un débordement de fanatisme religieux. Puaux cite comme cri de guerre: «Les chrétiens veulent nous prendre nos femmes et nos filles» (Puaux, p. 34). Puaux annonça que les musulmans seraient exclus du statut. Ceci signifiait pour les chrétiens un recul très net; ils déposèrent une protestation auprès du Haut-commissaire.

Selon Puaux le résultat direct de cette mesure fut que les manifestations de rue disparurent subitement. Mais il est très douteux que cette assertion de M. Puaux soit conforme à la réalité des faits. *Le Temps* du 9 mai 1939 dit:

«La suspension de ces arrêtés — décidée par le haut commissaire dans le dessein de mettre fin aux troubles provoqués par le bloc nationaliste — n'a nullement favorisé l'apaisement, et la situation à Damas, à Hama et à Alep n'en a nullement été éclaircie. Tout au contraire, la majorité musulmane poussée sans relâche par les promoteurs de l'agitation, a multiplié dans les principaux centres les manifestations agressives, et d'autre part — fait également important — les minorités confessionnelles, lésées par l'abrogation des dispositions prises en leur faveur peu de temps auparavant, se sont groupées pour éléver une vive et solennelle protestation.»¹²⁾

Nous ne devons certes pas exclure la possibilité que nous nous trouvons ici

en présence d'une attaque des catholiques de *Temps* contre le protestant Puaux.

Le Temps expliqua clairement le sens de ce problème:

«La question apparaît singulièrement délicate et angoissante. Veut-elle [la France] faire droit aux exigences des dirigeants sunnites et ainsi se ménager l'amitié des populations arabes du Levant, elle se voit contrainte de sacrifier ses meilleurs amis, et d'accepter que les chrétiens de Syrie soient traités de «citoyens de seconde zone»» (*Le Temps*, 9 mai 1939)

Le motif que Puaux donne de sa décision d'exclure les musulmans de l'application du statut est intéressant: on devait désarmer ce fanatisme religieux en employant des armes religieuses. Il est difficile de découvrir dans quelle mesure cela est un raisonnement fait après coup. Il écrit:

«Contre une foule religieusement fanatisée, l'usage de la force est vain et il est toujours dangereux de créer des martyrs. Quel écho auraient éveillé dans tout l'Islam les événements de Damas, si des manifestants étaient tombés sous les balles françaises pour avoir affirmé leur fidélité aux enseignements du Prophète?» (Puaux, p. 35)

Ce statut — estime Puaux — n'était d'ailleurs, en ce qui concernait la conversion des musulmans ou les mariages mixtes, que théorique. Toutefois, il oublie de mentionner que ce recul devant la violence des musulmans donnait aux chrétiens peu d'espérance pour l'avenir sans la présence des troupes françaises et que les nationalistes voyaient le succès de leur tactique de violence.

A peu près à cette même époque il se produisit une scission à l'intérieur du Bloc nationaliste: une lutte entre deux factions, les bloquistes et les chabandaristes. Cette dernière faction était dirigée par le docteur Chabandar, qui avait reçu sa formation à l'Université américaine de Beyrouth, ce qui, pour les fonctionnaires français du Levant, voulait dire qu'il travaillait pour l'*Intelligence Service*. Chabandar s'opposait à l'accord franco-syrien. Selon lui cet accord n'allait pas assez loin. Il désirait un accord qui contient exactement les mêmes conditions que celles du traité anglo-irakien. A ce point de vue il s'écarta de la ligne générale du Bloc nationaliste, qui fut défendue par les bloquistes¹³⁾.

Les combats entre les chabandaristes et les bloquistes étaient violents. La police de Damas ne tenait pas en main la situation. Puaux chargea de Haute-cloque d'avertir le gouvernement syrien que si les autorités syriennes ne pouvaient pas maintenir l'ordre, les Français prendraient en main les pouvoirs de police, et que l'armée maintiendrait l'ordre. Le 18 mars 1939 de Haute-cloque donna suite à cette mission. Le lendemain il y avait six morts. De Haute-cloque fit alors savoir au cabinet syrien qu'il prendrait le 20 mars à 14 heures les pouvoirs de police. La garnison de Damas occupa toutes les positions-clés. Puaux avait ordonné au général Keller de recourir aux armes

en cas de nécessité, et il est sûr que celui-ci s'en est servi au moins une fois pour faire évacuer une barricade devant le Séraïl.

L'armée rétablit l'ordre. Le général Keller fit arrêter un certain nombre de meneurs. A la demande de Puaux, il se restreignit aux exécutants et aux personnes subalternes. Selon Puaux, on trouverait difficilement des preuves contre les chefs politiques, ce qui leur permettrait de jouer le rôle de martyrs¹⁴⁾.

3. Les résultats d'une enquête. Les idées monarchiques du Haut-commissaire de la Troisième République française

Cependant la situation en Syrie redevenait normale. Le Président de la République syrienne trouva, le 6 avril 1939, un président du Conseil en M. Nassouï Boukhari. Celui-ci n'appartenait pas au Bloc nationaliste; il avait la réputation d'être un nationaliste modéré.

Le calme étant revenu, Puaux se rendit à Paris pour faire rapport sur son enquête. Il proposa au gouvernement français les amendements suivants sur le traité de 1936:

1° une certaine autonomie régionale pour les Druzes et pour les Alaouites¹⁵⁾;

2° révision de la convention militaire;

3° transformation de la République de Syrie en une monarchie.

Commençons par le dernier point, qui est le plus pittoresque. Sans doute, Puaux a eu présent à l'esprit l'exemple de l'Irak et, dans une certaine mesure, celui de la Transjordanie¹⁶⁾; une telle action de la part du gouvernement de la Troisième République française devait cependant produire un effet différent de celui que donnerait une décision semblable du gouvernement de Sa Majesté.

Puaux soumit ce projet à Daladier¹⁷⁾. Selon Puaux cette proposition avait deux avantages: le traité entre la Syrie et la France reposerait sur des bases plus stables, tandis qu'il serait plus facile aux Alaouites d'accepter le régime de Damas.

Pendant son séjour à Paris Puaux tut qu'il avait déjà un candidat au trône. Le 6 avril 1939, avant son départ pour Paris, il avait reçu à la Résidence des Pins Fouad Hamza, ministre des Affaires Etrangères d'Ibn Séoud. Puaux lui avait demandé si le monarque pouvait envoyer un de ses nombreux fils pour occuper le trône d'un futur royaume de Syrie. Hamza était favorable à ce projet.

• Plus tard, lors de ses projets pour une réforme libanaise, Puaux caressa de nouveau l'idée d'un royaume. Pour le Liban il ne voulait toutefois pas d'un Hachémite ou d'un Séoudite, mais préférait un prince chrétien,

• «... car la vraie raison d'être du Liban c'est qu'il est devenu dans le Moyen-Orient la dernière terre de refuge des communautés chrétiennes». (Puaux, p. 67)

Selon Puaux ce devrait être un prince protestant, un Bernadotte de Suède

par exemple. Pas un catholique de Rome ou un Orthodoxe: on soupçonnerait ceux-ci de favoriser exclusivement les intérêts des leurs Eglises. Il n'est peut-être pas tout à fait dénué d'intérêt de rappeler que M. Puaux était protestant.

Ici aussi Puaux indique les avantages. Il s'imagina que «ce grand-duc du Liban» conclura un traité d'alliance perpétuelle avec la France, par lequel le gouvernement du pays serait confié

- «... à un Français, de haute culture administrative, jeune encore, afin qu'il pût donner, avec allant et foi, une vingtaine d'années de sa vie à sa tâche. Ce préfet aurait été assisté d'un conseil, point trop nombreux, afin de ne pas faire figure de parlement, mais où chacune des religions et confessions aurait été représentée... Cette petite assemblée, à la fois communautaire et corporative... [aurait un] mandat... de longue durée afin d'espacer les fièvres électorales particulièrement pernicieuses, m'a-t-il semblé, au Liban. A de telles conditions, j'aurais volontiers prédit à ce pays l'avenir de bonheur que son beau cadre et sa laborieuse paysannerie pourraient lui promettre.» (Puaux, p. 68)

Que le lecteur me pardonne cette excursion à travers les idées monarchiques du Haut-commissaire de la République française en Syrie et au Liban¹⁸.

Revenons à la réalité; les amendements sur le traité de 1936 furent acceptés, sauf la proposition monarchique. Puaux resta trois semaines à Paris. Presque au même moment où Puaux, de retour de France sur le *Mariette-Pacha*, arrivait à Beyrouth, Bonnet signa un décret élevant M. Gabriel Puaux au rang d'ambassadeur.

4. Dissolution du Parlement et suspension de la Constitution

Après son retour au Levant M. Puaux fit une déclaration devant la radio, dans laquelle il fit savoir que le gouvernement français était toujours fidèle à sa promesse de mener la Syrie à l'indépendance et ceci sur la base de 1936. Deux affaires, à ce qu'il déclara, devaient être réglées définitivement: le régime administratif des mohafazats — ce qui revenait à une décentralisation administrative — et la coopération militaire. Le dernier point devait être considéré dans le cadre de la situation internationale du moment. Au cours de cette déclaration Puaux ne fit aucune allusion à la ratification du traité de 1936, ce qui donna lieu à une grande déception, et même à de l'indignation parmi les populations syriennes¹⁹.

Durant un entretien avec le Président de la République syrienne il fit entendre que les propositions du gouvernement français constituaient en fait un ultimatum²⁰.

Il était évident que le président du Conseil syrien, Boukhari, ne se prêterait pas aux pourparlers sur la base des propositions françaises; il démissionna²¹.

Malgré la situation délicate, la Syrie resta tranquille. Ce n'est que parmi les Druzes et les Alaouites qu'il y avait de l'agitation, car ils avaient peur de ne pas obtenir la liberté promise.

Puaux et ses collaborateurs se mirent à l'œuvre pour élaborer un statut pour les Druzes et pour les Alaouites. Puaux parle de «petites affaires» dont on devait charger les Druzes eux-mêmes. Suivant les projets, la justice devait être garantie par des magistrats français. Les Druzes et les Alaouites devaient être autonomes en ce qui concerne les impôts et les questions budgétaires. Ils obtenaient le droit d'avoir leur propre drapeau à côté du pavillon syrien obligatoire. Puaux était d'avis que, pour le Djézireh, l'autonomie serait inopportun et non-justifiée. Selon lui, les Kurdes et les chrétiens n'y formaient pas un ensemble homogène. Pour rétablir le calme dans cette région, Puaux avait l'intention de nommer provisoirement un gouverneur français.

Il est évident que les nationalistes de Damas considéraient ces mesures comme un coup porté à l'indépendance et à l'unité de l'Etat syrien, et pour cause. Puaux avait parlé des «petites affaires» que les Druzes et les Alaouites devaient traiter eux-mêmes, mais on ne peut tout de même pas appeler le budget et les impôts de petites affaires, et, d'autre part, quelques-unes des grandes affaires, la justice par exemple, ne devaient pas être traitées par les Druzes et les Alaouites, mais pas davantage par le gouvernement syrien. Puisqu'il était inopportun d'entamer l'unité syrienne en donnant l'autonomie aux Djézirotes, on y nomma un gouverneur français²².

Il était clair pour chacun, et pour Puaux, qui le dit implicitement dans ses mémoires, qu'on ne trouverait pas un ministère syrien pour publier ces textes. Pour cette raison Puaux en fit trois arrêtés du Haut-commissaire et il remit ces actes législatifs à Boukhari. Ce dernier protesta et déclara au Président de la République que, dans ces circonstances, il ne se jugeait plus capable de mener à bien les affaires de l'Etat.

Puaux avait prévu cette crise:

«... j'avais adressé à Paris des propositions fermes: dissolution du parlement, suspension de la constitution et formation d'un cabinet d'affaires de caractère administratif.» (Puaux, p. 44-45)

En préparant tout ceci, Puaux s'était assuré de la collaboration de Behij Bey Khatib, qui était d'origine libanaise. C'était un musulman qui avait fait sa carrière dans l'administration et qui avait atteint le rang d'inspecteur général. Il s'était déclaré prêt à être président d'un directoire administratif, dont il choisirait lui-même les membres. Ce directoire devait posséder le pouvoir exécutif aussi bien que le pouvoir législatif. Les décrets devaient toutefois d'abord être soumis au Haut-commissaire.

Résumons.

Puaux élabore un statut pour les Druzes et pour les Alaouites, statut dont les conditions — il le sait déjà d'avance — seront inacceptables pour le président du Conseil syrien (déjà démissionnaire), qui, d'après les paroles du Haut-commissaire, est un nationaliste modéré, qui n'appartient pas au Bloc nationaliste. Il envoie à Paris ses «propositions fermes» et s'assure de la collaboration d'un Libanais, Behij Bey Khatib, élevé dans l'administration française, puisqu'il sait qu'aucun politicien syrien ne peut accepter le statut. Tout

ceci prouve suffisamment que Puaux a provoqué cette crise, étant convaincu qu'en agissant ainsi, il aurait l'occasion d'avoir les pleins pouvoirs sans parlement, sans constitution et en coopération avec un directoire qui ne pourrait publier de décrets sans son consentement.

Puaux décrit avec quelle impatience il attendait des nouvelles de Paris. En fait la Syrie n'avait plus de gouvernement. Atassi, Président de la République, écrivit une lettre de protestation au Président de la République française, Albert Lebrun, et il se prépara à démissionner. Puaux songeait à mettre Paris devant le fait accompli; mais le 8 juillet 1939 il reçut la communication de son gouvernement qui lui laissait carte blanche. Au même moment il recevait de Damas l'information qu'Atassi avait démissionné²³⁾. Les arrêtés étaient déjà préparés et ils furent immédiatement affichés aux murs du Sérail.

Le journal *Le Temps* de l'époque présenta les événements, naturellement, dans le sens inverse; la cause des mesures de Puaux était, selon ce journal, les démissions de Boukhari et d'Atassi:

«Après la démission du président de la République syrienne le haut commissariat français a pris sous son contrôle le pouvoir exécutif. La carence totale de celui-ci, créée par les démissions consécutives du conseil des ministres et du chef d'Etat, ont en effet rendu indispensable l'intervention immédiate de la puissance mandataire. Aussi le haut commissaire a-t-il décidé de suspendre par arrêté l'application de la Constitution, pour ce qui touche aux pouvoirs exécutifs et législatifs afin de rendre possible l'administration régulière et normale du pays...» (*Le Temps*, 10 juillet 1939)²⁴⁾

Puaux investit Behij Bey Khatib à Damas et il ordonna à de Hauteclouque de mettre au courant Farès el Koury, président du parlement du fait que celui-ci était dissous et que la constitution était suspendue. Puaux écrit:

«M. Farès el Kouri se montra sensible à cette démarche et ne se crut pas astreint à quelque geste à la Mirabeau. Rien ne vint troubler le calme de Damas. Pas une boutique fermée, pas un cortège, pas un cri. La presse nationaliste elle-même accepta avec résignation les événements, et la censure n'eut pas à sévir.» (Puaux, p. 46)

5. La question du Sandjak d'Alexandrette

Jusqu'ici j'ai laissé de côté la question du Sandjak d'Alexandrette, puisqu'elle n'est pas d'intérêt immédiat pour la suite de cette étude. Pour être complet je rends ici brièvement compte des faits.

Kemal Ataturk désirait que la Turquie gardât le territoire qu'elle avait au moment de l'armistice. En ce qui concerne Alexandrette il fut appuyé par les Britanniques, qui craignaient qu'une base navale française ne fût établie vis-à-vis de Chypre. Les Turcs firent valoir leurs titres sur le Sandjak d'Alexandrette, du fait que la population turque était dominante²⁵⁾. La France était disposée à donner à cette population des garanties spéciales, mais cela ne suffisait pas au gouvernement turc. Les Turcs contraignirent les Français à

des concessions successives. Le 9 mars 1921 Aristide Briand signa à Londres un traité, par lequel les Turcs du Sandjak recevaient un régime administratif spécial. Le 20 octobre 1921 Franklin-Bouillon signa un traité par lequel les habitants d'Alexandrette et d'Antioche recevaient le droit d'avoir leur propre drapeau, portant les couleurs et les emblèmes turcs.

Lorsque le contenu du traité franco-syrien de 1936 fut connu, le gouvernement turc alléguait que les clauses de ce traité étaient en contradiction avec les accords de 1921. La question fut portée devant la Société des Nations. Le 29 mai 1937 le Conseil de la Société des Nations donna un nouveau statut au Sandjak d'Alexandrette. Par ce statut, Damas — donc, en réalité, la puissance mandataire — gardait les affaires étrangères, la douane et les finances; l'administration interne devait être autonome, sous le contrôle d'une assemblée élue. Le traité devait entrer en vigueur le 29 novembre 1937, mais, les Turcs n'étant pas contents, il ne fut appliqué que dans ses clauses militaires. En juillet 1938 on décida une occupation simultanée de la région par un bataillon turc et un bataillon français «pour le maintien de l'ordre». Ceci signifiait à vrai dire la fin du Sandjak d'Alexandrette. Le territoire fut rébaptisé «République de Hatay» et fut en fait administré par des fonctionnaires turcs. Les Français gardaient à Antioche un représentant, délégué du Haut-commissaire.

Puaux écrit qu'il savait déjà avant son départ pour Beyrouth qu'il allait être le liquidateur. En janvier 1939 Saradjoglou, ministre des Affaires Etrangères de Turquie, jugea le moment venu pour poser la question de l'annexion. Lors d'un entretien avec l'ambassadeur de France à Ankara, René Massigli, il déclara qu'il ne s'agissait pas là d'une fin territoriale: la question devait être considérée sous ses aspects techniques et sentimentaux. Le gouvernement turc était disposé à donner aux Français le temps de préparer l'opinion publique en Syrie.

«Quelques jours plus tard, il [Saradjoglou] précisait que son pays ne songeait pas à rejoindre le camp des Etats totalitaires pour faire pression sur la France; il souhaitait une annexion à l'amiable. Ainsi se dessinaient les conditions du marché.» (Puaux, p. 51)²⁶⁾

Lors d'une interview que m'accorda M. Puaux le 11 juillet 1957, je lui demandai ce qu'il pensait de la thèse: «... le renoncement au Sandjak d'Alexandrette fut la somme que la France a dû payer pour l'alliance avec la Turquie». Il me répondit: «Théoriquement c'est faux, pratiquement c'est vrai». Selon lui, les négociateurs français savaient que les Turcs n'ouvriraient pas des négociations en vue d'un traité avant d'avoir obtenu une promesse à propos du Sandjak.

Ainsi fut préparé la fin du Sandjak d'Alexandrette, pour l'amour de l'amitié turque. Le ministre des Affaires Etrangères d'alors, Georges Bonnet, le reconnut après la guerre. Lors de la séance du 21 mars 1951 de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 il déclara:

«C'est toujours parce que nous redoutons la guerre avec Hitler que nous nous préoccupons d'aplanir tous nos différends à l'Orient, en particulier en Syrie et en Turquie.» (*Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, Annexes, tome IX*, p. 2661)

Mais on comprenait déjà en 1939 qu'il y avait un rapport entre la cession du Sandjak et l'amitié avec la Turquie. *Le Temps* écrit:

«On ne manquera pas de prétendre que la France paie, du fait de la rétrocession du sandjak d'Alexandrette, l'amitié et la coopération turques d'un prix assez élevé.» (*Le Temps*, 25 juin 1939) ²⁷

Oehlrich écrit:

«Das britisch-türkische Kreditabkommen vom 27. Mai 1938 kennzeichnet die Haltung der türkischen Politik kaum weniger eindeutig als die Erklärung des türkischen Außenministers Rüschü Aras vom 21. Juli 1938, daß sich die Türkei niemals in einem englandfeindlichen Lager befinden werde, denn England besitze Geld und die Flotte und werde stets Sieger sein. Den Lohn für diese Haltung durfte Ankara in Form des Gewinns des Alexandrette-Gebiets einstreichen, das zunächst als Hatay-Staat aus dem Verband des syrischen Mandats herausgelöst und dann . . . von Frankreich an die Türkei ausgeliefert wurde.» (*Oehlrich 1941*, p. 96)

Les membres de la Commission Permanente des Mandats, eux aussi, n'écartaient pas un rapport éventuel entre la question du Sandjak et les besoins militaires de la France au Moyen Orient. Rappard, membre de la Commission et rapporteur des pétitions concernant le Sandjak lors de la 36^e session en 1939, fit de vagues allusions à cet égard. La réponse du représentant français, Robert de Caix, est claire, du moins si on lit entre les lignes:

«Le seul point sur lequel il [De Caix] désire répondre à M. Rappard est la remarque faite par celui-ci sur l'intérêt propre de la Puissance mandataire. Il est certain que la Puissance mandataire a intérêt à un certain ordre international, et cet intérêt, elle le partage avec d'autres Puissances qui ne furent jamais opposées, tant s'en faut, à toutes les mesures pouvant être prises en vue d'associer la Turquie à leur politique, mais les intérêts de la Syrie elle-même sont solidaires de cette politique. M. de Caix n'insistera pas sur ce qu'il a dit dans son exposé du début en ce qui concerne la nécessité pour la Syrie d'avoir une situation nette et des relations sans litiges avec ses voisins. Il se bornera à observer qu'on peut être certain que, si l'ordre actuellement établi en Méditerranée venait à être sérieusement menacé, l'indépendance de la Syrie se trouverait devant des dangers infiniment plus graves que ne peuvent l'être pour elle les actes de la Puissance mandataire. La politique qui a été suivie dans ces circonstances doit être considérée comme répondant

aux nécessités de sa propre indépendance » (*C.P.M., procès-verbal de la 36^e session, 1939*, p. 223)

Après avoir fait cette déclaration, Robert de Caix refusa d'examiner la question du Sandjak!

Le cabinet syrien protesta contre la cession. Selon Puaux l'opinion publique n'était pas très émue: on était déjà habitué au fait qu'Alexandrette et Antioche menaient une vie isolée. D'autres auteurs parlent toutefois des graves répercussions que produisit cette cession à Damas ²⁸.

En France aussi on entendait des critiques, même avant que la cession fût officielle. Le 3 avril 1939 Gustave Gautherot, sénateur, président de la section des Etats de Syrie et du Liban du «Comité de la Méditerranée», envoya à Bonnet une lettre concernant les articles parus dans la presse turque sur un rattachement éventuel du Sandjak. Dans cette lettre il écrivit:

«Un tel événement marquerait le terme des manœuvres qui se développent depuis de trop longues années contre le mandat français, contre les droits de la Syrie, contre le statut adopté à Genève par la Société des nations, contre la volonté même de la population du sandjak. L'annexion du sandjak par la Turquie aurait d'ailleurs les plus funestes répercussions dans les pays du Levant et dans toute l'Afrique du Nord.» (*Le Temps*, 3 avril 1939) ²⁹

Fabre-Luce mentionne que les Turcs voulaient bien

« . . . nous permettre de continuer à arborer le drapeau français sur le cimetière d'Alexandrette, où nos morts doivent regretter leur sacrifice inutile.» (*Fabre-Luce*, p. 148)

L'évacuation fut fixée au 23 juillet 1939. Ce sont surtout les Arméniens qui furent alarmés. Le traité du 23 juin 1939 stipulait qu'ils pouvaient opter pour la nationalité syrienne, mais ils avaient une trop grande crainte des Turcs pour attendre le règlement de cette question. Dès que les troupes françaises commencèrent à évacuer, l'exode arménien débuta.

La cession du Sandjak d'Alexandrette fut employée par la propagande italienne pour dresser les nationalistes syriens contre la Puissance mandataire. Cette propagande exploitait déjà cette affaire avant que la cession fût proclamée ³⁰.

Plus tard, en automne et en hiver de 1940 et au printemps de 1941, le groupe des propagandistes allemands au Levant devait exploiter cette question avec succès.

LE DEBUT DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

1. La déclaration de guerre

En août 1939 M. Puaux alla de nouveau en France pour rendre compte de la situation au Levant. Bonnet lui communiqua, lors d'un entretien, tenu le 18, que le gouvernement français était content du règlement de l'affaire syrienne.

Après ses pourparlers avec des membres du gouvernement, Puaux partit en vacances. Cependant il était averti que, vue la situation internationale, il était possible qu'il fût rappelé. Un jour déjà après son arrivée à sa résidence de vacances, il recevait l'ordre de se rendre immédiatement à son poste. Les pourparlers sur l'accord germano-soviétique contenaient la possibilité du déclenchement immédiat d'un conflit.

Sur le bateau par lequel Puaux se rendit en Orient¹⁾ se trouvait aussi le Président de la République libanaise, Emile Eddé, qui était en France pour suivre un traitement médical et qui était également rappelé. Le 31 août 1939 Puaux arrivait à Beyrouth. Le général Weygand, qui était venu de France en avion, était déjà présent au Levant. Pendant un entretien qu'ils eurent le lendemain au bureau de Puaux, ils apprirent la nouvelle de l'invasion allemande en Pologne. Cette même après-midi ils reçurent l'ordre de mobilisation. Puaux proclama l'état de siège. Le 2 septembre il déléguait les pouvoirs de police et les services de sécurité au général Weygand, qui les déléguait à son tour au général Caillaut.

Le général Weygand reçut le commandement du Théâtre des Opérations du Moyen-Orient (T.O.M.-O.); ainsi Puaux était déchargé de l'un des devoirs du Haut-commissaire, la défense des Etats sous mandat. La nomination du général Weygand fut bien accueillie dans les pays levantins. Par ses fonctions de Haut-commissaire en 1923-1924 il s'était acquis une bonne réputation auprès de la population.

Selon Kirk (p. 80-81) les mesures suivantes furent prises sous l'état de siège: la police et les services de sécurité placés sous contrôle militaire; création d'une censure; défense d'écouter les émetteurs allemands; mesures contre le stockage et les spéculateurs.

Quelle fut la réaction de la population syrienne et libanaise envers la déclaration de guerre et les mesures prises par le pouvoir mandataire? Puaux mentionne que tout ceci suscitait «des déclarations de loyalisme et des offres de service». Il écrit:

«Les Etats sous mandat furent pour nous pendant toute la durée de notre guerre une base d'opérations offrant de parfaites garanties de sécurité. Il n'y eut jamais le moindre incident entre nos troupes et les autochtones. Ceux-ci firent le meilleur accueil à une armée qui, loin de vivre sur le pays et aux dépens de celui-ci, fut au contraire, par sa présence, l'occasion de fructueuses affaires. Jusqu'à l'armistice, les conditions de vie au Levant se maintinrent non seulement normales, mais faciles et aisées, sans hausse sensible des prix.» (Puaux, p. 64)

Kirk parle de la résignation de la population, signalant qu'il n'y avait que peu de gens qui se présentaient comme volontaires pour l'armée.

Malgré ces deux sources différentes, il n'est pas tout à fait vraisemblable que la situation des populations des Etats du Levant fût tel que l'on prétend ci-dessus. Les Syriens surtout avaient assez de motifs pour nourrir des sentiments hostiles à l'égard des Français. Ces sentiments étaient animés par la propagande allemande et italienne. Déjà au printemps de 1939 la presse de ces puissances envisageait une révolution en Syrie. Le poste italien de Radio Bari émettait des ordres mystérieux destinés aux révolutionnaires syriens. C'était également dans ces émissions que l'on menaçait de mort le Haut-commissaire s'il ne donnait pas l'indépendance aux Syriens. Les Allemands avaient déjà à cette époque un certain nombre d'agents au Levant, comme je le démontrerais plus loin.

C'est pourquoi il est probable que l'état d'esprit des populations du Liban et de la Syrie n'était pas tout à fait tel que Puaux veut le faire croire. En outre, on peut se demander pourquoi Puaux jugeait nécessaire de supprimer le Bloc nationaliste en l'accusant de collaboration avec les Allemands, si, en effet, les Etats sous mandat formaient «une base d'opérations de parfaites garanties».

2. Les résultats de la réorganisation en Syrie. Règlement de la question libanaise

Puaux était très content des résultats des activités du directoire qu'il avait créé en Syrie: une économie de l'administration, un régime fiscal nouveau, des travaux publics.

«J'ai conscience d'avoir laissé en Syrie un réseau routier en parfait état, après deux années de négligence du gouvernement nationaliste.» (Puaux, p. 122)

Selon lui le directoire amenait un «apaisement en Syrie»²⁾.

Le 21 septembre 1939 Puaux prit au Liban des mesures semblables à celles qu'il avait prises en Syrie: dissolution du parlement et suspension de la constitution³⁾. Le Président de la République, Emile Eddé, était cependant maintenu dans ses fonctions. Le Conseil des ministres et le parlement étaient remplacés par un unique secrétaire d'Etat, assisté par un certain nombre de directeurs. Le nombre des départements ministériels était, par suite de fusions, réduit de 9 à 5, et un grand nombre de fonctionnaires étaient

obligés de démissionner. Les décrets législatifs étaient promulgués par le Président de la République et pour être validés ils avaient besoin du visa du Haut-commissaire. Le poste de secrétaire d'Etat fut attribué à Abdallah Beyhum, selon Puaux un «homme d'âge, très loyal à l'égard du mandat» (Puaux, p. 65). Le poste de secrétaire d'Etat était doublé par celui d'un conseiller français, lequel était occupé par Schoeffler, ancien gouverneur des colonies et ancien représentant du mandataire dans l'Etat des Alaouites ⁴⁾.

Toutes ces mesures au Liban étaient prises avec le consentement du gouvernement français. Pendant son séjour à Paris, en août 1939, Puaux avait consulté Bonnet sur cette question. Il est très curieux de savoir que Puaux présentait l'affaire comme si la dissolution du parlement et la démission des ministres avaient lieu surtout pour des raisons financières. Lors d'une allocution radiodiffusée le 21 septembre 1939 Puaux déclarait:

«L'appareil gouvernemental actuel est trop lourd pour un Etat de 854727 habitants. Un parlement de soixante membres lui coûte 105843 livres. Un cabinet de sept ministres représente une dépense de 32785 livres. Le développement du fonctionnarisme, menace constante pour l'équilibre du budget, ne peut être enrayer que par la refonte d'un régime qui n'a pas su limiter l'initiative des dépenses.» (Puaux, p. 226)

La réforme libanaise ne se passa pas sans un certain nombre de difficultés. Sectarisme et particularisme sont toujours grands au Liban, et une réforme du régime libanais était impossible, si l'on ne réussissait pas à dominer ces deux problèmes. Comme nous l'avons déjà constaté ci-dessus (p. 45-46), Puaux avait espéré résoudre ces difficultés en donnant à l'Etat libanais la forme d'un royaume, mais le gouvernement de Paris était hostile aux idées monarchiques de M. Puaux.

En Syrie les Français ne tardèrent pas à prendre des mesures radicales contre les nationalistes, en profitant de la situation créée par l'état de siège. Le Bloc nationaliste fut supprimé; il était accusé de recevoir des subsides des agents allemands, ce qui, vu les activités de ces agents, était bien possible. Les partis communistes de la Syrie et du Liban furent interdits, ceci à l'exemple du Parti Communiste Français ⁵⁾. En avril 1940 la Sûreté avait préparé un dossier concernant un complot de juillet 1939, qui, selon les Français, n'était rien d'autre que la préparation d'une insurrection générale avec l'appui de l'Allemagne. Selon Kirk, un tribunal militaire condamna 27 personnes dont 11 par contumace. Il y eut 7 condamnations à mort. Les pièces justificatives ne furent pas publiées.

3. L'armistice. L'attitude du Haut-commissaire

Après avoir appris que la France avait conclu un armistice avec l'Allemagne, Puaux prononça le 23 juin 1940 la déclaration suivante devant la radio:

«Vous entendrez aujourd'hui à la radio l'annonce de la signature d'un armistice. Je tiens à vous dire, d'accord avec le haut commandement,

qu'en ce qui concerne le Levant aucune reddition, aucun fléchissement ne sont à envisager.

Le général commandant en chef le théâtre d'opérations en Méditerranée orientale a pris la résolution de maintenir la mission de la France et d'y défendre avec une indomptable énergie l'honneur du nom français et celui de notre drapeau. La même résolution dans l'effort patriotique anime tout notre empire et cet effort nous promet la victoire finale contre l'opresseur.» (Puaux, p. 201-202)

Le général Weygand était déjà rappelé en France le 17 mai 1940 pour prendre le haut commandement. Le général Mittelhauser lui succéda au Levant. Ce dernier se tourna contre l'armistice de différentes manières, entre autres par un ordre de jour, dans lequel il déclarait que l'armée du Levant se battrait aux côtés des Alliés.

Il est très difficile de voir clairement ce qui doit s'être passé dans l'esprit de Puaux dans ces dix derniers jours du mois de juin 1940. Pour faire comprendre cela au lecteur je mentionnerai d'abord quelques faits dont je tirerai plus loin des conclusions concernant l'attitude de Puaux envers l'armistice.

De la citation faite ci-dessus de l'allocution radiodiffusée du 23 juin on serait tenté de conclure que le Haut-commissaire s'était décidé à continuer la lutte aux côtés des Alliés, mais la suite des événements montrera que cette décision n'était pas aussi ferme.

Probablement l'idée de s'opposer à l'armistice provenait du général Mittelhauser. A la date du 16 juin Puaux écrit dans son journal:

«Ce matin, le général Mittelhauser était indigné à l'idée d'une paix séparée. «On ne traite pas avec Hitler, dit-il, plutôt se faire tuer dans la dernière tranchée.» Il envisage une dictature militaire pour continuer la lutte. Je lui déclare que je resterai au service du gouvernement qui tiendra, «quel qu'il soit».» (Puaux, p. 200)

Dans un texte de propagande publié à Berlin en 1940, on lit:

«Der französische Befehlshaber, General Mittelhauser, spielte ein Doppelspiel. Er gab zwar den von Marschall Petain gegebenen Befehl zur Demobilisierung weiter, sabotierte aber gleichzeitig diesen Befehl und hielt mit den britischen Stellen Fühlung, um einen Handstreich in Syrien durchzuführen, mit dem Ziel, dieses unter britische Kontrolle zu bringen. Deshalb kam es zu einem Zusammenstoß mit dem französischen Oberkommissar Puaux, der über Mittelhausers zweideutige Rolle nach Vichy berichtete.» (Weiss, p. 52)

Quelques jours après, le 18, le consul britannique, Mackereth, fait connaître à Puaux que son gouvernement donnera aide aux chefs de l'Empire français prêts à poursuivre un effort de guerre. Ce même jour Puaux communique cette offre au gouvernement français, qui alors siégeait à Bordeaux. Il ne reçut point de réponse.

Selon Soustelle, Puaux dès le 22 juin 1940 libérait les Allemands internés — par exemple Roland Eilander, qui était un agent actif de l'espionnage allemand (*Soustelle I*, p. 239). Ici on pourrait déjà parler d'une acceptation de l'armistice. Néanmoins Puaux envoie le 24 juin 1940 le télégramme suivant à Peyrouton, résident général à Tunis:

«Le général Mittelhauser est décidé à maintenir son armée au Levant et à continuer la lutte.

Nous estimons indispensable que soit constitué en Afrique du Nord un gouvernement afin: 1° d'assurer unité de direction et cohésion entre les diverses parties de l'empire; 2° de maintenir une représentation diplomatique auprès des Etats qui ne sont pas encore inféodés à l'Allemagne.

Nous vous serions reconnaissants d'agir vite et de nous faire connaître vos décisions. Le général Mittelhauser a télégraphié dans les mêmes termes au général Noguès qui lui avait donné, le 23 juin, son accord sur la nécessité de défendre l'empire.» (*Puaux*, p. 202)⁶

Les réponses de Peyrouton et de Noguès furent négatives. Le 27 juin 1940 on publia le communiqué suivant:

«En vertu des conditions des armistices signés par le gouvernement français, aucun changement n'est apporté à la situation des territoires sous mandat.

En conséquence, le général commandant en chef le théâtre des opérations en Méditerranée orientale, d'accord avec le haut-commissaire, a ordonné la cessation des hostilités. Le drapeau français continuera de flotter sur ces territoires et la France poursuivra sa mission dans les Etats du Levant.» (*Puaux*, p. 204-205)⁷

Il est remarquable que Puaux cite en détail dans ses mémoires tous les textes d'où devait ressortir qu'il était dans l'immédiat pour la continuation de la lutte, en omettant ceux qui pourraient révéler le contraire, par exemple la mise en liberté des Allemands internés. C'est ainsi qu'on cherche en vain dans son livre l'appel du général de Gaulle du 18 juin, et les télégrammes suivants que le général de Gaulle a envoyés le 24 et le 27 juin 1940 à Puaux, où il le pria de continuer la lutte en collaboration avec lui:

«Entièrement unis avec vous dans volonté continuer la guerre.

Constituons un Comité national français pour relier éléments français de résistance.

Vous demandons entrer personnellement dans composition de ce Comité.

Recevez expression de notre respect et de notre espérance.

Pour le Comité national français:

Général de Gaulle». (*Gaulle I*, p. 272)

Et le 27 juin:

«Je vous suggère de faire partie du Conseil de défense de la France d'outre-mer qui a pour but d'organiser et de relier tous les éléments de résistance français dans l'Empire et en Angleterre.

Je suis en mesure d'expédier sur votre territoire du matériel américain déjà chargé et en route ou tel autre matériel que vous pourriez demander.

En présence du fait que le Gouvernement de Bordeaux a perdu son indépendance, c'est notre devoir de défendre l'honneur et l'intégrité de l'Empire et de la France.

Respectueux dévouement.» (*Gaulle I*, p. 274)⁸

Cependant le 25 juin le général Weygand avait donné aux commandants dans les colonies, en sa qualité de ministre de la Défense nationale, l'ordre d'observer les conditions de l'armistice⁹). Le général Noguès, résident général au Maroc, télégraphia, après avoir consulté Peyrouton, à Puaux et Mittelhauser que l'armistice n'affectait pas la liberté de l'Empire. Alors Puaux communiqua à Mittelhauser que, si l'Afrique du Nord se soumettait, il n'y avait plus d'espoir de continuer la lutte. Le général Mittelhauser ne fut pas tout de suite d'accord avec Puaux, mais il s'inclina lui aussi. Kirk écrit:

«... he was now in a minority of one, he was sixty-seven years of age, and his family were in Strasbourg; and on the 28th he submitted in his turn». (*Kirk*, p. 82)

Le 29 juin le général Wavell fit encore un dernier effort pour persuader Mittelhauser, mais il n'y réussit pas. Le lendemain les frontières entre les Etats du Levant et la Palestine furent fermées de part et d'autre. Le gouvernement britannique publia le 1^{er} juillet 1940 la déclaration suivante:

«His Majesty's Government in the United Kingdom understand that General Mittelhauser, the Commander-in-Chief of the French forces in the Levant, has stated that hostilities have ceased in Syria. His Majesty's Government assume that this does not mean that if Germany or Italy sought to occupy Syria or the Lebanon and were to try to do so in the face of British command of the sea, no attempt would be made by the French forces to oppose them.

In order, however, to set at rest doubts which may be felt in any quarter, His Majesty's Government declare that they could not allow Syria or the Lebanon to be occupied by any hostile Power or to be used as a base for attacks upon those countries in the Middle East which they are pledged to defend or to become the scene of such disorder as to constitute a danger to those countries.

They therefore, hold themselves free to take whatever measures they may, in such circumstances, consider necessary in their own interests.

Any action which they may hereafter be obliged to take in fulfilment of

this declaration will be entirely without prejudice to the future status of the territories now under French mandate.» (*For. Rel. U.S. 1940-III*, p. 896)

Le 3 juillet 1940 les Britanniques exécutaient une action contre la flotte française à Mers-el-Kébir. La conséquence en fut que Vichy rompit, le 5 juillet, les relations diplomatiques avec l'Angleterre. Sur ordre de l'amirauté française les pourparlers sur l'échange de trois navires marchands anglais, qui se trouvaient dans le port de Beyrouth, contre un paquebot français ancré dans le port de Haïfa, furent rompus. L'équipage des vaisseaux anglais, 50 personnes, fut interné. L'Angleterre y répondit en ordonnant à l'Iraq Petroleum Company de bloquer le transport du pétrole vers les Etats sous mandat français; on entoura ces Etats d'un blocus partiel. Là-dessus, les Français interdirent, en août 1940, aux sujets britanniques, belges, polonais, norvégiens et tchèques, en âge de porter les armes, de quitter la Syrie et le Liban. Ceci était une mesure importante; le passage entre la Turquie et la Palestine était rendu impossible à cette catégorie de personnes, et ceci pendant une phase extrêmement difficile de la guerre. Puis le consul général britannique à Beyrouth fut contraint de quitter cette ville et de s'établir à Aley, à 15 km de Beyrouth.

Voilà les faits. Nous en tirerons des conclusions, en ce qui concerne l'attitude de M. Puaux à l'égard de l'armistice, à la fin de cette partie.

4. L'appel du général de Gaulle

Le 6 juin 1940 de Gaulle avait été nommé sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale dans le ministère de Paul Reynaud. De Gaulle partait du principe que la lutte contre l'Allemagne devait être continuée dans le cadre de l'Empire. Aussitôt il s'était mis à l'œuvre en préparant une évacuation du plus grand nombre de matériel et de troupes possible vers l'Afrique du Nord. Reynaud était d'accord avec de Gaulle et le 9 juin ce dernier s'était rendu en avion à Londres pour mettre Churchill au courant de la décision.

Dans les milieux militaires on s'opposait à une évacuation éventuelle en Afrique du Nord. Bien que Reynaud fût d'abord tout à fait d'accord avec les idées du général de Gaulle¹⁰⁾, il avait hésité ensuite, surtout sous la pression d'un certain nombre de ses ministres, qui se sentaient plutôt disposés à demander un armistice. Les milieux français de Londres avaient alors proposé de former une Union franco-anglaise en espérant décider Reynaud à continuer la lutte. Churchill acceptait le projet et le texte provisoire en était transmis à Reynaud à Bordeaux. Le gouvernement français n'avait pas discuté sérieusement le projet¹¹⁾. Reynaud avait démissionné et le Président Lebrun avait chargé le maréchal Pétain de former un cabinet. Ceci signifiait l'abandon.

Le général de Gaulle s'était rendu à Londres¹²⁾, où il avait adressé, le 18 juin, devant la B.B.C. son célèbre appel aux Français:

«... la France n'est pas seule!... Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale.» (*Gaulle I*, p. 267)

Il était donc tout à fait logique que le général de Gaulle se mit en rapport avec les chefs politiques et militaires de l'Empire. Comme nous l'avons vu ci-dessus, les télégrammes envoyés à Puaux et Mittelhauser n'eurent pas l'effet désiré¹³⁾.

Néanmoins l'appel du général de Gaulle ne fut pas tout à fait sans résultats au Levant. Ce fut surtout le colonel de Larminat, chef d'état-major de l'Armée du Levant, qui travailla les esprits pour une poursuite de la lutte contre l'Allemagne. A la fin du mois de juin 1940 le colonel de Larminat fit circuler une lettre dans laquelle il écrivait notamment:

«L'armistice est accepté par la flotte et l'Afrique du Nord. Le Levant doit s'incliner.

Tous les militaires français et étrangers qui refusent de se soumettre et acceptent tous les risques que comporte la rébellion seront accueillis dans les rangs de l'armée britannique où ils constitueront un corps de volontaires français et continueront en Egypte la lutte contre l'ennemi.

Le but de la présente circulaire est d'organiser la constitution, la réunion et la mise en route d'un corps de volontaires bien armé et bien approvisionné... En aucun cas, ne mêler l'élément civil local à cette affaire. Il est bien entendu qu'elles (*sic*) représentent l'élément fidèle au gouvernement impuissantes contre la rébellion militaire.» (Cité dans: *Puaux*, p. 206-207)

Le général Mittelhauser, qui avait accepté l'armistice à contre-cœur, songea un moment à laisser faire le colonel de Larminat, mais plus tard il changea d'avis et le fit arrêter. Celui-ci s'évada cependant en Palestine où il se rangea derrière le général de Gaulle.

5. La mission du général Catroux

L'un des personnages les plus importants qui prêtèrent immédiatement l'oreille à l'appel du général de Gaulle fut le général Catroux, Gouverneur-général de l'Indochine. Catroux arriva à Londres le 17 septembre 1940, où, aussitôt, il eut un entretien avec Churchill; le général de Gaulle se trouvait à cette époque en Afrique.

Deux jours après son arrivée en Angleterre, le 19 septembre, Churchill pria le général Catroux de venir le voir pour discuter d'une question importante. Pendant cet entretien Churchill lui communiqua qu'il avait reçu des nouvelles annonçant le développement au Levant d'un mouvement en faveur d'une

reprise de la lutte contre l'Allemagne. Ce développement était surtout dû au ralliement de différentes parties de l'Afrique et à l'arrivée de la commission italienne d'armistice au Levant¹⁴⁾. Churchill déclara qu'il était absolument nécessaire qu'une personnalité française se rendît en Orient pour prendre la direction de ce mouvement. L'ambassadeur anglais au Caire, Sir Miles Lampson, avait fait savoir à Churchill, par un télégramme du 17 septembre 1940, que Catroux était l'homme le plus apte à occuper cette position. Selon le plan, Catroux devait se rendre en Palestine; on devait déclencher une révolution en Syrie, puis, de Syrie, on devait faire appel à Catroux, dont on connaîtrait la présence au Levant.

On peut considérer cet entretien du mois de septembre 1940 comme le début des entreprises de la France Libre au Levant. Cette histoire est placée, du début jusqu'à la fin, sous le signe des rivalités franco-britanniques au Moyen Orient, rivalités qui datent d'un passé lointain et qui persistèrent malgré une alliance militaire entre la France Libre et la Grande-Bretagne pendant l'un des moments les plus sombres de la Deuxième Guerre mondiale.

Comme je l'ai déjà dit, les rivalités apparurent dès le début. Churchill commuqua au général Catroux, pendant leur entretien, que le mouvement qui se développait au Levant n'était pas en premier lieu un mouvement gauliste. Il fit lire à Catroux un télégramme de Lampson. Le général Catroux nous donne une paraphrase de ce télégramme, où il est dit notamment:

«... le mouvement qui se développe actuellement n'est pas en premier lieu un mouvement en faveur de de Gaulle, mais un mouvement de résistance contre le désarmement... Il [le général Catroux] ne s'y rendrait pas comme représentant du Général de Gaulle, mais il pourrait déclarer se ranger sous sa bannière, plus tard.» (Catroux, p. 32-33) ¹⁵⁾

Churchill lança un appel au général Catroux, lui demandant de partir immédiatement pour le Moyen Orient. Catroux y consentit, pourvu que le général de Gaulle acceptât lui aussi. Le général Catroux écrit:

«On consulta le Général de Gaulle, qui, bien qu'il eût déjà envisagé de confier au Colonel de Larminat le travail d'approche sur le Levant, donna son agrément au projet.» (Catroux, p. 33)

On conclurait de tout ceci que le général de Gaulle donnait son consentement à ce projet avant le départ du général Catroux. En réalité, pourtant, il fut mis devant un fait accompli. Ceci ressort de l'échange de télégrammes de septembre 1940 entre Churchill et le général de Gaulle. Le 22 septembre Churchill envoya le télégramme suivant au général de Gaulle:

«From every quarter the presence of General Catroux was demanded in Syria. I therefore took the responsibility in your name of inviting the General to go there. It is of course perfectly understood that he holds his position only from you, and I shall make this clear to him again. Sometimes one has to take decisions on the spot because of their urgency and the difficulty of explaining to others at a distance. There

is time to stop him still if you desire it, but I should consider this was a very unreasonable act.

All good fortune in your enterprise to-morrow morning.» (Churchill II, p. 596)

Le fait que le général de Gaulle eût déjà protesté auprès de Churchill avant d'avoir reçu le télégramme cité ci-dessus contre la façon dont il avait été procédé, est un peu étrange. Ce télégramme de protestation est daté du 21 septembre 1940 et est ainsi conçu:

«Il me faut protester auprès de vous au sujet de la façon dont le Gouvernement britannique a procédé en envoyant le général Catroux en Egypte sans avoir obtenu, au préalable, mon accord. Je considère que cette manière de faire contrevient aux engagements conclus entre le Gouvernement britannique et moi-même, engagements auxquels, pour ma part, je me conforme entièrement et entends continuer à me conformer.

D'autre part, un élément de discordance a été ainsi créé. Le général Catroux est certainement la personnalité la plus hautement qualifiée pour représenter la France Libre en Orient et je n'aurais pas hésité à lui demander de s'y rendre si j'avais été informé, à temps, de la situation en Syrie. Mais, bien que je sois arrivé ici le 16 septembre et que je m'y sois, depuis, trouvé en mesure de recevoir vos informations et vos suggestions, je n'en ai reçu aucune en la matière et je me trouve placé, aujourd'hui, devant un fait accompli.

Le général Catroux ne peut agir sur les territoires du Levant sous mandat français qu'en qualité de représentant des Français Libres dont je suis le chef que vous avez, d'ailleurs, reconnu. Il ne peut y agir qu'en vertu d'un ordre de mission donné par moi-même. S'il devait en être autrement, je serais amené à désavouer toute action qu'il pourrait entreprendre. Je tiens à être informé dans le plus bref délai possible des dispositions que le Gouvernement britannique compte prendre en conséquence des présentes observations.

Pour le redressement progressif de la France dans cette guerre aux côtés de ses alliés, il est d'un intérêt vital que le Gouvernement britannique aide à la concentration des efforts et se garde, au contraire, de contribuer à leur dispersion.» (Gaulle I, p. 365)

Lors d'une interview avec le général Catroux¹⁶⁾ j'ai essayé de résoudre cette question en signalant ces contradictions au général. La réponse ne fut guère satisfaisante. Le général Catroux éluda l'essentiel du problème et il se borna à dire que le général de Gaulle était mis au courant avant son départ, ce qui implique aussi bien la possibilité d'une consultation que d'un fait accompli.

Je soulevai également cette question lors de l'interview que m'accorda le général de Gaulle. Il me déclara alors qu'il avait été averti après coup par

la radio. Et il ajouta: «Je me suis fâché.» Selon le général de Gaulle, donc, c'est par la radio qu'il apprit la nouvelle; cette communication ne lui était donc pas spécialement destinée. Il est difficile, pourtant, que ce soit là la façon exacte dont les choses se sont passées: le général Catroux partit dans le plus grand secret, et sous un pseudonyme, et il est peu vraisemblable que cette nouvelle ait été claironnée par la radio.

Qu'il soit question, toutefois, d'un fait accompli, on peut le conclure de façon convaincante du texte du télégramme que Churchill envoya le 22 septembre au général de Gaulle, de même que du texte du télégramme suivant, que de Gaulle envoya à Catroux:

«En mer, 22 septembre 1940.

J'approuve votre départ pour le Levant où vous pouvez aider puissamment au succès de notre entreprise. J'ai dû protester auprès du Gouvernement britannique quant à la façon dont il a procédé à cet égard. Mais ma réaction ne vous concernait pas vous-même. J'ai, en effet, autant de confiance en vous que je vous porte d'amitié et de considération. Vous êtes, d'ailleurs, aussi qualifié que possible pour prendre en main nos affaires d'Orient.» (*Gaulle I*, p. 366)¹⁷

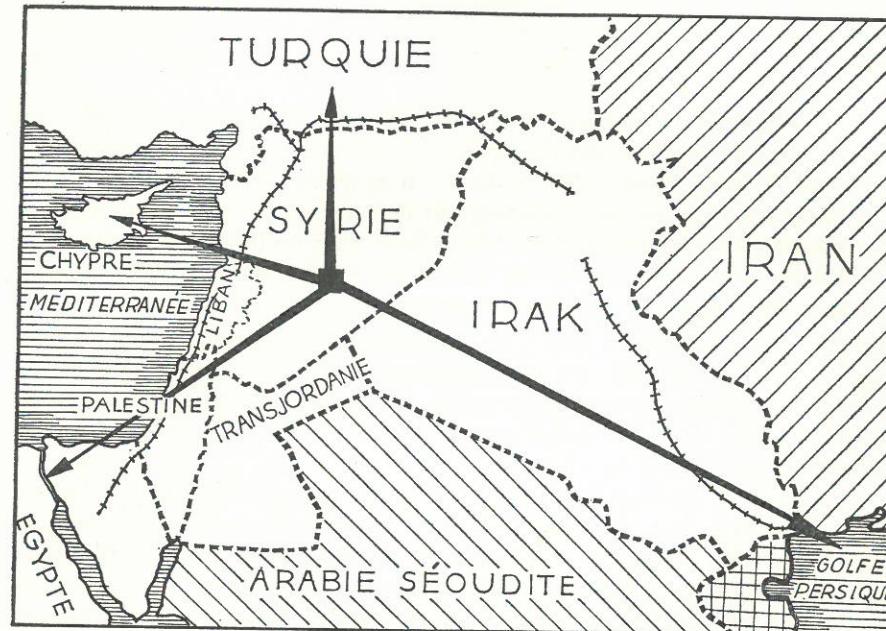
Ainsi, il était mis fin à cette «affaire Catroux». Nous pouvons considérer cette affaire comme l'une des premières tentatives faites par les Anglais pour remplacer le général de Gaulle par une autre personnalité (d'autres candidats avancés ultérieurement furent le général Giraud et l'ex-président Lebrun). Lors de l'interview du 28 novembre 1956, je demandai au général Catroux quel était, selon lui, l'arrière-plan de cette politique. Il répondit: «Ils le [le général de Gaulle] considéraient comme incommodé, et ils avaient raison; mais aussi de Gaulle avait raison d'être incommodé... Dans le fond, Churchill admirait le général de Gaulle.» Il ajouta qu'en 1940 les Anglais voulaient le voir, lui, à la place du général de Gaulle, parce qu'il était mieux au courant des questions internationales, et parce que son nom était beaucoup plus connu.

Retardé par les conditions atmosphériques le général Catroux ne put partir que dans la nuit du 27 au 28 septembre. Comme la présence de Catroux au Levant devait rester secrète pour Vichy, il voyagea sous le pseudonyme de Chartier, Canadien. Le 29 septembre il arrivait au Caire.

6. Les tentatives pour un ralliement du Levant

Comme nous l'avons vu plus haut (p. 60) Churchill attachait du prix à un ralliement du Levant. La valeur stratégique de ce territoire était grande et les désavantages qui devaient en résulter si ce territoire passait sous la direction d'un pouvoir hostile à la cause alliée étaient énormes. Les communications directes entre la Turquie et la Palestine — et donc l'Egypte — seraient menacées; elles étaient, comme nous l'avons vu plus haut (p. 58), déjà contrariées: les communications avec la Turquie via l'Irak et la Trans-

jordanie signifieraient un détour énorme. Si les puissances de l'Axe prenaient possession du Levant, elles pourraient marcher dans trois directions: vers la Turquie, l'Egypte et le Golfe Persique. Ceci impliquerait une menace directe sur le Canal de Suez et les communications avec l'Inde. Les Alliés seraient ainsi coupés de leurs plus importantes sources d'approvisionnement pétrolier¹⁸). En dernier lieu, la valeur de Chypre comme base navale et aérienne serait très douteuse. Cette description sommaire de la valeur stratégique des Etats sous mandat est éclairée par la carte ci-jointe¹⁹).



Au Caire de mauvaises nouvelles attendaient le général Catroux. Le projet d'action que Churchill avait communiqué au général Catroux (p. 59-60) fut ébruité par l'imprudence des Français. En Syrie et au Liban le bruit courut que le Haut-commissaire et le commandant des troupes, le général Fougère, étaient favorables à ce mouvement et que Catroux se trouvait en Palestine. Les résistants s'étaient mis en communication avec le chef de la Sûreté, Colombani, qui à son tour avait informé son supérieur, mais pas avant d'avoir reçu une somme d'argent considérable qu'on lui avait donnée pour s'assurer de sa coopération. Les supérieurs de Colombani informèrent Vichy, qui envoya immédiatement au Levant le colonel Bourget pour étouffer le mouvement. Celui-ci emporta une lettre du gouvernement de Vichy pour Puaux, par laquelle le Haut-commissaire fut mis au courant du mandat étendu que le colonel Bourget avait reçu. Puaux dit à propos de cette lettre:

«Cette pièce illustrait, d'une manière peut-être encore plus naïve que cynique, la signification de l'expression: *Vacances de la légalité*. Rien

en effet, ni loi, ni règlements, ne limitait les pouvoirs, qui étaient conférés au colonel Bourget.» (Puaux, p. 209)

Il est très difficile à comprendre quel rôle M. Puaux a joué dans cette affaire. On peut inférer du fait qu'il tait complètement ce complot gaulliste, que ce rôle n'a pas été si brillant. Il mentionne, il est vrai, l'arrivée du colonel Bourget, mais il donne comme seul motif, que le colonel venait pour remplacer le général Mittelhauser²⁰⁾.

Bourget agit d'une façon énergique. Il entreprit l'épuration de l'armée. Tout ceci coïncida avec la défaite que le général de Gaulle subissait devant Dakar²¹⁾. Par suite de tout ceci l'espoir d'un ralliement spontané du Levant était perdu.

A la réunion du 2 octobre 1940 à l'ambassade d'Angleterre au Caire, où étaient présents l'ambassadeur Lampson, le général Catroux, le général Sir Archibald Wavell, l'amiral Sir Andrew Cunningham et le vice-maréchal de l'air, Sir Arthur Longmore, Lampson put déclarer qu'on ne pouvait attendre un ralliement spontané du Liban et de la Syrie dans un bref délai. Selon lui la solution le plus rapide serait de continuer le blocus, sous l'effet duquel l'attitude du Levant se modifierait peut-être en faveur des Alliés²²⁾. Le général Catroux souligna plutôt la signification stratégique des Etats sous mandat. S'il était possible que les Puissances de l'Axe voulussent s'établir au Levant, on devait, à son avis, intervenir par la force. Lampson, par contre, excluait l'usage de la force à cause de la faiblesse de la position militaire britannique au Moyen Orient.

Lors de cette réunion on fut d'accord pour essayer de préparer le Levant à un ralliement, aussi bien de l'intérieur, en formant des noyaux dans les Etats du Levant, que de l'extérieur, au moyen de la propagande (radio), d'un service de renseignements, et en assurant le contact avec les noyaux de résistance. Tout ceci devait être dirigé de Jérusalem, et, pour des raisons psychologiques, exclusivement par des Français.

Déjà en septembre 1940 le commandant des Essars²³⁾ avait chargé le capitaine Repiton-Préneuf de l'organisation du service de renseignements à Jérusalem. Repiton collaborait avec le capitaine Massé de l'*Intelligence Service*. Des Essars avait établi en même temps un centre de réception pour des soldats qui venaient du Levant pour se joindre à la France Libre. Sous la direction de Coulot et de Schmittlein fut organisée la propagande par un émetteur installé à Haïfa. Dans toutes ces activités on reçut un appui constant des sionistes²⁴⁾.

En octobre 1940 le général Catroux eut à Fort-Lamy un entretien avec le général de Gaulle. Suivant la conclusion des discussions que Catroux avait eues au Caire au début d'octobre avec les chefs politiques et militaires britanniques au Moyen Orient, on décida de concentrer l'attention sur le ralliement du Levant.

Au mois de novembre le général Catroux travailla très activement dans ce but. Dans le télégramme du 3 novembre il exposa ses projets à de Gaulle.

Selon lui les possibilités que la France Libre avait en Syrie étaient latentes et il fallait les encourager par «un choc moral sérieux». Il avait l'intention de prendre le pouvoir en Syrie dès qu'il aurait les deux tiers de l'armée et la majorité de l'aviation derrière lui, si possible en n'employant que des troupes françaises, mais s'il était nécessaire il ferait appel à l'Angleterre et à la Turquie. Les Britanniques s'étaient déclarés d'accord avec ce projet²⁵⁾.

Le général de Gaulle aussi approuva ce projet, mais il insista surtout sur le fait que les Forces Françaises Libres devaient prendre part à une action éventuelle et il s'opposa à une participation des Turcs:

«Brazzaville, 6 novembre 1940.

... C'est pour moi l'occasion de vous répéter que j'approuve en tous points votre plan et votre action. Si les événements se précipitaient et amenaient les Britanniques et les Turcs à occuper la Syrie, il serait tout à fait essentiel, dans l'intérêt national supérieur, qu'un détachement de Forces Françaises Libres participât à l'opération, quand même ce détachement serait surtout symbolique. Dans ce cas, vous jugeriez certainement nécessaire d'y participer vous-même afin qu'un grand nom militaire français soit associé à cette affaire. Cela est, à mon avis comme au vôtre, de la plus haute importance. Il échappera d'autre part, à vous moins qu'à personne, que l'entrée des Turcs en Syrie compromettrait gravement l'avenir. Il vaudrait infiniment mieux, si cela était possible, que seuls les Britanniques et les Français Libres procèdent à l'opération...» (Gaulle I, p. 367-368)

Le 14 novembre le général Catroux abandonna son pseudonyme de Chartier. Ce jour-là il s'adressa, de la radio du Caire, aux Français d'Egypte et du Moyen Orient:

«Français d'Egypte et du Moyen-Orient!

Je me présente à vous. Je suis le Général Catroux; si ce nom n'éveille aucun écho dans vos mémoires, sachez seulement que ma carrière a fait de moi tour à tour un soldat d'Afrique, du Levant et d'Asie et en tous lieux, un serviteur de la France; et que, hier encore — avant que l'Indochine ne subisse l'injure de l'occupation étrangère — j'en étais le Gouverneur Général en même temps que Général d'Armée. A ces grandeurs, j'ai préféré le titre modeste et fier de simple combattant de la France Libre, et répudiant l'armistice, je suis démeuré l'allié fidèle et confiant de la Grande-Bretagne...

La France est toujours puissante. Elle est puissante par son Empire. Elle l'est surtout par ses possessions de la Méditerranée. Défaite sur le continent, elle garde ses forces intactes en Afrique du Nord et au Levant. Et en ces lieux, elle conserve dans le dispositif stratégique de la Méditerranée, des moyens d'action offensifs et défensifs de prix qui, jetés dans la bataille au profit de l'alliance franco-britannique reconstituée, seraient le gage de la victoire. Sur les rives et dans les eaux médi-

terranéennes, une nouvelle bataille de la Marne pourrait être livrée et gagnée. Alors, le sort de la guerre serait décidé, sa cadence serait précipitée. La France rebâtitrait sa grandeur les armes à la main, comme elle le fit toujours au cours de sa longue histoire et comme on l'a dit, à «coups d'épée»...» (Catroux, p. 63-66)

Le lendemain Puaux fit connaître sa réponse, lui aussi par la voie de la radio:

«Des appels ont été adressés des pays voisins aux Français d'Orient. Afin d'éviter un redoutable et tragique malentendu qui pèserait lourdement sur l'avenir, je crois nécessaire de faire la déclaration suivante:

Les Français du Levant quel que soit leur credo, religieux, politique ou philosophique, reconnaissent comme leur seul chef le maréchal Pétain, fédérateur des volontés françaises de redressement, gardien de l'unité de la patrie.

Nous conservons tous douloureusement au cœur le souvenir des agressions qui firent couler le sang français, mais, aujourd'hui comme hier, nous n'aurions recours aux armes que pour nous défendre.

Les chefs français civils et militaires des territoires sous mandat français à tous les degrés de la hiérarchie sont prêts à faire leur devoir pour défendre le dépôt qui leur a été confié. Ils savent qu'ils peuvent compter sur le loyalisme des Syriens et des Libanais à l'égard de la France qui a été et demeurera leur fidèle amie. Vive la France! Vivent la Syrie et le Liban, amies de la France!» (Le Temps, 22 novembre 1940)

Bien que, dans son livre, Puaux cite in extenso plusieurs de ses allocutions à la radio, c'est en vain que l'on y cherche la réponse à l'appel du général Catroux. Il se borne à écrire:

«Il m'était impossible de garder le silence. Je redoutais une répétition de l'affaire de Dakar qui eût définitivement compromis les relations franco-britanniques au Levant. Après accord avec les chefs militaires et mes collaborateurs civils, je fis diffuser à la radio, le 21 novembre, une déclaration. Je ne songeais pas à faire appel au loyalisme de mes compatriotes. Pour eux, le maréchal Pétain apparaissait encore comme «le fédérateur des volontés françaises de redressement et le gardien de l'unité de la patrie». Ce que je voulais, c'était «éviter un redoutable et tragique malentendu» en affirmant que les chefs français des territoires sous mandat étaient prêts à faire leur devoir, pour défendre le dépôt qui leur avait été confié.» (Puaux, p. 213-214)

Après son appel le général Catroux entreprit des efforts pour atteindre les chefs militaires au Levant. Le général de division Arlabosse avait autrefois servi sous ses ordres et il espérait atteindre par lui le commandant en chef, Fougère. Cet effort échoua. La réponse qu'il reçut d'Arlabosse était

«... une conviction aveugle de l'inéluctabilité de la victoire allemande et une confiance entière en le Maréchal Pétain». (Catroux, p. 67)

Dans ses mémoires le général Catroux se plaint fréquemment du défaitisme des chefs militaires au Levant. Pour une grande partie ceci était le résultat de l'épuration que Fougère avait exécutée dans l'armée du Levant²⁶). Les éléments gaullistes étaient rapatriés autant que possible.

Cependant le général Catroux recevait sa nomination du général de Gaulle:

«Brazzaville, 16 novembre 1940.

Je procède à votre nomination de Haut-commissaire de la France Libre pour l'Orient, délégué et représentant du Chef de la France Libre et du Conseil de Défense de l'Empire, avec pouvoir de prendre toutes mesures que vous jugerez nécessaires et tous contacts avec les autorités anglaises locales, civiles et militaires. Votre zone d'action englobe la Syrie, les Balkans, l'Egypte, le Soudan...» (Gaulle I, p. 368-369)

Le général Catroux restait pessimiste à l'égard d'un ralliement spontané du Levant. Il était de plus en plus convaincu de la nécessité d'employer la force pour gagner la Syrie:

«La Syrie est un fruit amer qui continue à ne pas vouloir mûrir. Et je crains que nous ne puissions l'avoir que par la force. Nous y avons des partisans, dont nous entretenons la patience et le zèle, mais nous n'y possédons aucune des têtes de colonne, aucun des éléments moteurs...»

Et:

«Il résulte de ce qui précède que, pour le moment, la question de Syrie ne saurait être résolue que par la force, ce qui n'est ni possible ni désirable, et ce qui ne sera probablement pas nécessaire par la situation générale avant le printemps. S'il était nécessaire d'agir maintenant, l'opération devrait être franco-britannique...» (Télégramme du général Catroux au général de Gaulle; Gaulle I, p. 369-370)

LA POLITIQUE DE M. PUAUX

1. Le départ de M. Puaux

Le 28 octobre 1940 Laval fut nommé ministre des Affaires Etrangères. Puaux se décida «à donner un coup de sonde, quelles qu'en pussent être... les conséquences» pour lui-même (Puaux, p. 212). Le 4 novembre il envoya un télégramme à Vichy, où il décrivait l'intérêt qu'il y avait pour l'Angleterre et la Turquie à ce que les Etats sous mandat ne fussent pas occupés par les Puissances de l'Axe. On pouvait donc s'attendre à ce que l'Angleterre et la Turquie exerçassent une pression sur les autorités françaises du Levant pour les empêcher de s'engager dans une coopération militaire avec les Puissances de l'Axe, et pour les amener à donner à l'Angleterre et à la Turquie d'éventuelles facilités de passage; l'Irak allait probablement s'y joindre. Dans ce télégramme Puaux déclara ensuite qu'il ne disposait pas de troupes suffisantes pour mener une lutte sur trois fronts.

«... Je ne vois d'autre moyen de prévenir de tels événements que de rassurer dès à présent Turcs et Anglais sur nos intentions, sans attendre une démarche plus ou moins ultimative de leur part.

Aussi serais-je obligé à Votre Excellence de m'autoriser à déclarer verbalement à des interlocuteurs autorisés anglais et turcs que le gouvernement français n'envisage nullement de céder aux Italiens ou aux Allemands des bases en Syrie ou de les laisser passivement s'en emparer en violation de l'armistice. Si cette assurance pouvait être donnée, la question de libre passage ne se poserait sans doute pas immédiatement... Dans une telle hypothèse, nous aurions plus de liberté pour prendre, au moment opportun, une décision ne s'inspirant que des intérêts de la France.» (Puaux, p. 213)

Puaux cite ce télégramme comme si c'était là un acte héroïque. En fait, ce n'était rien d'autre que de demander à Vichy de faire savoir verbalement aux Anglais et aux Turcs que la France n'envisageait pas de céder des bases syriennes à l'Allemagne, et encore n'était-ce que pour gagner du temps.

Il ne reçut pas de réponse à ce télégramme. Le 24 novembre toutefois il reçut la communication qu'il était relevé de ses fonctions et que Chiappe lui succéderait¹⁾. Dans ses mémoires M. Puaux se demande si le motif de cette décision de Vichy doit être cherché dans le télégramme cité ci-dessus ou dans le ton tiède — selon sa propre expression — de sa déclaration du 21 novembre (voir p. 65-66).

Puaux quitta le Levant le 14 décembre 1940.

2. La critique de la politique de M. Puaux. I: Le traité franco-syrien de 1936

Maintenant, nous sommes arrivés à un point de cette étude où nous pouvons juger la politique que M. Puaux a menée comme Haut-commissaire de la République au Levant. J'ai subdivisé cette critique en deux parties, qui correspondent à peu près aux deux chapitres précédents: M. Puaux et la politique de traité — principalement le traité franco-syrien de 1936 — et le début de la Seconde Guerre mondiale — principalement l'attitude à l'égard du général de Gaulle, de Vichy et des Puissances de l'Axe.

Dans ses mémoires, Puaux écrit qu'il savait déjà avant son arrivée au Levant qu'il serait le liquidateur du Sandjak d'Alexandrette. En étudiant les activités de M. Puaux en sa qualité de Haut-commissaire, concernant la réalisation du traité de 1936, on se demande si M. Puaux n'était pas en même temps censé être le liquidateur de ce traité. L'attitude des politiciens dirigeants à Paris ne peut que confirmer ces vues (voir plus haut p. 33-35). Les preuves sont toutefois trop faibles pour soutenir cette thèse sans commentaire. Cette assertion n'est pas certaine, elle n'est peut-être même pas probable, mais elle est en tout cas possible²⁾.

Contrairement à ce que Puaux déclara au *Temps* avant son départ (voir ci-dessus p. 38) le Haut-commissaire mena «une politique de violence» où la «collaboration spontanée», le «respect mutuel des intérêts» et le «régime libéral» firent défaut.

Certes, les nationalistes syriens contraignaient Puaux à une politique vigoureuse, mais l'attitude de force des nationalistes était provoquée par la politique française. En 1936 on conclut un traité, qui n'était pas encore ratifié en 1939, et qui était vidé de sa substance par les propositions que Puaux faisait à son gouvernement en mars 1939 (voir ci-dessus p. 45). Surtout l'autonomie régionale des Druzes et des Alaouites était très mal vue et complètement en contradiction avec le traité. L'unité syrienne avait été l'enjeu de l'insurrection de 1935-1936, qui donna lieu à des pourparlers entre les Syriens et les Français, pourparlers qui, à leur tour, avaient mené au traité de 1936³⁾.

Les Français croyaient que les nationalistes syriens devaient manifester de la patience pendant les années 1936 à 1939, mais l'impatience est justement l'une des caractéristiques du nationalisme frustré. Aussi la politique de violence ne tarda-t-elle pas à se manifester. Dans la question du statut des communautés religieuses Puaux recula devant cette politique de violence.

Si M. Puaux avait en effet reçu l'ordre de liquider le traité franco-syrien, sa tactique était bien choisie: provoquer une crise qui lui donnait en juillet 1939 la possibilité de dissoudre le parlement et de suspendre la constitution.

Fabre-Luce dit:

«Depuis 1926, le projet de remplacer le mandat par un traité est resté «dans l'air». La révolte du Djebel Druze a incliné les esprits à accepter l'idée, Jouvenel a lancé le mot, Ponsot a couvé la chose, Martel a fait une tentative d'application...» (Fabre-Luce, p. 140)

Nous pouvons ajouter: ... et Puaux l'a détruite.

3. La critique de la politique de M. Puaux. II: L'armistice. De Gaulle ou Vichy?

Nous avons rendu compte ci-dessus (p. 54-58) d'un certain nombre de faits en annonçant qu'une conclusion serait dégagée concernant l'attitude du Haut-commissaire à l'égard de l'armistice. C'est ici le lieu de remplir cette promesse.

Commençons par la défense que M. Puaux donne lui-même de sa politique.

Avant l'armistice Puaux avait eu un entretien avec le Grand-Mufti de Jérusalem, Amin el Husseini. Celui-ci, fomentateur des agitations sanglantes de 1936 à 1939 en Palestine, était recherché par les autorités britanniques; il avait demandé et reçu asile au Liban. Selon Puaux, Amin el Husseini lui communiqua que les Britanniques avaient commencé des négociations avec le Comité Suprême Arabe pour régler l'affaire palestinienne. Les Britanniques voulaient constituer un royaume, qui devait embrasser aussi bien la Palestine et la Transjordanie que la Syrie. Sans doute y avait-il au Foreign Office et au Colonial Office un certain nombre de personnes qui n'auraient pas eu d'aversion pour une telle solution. Les Britanniques menaient à cette époque à l'égard des Arabes une politique d'apaisement, qui culmina dans le Livre Blanc de 1939⁴.

Aussi cette peur des Britanniques forme-t-elle le fond de la défense que fait Puaux de sa politique. D'après ses propres paroles:

«Je tenais pour mon devoir de restituer intact ce mandat à la France libérée. L'expérience du Levant autant que mes conversations avec les hauts fonctionnaires britanniques et avec le ministre irakien, Noury Saïd, m'avaient instruit des visées et des méthodes du Colonial Office. Un condominium franco-britannique à Damas et à Beyrouth ne pouvait être que le prélude de notre éviction du Moyen-Orient ...

Une seule attitude me parut répondre aux intérêts de la France: accepter l'armistice et une obédience plus ou moins fictive à Vichy; assurer les autorités britanniques d'une neutralité bienveillante garantissant la sécurité de l'armée d'Egypte; maintenir intacte, avec ses cadres, et son matériel, l'armée d'Orient afin qu'elle pût reprendre le combat le jour imprévisible, mais sans doute inéluctable, où les Etats-Unis entreraient dans la guerre; l'autorité française au Levant ne serait plus alors dans la dépendance exclusive de l'Angleterre ...

L'expérience m'avait appris que gouverner n'est le plus souvent que choisir entre deux mauvaises solutions. La pire me parut d'ouvrir la porte des Etats sous mandat aux forces britanniques, puisque la convention d'armistice permettait de la tenir fermée aux troupes de l'Axe.» (Puaux, p. 202-203)

Nous voyons donc ici une politique ambiguë, qui revient à l'acceptation de l'armistice pour combattre finalement les Puissances de l'Axe, notamment

lorsque les Etats-Unis prendront part à la lutte. Cette politique se manifesta par une attitude hésitante à l'égard des Britanniques, comme je le démontrerai par les exemples suivants:

Pour les Anglais

Puaux fit émigrer en Palestine la brigade polonaise, qui faisait partie de l'Armée du Levant⁵.

Puaux avertit un certain nombre de personnes qu'il devait extrader selon les conditions de l'armistice; ainsi eurent-elles une chance de s'évader.

Puaux informa le consul général britannique que l'Armée du Levant devait combattre finalement aux côtés des Alliés, mais qu'il lui appartenait de décider le moment.

Puaux fit passer des armes, destinées à l'Irak et à la Turquie, par le Djézireh.

Puaux annonça, dans un télégramme envoyé le 26 juin 1940, à Vichy, que l'on ne pouvait rompre avec les Britanniques:

«... notre attitude vis-à-vis des autorités et des officiers britanniques ne peut avoir le caractère d'une froide et brutale rupture, car, à l'heure actuelle, c'est encore l'Angleterre seule qui peut nous sauver.» (Puaux, p. 204)

Contre les Anglais

La question de l'échange des navires marchands et l'internement de l'équipage (voir ci-dessus p. 58).

La défense faite aux Alliés en âge de porter les armes de quitter l'Etat sous mandat, décision par laquelle les communications entre la Palestine (l'Egypte), la Turquie et l'Irak étaient considérablement gênées (voir ci-dessus p. 58).

Le déplacement du consulat général britannique hors de Beyrouth (voir ci-dessus p. 58).

L'envoi d'une protestation auprès des Britanniques contre la transmission des informations inexactes et tendancieuses dans la presse de Jérusalem et du Caire sur la commission italienne d'armistice, qui, selon Puaux, ne dépassait pas les limites de sa compétence.

Des déclarations anti-britanniques en public, par exemple l'allocution radiodiffusée suivante, prononcée à Beyrouth, le 30 août 1940:

«Une convention de clearing avait été négociée avec le haut-commissariat britannique en Palestine. Mais le gouvernement de Londres y a mis son veto, subordonnant l'organisation rationnelle des échanges entre la Palestine et les Etats du Levant au règlement de conflits maritimes nés de l'agression commise contre la flotte française. Il semblait permis d'espérer que le gouvernement britannique, dans l'intérêt général du bien-être et de la prospérité des populations arabes du Proche-Orient, n'élèverait pas de telles barrières pour cette simple question de prestige naval. Cette tactique de pression économique paraît d'ailleurs vouloir se généraliser. Quand nous nous sommes tournés du côté de l'Irak, d'aucuns ont laissé

entendre que l'essence et le pétrole n'étaient pas la propriété de l'Etat, mais de sociétés britanniques qui en disposent à leur gré. Il importe que Syriens et Libanais sachent bien que, si un blocus économique s'élevait peu à peu autour de leurs frontières, la France, qui s'est montrée disposée, au contraire, à favoriser les échanges dans la grande aire commerciale que constitue l'ensemble des pays arabes, ne pourrait en être tenue pour responsable.» (Puaux, p. 233)

Il est évident qu'on peut prétendre que Puaux était anti-ou pro-britannique selon qu'on omet ou mentionne certains faits. Nous verrons plus tard dans quelle mesure M. Puaux utilise ce procédé. Pour le moment je me contente de faire remarquer que tous les faits, mentionnés sous la rubrique «Pour les Anglais» se trouvent dans le livre de M. Puaux, ce qui ne peut pas être dit des faits de la deuxième rubrique.

Quelle conclusion pouvons-nous tirer des faits, mentionnés ci-dessus, et de ceux qui ont été mentionnés aux pages 54-58? Ces faits sont contradictoires de curieuse façon, et d'un si curieux équilibre qu'on se demande s'il n'y a pas là un dessein prémedité.

Commençons par constater que la situation de l'été 1940 était telle, que l'on n'aurait su dire quel parti allait remporter la victoire dans le conflit international. Pour aider le lecteur à reporter à la situation de ces jours je donne la description suivante de Churchill:

«In these summer days of 1940 after the fall of France we were all alone. None of the British Dominions or India or the Colonies could send decisive aid, or send what they had in time. The victorious, enormous German armies, thoroughly equipped and with large reserves of captured weapons and arsenals behind them, were gathering for the final stroke. Italy, with numerous and imposing forces, had declared war upon us, and eagerly sought our destruction in the Mediterranean and in Egypt. In the Far East Japan glared inscrutably, and pointedly requested the closing of the Burma Road against supplies for China. Soviet Russia was bound to Nazi Germany by her pact, and lent important aid to Hitler in raw materials. Spain, which had already occupied the International Zone of Tangier, might turn against us at any moment and demand Gibraltar, or invite the Germans to help her attack it, or mount batteries to hamper passage through the Straits. The France of Pétain and Bordeaux, soon moved to Vichy, might any day be forced to declare war upon us. What was left at Toulon of the French Fleet seemed to be in German power. Certainly we had no lack of foes...»

Can one wonder that the world at large was convinced that our hour of doom had struck?» (Churchill II, p. 225-226)

Le nombre des personnes qui, à l'époque, se tenaient sur la réserve était très grand. Pour des hommes haut placés, il était peut-être possible d'attendre,

mais une attitude de neutralité pendant un conflit, dont il était évident que l'un des partis devait remporter une victoire absolue, serait très nuisible à leur avenir politique. Il y avait des hommes qui prenaient immédiatement parti, soit pour l'un (de Gaulle, Catroux, Soustelle) soit pour l'autre (Laval); il y avait cependant un groupe de personnes qui voulaient cacher leur jeu, qui voulaient se garantir contre toute éventualité, et s'efforçaient de faire croire à l'un et à l'autre parti, qu'ils avaient choisi «le bon côté». L'attitude de M. Puaux en est un exemple typique. Il est intéressant de faire suivre ceci dans un petit aperçu comparatif. Quels arguments Puaux aurait-il pu alléguer pour prouver qu'il avait choisi «le bon côté» après une victoire soit des Alliés soit de l'Axe?

Victoire des Alliés

Allocution radiodiffusée du 23 juin 1940 (voir ci-dessus p. 54-55).

Puaux accepte une offre britannique «d'aide et appui aux chefs de l'empire français prêts à poursuivre un effort de guerre»; il écrit notamment: «Je dis... que je suis prêt à accepter l'offre.» (Puaux, p. 200).

Pro-britannique (voir ci-dessus p. 71).

Puaux accepte l'armistice pour se retourner plus tard, lorsque les Etats-Unis vont prendre part à la lutte, contre les Puissances de l'Axe (voir ci-dessus p. 70).

Puaux ne donne pas de réponse (négative) à l'appel du général de Gaulle, ni aux télégrammes que lui envoie le général de Gaulle.

C'est le général Mittelhauser qui empêche le putsch de Larminat (voir ci-dessus p. 59).

Victoire de l'Axe

En rendant responsable le général Mittelhauser du projet de continuer la lutte (voir l'allocution radiodiffusée du 23 juin 1940 à la page 54-55; citation du journal de Puaux à la page 55, le télégramme du 24 juin 1940 à la page 56).

Le 18 juin, le jour même où il reçoit l'offre britannique, Puaux envoie un télégramme à Bordeaux, où il annonce avoir reçu l'offre britannique; il n'obtient pas de réponse et il n'entreprend rien.

Anti-britannique (voir ci-dessus p. 71).

Puaux accepte l'armistice (il collabore avec la Commission italienne d'armistice, en mettant en liberté les internés allemands et italiens; voir aussi le communiqué du 27 juin 1940 à la page 56).

Puaux ne donne pas de réponse (positive) à l'appel du général de Gaulle, ni aux télégrammes que lui envoie le général de Gaulle.

Sous son régime on empêche le putsch de Larminat.

Victoire des Alliés

Ce sont les militaires qui ont liquidé le complot Catroux (voir ci-dessus p. 63-64).

La réponse à l'appel du général Catroux du 21 novembre 1940 (voir ci-dessus p. 66) est rédigée de manière à entraîner sa démission de Haut-commissaire ⁶⁾.

Puaux déclare au consul général britannique qu'il poursuivra la lutte aux côtés des Anglais: «M. Havard, auquel je déclare que les autorités du mandat n'ont en aucune manière le désir de renoncer à la lutte» (Puaux, p. 200).

Aussi dans son livre M. Puaux insiste-t-il particulièrement sur les faits de la colonne de gauche, tandis que ceux de la colonne de droite sont traités superficiellement ou pas du tout. Ainsi, dans son livre, les questions suivantes ne sont pas mentionnées:

- l'appel du général de Gaulle du 18 juin 1940;
- les télégrammes du général de Gaulle des 24 et 27 juin (voir ci-dessus p. 56-57);
- la question de l'échange des navires marchands et l'internement des équipages;
- l'interdiction aux sujets britanniques, belges, polonais, norvégiens et tchèques en âge de porter les armes de quitter les Etats sous mandat;
- le déplacement du consulat général britannique hors de Beyrouth;
- le complot Catroux;
- le texte de la réponse à l'appel du général Catroux du 14 novembre 1940; ceci est d'autant plus étrange, puisque Puaux cite in extenso des allocutions radiodiffusées (21-9-1939, 7-10-1939, 30-8-1940).

En effet Puaux réussit à faire croire à un certain nombre de personnes qu'il avait choisi «le bon côté», comme on peut le voir d'après la citation suivante du livre du vice-amiral Muselier:

«Bien que M. Puaux n'ait laissé aucun doute quant à ses sentiments personnels, qu'il exprime franchement par la phrase suivante: «Tout vrai Français ne peut mettre son espoir que dans la victoire britannique»,

Victoire de l'Axe

Sous son régime le complot Catroux est liquidé.

La réponse à l'appel du général Catroux, par laquelle Puaux fait appel aux Français pour qu'ils s'unissent autour du maréchal Pétain, «le fédérateur des volontés françaises et le gardien de l'unité de la patrie».

Puaux n'adhère pas aux tentatives des Britanniques de l'engager à combattre à leurs côtés ⁷⁾.

il fut également franc et déclara qu'il se soumettrait à tous les ordres de Vichy.» (Muselier, p. 215-216) ⁸⁾

Le résultat des dernières tentatives du général Catroux en vue d'engager M. Puaux à choisir la cause des Alliés est une preuve de l'assertion que Puaux a voulu se garantir contre toute éventualité, qu'il a voulu voir venir. Lorsqu'il fut public que Puaux serait remplacé, Catroux lui proposa de reprendre la lutte, mais:

«M. Puaux... me fit répondre qu'il ne se sentait plus l'autorité pour faire le geste libérateur que je suggérais.» (Catroux, p. 69) ⁹⁾

En jugeant les faits, et surtout en jugeant les personnes, l'historien doit autant que possible tenir compte des circonstances dans lesquelles ont eu lieu les faits et les activités de ces personnes. «L'observateur contemporain» se trouve en présence d'une difficulté toute particulière. En général il aura vécu lui-même la période qu'il décrit, souvent seulement comme lecteur de journal; il ne peut qu'essayer de prendre des distances, pour ne pas se laisser conduire par les événements d'hier, qui ont suivi ceux d'avant-hier. Souvent il a déjà pris position dans la période qu'il décrit — ce que l'auteur de cette étude ne prétend pas nier — et il ne réussira pas à se défaire de son parti pris. Souvent aussi les conséquences de la période à décrire n'ont pas encore cessé de se développer, et celui qui décrit les événements ne peut pas toujours distinguer dans quelle mesure elles opèrent encore.

Plus haut (p. 72) j'ai déjà souligné les circonstances de l'été de 1940. Pour juger une personnalité comme M. Gabriel Puaux cela ne suffit pas. Il faut encore essayer de comprendre ce que signifiaient ces circonstances pour la personne en question. Dans sa description de la Deuxième Guerre mondiale Churchill dit:

«People who have not been subjected to the personal stresses which fell upon prominent Frenchmen in the awful ruin of their country should be careful in their judgments of individuals.» (Churchill II, p. 449)

Dans un télégramme que Puaux envoya à l'époque au Ministère français des Affaires Etrangères, il déclarait:

«Contrairement à ce que pense Votre Excellence, il n'était pas facile pour moi d'apercevoir clairement quel était mon devoir.» (Charles-Roux, p. 69; Puaux, p. 204)

Aurait-on pu attendre de Puaux qu'il rejoignît les rangs du général de Gaulle? Il ne faut pas oublier que, pour des hommes comme Puaux, appartenant à ce qu'on appelle la carrière diplomatique, La Carrière, un phénomène de Gaulle était peu acceptable. Il est connu que parmi les partisans du général de Gaulle ne se trouvaient que peu de personnalités dirigeantes. Soustelle dit à ce sujet:

«Mais combien de gouverneurs, de généraux, d'amiraux, d'ambassa-

deurs, d'hommes politiques répondirent-ils à l'appel du 18 juin? Bien peu, hélas! Nous les verrons tout à l'heure. De Gaulle ne trouva auprès de lui que les obscurs et les inconnus: dans l'ordre militaire, plus de soldats que d'officiers, et plus d'officiers subalternes que de supérieurs; dans l'ordre civil, des hommes sans renommée et souvent sans expérience.» (*Soustelle I*, p. 52)

Mais qui l'historien doit-il prendre comme repère? Les quelques personnalités qui se sont rangées immédiatement derrière le général de Gaulle? Ou la grande majorité moyenne, sinon vichyste, mais pour le moins attentiste, se tenant sur la réserve, jusqu'au moment où elle pensa ne plus courir de grands risques en prenant parti; ainsi fit M. Puaux au mois de juin 1943 lorsqu'il alla voir le général de Gaulle dans sa villa des Glycines; après quelques reproches il se vit offrir une nomination de résident général de la République au Maroc.

On peut peut-être reprocher à M. Gabriel Puaux d'avoir attendu, d'avoir voulu donner à chaque parti l'impression d'être «du bon côté», laissant venir les événements, jusqu'au moment où il crut savoir avec certitude (juin 1943!) de quel côté penchait la victoire. Le politicien n'a pas en premier lieu pour idéal de penser à la conservation de sa propre fonction.

«Oui, dans la grande défaillance de 1940, presque partout le caractère se montra chez les plus humbles et les moins nantis. «Ils peuvent se rallier à de Gaulle, s'écria un jour un diplomate en parlant de ses jeunes collaborateurs. Eux, ils n'ont rien à perdre!» Terrible parole qui condamne les élites devenues uniquement attentives à leur propre conservation, aveugles à leur devoir de mener les hommes quand la nuit tombe et que souffle le vent glacé du désastre.» (*Soustelle I*, p. 53) ¹⁰)

TROISIEME PARTIE

LE HAUT-COMMISSARIAT DU GENERAL DENTZ

PRELUDE A L'ACTION DE FORCE ALLIEE AU LEVANT

1. La nomination du général Dentz

Comme successeur de M. Puaux le gouvernement de Vichy nomma Jean Chiappe. La réputation de Chiappe était douteuse. Ses opinions fascistes étaient connues. En 1927 il avait été nommé préfet de police à Paris, mais il avait perdu son poste en 1934. En juin 1940 il était resté à Paris et était devenu Président du Conseil municipal de Paris. Son beau-fils, Carbuccia, publiait le journal fasciste *Gringoire*. La nomination d'une personnalité comme Chiappe à un poste aussi élevé n'était guère favorable à la réputation du gouvernement de Vichy ¹⁾.

Chiappe n'arriva pas au Levant. Son avion fut abattu, le 27 novembre 1940, par les Italiens pendant un combat aérien au dessus de la Méditerranée ²⁾.

Vichy envoya alors comme Haut-commissaire au Levant le général Dentz. Il était lors de la capitulation gouverneur militaire de Paris, et, dans cette fonction, il rendit Paris sans le défendre. Le général Catroux attaque violemment cette attitude dans son livre ³⁾ sans mentionner toutefois que Dentz avait reçu l'ordre explicite de déclarer Paris ville ouverte ⁴⁾. Après la reddition, Pétain nomma Dentz commandant militaire de la région de Marseille. Le général Dentz était au courant des affaires du Levant. En 1925 il avait été chef du Deuxième Bureau en Syrie. C'était lui qui, ayant invité les dirigeants druzes, les faisait arrêter ⁵⁾. Il s'était acquis ainsi la réputation d'un homme sans honneur, et ceci surtout parce qu'il avait violé, aux yeux de la population syrienne, les règles de l'hospitalité en exécutant cette action ⁶⁾.

2. La politique intérieure du général Dentz

Le 16 décembre 1940 le général Dentz partit pour le Levant. A son arrivée, le 29 décembre, il trouva le gouvernement de fonctionnaires créé par Puaux, dont les nationalistes n'étaient pas contents. Ils demandaient un régime parlementaire, tandis que quelques-uns réclamaient l'indépendance, en prétendant que par la capitulation de la France le mandat avait pris fin. Ce mécontentement avait augmenté par suite du blocus britannique partiel. En janvier 1941 on en vint à des démonstrations, qui eurent leur apogée en février. Lors de son procès Dentz déclara:

«Et alors, dès le 8 février, se déclanche à Damas, à Alep un conflit universitaire scolaire: grèves des lycées, fermeture des souks, harangues dans

les mosquées, etc. La France, comme je l'ai dit, est écrasée; l'Angleterre n'est plus qu'un obstacle à l'indépendance arabe. Tous les yeux se tournent vers l'Allemagne. Des croix gammées apparaissent sur les murs de Damas, et déjà dans les souks on fabrique le drapeau hitlérien.» (London, Procès Dentz, p. 197) ⁷⁾

Le prix du blé continuait à monter; les spéculations à la hausse y étaient pour quelque chose. Le 27 février l'administration locale de Damas releva le prix du pain, mesure par laquelle ce prix devenait quatre fois plus élevé qu'avant la guerre. On assista alors à des combats entre la police et les manifestants. On requit l'aide de l'armée.

Lorsque le général Dentz eut interdit les démonstrations il s'ensuivit une grève générale à Damas, qui se répandit rapidement par tout le pays et qui prit un caractère politique. Dans les différentes villes et régions on forma des comités locaux dans lesquels les représentants du Bloc nationaliste jouaient un rôle dirigeant. Chukri al-Kouatly, l'un des dirigeants du Bloc, fut considéré comme le chef des grèves. En mars 1941, il publia un manifeste dans lequel le gouvernement de Behij Bey Khatib était jugé n'être qu'un groupe ne représentant pas le peuple. Il prétendait que l'administration française ne possédait plus aucune base légale, attendu que la Société des Nations avait cessé de fonctionner. Le général Dentz fit appel à lui pour qu'il employât son influence à calmer les esprits et à mettre fin à la grève. Les nationalistes exigeaient d'abord le remplacement du directoire par un gouvernement représentatif et la ratification du traité de 1936. Bientôt on en vint encore à des manifestations; l'armée dut intervenir ⁸⁾.

Les nationalistes remirent les vœux suivants:

- 1° amnistie générale;
- 2° abrogation des pleins pouvoirs des conseillers français;
- 3° abrogation de la censure.

Le général Dentz refusa de donner suite à ces revendications qui, selon Kirk, étaient fort modérées.

Dentz comprit qu'il devait agir. Il comprit que la situation économique était l'une des causes les plus importantes du mécontentement. C'est pour cela qu'il voulut partager la responsabilité de sa politique avec les politiciens syriens et libanais. Il déclara le 1^{er} avril que les Français se rangeaient derrière les Syriens dans leur désir d'indépendance, mais qu'avant qu'il pût être question d'indépendance il fallait avoir une situation internationale stable:

«L'indépendance de la Syrie reste la fin à laquelle les Syriens aspirent. La France n'a cessé d'y souscrire. Mais, dans les conditions actuelles et aussi longtemps que la vie internationale ne sera pas rétablie sur des bases stables, chacun reconnaît qu'aucune réforme définitive réglant soit le statut de la Syrie, soit la forme de son gouvernement, ne saurait être envisagée.» (déclaration du général Dentz, citée dans: Hourani, p. 370) ⁹⁾

Les Syriens et les Libanais devaient entendre bien des fois encore des déclarations analogues.

Dans sa déclaration, Dentz annonçait les mesures suivantes:

«1° Le Conseil des Directeurs Syrien sera remplacé par un Ministère qui aura à sa tête un chef de gouvernement.

2° Le Gouvernement sera assisté d'une Assemblée Consultative composée des principaux représentants de la vie politique, culturelle et économique du pays et des nouvelles générations.

Les Alaouites et les Druzes, tout en conservant leur statut, seront représentés dans cette Assemblée.

3° Un Conseil d'Etat sera chargé de l'élaboration des lois.

4° Le Gouvernement Syrien participera à l'organisation générale du ravitaillement en ce qui concerne les intérêts communs de la Syrie et du Liban et assumera la direction du ravitaillement pour la Syrie.

5° Le Gouvernement mettra en œuvre un important programme de travaux publics.» (Hourani, p. 370) ⁹⁾

La France avait deux garanties: elle nommait et révoquait le Chef de Gouvernement et elle était représentée au Conseil d'Etat par un commissaire.

Comme Chef de Gouvernement syrien — remarquons l'analogie avec Vichy — le général Dentz choisit Khalid al-Azim ¹⁰⁾. Dans son Conseil d'Etat Khalid al-Azim ne fit entrer aucun membre du Bloc nationaliste.

Des changements analogues intervinrent dans la structure politique de l'état libanais. Le Président Eddé fut contraint de démissionner et Alfred Naccache fut désigné comme Chef de Gouvernement.

La situation économique ne faisait que s'aggraver. Bien que la crise politique fût résolue par les mesures mentionnées ci-dessus, il y eut bientôt de nouvelles grèves ¹¹⁾.

Il y a un certain nombre d'auteurs qui cherchent la cause de ces troubles des premiers mois de 1941 exclusivement dans l'agitation allemande au Levant. Comme je le démontrerai, cette agitation était un facteur important mais certainement pas le seul. L'une des causes les plus importantes de ces troubles était la perte de prestige que la France avait subie au Proche-Orient par sa défaite contre l'Allemagne. Autres facteurs: le fait que le traité de 1936 n'était toujours pas ratifié et la mauvaise situation économique par suite du blocus britannique.

3. Tentatives de ralliement ou de neutralisation

Aussitôt après son arrivée au Levant le général Dentz avait déclaré que la prospérité et la sécurité des populations ne pouvaient être assurées qu'en évitant la guerre. Il avait fait ressortir que des mesures de coopération politique et économique étaient à l'étude.

Le général Catroux crut voir ici l'occasion de faire connaître les intentions

de la France Libre au sujet des Etats sous mandat. Il partit de la supposition que la France ne pourrait se maintenir au Levant après la guerre que sur la base de l'octroi de l'indépendance politique et de la conclusion d'un traité d'alliance entre elle-même et ces Etats.

Tout bien considéré le général Catroux crut cependant qu'une telle déclaration devait entraîner plus de désavantages que d'avantages. Sans doute la majorité des populations se rallierait-elle, ce qui donnerait lieu à des troubles au Levant, troubles dont seuls l'Axe et la Turquie tireraient profit. Or, le général Wavell tenait au calme au Levant, vu la situation militaire précaire au Moyen Orient ¹²⁾.

Le général Catroux changea alors de tactique. Une atteinte à l'autorité du général Dentz devait, il est vrai, nuire à Vichy, mais apporter à la France Libre moins d'avantages qu'à l'Axe et à la Turquie, tandis que le prestige de la France aux yeux de la population syrienne et libanaise serait gravement atteint. Une alternative possible serait de ne pas attenter à la position des autorités de Vichy dans les Etats sous mandat. Il fallait toutefois remplir quelques conditions, dont l'une des plus importantes était de garantir la sécurité des communications terrestres entre la Palestine et la Turquie.

C'est dans ce but que le général Catroux envoya le 31 janvier 1941 une note au général Dentz ¹³⁾. Dans cette note Catroux disait que le Levant se trouvait depuis l'armistice dans une situation précaire, politiquement, économiquement et militairement.

Politiquement, disait-il, le mandat souffrait plus que jamais des fautes commises à Versailles en 1919:

«Le Levant était une création artificielle des diplomates, sans unité interne, sans cadre géographique défini, sans constitution.»

Sous cette forme le Levant n'avait été que conservé «par l'armature du Mandat». Cette base avait été détruite par les conditions de l'armistice et cela au moment même où l'on avait le plus grand besoin de cette base, car, par suite de la capitulation, la France avait perdu beaucoup de prestige. Selon Catroux, les populations de la Syrie et du Liban avaient cherché, dès le moment de la capitulation, leur sécurité ailleurs, soit du côté des Etats arabes, soit du côté de la Grande-Bretagne, soit du côté de l'Axe.

Economiquement aussi la situation était mauvaise. Le blocus, conséquence de l'armistice, avait fait naître au Levant la pénurie ou l'insuffisance de certains produits essentiels. Par suite de cela:

«... la France a été privée d'un moyen d'action toujours efficace sur les gens du Levant, on veut dire les leviers d'une vie économique saine.»

Par cela aussi la France avait perdu beaucoup de son attraction pour la population.

«Il conduit les esprits à se tourner vers la Grande-Bretagne, maîtresse des mers et de qui relèvent la plupart des territoires avec qui se faisaient normalement les échanges.»

Stratégiquement la situation était très précaire du fait du grand intérêt militaire des Etats du Levant, qui formaient un saillant entre la Turquie et l'Egypte.

Après avoir donné cet aperçu de la situation le général Catroux souligna le fait que les autorités mandataires n'avaient rien à craindre de la Turquie, de l'Angleterre ou de la France Libre.

«La Turquie a pour le moment d'autres préoccupations. La Grande-Bretagne — on le déclare ici nettement — n'a pas de visées sur la Syrie. La France Libre se refuse à essayer de rallier la Syrie par la force.»

Ces puissances, continue Catroux dans cette note, seront cependant obligées de modifier leur attitude si l'Axe entreprend une politique active dans le Proche-Orient. Si la Turquie est engagée dans la guerre par une attaque allemande, on ne peut tolérer que les communications entre l'Egypte et la Turquie ne soient pas assurées. La question que pose Catroux à Dentz est de savoir si la Syrie est prête à prendre un engagement impliquant que, dans ce cas, les communications mentionnées seront assurées.

«Peut-il être répondu affirmativement à cette question? En d'autres termes, dans l'hypothèse envisagée, la Syrie serait-elle disposée à reprendre sa place et son rôle dans le front interallié antérieur à l'Armistice?

Si pareil engagement était pris, il serait bien entendu conservé strictement secret. Les importantes contre-parties ci-après seraient accordées:

Garantie du maintien intégral de la situation et des droits de la France dans le Levant, dans le présent et au règlement de la paix.

Levée du blocus et rétablissement de la liberté des échanges, exception faite des échanges directs ou indirects avec les pays de l'Axe ou occupés par lui.

La France Libre s'interdirait, en outre, toute entreprise sur le Levant.»

Le général Catroux déclara enfin dans cette note, qu'il s'était assuré de l'accord du gouvernement britannique.

Le général Dentz transmit le contenu de cette note à Vichy, où on le blâma d'avoir reçu une communication d'un «général rebelle»¹⁴⁾.

Cette tentative échoua donc aussi. Cependant il fut de plus en plus évident que les puissances de l'Axe préparaient une action au Levant suivant le système classique: d'abord un affaiblissement systématique par l'intérieur.

4. Activités allemandes au Levant

Déjà avant la guerre les Allemands et les Italiens montraient un intérêt spécial pour le nationalisme arabe. En décembre 1937 Baldur von Schirach, chef des jeunesse hitlériennes, se trouvait à Damas, où il s'occupait de

l'organisation de la jeunesse arabe. Un an après, septembre 1938, un certain nombre des jeunes irakiens assistèrent au congrès national-socialiste de Nuremberg. Comme nous l'avons vu plus haut (p. 51, 53) les Italiens aussi s'occupaient activement des Etats sous mandat.

Au moment où la guerre éclata un certain nombre d'Allemands, puis d'Italiens, furent internés par les autorités françaises au Levant. Ils furent mis en liberté après la catastrophe de juin 1940. Parmi eux se trouvait Roland Eilander, qui était déjà avant la guerre un agent allemand et qui, après sa libération, se chargea provisoirement de la direction du service secret allemand au Levant. Eilander était né à Beyrouth et, par son mariage, appartenait à un certain nombre de familles libanaises.

A la fin du mois septembre 1940 Rudolf Roser vint succéder à Eilander. Il s'établit à Damas à l'Hôtel Métropole. C'est lui qui construisit un appareil d'espionnage sur le plan national. Comme il était ancien représentant des établissements Voigtländer à Beyrouth et au Caire, il avait une grande connaissance du Moyen Orient. Il s'entourait d'un grand nombre de collaborateurs, parmi lesquels Paula Koch occupait une place importante¹⁵⁾.

Selon Soustelle les activités du groupe Roser étaient triples:

- 1° propagande anti-française en faveur de l'Allemagne;
- 2° recueillir des renseignements politiques, économiques et militaires;
- 3° mise en place d'une infrastructure qui pourrait être utile à un putsch éventuel.

Puis les militaires suivirent bientôt, ainsi par exemple en octobre 1940 le major Pratt, qui fit, avec trois autres officiers allemands, une tournée d'inspection le long de la frontière irakienne¹⁶⁾.

En janvier 1941 Otto von Hentig, chef de la section Proche-Orient du ministère des Affaires Etrangères allemand, vint en Levant avec le titre de ministre plénipotentiaire. La raison prétendue de sa visite était de traiter d'affaires commerciales. Le consul britannique à Damas énumérait dans un télégramme au *Foreign Office* les tâches suivantes de von Hentig:

«rendre compte à Berlin de la situation générale sur place et de l'état des relations anglo-françaises;
contacter les nationalistes;
commencer une campagne de propagande anti-britannique.» (*Gaulle*, I, p. 349)¹⁷⁾

Mais c'est surtout une propagande anti-française qu'entreprit von Hentig. Il fit tout pour porter atteinte au prestige français au Levant. Dans ce but il présenta dans toutes les régions des Etats sous mandat le film «Sieg im Westen», et il exploita le mécontentement des Syriens, provenant de la mauvaise situation économique et de la non-ratification du traité de 1936. Von Hentig dirigeait surtout sa propagande vers les milieux nationalistes. Il s'entretint avec plusieurs dirigeants du Bloc nationaliste. Ses arguments portaient sur des interlocuteurs réceptifs.

Les populations de la Syrie et du Liban furent de plus en plus germanophiles au fur et à mesure que les armées allemandes, entourées de l'auréole de l'invincibilité, s'approchaient de plus en plus de leur patrie. Lors de son procès le général Dentz déclara:

«C'est que le Reich apparaissait à ce moment-là comme puissance libératrice. Celui qui allait faire l'unité des pays arabes, celui qui allait faire la libération, qui allait faire le grand empire arabe, c'était le Reich. Cette libération, ce grand empire, ce n'était pas de la France qu'on l'attendait; la France était momentanément vaincue, et son prestige était perdu; l'Angleterre apparaissait toujours dans l'esprit des Arabes comme la promotrice de l'idée de mandat et comme l'obstacle, justement, à cette émancipation. Tandis que le Reich vainqueur, qui s'approchait, qui était en Grèce, qui était au bord du Bosphore, voilà le futur libérateur.» (*London, Procès Dentz*, p. 196)

Soustelle écrit:

«Déjà, dans les souks de Damas, on confectionnait des drapeaux à swastika commandés par des Syriens prévoyants.» (*Soustelle I*, p. 242) ¹⁸⁾

5. Le Conseil de Défense de l'Empire et le Levant

Les activités des Allemands au Levant prirent des dimensions qui inquiéterent les Britanniques et les Turcs. Le général de Gaulle craignait une action armée et, le 3 mars 1941, il pria les membres du Conseil de Défense de l'Empire ¹⁹⁾ de donner leur avis sur ce que devait être l'attitude de la France Libre dans une telle situation.

«Le général de Gaulle souhaite avoir l'avis des membres du Conseil de Défense au sujet de l'attitude à prendre par la France Libre dans le cas où l'Angleterre et la Turquie seraient amenées à occuper par la force tout ou partie des territoires du mandat français du Levant, en vue d'assurer la sécurité et la continuité de leurs communications dans leurs opérations contre l'Allemagne.

Devrions-nous, dans ce cas, publier une protestation condamnant cette action?

Devrions-nous laisser faire, en nous bornant à réserver sous une forme écrite les droits de la France sur ces territoires?

Ne devrions-nous pas, plutôt, nous associer, au nom de la France, à une action qui, en ce qui nous concerne, répondrait à un triple but:

Primo: rétablir dans une des parties de l'Empire français les conditions nécessaires à la reprise du combat contre les ennemis communs.

Secundo: préserver nos droits par notre présence.

Tertio: aider nos alliés.

Nous attendons votre réponse rapide et motivée.» (*Gaulle I*, p. 377) ²⁰⁾

Le général Catroux refusa les deux premières possibilités: selon lui la France Libre devait assister à une action britannique éventuelle «à la fois pour sauvegarder les droits de la France sur le Levant et pour manifester la réalité de l'alliance» (*Gaulle I*, p. 378). Le général de Larminat était d'avis que la France Libre devait faire son possible pour prévenir une telle action, puisque ceci signifierait selon lui la guerre entre la France et l'Angleterre, ce qui devait ruiner le mouvement France Libre. Si l'on en venait tout de même à une telle action militaire, la France Libre ne pourrait pas s'y associer. Le médecin-général Sicé se déclara contre toute offensive militaire des Alliés contre une partie de l'Empire qui n'était pas occupée par l'ennemi, sous réserve que les troupes françaises sur place ne passeraient pas à l'attaque. Le Gouverneur-général Eboué se prononça pour une action commune, qui «réserverait les droits de la France, permettrait de reprendre la lutte sur de nouveaux fronts, maintiendrait le prestige français en Orient et pourrait influencer heureusement l'Afrique du Nord» (*Gaulle I*, p. 379). Selon le colonel Leclerc on devait faire conquérir les Etats du Levant par les Britanniques. Le premier ministre britannique devait pourtant déclarer explicitement qu'il n'avait pas l'intention d'annexer quelque partie que ce soit de l'Empire français; selon Leclerc les Forces Françaises Libres ne pouvaient sous aucune condition prendre part à une telle action. Le professeur Cassin se prononça pour une action commune. Le vice-amiral Muselier déclara qu'il ne croyait pas que les Britanniques et les Turcs eussent l'intention de passer à une action armée. Il ajouta pourtant:

«Toutefois, il serait dès maintenant désirable de préparer un plan d'occupation de la Syrie en collaboration avec l'Angleterre. L'opération devait se terminer automatiquement par l'installation d'un gouvernement provisoire sous l'autorité du chef de la France Libre et présidé par l'un des ses délégués.» (*Gaulle I*, p. 381) ²¹⁾

Dans son livre «De Gaulle contre le Gaullisme» le vice-amiral Muselier prétend que le général de Gaulle se souciait peu des opinions du Conseil de Défense de l'Empire. Comme exemple il cite la question que je viens de traiter. Il dit que le Conseil se prononça contre une action commune, mais que le général de Gaulle n'en tint pas compte.

Quels sont les faits?

En tout cas Catroux, Eboué, Cassin et Muselier étaient pour, Larminat et Leclerc étaient contre. On peut discuter sur l'opinion de Sicé, puisqu'au moment où l'on se décida à l'action commune, en juillet 1941, des unités des forces aériennes allemandes se trouvaient en Syrie, ce que l'on pourrait considérer comme le début d'une occupation par l'ennemi commun et l'opinion de Sicé ne valait que pour les parties de l'Empire français, qui n'étaient pas occupées par l'ennemi.

Il est intéressant de voir comment le vice-amiral Muselier essaie de donner à ses lecteurs l'impression que le Conseil de Défense de l'Empire était contre une action armée commune. A cette intention il cite in extenso

la réponse que le colonel Leclerc donna à la question que posait le général de Gaulle (*Muselier*, p. 172-173). Ceci est d'autant plus étrange qu'il ne cite pas sa propre réponse. Il dit en effet:

«Je répondis nettement que je ne croyais pas une intervention de notre part opportune.» (*Muselier*, p. 172)

Comme le lecteur pourra le constater (voir ci-dessus la citation de la réponse de Muselier) cette assertion est contraire à la vérité. La cause de cette présentation inexacte des affaires doit probablement être cherchée dans les relations assez froides existant entre le général de Gaulle et le vice-amiral Muselier. Pour Muselier, cette question est l'une des preuves des ambitions dictatoriales du général de Gaulle ²².

6. La menace allemande au Moyen Orient

Il n'était pas étonnant que le général de Gaulle eût demandé l'avis des membres du Conseil de Défense de l'Empire sur l'attitude de la France Libre au cas d'une action armée britannique éventuelle dans cette période de mars 1941. La possibilité d'une intervention militaire allemande dans les Etats sous mandat augmentait de plus en plus.

Aux mois de mars-mai 1941 la situation stratégique de ce qu'on appelait ordinairement la zone opérationnelle du Moyen Orient était très précaire pour les Alliés. Les Allemands et les Italiens avaient débordé l'Albanie, la Yougoslavie et la Grèce; après une bataille sanglante, du 20 au 30 mai, la Crète était tombée; Rommel marchait sur les frontières de l'Egypte; une partie de l'armée britannique était occupée à chasser les Italiens de l'Afrique orientale. Le général Wavell n'avait pas les mains libres.

Il est compréhensible qu'un certain nombre de politiciens et de militaires craignaient que l'étape suivante du projet militaire allemand ne fût la partie la plus orientale de la Méditerranée: la Turquie, la Syrie, le Liban, l'Irak et la Palestine. La Syrie et le Liban se présentaient sous des aspects favorables aux Allemands. Les autorités françaises de ces territoires nourrissaient une haine devenue traditionnelle contre les Britanniques. On était presque d'accord que le général Dentz se montrerait fidèle au gouvernement de Vichy. Ceci était aussi l'opinion du général Wavell, autorité militaire britannique suprême au Moyen Orient. Lorsque les *Chiefs of Staff* (Conseil des chefs d'état-major) avertirent Wavell fin avril 1941 de l'éventualité d'une invasion allemande en Syrie et lui donnèrent l'instruction de se tenir prêt à envoyer des troupes en Syrie pour donner appui à toute résistance française contre les Allemands, le général Wavell répondit que Dentz s'était rangé complètement derrière Vichy et qu'il était improbable qu'il mît obstacle à une invasion allemande. Wavell dit:

«... my information was to the effect that General Dentz, High Commissioner in Syria, was completely subservient to Vichy and was most unlikely to resist German penetration; ... I advised against an approach to Dentz, which had been suggested by the Chiefs of Staff, as I consider-

ed it would only result in our strength, or rather weakness, becoming known to the enemy.» (*Wavell, Despatch September 1941*, p. 3439) ²³

Comme nous l'avons vu plus haut des agents allemands avaient eu tout le temps et toutes les facilités pour préparer une action au Levant. Après la mission de von Hentig suivirent bientôt une mission économique, des techniciens et des touristes, «whose enthusiasm for foreign travel always so conveniently anticipated the coming movements of the German armed forces» (*Buckley*, p. 43). Le nationalisme arabe, sinon pro-allemand, prenait pourtant une attitude de neutralité bienveillante à l'égard de la cause allemande. En effet, ce mouvement avait beaucoup de points d'intérêt commun avec le programme d'Hitler: non seulement les Britanniques et les Français perdraient par une défaite leur position au Moyen Orient, mais encore la politique d'Hitler à l'égard des Juifs — le terme «politique antisémite» serait moins juste ici! ²⁴ — promettait de mettre définitivement fin aux aspirations sionistes. Dans sa directive du 23 mai 1941, Hitler déclara que le mouvement de libération arabe était l'allié naturel de l'Allemagne contre l'Angleterre ²⁵.

En outre la valeur stratégique du Levant était grande pour les Allemands. Ayant comme base Damas, Rayak et Beyrouth la Luftwaffe pourrait facilement bombarder Suez et Port Saïd, situés à une distance de 500 km. Les raffineries d'Abadan seraient encore menacées par des attaques aériennes allemandes ²⁶). Les répercussions politiques d'une occupation allemande au Levant seraient très graves pour les Britanniques, tandis que la position diplomatique britannique en Turquie et dans tout le Moyen Orient s'affaiblirait beaucoup. Du côté des Américains, aussi, on voyait la possibilité d'une invasion allemande en Syrie. Dans le mémorandum du 12 avril 1941 l'amiral Richard Kelly Turner écrivit qu'on devait tenir compte de la possibilité que les Britanniques seraient expulsés de la Méditerranée en juin 1941.

«The German Army will go by sea to Syria, and the end will then be in sight.» (*Sherwood I*, p. 337)

7. L'incertitude de la résistance vichyste en cas d'une invasion allemande au Levant

Dans les milieux alliés on se demandait dans ces mois critiques, si le général Dentz s'opposerait à une action militaire allemande dans les Etats sous mandat. Comme nous l'avons vu plus haut le général Wavell n'estimait pas probable que le général Dentz s'opposerait à une invasion allemande. Le général de Gaulle espérait qu'une partie de l'armée résisterait dans un tel cas. Il partit du principe que ces unités devaient être aidées et c'est pour cette raison qu'il organisa un certain groupe de forces pouvant être immédiatement mises en ligne. Ainsi qu'il ressort du passage suivant d'un télégramme qu'il envoya le 10 mai 1941 au général Wavell, le général de Gaulle avait peu de confiance en une résistance éventuelle de la part du général Dentz:

«Imaginer que Dentz pourrait donner des ordres de résistance contre les

Allemands est une pure illusion. Dentz ne se dressera pas contre Vichy et l'arrivée des Allemands en Syrie, si elle se produit, se fera par accord de collaboration entre Vichy et les Allemands.» (*Gaulle I*, p. 397)

Tout le monde ne partageait pas cette manière de voir; un certain nombre de personnes doutaient de l'attitude que le général Dentz prendrait. Ce doute explique l'attitude hésitante des Alliés, des Britanniques aussi bien que des Français Libres, à l'égard des autorités de Vichy au Levant, ce qui donnait lieu à des différends entre l'Angleterre et la France Libre. Ce fut le cas dans l'affaire du paquebot *Providence*.

En janvier 1941 on sut que Vichy allait transporter un certain nombre de militaires de Syrie à Marseille. Il était évident qu'il s'agissait ici des éléments qui étaient soupçonnés par Vichy de nourrir des sympathies pour la France Libre. L'Amirauté britannique avait consenti à ce transport à condition que le vaisseau ferait d'abord escale à Haïfa. Dans le télégramme du 25 janvier le général de Gaulle ordonna à Catroux de prendre soin qu'un officier des Forces Françaises Libres

«... fût présent à Haïfa au passage du *Providence* pour s'assurer, en collaboration avec les autorités britanniques, qu'aucun de nos partisans ne soit rapatrié en France contre son gré». (*Gaulle I*, p. 371)

Mais le général Spears, officier anglais de liaison entre la France Libre et le gouvernement britannique, communiqua au général de Gaulle que le vaisseau ne ferait pas escale à Haïfa, comme il avait été convenu d'abord, mais passerait directement de Beyrouth à Marseille. Le général Dentz avait promis que ce transport ne serait pas fait au préjudice de la France Libre. Le général de Gaulle remit à ce sujet une protestation auprès de M. Eden, où il dit notamment:

«La parole que pourrait donner le Haut-commissaire de Vichy en Syrie que le transport de ce personnel en France n'implique pas de détriment pour mes partisans ne constitue pas une garantie suffisante.

D'autant que tout mouvement d'un navire de Vichy ne peut s'effectuer que d'accord avec la commission d'armistice de Wiesbaden, c'est-à-dire, en dernier ressort, conformément à l'intérêt de nos ennemis communs.» (*Gaulle I*, p. 373)

Après avoir reçu de la part du général Spears la communication que le gouvernement britannique ne pouvait tenir compte des objections qu'il avait exposées dans sa protestation auprès de M. Eden, le général de Gaulle envoya de nouveau une protestation, mais alors en des termes acerbes. Il dit entre autres:

«Je suis obligé de dire à Votre Excellence que cette décision est de nature à influer défavorablement sur les sentiments de confiance que les Français Libres éprouvent à l'égard du soutien britannique dans la guerre menée en commun.

Je crois pouvoir ajouter que la nation française, qui, dans son immense majorité, approuve l'action commune de l'Empire britannique et des Français Libres et espère dans cette action, regrettera de constater qu'un certain nombre de ceux qui veulent combattre pour leur pays aient pu être mis à la discréption, soit des collaborateurs de l'ennemi, soit de l'ennemi lui-même, sans que le Gouvernement britannique s'y soit pratiquement opposé, bien qu'il ait les moyens de le faire.» (*Gaulle I*, p. 374)

Le dessous de cette question était probablement le désir de mettre Dentz dans des dispositions favorables, même aux dépens de mauvaises relations avec le général de Gaulle, afin d'augmenter les chances de voir le général Dentz s'opposer à une attaque allemande éventuelle.

Les Anglais avaient aussi un intérêt immédiat dans l'affaire du *Providence*. Le consul général des Etats-Unis à Beyrouth, Engert, télégraphia à Washington le 17 février 1941:

«I am glad to be able to report that the High Commissioner has now restored to the British Consul General in Beirut the privilege of a diplomatic pouch service which had been withdrawn last October... In return the British Government has permitted French transport *Providence* to leave for Marseilles without first calling at Haifa.» (*For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 676) ²⁷⁾

Cependant du côté de la France Libre aussi la politique à l'égard du général Dentz était hésitante. Le général Catroux écrit qu'au printemps de 1941 il voulut donner appui au régime du général Dentz pour deux motifs:

1° la peur que le prestige de Dentz, et donc de la France, souffrirait tant que l'autorité française disparaîtrait complètement du fait des activités des nationalistes appuyés par les Allemands;

2° tant que la France Libre ne pouvait se charger elle-même des droits et des intérêts des Français au Levant, il était, selon lui, de son devoir d'aider le général Dentz à se maintenir.

Lorsque Eden proposa en mars 1941 d'entrer en négociation avec le général Dentz afin d'alléger ses difficultés économiques, le général Catroux y consentit. Catroux prétendit toutefois que l'on ne pouvait pas se fier tout à fait à Dentz, surtout après la mission de von Hentig, et que l'on devait poser des conditions avant de lui donner des avantages économiques. Dans un télégramme qu'il envoya le 30 mars à Eden, il écrivit:

«Sur la base de mes renseignements, je pense qu'il faudrait subordonner la conclusion d'un accord économique avec le Levant à l'acceptation des deux conditions suivantes:

Renvoi des agents ennemis et des Commissions d'armistice.

Octroi du droit de passage aux troupes alliées sur le territoire syrien...»

Je conclus en soulignant que la duplicité de Dentz, son absence de

caractère et sa soumission à Vichy ne peuvent que favoriser nos ennemis et tout accord à conclure avec lui doit comporter de sérieuses garanties politiques et militaires.

Je signale enfin que le Général de Gaulle approuve les termes de ce télégramme.» (*Catroux*, p. 115-116)

Peut-être concluerait-on de la dernière phrase de cette citation que le général de Gaulle était au courant. Dans ses mémoires il écrit toutefois:

«En même temps, le Gouvernement de Londres s'efforçait d'amadouer Vichy... C'est ainsi qu'à la fin d'avril était conclu avec Dentz un traité de commerce qui assurait le ravitaillement du Levant.» (*Gaulle I*, p. 153)

Lorsque je présentai cette contradiction au général Catroux lors de l'interview qu'il m'accorda le 21 novembre 1956, il me déclara qu'il n'avait pas consulté le général de Gaulle. Il dit avoir agi de sa propre initiative, et il ajouta que cette initiative était de sa compétence. Le général de Gaulle a laissé passer quelques inexactitudes dans ses mémoires, par exemple de laisser entendre que le traité de commerce fut conclu.

Cependant la menace allemande avait augmenté de plus en plus, et le gouvernement britannique voulait être en sûreté quant à l'attitude du général Dentz. Au début du mois de mai 1941 il donna délégation à son consul général à Beyrouth de signaler à Dentz le danger que les concentrations d'avions de Leros présentaient pour la Syrie. Il lui fit demander quelle serait son attitude en cas de tentative de débarquement allemand. Le général Dentz annonça qu'il «appliquerait les consignes, qui étaient de résister» (*Catroux*, p. 105). Il jugea que le danger d'une invasion allemande n'était pas grand²⁸. Il ajouta enfin qu'il s'intéressait à l'offre britannique de coopération, mais il déclara que «ses moyens propres étaient suffisants pour faire face à une attaque allemande» (*Catroux*, p. 105).

Dix jours après cependant, le 12 mai, le consul britannique à Damas, Gardener, télégraphie à Londres que le général Dentz

«... a déclaré qu'actuellement ses instructions ne prévoient pas une occupation de la Syrie par les Allemands, mais que, si des ordres de ce genre lui parvenaient, il obéirait». (Traduction d'un télégramme de M. Gardener adressé à Londres et au Caire et communiqué au général de Gaulle, à Brazzaville; *Gaulle I*, p. 401)

Que telle était bien l'attitude du général Dentz, on avait cependant déjà pu le constater par la position qu'il avait prise à l'égard de la révolte irakienne.

8. L'appui de Vichy à la révolte irakienne

L'Irak était lié à la Grande-Bretagne par le traité de 1930. Au moment où la guerre éclata, le gouvernement de l'Irak avait rompu les relations diplomatiques avec l'Allemagne, mais non avec l'Italie. Le représentant de l'Italie

à Bagdad menait une politique active, assisté par innombrables agents, aussi bien Italiens qu'Allemands. Se référant à une clause du traité de 1930, les Anglais débarquèrent en avril 1941, au Sud, un certain nombre de soldats, et ce contre la volonté du gouvernement irakien. A ce moment-là, Rachid Ali Kilani tenait le pouvoir en Irak. A la fin du mois de mars 1941, il avait fait un coup d'état, soutenu notamment par le Grand-Mufti de Jérusalem, Amin el-Husseini; tous deux étaient connus pour leurs sentiments pro-nazis. On ne sait pas nettement si le gouvernement anglais avait reconnu ou non l'autorité de Rachid Ali. Quoi qu'il en soit, lorsque Rachid Ali interdit à l'Angleterre de débarquer, Londres ne se soucia guère de ses exigences. Les Anglais pouvaient défendre leur attitude de deux manières: les débarquements étaient prévus dans l'accord anglo-irakien de 1930, et le régent irakien, Amir Abdul Illah (le roi d'Irak avait 6 ans), avait demandé l'hospitalité aux Anglais lorsqu'il avait dû s'enfuir devant Rachid Ali; le régent ne s'opposait pas aux débarquements.

Rachid Ali n'accepta pas ce cours des choses, et le 2 mai 1941 il entreprit une lutte armée contre les troupes anglaises. Il fut appuyé pendant cette révolte par les Allemands. Non seulement les Britanniques furent obligés de distraire des troupes du front principal contre Rommel, ce qui donna à celui-ci l'occasion de reprendre son souffle, mais cette révolte constituait une menace directe pour le pétrole de Mossoul et pour la route des Indes.

Pour pouvoir donner un appui agissant aux Irakiens, les Allemands avaient besoin de la collaboration des autorités de Vichy en Syrie. Le 3 mai 1941 Darlan acceptait une invitation d'Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, en vue d'entamer des négociations. Abetz connaissait exactement le point faible de Darlan: la flotte française neutralisée. Contre le réarmement de 7 torpilleurs et de 6 contre-torpilleurs, Darlan consentit que des avions allemands à destination de l'Irak fissent escale en Syrie pour y être ravitaillés; puis on convint que les rebelles irakiens devaient être pourvus d'armes provenant de Syrie²⁹.

Pendant tout ce mois de mai, les négociations entre les autorités allemandes et le gouvernement de Vichy furent poursuivies. Elles avaient été amorcées par des conversations à Berchtesgaden entre Darlan, Hitler et von Ribbentrop. Elles se complétèrent à Paris par des négociations entre Darlan, Huntziger, Benoist-Méchin et Brinon d'une part, et le général Warlimont d'autre part. On ne se bornait pas à la question Syrie-Irak seule, mais en Afrique du Nord et en Afrique Occidentale et Equatoriale aussi, la prétendue neutralité de Vichy était violée en faveur de l'Allemagne. Tout ceci fut consigné par écrit dans un protocole du 28 mai 1941, dont le passage concernant l'Irak et la Syrie est donné dans l'annexe n° 1³⁰.

Abetz n'avait pas attendu le résultat de ces négociations. Il était convaincu que l'Allemagne ne pouvait remporter la victoire dans la guerre mondiale que si la France était son alliée fidèle. Il avait déjà plus d'une fois fait entendre cette opinion à Hitler, mais celui-ci ne croyait pas que la France fût prête à se ranger loyalement à ses côtés³¹. Abetz croyait alors avoir une occasion

de prouver à Hitler que Vichy pouvait se comporter comme un allié loyal du Troisième Reich. Abetz doutait toutefois que le général Dentz suivît en ceci les ordres de Vichy. En France toutes sortes de bruits se répandaient sur les influences gaullistes dans l'Armée du Levant. Abetz pria le deuxième secrétaire de l'ambassade, Rudolf Rahn, d'aller au Levant pour convaincre le général Dentz.

Rahn partit par l'avion spécial de Ribbentrop, un Heinkel-III, qui était par hasard au Bourget. Il amena comme secrétaire personnel Eitel Friedrich Möllhausen, un Allemand né à Smyrne, qui avait reçu son éducation en Italie et en Turquie. Jacques Guérard, ancien inspecteur des Finances et ancien chef de cabinet de Baudouin, les accompagna en qualité de courrier spécial de Pétain.

Après un escale à Rhodes, où le Heinkel fut repeint aux couleurs françaises, le petit groupe arriva le 11 mai à Alep³²⁾. Le lendemain matin, le 12 mai, Rahn fut reçu par Dentz. Il lui exposa la théorie d'Abetz: collaboration entre la France et l'Allemagne pour en venir ainsi à la paix européenne. Rahn décrit cet entretien ainsi:

«Über eine Stunde lang hörte er mir unbeweglich zu. Dann sagte er mit schwerfälliger Langsamkeit:

«Ich habe Sie verstanden, und ich glaube, Sie haben mich überzeugt. Was wünschen Sie nun von mir?»

«Waffen, Herr General, Waffen für die irakische Armee.»

Dentz lächelte etwas ironisch:

«Wie? Wollen Sie den Engländern Waffen liefern?»

«Vielleicht auch das», antwortete ich, «wenn die Engländer bis zum Juli brauchen, um sie sich abzuholen, dann können sie jedenfalls bis zum Herbst auf dem lockeren und schwimmenden Sand keinen Angriff gegen Rommel fahren, so daß wir Zeit haben, das jetzt noch fehlende Material nachzuschieben.»

Dentz nickte:

«Das hat einen gewissen Sinn.» » (Rahn, p. 155)

Rahn mentionne que lors de cet entretien il fut d'accord avec Dentz sur l'envoi des armes suivantes: 21.000 fusils, 200 fusils mitrailleurs lourds et 400 fusils mitrailleurs légers, au moins 100.000 grenades à main et une batterie de canons français de 75 avec tous les accessoires et des munitions³³⁾.

Rahn dit dans ses mémoires, avec fierté, que ce matériel était à la frontière turque dans les 17 heures. On doit en conclure que les autorités de Vichy en Syrie doivent avoir collaboré cordialement en triant, en emballant et en transportant tout ce matériel³⁴⁾.

A la frontière turque surgit une difficulté. D'après un traité conclu entre la France et la Turquie on devait pour de tels envois demander 5 jours d'avance l'autorisation de transit. Rahn fit alors la proposition suivante:

Le général Dentz devait faire savoir au gouvernement turc qu'il était inquiet

du développement de la révolte en Irak. Il s'alarmait de la possibilité que les Britanniques missent en déroute l'armée irakienne en direction nord-est et que cette armée se dispersât en bandes armées. Dentz voulait prendre de mesures de précaution pour désarmer ces bandes si elles venaient en territoire syrien et il croyait que le gouvernement turc lui aussi avait intérêt à prévenir des troubles dans la région des Kurdes. Il le pria donc de laisser passer la frontière immédiatement aux armes et à 200 hommes.

Dentz accepta. La ruse réussit et 10 heures plus tard on recevait l'autorisation turque³⁵⁾.

Le matériel de guerre que Vichy livra de cette manière était stocké suivant les conditions de l'armistice de juin 1940. Ce matériel valait 120 millions de francs. Les Allemands payèrent 85 millions de francs «en billets de la Banque de France provenant de l'indemnité d'occupation versée par Vichy à la Wehrmacht» (Soustelle I, p. 244)³⁶⁾. Les 35 millions restants devaient être payés en produits irakiens: blé, dattes, etc. Soustelle en vient à la conclusion suivante:

«C'est donc aux frais de la France que le Reich porta secours au soulèvement prohitlérien de Mésopotamie.» (Soustelle I, p. 244)³⁷⁾

C'est là toute l'affaire de la livraison de matériel de guerre aux rebelles irakiens. Nous y reviendrons plus tard.

Darlan et Abetz tombèrent d'accord, outre l'envoi du matériel, sur l'appui que donnerait Vichy au renforcement des rebelles irakiens par la voie de l'air. On convint que les avions allemands auraient le droit d'utiliser certains aérodromes syriens où ils seraient ravitaillés.

Déjà avant la révolte en Irak, les Anglais avaient eu conscience du fait que les aérodromes syriens étaient très tentants pour les Allemands. Le 29 avril 1941 le consul britannique, Havard, fit une visite au général Dentz, au cours de laquelle il manifesta son inquiétude sur le fait qu'il était possible que les Allemands essaieraient de s'emparer des aérodromes. Dentz déclara lors de son procès:

«Je le [Havard] rassurai immédiatement. Je lui dis que je ne tolérerai pas l'utilisation de vive force des aérodromes syriens par qui que ce fût et que je les ferai garder contre toute attaque par surprise.» (London, Procès Dentz, p. 199)

Le lendemain, le 30 avril, le général Dentz envoya au ministère de la Guerre de Vichy le télégramme suivant:

«Pour le cabinet du Ministre,

La poussée allemande qui s'oriente en direction de Suez et de l'Irak et qui se matérialise par le rapprochement des bases d'opérations du Reich doit faire envisager l'hypothèse d'une tentative allemande pour s'installer sur les terrains d'aviation du Levant. Cette tentative peut être précédée ou non d'une mise en demeure directe. L'article 10 de la

convention d'armistice interdit toute action hostile contre les forces allemandes. Les instructions données ultérieurement à la marine et à l'air ne prévoient pas moins de s'opposer par la force à tout débarquement ou à tout acte d'hostilité de l'aviation étrangère, même ex-ennemi.

Me basant sur ces instructions, je prends les mesures nécessaires pour résister à une action de force. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître d'urgence si cette manière de voir est conforme à l'intention du gouvernement français et de me faire parvenir toutes les instructions dans ce domaine.

Prière de communiquer aux Affaires Etrangères.» (M^e de Vésinne-Larue au cours de sa plaidoirie; *London, Procès Dentz*, p. 268-269) ³⁸⁾

Cependant Huntziger, ministre de la Guerre, avait envoyé au général Dentz le télégramme suivant:

«Au cours de ses conversations avec le Führer, l'amiral Darlan a concédé aux Allemands l'utilisation des bases aériennes du Levant. Je vous prie de me faire connaître personnellement par télégramme si une pareille mesure risque d'amener des troubles dans l'armée du Levant. Télégraphiez vos suggestions. Aucune mesure ne sera prise avant que votre réponse ait été communiquée à la Commission d'Armistice» (*Allemands en Syrie*, p. 15; *McCallum*, p. 165-166)

Le général Dentz réagit négativement. Le 4 mai Huntziger télégraphia que, si des formations de la Luftwaffe se présentaient pour atterrir ou s'ils survolaient les territoires des Etats sous mandat

«... il conviendrait de tenir compte de ce que la France, dans la situation que lui faisait l'armistice, n'était pas, par rapport à l'Allemagne, une puissance neutre, qu'il n'était donc pas possible, dans ces conditions, de traiter en ennemi ses forces armées. . . Vous vous opposeriez naturellement par la force à toute intervention des forces britanniques, dans le cas où celles-ci, devant cette situation, voudraient intervenir de façon quelconque.» (*London, Procès Dentz*, p. 174)

Puis suivit, le 6 mai, le télégramme suivant de Darlan à Dentz:

«Des conversations d'ordre général sont en cours entre les gouvernements français et allemand. Il importe au plus haut point, pour leur réussite, que si des avions allemands à destination de l'Irak atterrissent sur un terrain en territoire sous mandat, vous leur donnez toutes facilités pour reprendre leur route.» (*London, Procès Dentz*, p. 174) ³⁹⁾

Dentz répondit le lendemain:

«Reçu et bien compris vos messages. Je donne des instructions en conséquence.» (*London, Procès Dentz*, p. 174)

Dès lors la voie était frayée aux avions allemands. Dès le 9 mai 1941 la

Luftwaffe utilisa les aérodromes syriens ⁴⁰⁾. La plupart des avions allemands volaient sous les couleurs irakiennes. Ils utilisaient presque uniquement l'aérodrome de Palmyre, puis, plus tard, l'aérodrome de Nérab près d'Alep. Le 15 mai le général Dentz reçut un télégramme par lequel on lui annonçait que 33 médecins allemands, en costume civil, devaient arriver à l'aérodrome d'Alep. Ils arrivèrent bientôt et ne partirent que le 6 juin 1941. Selon Dentz ce furent là les seuls Allemands qui séjournèrent en Syrie pendant cette période ⁴¹⁾.

Le 12 mai le consul britannique, M. Gardener, s'informa auprès du Haut-commissaire de l'atterrisage des avions allemands. Le fait ne fut pas nié, mais on présenta la chose comme si les avions avaient été obligés de faire une escale forcée, et comme s'il n'était pas question d'une convention. Le 16 mai encore le général Dentz déclara dans un communiqué:

«Des avions allemands sont récemment passés en transit au-dessus de la Syrie. Quinze d'entre eux ont fait, au cours de ces derniers jours, des atterrissages forcés sur les aérodromes syriens. Conformément aux conditions d'armistice, les autorités françaises ont pris des dispositions pour que ces appareils repartent aussi rapidement que possible.» (*Allemands en Syrie*, p. 21)

Le 14 mai Eden fit une déclaration concernant cette question à la Chambre des Communes. Il fit savoir que la R.A.F. avait reçu l'autorisation d'agir contre les avions allemands sur les aérodromes syriens ⁴²⁾.

On est quelquefois enclin à sous-estimer les préjudices que Vichy a portés à la cause alliée en appuyant la révolte en Irak. L'un des moyens utilisés est de diminuer l'importance de cette révolte. On a tort de la minimiser et ceci est confirmé par la directive d'Hitler du 23 mai 1941:

«Der Führer und Oberste Befehlshaber der Wehrmacht

F.H.Qu., den 23.5.41

OKW/WFSt/Abt. L(IOp.)

Nr. 44772/41 g.K. Chefs.

Weisung Nr. 30

Mittlerer Orient

GEHEIME KOMMANDOSACHE

1. Die arabische Freiheitsbewegung ist im Mittleren Orient unser natürlicher Bundesgenosse gegen England. In diesem Zusammenhang kommt der Erhebung des Irak besondere Bedeutung zu. Sie stärkt über die irakischen Grenzen hinaus die England feindlichen Kräfte im Mittleren Orient, stört die englischen Verbindungen und bindet englische Truppen sowie englischen Schiffsraum auf Kosten anderer Kriegsschauplätze.

Ich habe mich daher entschlossen, die Entwicklung im Mittleren Orient durch Unterstützung des Irak vorwärtszutreiben . . .

Adolf Hitler.»

(Jacobsen, p. 217-218) ⁴³⁾.

Une autre méthode pour développer ce mythe consiste à diminuer l'appui que donna Vichy. Il est très probable que l'importance des envois d'armes ne fut pas grande dans cette lutte. Les Irakiens n'étaient pas exercés à manier ces armes et la formation des soldats irakiens prévue par le protocole franco-allemand du 28 mai 1941 (voir l'annexe n° 1 sub I, d) ne put aboutir à rien du fait de l'issue rapide des événements. Mais l'appui que donna Vichy en ravitaillant les avions allemands était de grande importance. Au total 120 avions allemands et italiens firent un usage régulier des aérodromes syriens. Les Britanniques éprouvèrent, en écrasant la révolte, beaucoup d'embarras de la part de la Luftwaffe. L'exemple suivant servira à illustrer ces faits:

«On May 15th Kingcol moved eastward by desert tracks towards Habbariya, covering 160 miles before bivouacking at 'Kilo 25', a point fifteen miles from Ramadi. In the course of the march a number of German aircraft swept over the troops, who possessed no means of making an adequate reply, and machine-gunned them at low levels, causing a number of casualties.» (Buckley, p. 25) ⁴⁴⁾

Cet appui de Vichy à la cause du Reich, que les Britanniques avaient pu appeler avec juste raison un coup de poignard dans le dos, signifia la fin du prélude à l'action de force alliée; on pourrait même prétendre que cette action au Levant avait déjà commencé par les bombardements des aérodromes syriens par la R.A.F.

CHAPITRE VI

L'ACTION DE FORCE ALLIÉE

1. La décision

Il n'est pas douteux qu'il existe un lien entre le soutien apporté par Vichy aux Allemands pendant l'affaire irakienne et le conflit qui éclata en juin 1941 entre les Alliés et les troupes de Vichy en Syrie et au Liban. Playfair écrit:

«We had stopped the Germans and Italians from intervening effectively in Iraq because we had acted quickly and because they had been un-ready. But in the process they had used Syria as a stepping-stone and there was now a danger that they might gain complete control of that country, in which they were clearly better able to establish themselves than in Iraq. Syria, therefore, which had been an uncertain and somewhat sinister neighbour ever since the fall of France, now began to present a definite threat to our position in the Middle East. Thus the crisis in Iraq was no sooner past than matters came to a head in Syria.» (Playfair II, p. 197)

Buckley aussi voit un lien semblable, mais il le formule de façon quelque peu plus nuancée. Selon lui l'utilisation des aérodromes syriens par la Luftwaffe n'eut qu'une influence accélératrice:

«While it was the use of Syrian aerodromes by German aircraft that precipitated the British and Free French action against Syria in the month of June, the necessity for an operation of this nature had been urged by Generals de Gaulle and Catroux on behalf of the Free French some weeks earlier.» (Buckley, p. 43) ¹⁾

Déjà en octobre 1940 le général Catroux rêvait d'une invasion armée en Syrie et au Liban (voir ci-dessus p. 64-65). Il partait cependant du point de vue que, tant qu'une telle action n'était pas stratégiquement nécessaire, on devait faire tout son possible pour rendre le Levant mûr pour un ralliement. Les Anglais étaient d'accord avec lui pour les raisons suivantes:

- 1° défaut de moyens militaires;
- 2° la peur que Vichy ne prît part à la guerre avec sa flotte;
- 3° une bataille entre les forces de Vichy et celles du général de Gaulle pourrait être pour les Syriens et les Libanais le signal pour obtenir de force

leur indépendance et les Britanniques craignaient que ceci pût être contagieux.

«La stabilité et le maintien de l'ordre dans les pays de Mandat français leur apparaissaient [aux Britanniques] désirables pour ce motif et, pour la première fois dans l'histoire des relations franco-britanniques dans cette région de l'Orient, ils se sentaient solidaires, face aux Arabes, des autorités françaises de Beyrouth.» (Catroux, p. 114)

Par le développement des événements de l'automne 1940 et de l'hiver 1940-1941 la nécessité stratégique d'une action augmentait de plus en plus. Après la conquête de la Grèce le Levant était effectivement ouvert aux troupes allemandes. Le général Catroux écrit:

«Si les Alliés ne voulaient pas perdre la bataille de la Méditerranée — et sans doute, par suite, la guerre —, il leur était indispensable de s'assurer l'aire stratégique du Levant avec le consentement de Dentz, si c'était possible, ou sans son consentement.» (Catroux, p. 116)

Du côté anglais également, on s'était convaincu très tôt de la nécessité de contrôler la Syrie. Le 12 novembre 1940, Churchill écrivait à son ministre des Affaires Etrangères:

«We shall most certainly have to obtain control of Syria by one means or another in the next few months. The best way would be by a Weygand or a de Gaulleur movement, but this cannot be counted on, and until we have dealt with the Italians in Libya we have no troops to spare for a northern venture. On no account must Italian or Caiiff-Vichy influences become or remain paramount in Syria.» (Churchill II, p. 611) ²⁾

Lorsque Catroux reçut le 21 avril 1941 des renseignements sur une concentration de troupes et d'avions allemands dans l'île de Leros, il crut que cette concentration était effectuée dans l'intention d'une occupation du Levant ³⁾.

Vu ces circonstances il jugea nécessaire une conférence avec les dirigeants militaires britanniques au Moyen Orient. Cette conférence s'ouvrit le 5 mai au Caire. Comme base aux discussions figuraient deux notes du général Catroux.

Dans la première note, datée du 3 mai, Catroux avançait qu'il était d'importance capitale d'empêcher les Allemands de s'emparer des bases aériennes de la Syrie, avec ou sans l'aide de l'armée française du Levant. Si Dentz avait l'intention de prêter coopération à la résistance contre une invasion allemande, il fallait, disait cette note, en venir aussi vite que possible à un accord de coopération avec le général Dentz. En tout cas on ne pouvait attendre jusqu'à ce que l'attaque allemande eût commencé. Si cependant le général Dentz laissait les Allemands s'emparer de la Syrie en se retirant tout simplement au Liban, les forces alliées devaient intervenir. Au sujet de l'attitude de la France Libre le général Catroux écrivait:

«Si le Général Dentz résiste par les armes, j'entrerai en rapports avec lui

et je m'efforcerai, en lui confirmant qu'il garderait tous ses pouvoirs et ses prérogatives, de le rallier à la France Libre. Il est très possible qu'il n'accepte pas et, en pareil cas, j'essaierai d'obtenir de lui un accord de coopération.

Si le Général Dentz acceptait le fait accompli de l'irruption germanique en Syrie et se repliait sur le Liban, je me proposerais d'entrer en Syrie avec les Forces Françaises Libres, de m'efforcer d'y rallier le maximum de troupes et d'y mener la lutte contre l'ennemi avec, je l'espère, le concours des forces britanniques.» (Catroux, p. 118)

Dans la deuxième note, datée du 5 mai, le général Catroux mettait l'accent surtout sur l'importance que le Levant avait pour les Britanniques, en essayant, de façon évidente, de spéculer sur l'inquiétude des Britanniques à propos du nationalisme arabe:

«La Grande-Bretagne peut-elle, sans danger pour l'Egypte, voir les Allemands à Rayak, à Damas et au Djebel Druze, après que les forces françaises se seront retirées dans le Liban?

J'estime que, s'il en était ainsi, la Transjordanie serait ouverte aux Allemands jusqu'au Golfe d'Akaba et que tous les pays arabes d'Asie seraient ou perdus ou très ébranlés. Il se produirait en Palestine, et sans doute aussi en Egypte, des répercussions intérieures sérieuses.

Je tiens pour souhaitable qu'il soit possible au Commandement britannique de s'assurer la possession des positions qui couvrent et flanquent Damas, c'est-à-dire le massif de l'Anti-Liban, au moins au Nord de la ligne Rayak, Nebeck et le Djebel Druze. En ce faisant, on protégerait la Palestine militairement et politiquement.» (Catroux, p. 119-120)

Si, poursuivait le général Catroux dans cette note, le Commandement britannique estimait qu'il ne pouvait se charger de cette intervention en Syrie, il proposait de laisser faire les Forces Françaises Libres et de les laisser entrer en Syrie en cas d'invasion allemande. Bien que ses forces fussent restreintes (six bataillons avec une compagnie de chars et une demi-batterie) le général Catroux espérait pourtant atteindre le résultat désiré par un choc psychologique que son action devait produire chez une partie des troupes françaises du Levant. Cette entreprise serait purement française. Catroux espérait toutefois recevoir un appui léger des Britanniques qui consisterait en:

«les camions nécessaires aux Forces Françaises Libres, conduits par du personnel britannique;

une aviation puissante capable de détruire, si elle résiste, l'aviation de Vichy et, s'il y a lieu, de concourir au succès des opérations de terre.» (Catroux, p. 121)

Lors de la conférence, où étaient présents l'ambassadeur Lampson, le général Wavell, le vice-maréchal de l'air Longmore et l'amiral Cunningham, Catroux obtint l'appui de Lampson. On lui promit que, en cas d'une descente

allemande au Levant, les forces aériennes et la marine britanniques interviendraient. Wavell fit savoir cependant qu'il n'était pas en état de prendre soin des troupes ou même seulement du transport des Forces Françaises Libres.

Cette attitude de Wavell suscita une lutte diplomatique violente. Avant de décrire cette lutte il est désirable d'en considérer les dessous.

Le général Catroux prétend dans ses mémoires qu'il ne demanda au général Wavell rien que les moyens de transport pour ses troupes. Mais le général de Gaulle écrit:

«Accompagné du général Catroux, j'eus, à ce sujet, maints entretiens avec Wavell... Nous demandions au commandant en chef [Wavell] d'opérer avec quatre divisions, dont une blindée, et de déployer dans le ciel syrien une large part de la Royal Air Force. Nous insistions pour qu'il donnât aux troupes de Legentilhomme ce qui leur manquait surtout: des moyens de transport et un appui d'artillerie.» (*Gaulle I*, p. 155-156)

Même si l'assertion du général Catroux qu'il n'avait demandé que des camions était exacte, il était évident, pour le général Wavell, qu'il devait donner plus d'appui.

En premier lieu Wavell avait toutes les raisons pour mettre en doute la véracité des informations du service de renseignements de Catroux sur un ralliement éventuel d'une partie des troupes de Vichy. Son service de renseignements lui disait exactement le contraire: les troupes de Dentz résistaient⁴).

En second lieu le général Wavell pouvait se demander si le général Catroux, pourvu d'une force armée de peu d'étendue, avait la moindre chance d'occuper la Syrie et de repousser une attaque allemande, même si une partie des troupes de Dentz se joignait à lui, sans plus d'aide britannique que des camions. Ici aussi nous trouvons dans les mémoires du général de Gaulle une tout autre présentation des faits que dans ceux du général Catroux:

«Comme Dentz disposait de plus de 30 000 hommes, bien pourvus d'artillerie, d'aviation et de blindés, sans compter les troupes syriennes et libanaises, notre projet primitif de marcher droit sur Damas avec nos 6 000 fantassins, nos 8 canons et nos 10 chars, appuyés par nos deux douzaines d'avions, en profitant des concours que nous rêvions de trouver sur place, ne pouvait s'appliquer tel quel. Les Britanniques devaient s'en mêler et on allait à une bataille rangée.» (*Gaulle I*, p. 155)

Que le général Catroux lui-même ait été convaincu du fait que, sans autre appui britannique, il n'aurait eu aucune chance de repousser une attaque allemande, cela ressort de la deuxième note mentionnée ci-dessus. N'y déclare-t-il pas que, à son avis, le général Dentz ne disposait pas de troupes et de matériel suffisants pour pouvoir résister à une attaque allemande⁵)? Si le général Catroux voulait donc faire réussir son projet, il devait partir

de la supposition que presque toute l'armée de Dentz se joindrait à lui. Si cela n'était pas le cas, alors la présence de ses troupes au Levant ne serait pas une renforcement de la position militaire de la France en Syrie et au Liban en face d'une attaque allemande. Pour garder une situation identique les troupes de Dentz auraient dû se rallier au général Catroux dans une proportion de 80%⁶). Dans la même note cependant le général Catroux n'avait parlé que d'un «certain nombre d'unités françaises» (*Catroux*, p. 120), qu'il espérait pouvoir amener à un ralliement.

Il est évident qu'abstraction faite de la question de savoir lequel des deux généraux, de Gaulle ou Catroux est, dans sa description de cette affaire, le plus proche de la vérité, le général Wavell devait compter sur le fait qu'il devait donner plus d'appui à l'action de la France Libre au Levant que la simple fourniture des camions nécessaires au transport.

J'ai traité cette question avec quelque détail car, en lisant les ouvrages français, on a l'impression que la lutte diplomatique qui suivit n'était due qu'à l'obstination de Wavell, qui refusait de livrer un certain nombre de camions avec des chauffeurs britanniques. On est alors amené à lire entre les lignes que des motifs politiques inspiraient cette attitude au général Wavell: il voulait éviter que la France Libre ne gagnât du prestige auprès des populations de la Syrie et du Liban.

La question suivante doit donc être: à cette époque, le général Wavell était-il capable de donner l'appui nécessaire à la réussite de l'action des troupes que le général Catroux avait à sa disposition ou refusait-il cet appui à la France Libre pour des motifs politiques?

J'ai déjà plus d'une fois souligné la faiblesse militaire des Alliés dans un terrain d'opération aussi étendu que le Moyen Orient. Wavell s'opposait de toutes les manières possibles à l'ouverture de nouveaux fronts dans sa zone. Même lors de l'insurrection de Rachid Ali en Irak, où les Britanniques avaient eux-mêmes de grands intérêts politiques, le général Wavell était hostile à une action armée et il pria Londres d'essayer de régler cette question à l'amiable⁷).

Il y a donc toutes les raisons pour croire que le général Wavell ne se jugeait en effet pas en état de donner appui au général Catroux dans son entreprise militaire, et que, dans son refus, il ne se laissa pas mener par des aspects politiques.

Revenons maintenant à la lutte diplomatique qui éclata par suite de la question de savoir si l'on devait ou non intervenir au Levant. Cette lutte fut menée d'un côté par le général Wavell et de l'autre côté par les généraux de Gaulle et Catroux; enfin le jugement de Londres décida en faveur de ces derniers.

Le 9 mai le général de Gaulle reçut un télégramme de Spears lui annonçant:

«1° En raison des événements récents, il va être impossible d'assurer le transport des troupes françaises libres avant un mois, au plus tôt.

2° Ceci veut dire qu'aucune opération n'est envisagée pour elles actuellement.» (*Gaulle I*, p. 396)

Le lendemain de Gaulle envoya un télégramme à Wavell dans lequel il protestait contre ce qu'il appelait «les décisions prises unilatéralement par le Gouvernement et le Commandement britanniques en ce qui concerne la Syrie». Il déclara encore dans ce télégramme:

«J'estime que le retard apporté à la concentration de la division Legentilhomme est particulièrement regrettable. Ce retard aura pour effet d'empêcher toute action des Français Libres en Syrie au cas où le débarquement, maintenant probable, des Allemands dans ce pays créerait une situation morale favorable dans l'armée française du Levant.» (*Gaulle I*, p. 397) ⁸⁾

Probablement rassuré par le fait qu'à cette époque les premiers avions allemands utilisaient les aérodromes de Syrie dans leur lutte contre les Anglais en Irak, le général de Gaulle décida de pousser à fond cette affaire. Le 12 mai 1941 il envoya un télégramme au général Catroux où il lui annonça entre autres:

«Etant donné la politique négative que nos alliés britanniques ont cru devoir adopter en Orient pour ce qui nous concerne, j'estime que la présence au Caire d'une personnalité aussi considérable que la vôtre et d'un Haut-commissaire pour y représenter la France Libre ne se justifie plus. Je réserve la possibilité de votre retour sur place ultérieurement, au cas où les événements viendraient à l'imposer grâce à un redressement des Britanniques. Mais, pour le moment, je vous prie de quitter le Caire dès que possible. . .

Veuillez aviser les Britanniques, au Caire, de cette décision. Il n'y a aucune raison pour que vous leur dissimuliez le motif de votre départ. Au contraire, je vous demande de le leur marquer. De mon côté, j'avise le gouvernement de Londres.

Vous ne serez naturellement pas remplacé dans vos fonctions actuelles . . .

Je vous attends avant peu et vous remercie pour ce que vous avez fait. Il n'aura pas tenu, ni à vous, ni à moi, que vous ayez pu faire davantage.» (*Gaulle I*, p. 398-399) ⁹⁾

Les Anglais n'avaient pas attendu une telle réaction. A Londres on manifestait une grande activité. Le cabinet de guerre avait compris que l'appui de Vichy à la Luftwaffe devait aboutir à une action armée au Levant. M. René Plevé eut, à Londres, un entretien avec M. Eden, au cours duquel ce dernier déclara qu'il serait déplorable qu'au moment où l'on pouvait attendre à chaque instant une action (voir cependant la citation du télégramme du général Spears que j'ai donnée ci-dessus), le général Catroux ne fût pas disponible au Levant. Le jour même de l'entretien, le

14 mai, Eden envoya un télégramme au général de Gaulle dans lequel il disait:

«Il n'y a pas de doute qu'en raison des difficultés de communication l'impression a été créée, — à mon grand regret, — que nous suivions une politique négative quant à l'une et l'autre de ces régions [Djibouti et Syrie]. Mais cette impression est fausse et vous pouvez être sûr que notre politique sera aussi positive que nos moyens militaires le permettront. J'espère beaucoup, étant donné la teneur du télégramme que le général Spears vous a envoyé le 14 mai, que vous pourrez laisser le général Catroux en Palestine pour y traiter de ce qu'il va advenir. Les événements peuvent exiger une urgente décision.» (*Gaulle I*, p. 403)

Churchill en personne pria de Gaulle, dans un télégramme, de remédier aux conséquences de sa décision.

Le général Spears, chef de la mission de liaison, réussit à arranger un entretien entre Wavell et Catroux. Pendant cet entretien on fut d'accord sur les points suivants:

1° le général Catroux devait informer les Français par la radio de Jérusalem du fait que les Allemands pénétraient en Syrie;

2° des tracts préparés par Catroux devaient être jetés par des avions au dessus de la Syrie;

3° on devait prendre des mesures pour que les Forces Françaises Libres qui se trouvaient en Palestine pussent être éventuellement transportées par train à la frontière syrienne;

4° si la propagande de Catroux provoquait une réaction favorable, le général Wavell donnerait alors aux Forces Françaises Libres toute l'aide possible.

Catroux envoya alors, toujours ce même 14 mai, un télégramme par lequel lui aussi, il pria le général de Gaulle d'annuler sa décision concernant son rappel.

Tout ceci semblait suffire au général de Gaulle. Le lendemain il télégraphia à Churchill que le général Catroux resterait en Palestine ¹⁰⁾.

Le 14 mai le général Catroux s'adressa à l'armée de Dentz à la radio de Jérusalem. Cette même nuit on jeta au dessus de la Syrie des tracts contenant un appel de Catroux à reprendre la lutte contre les Allemands, puisque l'armistice était devenue caduque par la collaboration de Vichy avec l'Allemagne ¹¹⁾.

Le général Catroux était très optimiste sur les suites qu'aurait sa propagande. Son service de renseignements estima qu'entre le 18 et le 20 mai la situation serait favorable pour entrer en Syrie. Par télégramme il annonça au général de Gaulle que la situation était tellement favorable qu'il espérait pouvoir passer à l'action quelques jours plus tard ¹²⁾.

Le 18 mai le général Catroux, accompagné du capitaine Repiton, qui était venu de Jérusalem pour lui communiquer les heureux résultats de l'allocution radiodiffusée et des tracts, alla voir le général Wavell pour lui demander

de nouveau l'appui nécessaire et immédiat. Wavell déclara qu'il n'en pouvait être question avant que l'affaire irakienne ne fût réglée. Le lendemain le général Catroux tint une conférence avec les chefs militaires britanniques au Moyen Orient, mais le résultat fut identique: Wavell ne promit pas d'appui. Alors Catroux annonça aux dirigeants militaires britanniques qu'il marcherait seul avec ses troupes sur Damas.

Il mit le général de Gaulle au courant de sa décision par télégramme. Celui-ci y consentit et il envoya en même temps un télégramme à Churchill, par lequel il le pria d'intervenir au Levant. Au Caire, le général Catroux exerça une pression sur Lampson et Spears pour que, eux aussi, ils priassent Churchill d'intervenir au Levant.

Il y avait déjà quelque temps qu'à Londres on n'était pas d'accord avec la tactique de Wavell au Moyen Orient. Le cabinet de guerre désirait qu'il prît plus de risques pour ne pas être conduit, par une trop grande prudence, à une position défensive catastrophique. Buckley écrit que dès avril 1941 Churchill et ses collaborateurs militaires à Londres inclinaient à une action armée en Syrie et au Liban. Selon Buckley ils avaient peur que

«... Syria might now become the Trojan horse by means of which the enemy might gain an entry into our Middle East citadel». (Buckley, p. 45)

Ils furent cependant retenus par la pression que le général Wavell exerçait sur eux. Au début du mois de mai Churchill, de son côté, commença à exercer une pression sur Wavell en l'incitant à prendre des risques et à devancer les Allemands au Levant, ou à donner au moins à Catroux l'occasion d'atteindre ce résultat avec ses troupes. Le 9 mai il envoya à Wavell un télégramme dans lequel il insistait sur cette affaire¹³⁾. Le général Wavell ne céda pourtant pas. Churchill écrit:

«On the 17th [of May] General Wavell telegraphed that in view of the dispatch of troops from Palestine to Iraq the Syrian affair would involve either using Free French alone or bringing troops from Egypt. He felt strongly that the Free French would be ineffective and likely to aggravate the situation; and he concluded by saying that he hoped he would not be burdened with a Syrian commitment unless it was absolutely essential.» (Churchill III, p. 289)

Les demandes adressées à Churchill par de Gaulle, Spears et Lampson l'emportèrent. Le cabinet de guerre britannique se décida à une action armée au Levant et le général Wavell reçut des instructions concernant cette action. Wavell eut l'impression que Churchill et ses collaborateurs militaires à Londres avaient plus de confiance en l'avis des dirigeants de la France Libre qu'en son opinion, et il fit savoir à Londres qu'il préférait être relevé de son poste. Churchill télégraphia alors à Wavell que la décision du cabinet de guerre d'entreprendre une action au Levant n'était pas le résultat de la

représentation des chefs de la France Libre. Alors, le général Wavell retira sa demande¹⁴⁾.

Voilà la décision prise: Londres avait décidé que l'action franco-britannique aurait lieu, et Wavell avait renoncé à sa résistance, bien qu'il communiquât à Churchill que, à son avis, le succès était

«... at least problematical and dependent on the attitude of the French garrison and local population». (Churchill III, p. 294)

Le général Catroux s'était déjà mis en route vers la frontière syro-transjordanienne, sur la demande du colonel Collet, avant que la décision du cabinet de guerre britannique fût connue au Caire. Le colonel Collet était officier de l'armée du Levant et il avait communiqué à Catroux qu'il avait l'intention de passer la frontière palestinienne et de se mettre sous le commandement du général de Gaulle. Cependant Catroux l'avait prié de rester pour le moment en Syrie avec ses hommes, probablement pour exécuter des missions spéciales, mais la Syrie était devenue trop dangereuse¹⁵⁾. Il voulait demander au général Catroux l'autorisation de passer avec ses troupes dans les 24 heures la frontière palestinienne. Lors de cet entretien Catroux apprit que les informations que son service de renseignements lui avait données concernant le moral des troupes de Dentz étaient absolument fausses: il était certain que l'armée de Dentz résisterait. Le général Catroux comprit que, dans ces circonstances, il ne serait pas opportun d'entrer en Syrie avec ses seules troupes. Il se rendit immédiatement au Caire pour mettre Wavell au courant des renseignements qu'il venait d'obtenir. Ce ne fut qu'alors qu'il apprit que Londres avait décidé une action armée.

Le général Catroux annonça par télégramme au général de Gaulle qu'il avait décidé de différer son action:

«Les renseignements précis recueillis à la frontière de la bouche de mon interlocuteur établissent, contrairement aux renseignements antérieurement fournis:

1° Qu'aucun repli de la Syrie sur le Liban n'a été effectué.
2° Qu'au contraire, les forces de la Syrie, appliquant le plan de défense, ont occupé leurs positions sur la ligne principale de résistance et à l'avant.

3° Que les cadres et les troupes obéissent à l'ordre de résister.

Devant ce tableau exact de la situation, il ne peut être question, non seulement de pousser sur Damas avec un bataillon en camions, mais même d'attaquer avec la seule division Legentilhomme, trop dépourvue d'artillerie. L'opération doit être montée en force avec l'appui des forces britanniques... Je vous entretiendrai au Caire d'un nouveau projet. Mais vous devez, dès maintenant, considérer que la tentative de gagner l'armée par un choc psychologique a échoué.» (Gaulle I, p. 411-412)

Dans une note, datée du 24 mai 1941, le général Catroux écrivit:

«L'assistance militaire prêtée aux Allemands par les autorités de Vichy sous la forme de l'utilisation pour les avions nazis des aérodromes syriens n'a pas suscité dans les rangs de l'armée du Levant les réactions que, pour l'honneur français, on eût désiré y voir éclater... Il m'est assuré qu'en cas de rencontre entre nos forces et les troupes du Levant, celles-ci obéiront à l'ordre d'ouvrir le feu pour nous arrêter.» (*Soustelle I*, p. 246)

Après qu'on eût décidé une intervention armée l'ouverture des hostilités ne se fit pas longtemps attendre. Le 22 mai Eden déclara aux Communes:

«If the Vichy Government, in pursuance of their declared policy of collaboration with the enemy, take action or permit action detrimental to our conduct of the war, or designed to assist the enemy's war effort, we shall naturally hold ourselves free to attack the enemy wherever he may be found.» (*Kirk*, p. 96)

Dentz essaya alors de rapatrier les unités allemandes qui se trouvaient encore en Syrie afin d'ôter aux Britanniques le prétexte d'une attaque. Le 30 mai il télégraphia à Darlan les informations suivantes:

«Informations concordantes reçues par R. [Rahn] et par nous. Il en résulte:

1° Confirmation résistance en Irak terminée; Luftwaffe n'a engagé qu'un petit nombre d'appareils réduits rapidement à l'impuissance par éloignement des bases et n'a pas joué rôle espéré. J'ai multiplié les avertissements notamment avant chaque livraison de matériel à l'Irak. R... l'a reconnu et a informé G... [Guérard] que ces avertissements avaient été transmis à Berlin ainsi que les informations de M. Lescuyer qui confirmait.

2° Il importe d'éviter en Syrie erreur analogue. La présence d'éléments allemands existants ne peut nous apporter aucune aide militaire, mais elle est exploitée contre nous et peut servir de prétexte à une agression.

Je vous demande de mettre fin, si c'est possible, aux missions existantes et à tout transit ou séjour d'avions allemands.» (M^e de Vésinne-Larue lors de sa plaidoirie; *London, Procès Dentz*, p. 269) ¹⁶⁾

Darlan lui répondit qu'il n'y avait pas de collaboration militaire avec les Allemands contre l'Angleterre et que l'Empire français ne serait défendu que par des troupes françaises; il ajouta qu'il avait prié les Allemands de retirer leurs unités du Levant.

Le 31 mai le général Dentz reçut cependant l'avertissement que le colonel allemand Jung était arrivé à Alep en uniforme militaire, prétendant qu'une alliance militaire avait été conclue entre le gouvernement français et le gouvernement allemand contre l'Angleterre. Dentz télégraphia ceci immédiatement à Darlan. Il ajouta:

«Je n'ai pas besoin de vous signaler ce que cette collaboration, si elle était existante ou même simplement prétendue, comporterait des dangers en Syrie, au moment où je suis menacé des attaques anglaises et gaullistes. Je tiens l'armée, en lui rappelant qu'elle agit comme défenseur de l'unité de l'Empire français, mais ni pour, ni avec les Allemands. Si cet argument tombe, un écroulement devra être à craindre.» (Dentz lors de l'interrogatoire; *London, Procès Dentz*, p. 210-211)

Cependant ce ne fut que le 4 juin que les unités allemandes en Syrie reçurent l'ordre de quitter le Levant. Le 6 juin le général Dentz fit savoir au consul général des Etats-Unis à Beyrouth, qui était chargé des intérêts britanniques, que les derniers militaires allemands étaient partis. Mais c'était trop tard. Le 8 juin 1941 le gouvernement britannique déclara que, malgré ses avertissements

«... the Vichy Government, in pursuance of their policy of collaboration with the Axis Powers, have placed the air bases in Syria and the Lebanon at the disposal of Germany and Italy and have supplied war material to the rebel forces in Iraq. German infiltration into Syria has begun and the Vichy Government are continuing to take measures whose effect must be to bring Syria and the Lebanon under full German control.

His Majesty's Government could not be expected to tolerate such actions, which go far beyond anything laid down in the terms of the French Armistice and are in flagrant conflict with the recent declaration of Marshal Pétain that honour forbade France to undertake anything against her former allies.

Free French troops have, therefore, with the support of Imperial forces, entered Syria and the Lebanon at an early hour this morning.» (*The Times* du 9 juin 1941)

2. La théorie de M. Alfred Fabre-Luce concernant la décision d'entreprendre l'opération

Dans son livre «Deuil au Levant» M. Fabre-Luce développe une théorie tellement curieuse sur la décision qui conduisit à la lutte qu'il est intéressant de l'examiner.

En peu de mots cette théorie se réduit à ceci: de Gaulle et Catroux ont entraîné l'Angleterre à la lutte au Levant, par de faux renseignements, lutte qui était absolument superflue, puisque Hitler n'avait pas d'ambitions au Moyen Orient. Considérons les arguments de M. Fabre-Luce.

En premier lieu l'assertion que Hitler n'avait pas d'ambitions au Moyen Orient. M. Fabre-Luce croit avoir prouvé ceci de la façon suivante:

«Il [Hitler] n'avait été attiré en Libye que contre son gré, par la faiblesse italienne. Même ensuite, quand Rommel s'était montré capable de remporter sur ce théâtre de brillants succès, il ne lui avait pas accordé

les renforts qui lui auraient permis de les développer. Il n'a jamais demandé à la Luftwaffe de faire ce petit effort supplémentaire qui (nous le savons aujourd'hui) eût permis d'anéantir la résistance anglaise à Malte et d'assurer ainsi aux convois allemands un passage facile à travers la Méditerranée. Dans toute cette politique, une sympathie obstinée pour l'Angleterre, qu'il ne souhaitait pas détruire, rejoignait étrangement une incompréhension de fantassin et de sédentaire pour les opérations maritimes et exotiques. Pendant la guerre, les Anglais n'ont jamais pu se résigner à admettre qu'ils avaient été, dans une certaine mesure, volontairement épargnés par leur adversaire: d'où une tendance à lui prêter les plans qu'à sa place ils auraient établis. Ils devraient du moins, aujourd'hui, accepter l'évidence. De larges opérations dans le Moyen-Orient n'étaient pas, au printemps de 1941, compatibles avec l'attaque imminente de la Russie.» (*Fabre-Luce*, p. 171)

On peut démentir une assertion comme celle que je viens de citer en énumérant les simples faits. «Contre son gré» ou de son plein gré, Hitler se trouva être, au début de l'été de 1941, le maître incontesté en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Albanie et en Libye; Hitler, «contre son gré» ou non, sacrifia l'élite de ses troupes — sa seule division de parachutistes — à la conquête de la Crète et il causa des pertes énormes aussi bien en hommes qu'en matériel (et surtout à la flotte britannique) à l'Angleterre, pays pour lequel il nourrissait «une sympathie obstinée»; Hitler développa une politique active à l'égard du nationalisme arabe, et, à cette fin, il fit un usage rémunérateur des facilités que Vichy lui offrait au Levant; Hitler donna un appui effectif à l'insurrection de Rachid Ali contre les Britanniques, par lequel la position des Alliés devint très difficile¹⁷.

L'argument de «l'attaque imminente de la Russie» semble à première vue être convainquante. M. Fabre-Luce fait toutefois une erreur. S'il veut prouver que les généraux de Gaulle et Catroux ont commis une faute en ayant engagé les Britanniques dans la lutte au Levant puisque cette lutte était superflue, Hitler n'ayant pas d'ambitions au Moyen Orient, alors il doit partir de la situation ainsi qu'elle se présentait à de Gaulle et à Catroux au printemps de 1941. Il ressort des mémoires de Churchill que même celui-ci, qui pouvait disposer de beaucoup plus d'informations que les dirigeants de la France Libre, n'eut qu'à une époque très avancée un soupçon sur l'éventualité du plan Barbarossa et qu'il ne posséda que dans les dernières semaines avant l'invasion de l'U.R.S.S. des renseignements sûrs sur cette question.

Pour les dirigeants alliés la réalité consista, au printemps de 1941, dans le fait que les armées de Hitler marchèrent dans les Balkans en direction de la Turquie et que les aérodromes de la Syrie furent utilisés par la Luftwaffe, avec le consentement de Vichy et sous l'œil de Dentz. Dans les sources on souligne à plusieurs reprises la menace de l'Allemagne au Moyen Orient

en 1941, aussi bien chez des auteurs britanniques que chez des auteurs américains et allemands. C'est ainsi que Hinsley écrit:

«It was to the Mediterranean, and not to Russia, that Hitler, his chief interest being still in quick successes against Great Britain, turned his immediate attention when «Sea Lion» was postponed.» (*Hinsley*, p. 95)¹⁸

A Vichy également on vit cette possibilité d'une avance des Allemands vers le Moyen Orient. Dans l'article «L'Axe et l'Orient méditerranéen» M. P. Gentizon mentionna en mai 1941:

«... Or, aujourd'hui, avec leurs victoires balkaniques, l'Allemagne et l'Italie se trouvent dans une situation leur permettant de reprendre à maints égards la route d'Orient. Elles sont maîtresses des Balkans. Elles sont à proximité des bouches du Danube. Elles sont presque aux portes de Constantinople et des Détroits. Elles sont sur les rives de cette mer Noire qui met en communication l'Europe avec le couloir du Caucase qui conduit vers l'Asie centrale. Elles sont à Salonique, à Athènes. Elles sont devant l'Egypte. Déjà, dans toute la région du Proche-Orient asiatique se développe une activité diplomatique intense. Tout indique que nous sommes en présence d'un tournant décisif de la guerre, de nature à avoir des répercussions profondes sur l'ensemble des problèmes méditerranéens. La fin de la campagne de Grèce ne signifiera pas le terme de l'action de l'Axe contre la Grande-Bretagne dans l'Orient de la Méditerranée. Le Levant tout entier va devenir un théâtre d'opérations politiques et militaires de grande envergure.» (*Le Temps* du 16 mai 1941)¹⁹

Considérons ensuite l'assertion que l'initiative de la lutte au Levant fut prise par la France Libre qui entraîna les Britanniques en donnant de faux renseignements.

On peut déduire du premier paragraphe de ce chapitre que l'initiative d'une intervention a été prise en effet par le général de Gaulle. Aussi le général de Gaulle put-il, vraiment, déclarer lors de la conférence de presse du 2 juin 1945:

«... c'est la France Libre qui prit l'initiative d'entrer en Syrie en 1941, en y entraînant la Grande-Bretagne. L'Histoire établira la chose sur documents.» (*Gaulle III*, p. 523; *Fabre-Luce*, p. 196)²⁰

Mais la France Libre a-t-elle entraîné les Britanniques en donnant des informations fausses? M. Fabre-Luce accuse le général Catroux d'avoir tué au général Wavell les informations reçues de la part du colonel Collet à la frontière transjordanienne²¹). Le général Wavell mentionne cependant:

«Late on the evening of 18th May General Catroux, the Free French Commissioner in Middle East, came to me and said he had certain

information that the French in Syria were withdrawing the whole of their troops into the Lebanon and were handing over the remainder of Syria to the Germans. He declared that the road to Damascus was open and that it was urgently necessary to take advantage of the opportunity and to send a force into Syria immediately. He was most insistent that I should issue orders to this effect there and then... I insisted on verification of the Free French information before acting on it...

On 21st May General Catroux, who had gone to Palestine to meet a French officer from Syria, cabled admitting that his information was entirely incorrect; that far from withdrawing into the Lebanon the French were moving troops south of Damascus and taking up positions to defend the routes to that city. He said that nothing but a large force could attempt the occupation of Syria.» (*Wavell, Despatch September 1941*, p. 3439-3440) ²²⁾

On peut d'ailleurs réfuter l'assertion de M. Fabre-Luce d'une autre façon encore: de quelle utilité aurait-il été à Catroux de taire à Wavell les informations qu'il avait reçues de la part du colonel Collet?

Comme le lecteur a pu le constater plus haut (p. 105) le cabinet de guerre britannique se décida à l'action au Levant tandis que le général Catroux se rendait auprès du colonel Collet. A son retour il apprit que Londres avait déjà décidé. Catroux n'avait donc aucune raison à taire les informations reçues de la part de Collet afin d'entraîner les Britanniques dans l'opération contre les troupes de Vichy sous le commandement du général Dentz.

C'est ainsi que M. Fabre-Luce s'efforce de prouver que les généraux de Gaulle et Catroux sont non seulement responsables de la lutte au Levant mais encore de la guerre au Moyen Orient:

«A la fin de mai, l'affaire irakienne est liquidée. Elle n'a causé aux Anglais que douze morts. Le 6 juin, Dentz fait constater par le consul américain à Beyrouth qu'il ne reste plus d'Allemands en Syrie. S'il n'y avait pas alors à Londres un général de Gaulle, au Caire un général Catroux, la guerre serait terminée pour le Moyen-Orient.» (*Fabre-Luce*, p. 168-169)

M. Fabre-Luce essaye, par ces arguments, de minimiser en même temps les actes de Darlan concernant l'appui aux rebelles irakiens par l'ouverture des aérodromes aux Allemands et l'envoi de matériel de guerre:

«Sans Gaulle et Catroux, Darlan eût pu dire le mois suivant, après l'échec de Rachid Ali: «J'ai allégé les souffrances de la France sans lui en imposer de nouvelles et je n'ai même pas nui effectivement aux intérêts anglais, puisque les armes cédées ne sont pas arrivées aux insurgés et puisque le voyage des avions allemands n'a servi à rien.» Mais ses rivaux de Londres et du Caire lui feront perdre sa gageure et l'obligeront à inscrire dans sa comptabilité, en face de quatre-vingt mille familles heureuses du retour de leurs enfants libérés, mille cinq

cents familles endeuillées par la mort de soldats tombés en Syrie dans d'inutiles combats.» (*Fabre-Luce*, p. 174)

3. L'action de force alliée. I: La bataille

Le 6 juin 1941 le porte-parole militaire de Vichy déclara qu'on s'attendait à ce que la lutte au Levant commençât d'un instant à l'autre. Il ajouta que les Etats sous mandat étaient mis en état de défense. Ce même jour Churchill envoya un télégramme au général de Gaulle dans lequel il dit notamment:

«I wish to send you my best wishes for success on our joint enterprise in the Levant. I hope you are satisfied that everything possible is being done to provide support to the arms of Free France. You will, I am sure, agree that this action, and indeed our whole future policy in the Middle East, must be conceived in terms of mutual trust and collaboration. Our policies towards the Arabs must run on parallel lines. You know that we have sought no special advantages in the French Empire, and have no intention of exploiting the tragic position of France for our own gain...»

All our thoughts are with you and the soldiers of Free France. At this hour, when Vichy touches fresh depths of ignominy, the loyalty and courage of the Free French save the glory of France...» (*Churchill III*, p. 294)

Le lendemain Churchill informa Roosevelt du fait que l'action allait commencer:

«We enter Syria in some force to-morrow morning in order to prevent further German penetration. Success depends largely upon attitude of local French troops. De Gaulle's Free French outfit will be prominent, but not in the van...»

I cannot tell how Vichy will react to what may happen. I do not myself think that they will do much worse than they are now doing, but of course they may retaliate on Gibraltar or Freetown. I should be most grateful if you would keep up your pressure upon them. We have no political interests at all in Syria except to win the war.» (*Churchill III*, p. 294-295)

Avant le commencement des hostilités le général Catroux fit une proclamation qui donnait l'indépendance aux Etats du Levant:

«Syriens et Libanais!

A l'heure où les forces de la France Libre, unies aux forces de la Grande-Bretagne, son alliée, pénètrent sur votre territoire, je déclare assumer les pouvoirs, les responsabilités et les devoirs du représentant de la France au Levant. Ceci au nom de la France Libre qui s'identifie avec la France traditionnelle et authentique et au nom de son chef, le Général de Gaulle.

En agissant comme tel, j'abolis le Mandat et je vous proclame libres et indépendants.

Vous êtes donc désormais des peuples souverains et indépendants, et vous pourrez, soit vous constituer en deux Etats distincts, soit vous rassembler en un seul Etat. Dans les deux hypothèses, votre statut d'indépendance et de souveraineté sera garanti par un traité où seront, en outre, définis nos rapports réciproques. Ce traité sera négocié dès que possible entre vos représentants et moi. En attendant sa conclusion, notre situation mutuelle sera celle d'alliés étroitement unis dans la poursuite d'un idéal et de buts communs.» (*Catroux*, p. 137) ²³

Simultanément les Britanniques firent une déclaration pour garantir cette proclamation d'indépendance. D'abord les Britanniques avaient voulu que la France Libre et le gouvernement britannique fissent ensemble une seule proclamation, mais le général de Gaulle s'y opposa avec acharnement. Selon lui, une garantie britannique était absolument superflue; la proclamation de l'indépendance des Etats sous mandat français était une question qui concernait uniquement la France. Malgré cette précaution du général de Gaulle, Glubb essaie de faire croire à ses lecteurs que c'est le gouvernement anglais qui, au début de la campagne militaire, promit l'indépendance au peuple syrien (*Glubb*, p. 344-345, 365).

Aussitôt après le début de l'attaque, Vichy fut informé par Dentz. Le gouvernement de Pétain remit le 8 juin 1941 une note à l'ambassadeur des Etats-Unis, note qui fut également remise à Sir Samuel Hoare, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, par l'intermédiaire de l'ambassade de France dans cette ville. Dans cette note, le gouvernement de Vichy proclame son étonnement et son indignation devant cette agression.

«Le ministère des Affaires Etrangères attire à nouveau l'attention de l'ambassade des Etats-Unis sur le fait qu'il n'y a aucune collaboration entre les Français et les Allemands en Syrie, et que le matériel aéronautique ou le personnel allemands qui ont pu s'y trouver pendant les événements d'Irak ont été retirés à l'exception de deux ou trois appareils endommagés et d'environ dix hommes.

Le ministère des Affaires Etrangères désire attirer tout particulièrement l'attention de l'ambassade des Etats-Unis sur le fait que toute attaque britannique, que rien dans la situation actuelle en Syrie ne peut expliquer, risque d'amener les plus graves conséquences. Ainsi que l'ambassade des Etats-Unis le sait déjà, le gouvernement français est décidé à défendre ses territoires et possessions chaque fois qu'ils sont susceptibles d'être attaqués, par tous les moyens à sa disposition. Toutes les mesures sont prises en conséquence à cet effet en Syrie.» (*Le Temps*, 16 juin 1941) ²⁴

C'est également via Madrid que le gouvernement anglais répondit:

«... Le gouvernement de Sa Majesté ne va pas entrer dans une discussion avec le gouvernement du maréchal Pétain sur la signification du mot collaboration, plus particulièrement du fait que le mot n'a pas été clairement défini dans la communication précitée. Le gouvernement de Sa Majesté a basé son action en Syrie sur des faits d'espèces connus de lui et non pas sur des considérations théoriques. Les déclarations publiques faites sur cette affaire, le 8 juin, ont défini cette attitude. Le gouvernement de Sa Majesté voudrait rappeler que son secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères a déclaré à la Chambre des Communes, le 22 mai, que le gouvernement de Vichy, dans la poursuite de sa politique déclarée de collaboration avec l'ennemi a pris des mesures ou a permis des mesures au détriment de la conduite de la guerre par le gouvernement de Sa Majesté ou dans le dessein d'aider l'effort de guerre de l'ennemi.

Le gouvernement de Sa Majesté s'estime naturellement libre d'attaquer l'ennemi où qu'il puisse se trouver. La responsabilité des conséquences de l'aide que les autorités françaises en Syrie ont reçu l'ordre d'apporter à l'ennemi du gouvernement de Sa Majesté doit donc être portée par le gouvernement du maréchal Pétain.» (*Le Temps*, 16 juin 1941) ²⁴

Le gouvernement de Vichy fit de son mieux pour obtenir une condamnation américaine de l'attaque anglaise en Syrie et au Liban. A cet effet, il fit faire plusieurs démarches par son ambassadeur à Washington, Henry-Haye. Le gouvernement américain répondit à ces tentatives de façon tranchante. Leahy, ambassadeur des Etats-Unis à Vichy, reçut pour mission, le 10 juin 1941, de communiquer à Pétain notamment ce qui suit:

«... it appears obvious that Germany requires Syria in connection with its military operations against Iraq, and against the Suez Canal. The past action of the French authorities in permitting use of facilities in Syria as bases for further extension of German military operations in the Middle East necessarily affected adversely the British position in their present struggle against German forces. The French Government found it unnecessary to utter a word of objection, still less to offer resistance, to an avowed and actual German movement of conquest in the direction of Iraq, Egypt and the Suez Canal, using Syria as a base for that purpose. In view of this fact, it is impossible for this Government to understand why France now finds it necessary to fight the British in that area when Britain's only objective is to prevent further use of Syria as a base of German operations against its own forces.

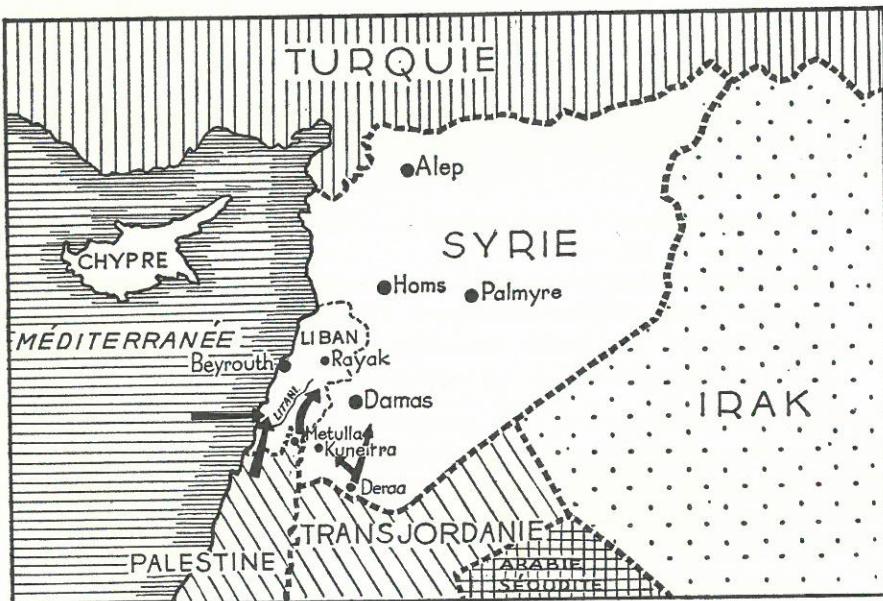
It would seem plain to this Government that the real interest in opposing the British in Syria is not that of France, but that of Hitler; and that the French military operations now in progress are designed not

to further French, but rather German interests . . .» (*For. Rel. U.S.* 1941-III, p. 735) ²⁵⁾

Le général Wavell avait choisi pour son action les troupes suivantes: la 7e Division australienne (Major-General J. D. Lavarack) à l'exception d'une de ses brigades qui se trouvait à Tobrouk; la 5e brigade de la 4e Division indienne; un escadron blindé des Royal Dragoons; un régiment de cavalerie de la 6e Division australienne; un commando de Chypre; la 1e Division de cavalerie de Palestine et le contingent de la France Libre. La Légion Arabe, sous le commandement de Glubb Pacha, prit aussi part à la lutte. L'amiral Cunningham et le maréchal de l'air Tedder devaient donner le plus grand appui possible à l'opération ²⁶⁾.

En face des troupes alliées, le général Dentz alignait 35.000 hommes, si nous ne comptions pas les 10.000 hommes des troupes levantines ²⁷⁾.

Wavell avait chargé le général Wilson d'élaborer un projet pour la conquête de Damas, de Rayak et de Beyrouth ²⁸⁾. Wilson chargea le major-général Lavarack d'occuper Rayak et Beyrouth. Ce secteur s'étendait du Jourdain à la côte et contenait deux routes: la route Metulla-Rayak et la route de la côte. En ce qui concerne la côte, la Royal Navy eut une tâche importante: empêcher les navires de guerre français de Beyrouth de prendre part à la



lutte, et bombarder les positions de défense des troupes de Vichy le long de la route côtière. Le commando de Chypre, sous le commandement de Pedder, devait être débarqué par la Royal Navy au nord du Litani afin de préserver de la destruction le pont du Litani.

La 5e Brigade indienne (Brigadier W. L. Lloyd) et la 1e Division Française Libre (Général Legentilhomme) eurent la tâche d'entrer du côté de la Transjordanie, dans le Hauran, et de marcher en direction de Damas.

L'attaque générale commença dans la nuit du 7 au 8 juin, à 2 heures du matin ²⁹⁾. Cette nuit-là les Alliés avancèrent bien, mais ils furent bientôt arrêtés. Le premier échec fut celui de l'action de Pedder. Le commando ne put débarquer du fait de l'agitation de la mer. Le 9 juin la tentative fut reprise, mais alors le pont était déjà partiellement détruit.

Les troupes du général Dentz organisèrent une contre-attaque près de Kuneitra, par laquelle une partie des troupes devait dévier en direction de l'ouest. Les Alliés subirent un ralentissement dû tant aux difficultés de transport qu'aux contre-attaques des forces de Vichy.

Dans son livre, le général Catroux nous présente les faits comme si la résistance du général Dentz n'avait pas été forte, pas aussi forte du moins qu'elle aurait pu l'être:

« . . . de la façon quasi passive dont il [le général Dentz] a conduit militairement les opérations du Levant . . . Dentz n'a fait que la défensive . . . Il n'a jamais tenté de nous manœuvrer, alors que disposant de la supériorité du nombre et du matériel . . . il lui eût été aisément de saisir l'initiative, de se jeter sur nos arrières et de nous ramener à nos lignes de départ . . . Comment expliquer cette timidité à exploiter sur des directions payantes des chances stratégiques quasi certaines? » (Catroux, p. 142-143)

Dans le questionnaire que je lui adressai, je demandai au général Catroux s'il voulait me donner les raisons profondes de cette «timidité»; le général me répondit:

« Je pense que c'est à contrecœur et par esprit de discipline, en obéissant aux ordres de Darlan que le Général Dentz s'est opposé à l'offensive des Français Libres et des Alliés. Il n'est pas possible qu'il n'ait pas été en proie à une crise de conscience. C'est pourquoi, à mon sentiment il s'est borné à se défendre, sans utiliser contre nous les possibilités que lui offrait la supériorité de ses moyens. »

On ne comprend pas très bien pourquoi le général Catroux cherche à défendre Dentz de cette manière. En réalité, il est le seul à parler d'une molle défense des troupes de Vichy. Tous les autres auteurs relèvent précisément la violence de cette résistance, comme le montrent les citations suivantes.

Buckley parle de «tenacity and bitterness of French resistance»; il écrit:

« The enemy was fighting an extremely skilful delaying action, making full use of the defensive possibilities of the ground and such weapon superiority as he enjoyed. » (Buckley, p. 68)

Et, quelques pages plus loin:

« Général Dentz, it appeared, had visited the front here [Sidon] only

two days earlier and told the troops that, unless they resisted to the utmost, reprisals were liable to be taken against their kinsmen imprisoned by the Germans. And they were to shoot all British who attempted to parley.» (Buckley, p. 71)

Les contre-attaques des troupes de Dentz furent parfois extrêmement dangereuses. Dans son chapitre «Vichy Counterstroke» Buckley dit notamment:

«The results of the Vichy counterstroke are beginning to be seen. Not only was the Rayak column turned out of Merjayoun, but our advance towards Beirut by the coast road had to be delayed...

The loss of Kuneitra was serious indeed. If the Vichy column continued its advance without delay there was little to prevent it following the good road which leads straight to the crossings of the upper Jordan and thence into Palestine. However... prompt dispositions were made to bar the way.» (Buckley, p. 83-84)

Görlitz mentionne:

«Zunächst leisteten die Dentz-Truppen erbitterten Widerstand. Schon die große Tradition des französischen Kolonialoffizierkorps forderte dies, daneben waren Gerüchte im Umlauf, Deutschland habe im Weigerungsfall mit Repressalien gegen die französischen Kriegsgefangenen gedroht.» (Görlitz I, p. 251)

Churchill:

«Although our attack could hardly achieve a surprise, it was thought by some that the enemy would offer only a token resistance. But when the enemy realised how weak we were they took heart and reacted vigorously, if only for the honour of their arms.» (Churchill III, p. 295)

La femme du général Spears, qui avait la direction de l'ambulance de la France Libre raconte:

«If Pétain's troops had fought against the Germans in France, people said, with the ardour they displayed in the Levant, the war might have taken a very different course.» (Borden, p. 143)

Le général Wavell mentionne:

«The French in Syria put up an extremely stout fight on ground which was eminently favourable to the defence, and casualties on both sides were heavy.» (Wavell, Despatch September 1941, p. 3441)

Playfair, qui donne une description détaillée de la lutte (Playfair II, p. 205 à 222), insiste plusieurs fois sur la résistance violente, et souvent offensive des troupes de Dentz.

La nomination de Dentz comme Grand Officier de la Légion d'Honneur, le 23 septembre 1941, s'accompagna de la citation suivante:

«Officier général de haute valeur morale. Contraint, le 8 juin 1941, d'assurer la défense de la Syrie et du Liban contre un agresseur très supérieur en nombre, a fait preuve d'une habileté manœuvrière remarquable, réussissant, par le jeu de ses faibles réserves et par l'exécution de contre-attaques brutales, à imposer à l'adversaire de lourdes pertes et à ralentir considérablement l'avantage de ses colonnes... N'a cessé la résistance le 11 juillet, que par suite de l'impossibilité de recevoir des renforts pour réparer les pertes et assurer la relève d'unités engagées dans des durs combats, par une température accablante.» (Le Temps, 25 septembre 1941)

Dans la description détaillée que donne également Long (p. 345 à 511) de ces combats, l'apprécié et l'acharnement de la résistance des troupes de Dentz est nettement relevé.

Donnons enfin la parole à Dentz lui-même. Durant son procès, il déclara avoir ordonné une forte résistance, car celle-ci était nécessaire à ses yeux:

«... il fallait que cette résistance fût efficace, de manière qu'il fût bien prouvé à tout le monde que nous avions l'intention de résister...» (London, Procès Dentz, p. 229) ³⁰⁾

La conséquence était que le général Wavell dut, après une semaine, mettre en ligne encore plus de troupes, et par cela, il affaiblit sensiblement sa position sur les autres fronts ³¹⁾. En même temps il fit entrer en Syrie des troupes de l'Inde du côté de l'Irak, sur la proposition du général Auchinleck. Le général Catroux s'indigne de cette action britannique du côté d'Irak:

«... les Français Libres n'étaient pas là. Ils n'étaient pas présents en Djezireh parce que, à aucun moment, le Commandement britannique ne les informa de son projet d'opération dans la région de l'Euphrate, qu'ils ne connurent qu'à l'époque où il fut réalisé. Discréption qui s'explique d'elle-même dès qu'on considère les buts poursuivis par nos Alliés, puisque ces buts ne pouvaient être atteints que s'il y avait en Djezireh vacance et carence de la France.» (Catroux, p. 146-147) ³²⁾

De la version que Glubb donne des faits, il ressort nettement que les Anglais avaient des arrières-pensées politiques en attaquant à partir de l'est:

«... in February 1941, we received secret instructions from England reversing the situation. We were told to place ourselves in touch with the people of Syria, with a view to possible resistance to the Germano-Italo-Vichy Government. Money was placed at our disposal for this purpose. It was agreed that Kirkbride should deal with the Druzes and I with the Syrian tribes.» (Glubb, p. 307)

Et plus loin il dit encore:

«Before the invasion of Syria, the British Government had been apprehensive lest the people of that country should assist the Vichy French

in their resistance to our army. We had accordingly been instructed to establish touch with the Syrians, and explain to them that we were coming to free them.» (Glubb, p. 341)

Le général Catroux dit que les Britanniques avaient depuis longtemps des vues sur cette région, riche en huile et en blé, touchant l'Irak et dominant le chemin de fer de Bagdad, c'est-à-dire la communication entre la Turquie et le Golfe Persique. Il mentionne que le commandant de Vichy sur l'Euphrate ne voulait considérer les Britanniques ni comme amis ni comme ennemis, et qu'il ne se battit, pour cette raison, que faiblement et ne fit que se retirer. De ce fait le prestige français dans cette région souffrit sérieusement; selon le général Catroux les Britanniques eurent la réputation d'être vainqueurs, les Français celle d'être perdants³³.

Buckley donne une image tout à fait différente. Selon lui le général Clark, qui dirigea cette attaque, dut faire un appel pressant au général Wilson pour obtenir des renforts. Buckley dit des troupes de Vichy dans cette région:

«They had fought with extreme doggedness and resolution... We had taken Palmyra, not in the hoped-for twelve hours but in twelve days, and it had been an exceedingly costly affair... the defenders of Palmyra, though not numerous, were tough and resourceful fighters.» (Buckley, p. 110-111)³⁴

Quelle fut la position du général Dentz?

Rahn mentionne qu'il demanda en mai — donc avant le commencement de l'action — au général Dentz, quelle était sa position en cas d'une attaque britannique. Dentz lui peignit les choses d'une façon pessimiste:

1° Son ravitaillement ne suffisait que pour 48 heures; ceci à cause des spéculateurs à la hausse.

2° Son artillerie et ses munitions étaient très insuffisantes.

3° Il craignait que les nationalistes arabes n'utilisassent une attaque britannique éventuelle pour provoquer des troubles derrière la frontière.

4° La liberté de Dentz était limitée par les accords d'armistice, surtout par le fait qu'un certain nombre d'aérodromes avaient été rendus inutilisables par des sillons, creusés sur l'ordre de la commission italienne d'armistice.

Rahn qui, par la force des choses, voulait renforcer la position du général Dentz pour distraire encore plus de troupes britanniques du front de Libye et pour prolonger la rébellion en Irak, agit de la façon suivante:

1° Il promit au général Dentz de faire venir d'Irak une quantité considérable de ravitaillement. Ce fait devait être annoncé par la presse. Les spéculateurs à la hausse jetteraient alors sur le marché leurs stocks à des prix plus bas. Dentz devait alors acheter autant qu'il pourrait. Cette action réussit. A la fin des hostilités en Syrie le général Dentz disposait encore d'un ravitaillement suffisant pour trois semaines³⁵.

2° Rahn ne put rien faire pour lui procurer de l'artillerie.

3° Rahn eut un entretien avec les chefs nationalistes syriens. Il les pria

avec insistance de se tenir tranquilles. Il leur dit être convaincu que, à la fin de la guerre, quelle qu'en fût l'issue, la France serait obligée de renoncer au mandat, mais qu'il s'agissait pour le moment d'appuyer leurs frères irakiens. Il se déclara prêt à transmettre les désirs des nationalistes au général Dentz et de les soutenir³⁶.

4° Rahn ordonna de mettre en bon état tous les aérodromes.

On peut constater de ce qui précède que la situation du général Dentz n'était pas brillante, mais elle était meilleure que les Britanniques ne le croyaient³⁷. Le colonel Collet avait donné des informations exactes à la frontière transjordanienne: l'armée du général Dentz résista avec acharnement. Le nombre d'officiers et de soldats qui, au cours de la lutte, se rangèrent du côté de la France Libre fut minime.

Le gouvernement de Vichy fit de son mieux pour exciter l'esprit de résistance dans l'armée du Levant. Le 12 juin le ministère de la Guerre envoya au général Dentz le télégramme suivant:

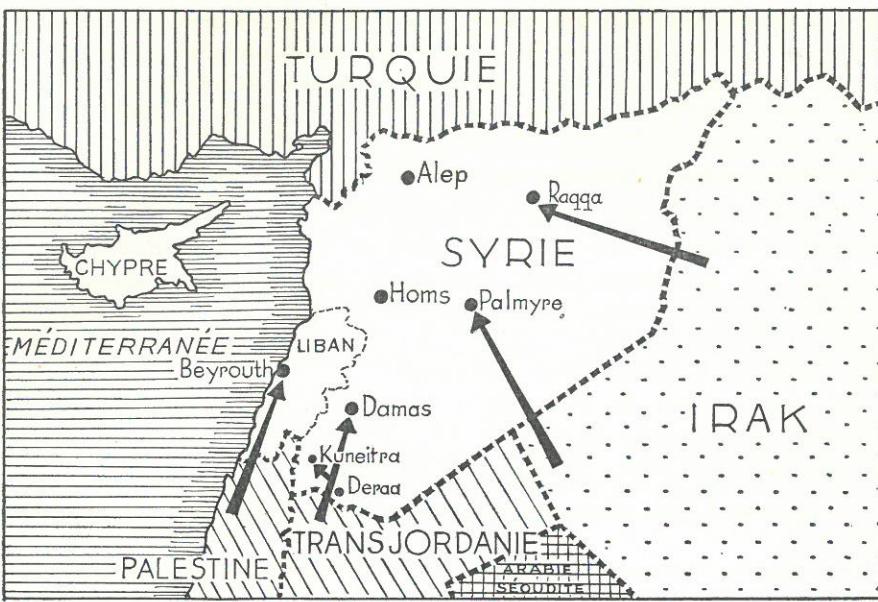
«Résister le plus longtemps possible pour des raisons de politique générale.

Ensuite, lorsque vous serez obligés de cesser votre résistance, détruire tout le matériel de guerre et tout ce qui a un intérêt militaire.» (Le général Dentz pendant l'interrogatoire; London, Procès Dentz, p. 220)

Vichy promit d'envoyer des renforts à Dentz. Benoist-Méchin fut envoyé à Ankara pour obtenir la permission des autorités turques de transporter par voie de terre des troupes en Syrie. Cependant il ne réussit pas. Vichy fit transporter une partie de l'armée française d'Afrique du Nord à Marseille. De là, les soldats furent transportés par le train, via Belfort, à Salonique, avec la coopération des autorités militaires allemandes et italiennes, puis on transporta un certain nombre de soldats par la voie des airs. Le reste fut acheminé par bateaux; au moins un de ces bateaux, le *Saint-Didier*, fut torpillé (*Playfair II*, p. 214-215).

Cependant les troupes alliées avançaient lentement. Les Français Libres marchaient sur Damas, les Britanniques sur Beyrouth. Du côté de l'Irak on menaçait l'aérodrome de Raqqa. De Raqqa il y avait une large route vers Alep, et ainsi les Britanniques eurent la possibilité de couper le chemin de la Turquie pour les troupes de Vichy. Rahn se fit de graves soucis à ce sujet. Il demanda au général Dentz de faire protéger Alep, mais celui-ci lui répondit qu'il n'avait plus assez de troupes pour le faire.

Alors Rahn lui demanda pleins pouvoirs pour organiser une force armée arabe, ce que Dentz lui accorda. A Alep se trouvèrent les bandes de Fauzzi, qui s'étaient retirées de l'Irak. Rahn réussit à organiser quelque peu ces bandes. Il fit venir des mitrailleuses de Grèce et Dentz lui céda des munitions. Ces bandes réussirent à reconquérir Raqqa sur les Britanniques³⁸. La 5^e Brigade indienne et la Première Division Française Libre s'approchèrent de Damas. Le général Wilson voulut empêcher qu'on se battît dans cette



ville historique. Le 18 juin il pria le général Dentz de proclamer Damas ville ouverte par la radio; il lui donna pour ce faire jusqu'à 5h.30 dans l'après-midi du 20 juin. Le général Dentz refusa d'accepter sa demande ³⁹). Plus tard le général Dentz modifia toutefois son opinion. Le 21 juin, juste à temps, il fit évacuer Damas. Aussitôt après l'évacuation les troupes alliées y entrèrent. Le général Catroux se rendit immédiatement dans cette ville, et le général de Gaulle le suivit le 23 juin. Cette nuit-là Damas fut bombardé par la Luftwaffe.

Malgré la résistance acharnée qu'opposèrent les troupes de Vichy aux Alliés, il fut bientôt clair que leur situation était désespérée. Elles ne pouvaient que se battre pour l'honneur et pour retarder l'avance des troupes alliées. Le 18 juin 1941 M. Conty, directeur politique au haut-commissariat, pria le consul général des Etats-Unis à Beyrouth, M. Engert, de s'informer des conditions qu'on imposait pour mettre fin aux hostilités. Le 14 juillet 1941 une Convention d'armistice fut signée à Saint-Jean-d'Acre. Cette Convention mit fin à la lutte entre les troupes de Vichy et celles des Alliés ⁴⁰).

4. L'action de force alliée. II: Les possibilités d'une intervention allemande

En ouvrant les hostilités les Britanniques et la France Libre devaient tenir compte de la possibilité d'une intervention allemande dans cette lutte, qu'elle fût ou non demandée par le gouvernement de Vichy. Eden était cependant optimiste à ce sujet. Il envoya au général de Gaulle deux télégrammes, par lesquels il lui communiqua que le général Weygand s'opposait énergiquement

à une collaboration allemande en Syrie et que le gouvernement de Vichy était plus favorable à cette opinion qu'à celle de Darlan, qui voulait faire appel à l'Allemagne ⁴¹). On savait pourtant aussi que l'envoyé spécial allemand, Rudolf Rahn, se trouvait encore au Levant, malgré le fait que sa mission, qui était d'obtenir l'autorisation du général Dentz d'utiliser les aérodromes syriens et d'envoyer du matériel de guerre en Irak, était achevée. On pouvait donc s'attendre à ce qu'il s'occupât aussi de l'intervention en Syrie ⁴²). Comme nous avons pu le constater Rahn s'occupa aussi activement de cette lutte.

Le premier jour de l'action alliée, le général Giorgis, chef de la commission italienne de contrôle, offrit au général Dentz une intervention de l'aviation de l'Axe. Dentz répondit à cette offre que les Italiens étaient libres de faire ce qu'ils voulaient, mais qu'ils ne pourraient utiliser les aérodromes syriens ⁴³).

De côté allemand on exerça une pression sur le gouvernement de Vichy pourqu'il acceptât et appuyât une intervention de la Luftwaffe au Levant. Le 11 juin 1941 le ministre de la Guerre, le général Huntziger, fit savoir à Dentz:

«Vichy, le 11 juin 1941.
Guerre (D.S.A.),

A commandant supérieur Levant Beyrouth.

1° Haut commandement allemand est intervenu à nouveau par intermédiaire commission allemande armistice au sujet question intervention allemande sur théâtre Proche Orient.

2° Il a été répondu ce qui suit:

A) Pour raisons morales intervention allemande devra avoir lieu de l'extérieur sans survoler territoires Levant.

B) Flotte britannique appuyant près côtes Liban attaque de ses forces terrestres est pour nous aujourd'hui objectif le plus intéressant. Ne pas attaquer sous-marins et torpilleurs à quatre cheminées. Ne pas mouiller mines devant ports syriens jusqu'à nouvel ordre.

C) Autres objectifs importants terrain aviation Amann, Haïffa, Lida et installations port Haïffa, celles-ci si possible en permanence. Objectifs éventuels, convois se rendant de Haïffa à Chypre.

D) En ce qui concerne intervention dans zone de combat proprement dite, celle-ci ne pourra avoir lieu que sur indications général Dentz. Demande serait alors transmise par intermédiaire commission italienne contrôlée.

3° Commission allemande armistice a demandé en outre garanties sécurité pour avions allemands vis-à-vis D.A.T. et chasse française aide matérielle en cas d'atterrissement. Il a été répondu que général Dentz donnerait garanties et aide pour cas exceptionnel, survol forcé ou atterrissage forcé.

4° Commission allemande armistice a demandé enfin que trans-

mission radio renseignements de toute nature nécessaires à commandement air allemand soit organisée par commandement supérieur et par intermédiaire commission italienne Beyrouth.

Il a été répondu que commandement supérieur étudierait possibilité assurer transmission rapide desdits renseignements.

5° Appareils utilisés par Allemands seront Heinckel 111 Do 17 et Do 215.» (*London, Procès Dentz*, p. 296-297) ⁴⁴

Il apparaît clairement à la lecture de ce télégramme qu'il est ici question d'une collaboration militaire, malgré les points A. et D. ⁴⁵.

Le 11 juin l'amiral Goutton, commandant de la flotte de Vichy en Méditerranée orientale, fit un appel pressant au général Dentz, pourqu'il demandât une intervention de la Luftwaffe. Le général Dentz déclara qu'il était d'accord et il annonça à Goutton qu'il se mettrait en rapport avec Rahn pour cette question. Le lendemain l'amiral Goutton envoya à Vichy un télégramme ainsi conçu:

«J'ai insisté dès hier matin auprès du général en chef pour autoriser stukas à utiliser terrains du Levant pour nous soulager pilonnage escadre anglaise gagnant sans cesse vers le nord, seul moyen efficace, dans l'état actuel de nos forces. Je suis certain que cette mesure à rejeter avant l'attaque britannique, serait aujourd'hui très bien accueillie par tous combattants. Général Dentz aujourd'hui d'accord, vient d'entrer en relations avec R. (Rahn) sur ce point. J'insiste auprès de vous pour action très rapide et continue.» (*London, Procès Dentz*, p. 179; l'exposé des faits) ⁴⁶

Vichy hésitait pourtant. On craignait de provoquer par une telle mesure des répercussions politiques sérieuses, tandis que, d'autre part, on avait peu d'espoir de conserver le Levant. On avait mis à la disposition de l'Allemagne l'aérodrome d'Alep pour le temps que durerait la lutte en Irak et non après. C'est pour cette raison que Vichy fit savoir au général Dentz que les stukas pourraient être envoyés que s'il y avait une possibilité technique d'intervention «rapide, massive et continue» ⁴⁷.

Le général Dentz comprit qu'il ne pouvait s'occuper de la réception et du ravitaillement d'une telle force dans un délai aussi bref, et il communiqua au général Huntziger qu'il retirait sa demande pour l'intervention de la Luftwaffe. Il télégraphia toutefois ce même jour, 10 heures plus tard, à Vichy:

«Les bombardements constants de la flotte anglaise d'une part et d'autre part une usure assez rapide de la troupe que la faiblesse des effectifs ne permet pas de relever ont changé ma manière de voir quant à l'intervention de l'aviation allemande. Je vous demande qu'escadrilles d'avions allemands destinées à intervenir contre flotte anglaise ou à terre puissent utiliser terrain Alep. J'ai mis R. (Rahn) au courant.» (*London, Procès Dentz*, p. 179; l'exposé des faits) ⁴⁸

A Vichy cependant on hésitait toujours. Fallait-il faire appel ou non à la Luftwaffe? Le général Huntziger communiqua à Dentz qu'un escadron français était parti du camp l'Istres. Il ajouta:

«L'aide de stukas ne doit être demandée que si elle est non seulement rapide et continue, comme le demande l'amiral Goutton, mais en plus massive.

Assurez-vous que les conditions techniques du paragraphe 4 peuvent être remplies.» (*London, Procès Dentz*, p. 219)

Le général Dentz répondit qu'il n'était pas capable de remplir les conditions techniques que lui imposerait un appui massif de l'Allemagne. Il ajouta qu'il était d'accord avec Vichy sur le fait que l'aide allemande ne devait être efficace que si elle était massive:

«... elle ne vaut pas que nous perdions le bénéfice moral de notre attitude et de notre politique générale pour une aide symbolique dans le genre de celle qui a si mal réussi en Irak.» (*London, Procès Dentz*, p. 180; l'exposé des faits) ⁴⁹

Le 15 juin cependant le général Dentz fit de nouveau appel à Vichy pour demander une intervention immédiate de la Luftwaffe ⁵⁰. Vichy décida alors d'envoyer à Beyrouth le général Bergeret pour examiner la situation. Il arriva le 17 juin et le soir même il communiqua à Huntziger que la situation s'était améliorée et qu'il n'était pas nécessaire de faire appel à la Luftwaffe. Après que Vichy eut reçu à cette époque un télégramme du chef de l'aviation du Levant déclarant que les équipages refuseraient de coopérer avec les Allemands, tout le projet concernant les stukas fut abandonné.

Cependant il serait inexact de prétendre que les Allemands n'auraient pas donné d'appui aux troupes de Vichy pendant cette action franco-britannique. Ainsi Buckley mentionne que les troupes alliées éprouvèrent de l'embarras des attaques aériennes allemandes, mais il est très probable que les avions allemands n'ont opéré qu'au dessus de la mer et de la Palestine ⁵¹.

Vichy avait demandé ce soutien de la Luftwaffe en le motivant sur le fait que la lutte menée par Dentz constituait un facteur positif pour les opérations allemandes en Afrique. Le 1^{er} juillet, le général Huntziger envoya le message suivant à la Délégation Française auprès de la Commission allemande d'Armistice:

«1° Veuillez faire savoir à la Commission allemande d'armistice que, d'après les renseignements parvenus au Général Dentz, l'aviation britannique a été renforcée d'une façon écrasante. Elle détruit nos appareils sur les terrains et elle bombarde les villes; malgré les récents renforts, notre aviation est aujourd'hui nettement surclassée.

2° Demandez en conséquence à la Commission allemande d'armistice de faire effectuer des bombardements massifs et répétés sur les terrains de Palestine et de Transjordanie.

3° Faites valoir à cette occasion combien notre résistance en Syrie attire sur elle les efforts de l'aviation britannique et soulage de ce fait

les théâtres des opérations de Cyrénaïque et d'Abyssinie.» (*Délégation Française, IV*, p. 545)

Rahn mentionne que, sur la demande des autorités françaises au Levant, il pria Berlin de jeter des mines côtières, ce qui, selon Rahn, fut fait. Mais la flotte britannique n'en éprouva pas d'embarras parce qu'on avait oublié d'amorcer les mines.

5. L'action de force alliée. III: Le côté moral

Pour les Français la lutte au Levant avait un aspect très tragique, puisqu'en cet été de 1941 des Français combattaient contre des Français, et la lutte qu'ils menaient était violente. C'était une sorte de guerre civile qu'on menait sur un territoire étranger.

Les chefs de la France Libre ne cachent pas dans leurs mémoires qu'ils sont conscients de cet aspect tragique. Le général de Gaulle mentionne que ses troupes étaient remplies de «chagrin et dégoût» en combattant leurs compatriotes. Il parle de «la lutte fratricide». (*Gaulle I*, p. 156, 160)

Soustelle dit:

«Ainsi se posait aux Français Libres, depuis leur chef jusqu'au plus humble des soldats, le douloureux cas de conscience: se battre contre d'autres Français. Il y avait peu de résolutions plus lourdes à prendre, et cependant plus impérieusement nécessaires. Il fallait, quoi qu'il pût en coûter à des patriotes, lutter par les armes contre des Français égarés par des chefs indignes qui détournaient au profit de l'ennemi l'honneur et la discipline militaires. Il fallait mener la campagne sans haine, mais avec énergie, pour qu'elle fût terminée le plus tôt possible, puis tendre la main à tous ceux que rallierait le drapeau à Croix de Lorraine.» (*Soustelle I*, p. 246-247)

Le général Catroux se demande si la France Libre avait le droit de prendre la responsabilité de cette lutte fratricide. Il met en lumière la nécessité stratégique. Il avait déjà entrepris plusieurs efforts pour prévenir cette lutte, d'abord par une tentative de ralliement, ensuite par une demande au général Dentz de neutraliser les Etats sous mandat tout en maintenant sa position.

Catroux rejette l'assertion qu'on aurait dû faire se battre les Britanniques seuls contre les troupes de Vichy. Vu la rivalité entre les Anglais et les Français qui existait depuis toujours sur ce territoire, rivalité qui se maintenait malgré l'alliance entre la France Libre et la Grande-Bretagne, il était, à son avis, absolument nécessaire que la France gardât son influence au Levant.

Vu l'aspect tragique de cette bataille le général Catroux annonça d'avance à ses troupes qu'on n'accorderait pas de décorations.

On prit un certain nombre de mesures pour diminuer autant que possible la violence du combat. Par un ordre commun de Wavell et de Catroux les troupes reçurent l'ordre de ne tirer que si l'on tirait sur eux. Jusqu'au dernier moment on fit appel aux troupes de Dentz via radio Jérusalem en leur

demandant de ne pas s'opposer aux Alliés, soit qu'elles se rangeassent derrière le général de Gaulle, soit qu'elles restassent inactives. Des avions de la France Libre jetèrent des tracts au-dessus de la Syrie et du Liban.

On décida que des officiers de la France Libre portant à la fois le drapeau parlementaire et le drapeau tricolore devaient partout et dans toutes les batailles aller en avant. Cette mesure ne donna pas beaucoup de résultats. Buckley écrit:

«This well-meant intention to extend the olive branch before throwing the hand-grenade was destined to meet with singularly little result.» (Buckley, p. 54) ⁵²⁾

Selon plusieurs auteurs la participation des Forces Françaises Libres à la lutte affermit la résistance des troupes du général Dentz. Lady Spears dit dans son livre que cette participation fut une bavue, qu'elle eût été une initiative ou du général Wavell ou du général de Gaulle. Buckley aussi est d'avis que la violence de la résistance était pour une partie due à leur présence:

«Our inevitable decision to employ the Free French, certainly served to stiffen and embitter the opposition of Vichy. Throughout the campaign the Vichy forces reserved their fiercest and most unrelenting animosity for their compatriots.» (Buckley, p. 54)

Le général Wavell dit de la participation des Forces Françaises Libres à la lutte:

«... I disliked using the Free French since I knew that this would be likely to stiffen the resistance of the French in Syria...» (Wavell, Despatch September 1941, p. 3440) ⁵³⁾

Et Long:

«... but it seems that the presence of the hated de Gaullists as much as any other factor ensured a bitter resistance by the Vichy leaders, who regarded them as renegades.» (Long, p. 525)

Lady Spears donne un bel exemple de la haine des troupes de Vichy pour les Forces Françaises Libres. Après l'armistice au Levant elle avait la direction de l'Hôpital italien à Damas. Dans cette ville il y avait en outre un hôpital militaire dirigé par le personnel de Vichy. M^{me} Catroux fit à cet hôpital don d'une quantité de médicaments et de 400 draps. En visitant un beau jour cet hôpital — où, selon une convention particulière on ne devait soigner que des blessés de l'Armée du Levant — elle découvrit dans une aile 30 blessés de la France Libre, qui avaient été fait prisonniers au cours de la bataille par les troupes de Vichy. Ces blessés étaient négligés et ils se trouvaient dans des lits malpropres et sans draps; les draps de M^{me} Catroux avaient été envoyés avec prodigalité dans les autres parties de l'hôpital. Lorsqu'elle demanda pourquoi on ne soignait pas ces Français, on lui répondit que leurs propres hommes n'avaient qu'à les soigner ⁵⁴⁾.

On ne peut toutefois rendre responsable la seule haine des troupes de Vichy envers les Forces Françaises Libres de la violence de leur résistance. On ne peut pas éliminer les sentiments de «haine professionnelle» de l'Armée du Levant contre tout ce qui était britannique. Ceci aussi était dans la tradition des relations franco-britanniques au Levant.

6. L'action de force alliée. IV: Conclusion

Dans les documents on discute sur la justification et sur la nécessité de cette lutte au Levant.

Bien qu'Hitler eût déjà décidé en 1940 de diriger ses armées vers l'est pour préparer une attaque contre l'Union Soviétique, le danger d'une expédition allemande au Levant était grand du point de vue des Alliés, à l'époque du début de leur intervention armée. Joignez à cela le fait qu'il était nécessaire pour les Britanniques de disposer d'une communication directe par voie de terre entre l'Egypte et la Turquie, à cause de la menace d'une invasion allemande en Turquie du côté des Balkans occupés par l'Axe. Par la présence des troupes alliées à la frontière sud de la Turquie on espérait engager cette puissance à prendre part à la guerre aux côtés des Britanniques. J'ai déjà traité en détail cette question plus haut.

Cette nécessité est par elle-même une justification. Sans valeur est l'assermentation, faite entre autres par M. Fabre-Luce, que la lutte n'était pas justifiable parce que, au moment de son ouverture, il ne se trouvait pas de troupes allemandes au Levant, ce que le général Dentz avait fait savoir au consul général des Etats-Unis à Beyrouth le 6 juin 1941. Le gouvernement de Vichy et le général Dentz avaient déjà montré leur attitude plus que bienveillante à l'égard de la cause allemande au Levant. Quelle garantie y avait-il pour les Britanniques que, en cas d'une attaque de la Turquie du côté des Balkans, Vichy ne donnerait pas de nouveau des facilités à l'armée allemande, et peut-être même de plus importantes (les ports), afin d'attaquer les Turcs du côté sud également et d'empêcher les Britanniques d'accourir au secours des Turcs via le Levant?

Tout ceci n'empêche pas que la lutte ne fût profondément tragique pour la France. Le général Catroux mentionne que les morts français furent enterrés à Damas sans distinction et que toutes les tombes portent l'inscription «Mort pour la France»⁵⁵.

Eve Curie écrit:

«Avant de quitter la Syrie, je suis allée voir un de ces cimetières, aux environs de Damas. Devant ces tombes fraîches, quel Français pourrait retenir ses larmes? Je suis seule et c'est le silence. Ils sont là, côté à côté — ceux qui se sont battus pour Vichy et ceux qui se sont battus pour la France Libre. La mort les a-t-elle réconciliés? Sur chaque croix se lisent les mots si simples qui, depuis tant d'années, veillent sur nos officiers et sur nos soldats tombés au champ d'honneur:

«Mort pour la France»» (Curie, p. 104)

CHAPITRE VII

LES RESPONSABILITES DU GENERAL DENTZ

1. Introduction

Il n'est pas facile de porter un jugement sur les actes que le général Dentz a accomplis en sa fonction de Haut-commissaire. La période écoulée depuis l'accomplissement de ces actes est brève; les plaies qui ont été faites saignent encore. Celui qui justifie ou atténue les actes du général Dentz sera placé, par ses lecteurs, automatiquement dans le camp de Vichy. On ne supporte pas une attaque contre la cause «juste et noble», à si peu de distance. Lorsque les événements sont trop proches de nous, on ne veut pas que quelqu'un mette en doute des sacrifices faits pour la noble cause.

Les sources dans lesquelles on peut puiser pour formuler un jugement sur Dentz sont douteuses. Quelle valeur a le compte rendu du procès de Dentz? Il faut tenir compte du fait que, lorsque Dentz a fait ses déclarations devant le jury, il doit avoir été conscient du fait qu'il plaiderait pour sa vie. Quelle valeur faut-il attacher au livre de M. Fabre-Luce, qui, en excusant Dentz, crée ainsi la possibilité d'attaquer violemment le général de Gaulle? Est-ce qu'il n'y avait pas là le souci évident de vouloir porter atteinte à l'auréole du général de Gaulle? Et, enfin, quelle valeur peut-on attacher aux mémoires des dirigeants de la France Libre, à ceux du général de Gaulle, du général Catroux, de Jacques Soustelle? Ne sont-ce pas eux qui doivent répondre de la lutte fratricide au Levant?

2. Le général Dentz et la révolte irakienne

On peut diviser en deux parties la collaboration du général Dentz avec les Allemands dans leur appui aux rebelles irakiens: les envois d'armes d'une part et l'aide à la Luftwaffe d'autre part.

Commençons par les envois d'armes.

Comme nous l'avons déjà constaté plus haut, l'effet de ces envois fut minime, ce qui, bien sûr, n'a rien à voir avec la question de la culpabilité.

Dans la «Note sur la situation politique», datée du 21 mai 1941¹), le général Dentz part de la supposition que le matériel envoyé en Irak «appartient, en effet, aux Commissions d'Armistice». Laffargue écrit:

«... ce matériel ne nous appartient plus pratiquement depuis huit mois, et il suffirait que l'envoyé du Reich [Rahn] s'adressât à la Commission italienne de contrôle pour l'obtenir sans difficulté.» (Laffargue, p. 65)²

En effet, on peut discuter sur cette question subtile de droit de propriété. Il est toutefois certain que ni les Allemands ni le gouvernement de Vichy ne faisaient état de la présupposition que les commissions d'armistice étaient propriétaires du matériel de guerre stocké. On en trouvera la preuve dans le Protocole des Négociations Franco-Allemandes (voir l'annexe n° 1), où on lit:

«Accord de principe sur la cession à l'Irak, contre paiement, du matériel de guerre stocké en Syrie...»

Le général Dentz, lui aussi, considérait les armes comme la propriété de la France, du moins, il le déclara aux autorités turques, lorsqu'il leur demanda une autorisation de transport par le territoire turc. C'était justement parce qu'il s'agissait de biens français que les Turcs ne pouvaient pas refuser le transport, suivant l'article 10 de l'accord franco-turc de 1921. Si les armes avaient été le bien propre de l'Allemagne les Turcs n'auraient certainement pas admis le transport sur leur territoire et ils auraient pu prendre appui sur la neutralité de la Turquie.

Il faut donc en conclure, ou bien que le général Dentz considérait ces armes comme la propriété de la France, ou bien qu'il fournit aux autorités turques des renseignements inexacts sur ce point afin d'aider les Allemands à transporter ce matériel.

Lors de son procès, ni Dentz ni ses défenseurs n'abordèrent la question de propriété. Leur défense pour l'affaire des armes reposa sur les deux points suivants:

1° les armes envoyées n'avaient aucune valeur, ni en qualité ni en quantité;

2° Dentz savait d'avance que ces armes devaient tomber entre les mains des Alliés³⁾.

On ne peut s'empêcher de se demander s'il y avait un rapport entre ces deux points⁴⁾.

L'affaire ne se termine toutefois pas par ces deux points. Cet envoi signifiait un renforcement des Irakiens dans leur lutte contre les Britanniques, bien que l'appui fût peut-être plutôt d'ordre moral que d'ordre matériel. Cette politique de collaboration de Vichy fut l'une des causes qui amenèrent les Britanniques à distraire des troupes du front d'Afrique, ce qui donna à Rommel le délai dont il avait besoin; le général Dentz fut l'exécutant de cette politique, et il faut bien conclure, en considérant la vitesse avec laquelle les armes arrivèrent à la frontière irakienne, qu'il l'exécuta avec bonne volonté.

Cette collaboration militaire de Vichy, appliquée par le général Dentz, se manifesta encore plus clairement dans l'appui qu'on accorda à la Luftwaffe pendant la révolte irakienne.

Dans la «Note sur la situation politique» du 21 mai 1941¹⁾, le général Dentz part du principe que c'était en accord avec les conditions de l'armistice de juin 1940 que les avions italiens et allemands firent usage des aérodromes syriens. Cela est très douteux. Si l'on partait de ce principe, les avions

allemands auraient eu encore le droit de voler au-dessus de la partie non-occupée de la France et de faire usage des aérodromes sur ce territoire, ce qui fut nié pourtant par le gouvernement de Vichy⁵⁾. Lors de son procès, Dentz n'aborda cependant pas ce point de la note du 21 mai, pas plus que la question de la propriété des armes. Il présenta seulement pour sa défense le fait d'avoir pu restreindre à 12 heures le séjour des avions de l'Axe, ce qui suffisait d'ailleurs largement pour le ravitaillement. L'assertion du général Dentz, d'après laquelle grâce à lui les avions allemands et italiens n'ont fait usage que d'un seul aérodrome — ce qui était d'ailleurs explicitement prévu par le Protocole des Négociations Franco-Allemandes (voir l'annexe n° 1) — est non seulement contraire à la vérité, mais elle ne réfute pas le fait que par cette action il accordait un appui militaire actif à la cause allemande.

Restent enfin encore trois points de la plaidoirie du général Dentz, qui concernent aussi bien la question des livraisons d'armes que l'appui donné à la Luftwaffe:

1° le général Dentz n'était pas responsable de la politique de collaboration militaire, mais seulement de l'exécution de cette politique;

2° les suites d'un refus éventuel d'exécuter cette politique auraient apporté à la cause alliée plus de désavantages que d'avantages;

3° l'exécution de cette politique apportait à la France beaucoup de profits.

Catroux et Puaux soulignent tous deux le fait que le général Dentz ne peut être rendu responsable que de l'exécution de la politique que Vichy lui avait imposée (Catroux, p. 106; Puaux, p. 219-220). Il surgit ici un certain nombre de problèmes que je ne peux que mentionner. Jusqu'où un officier doit-il obéir aux ordres qui lui ont été donnés? La théorie «Befehl ist Befehl» est-elle juste? Et, si oui, le général Dentz n'était-il pas un personnage politique plutôt que militaire? Dentz était général, il est vrai, mais la fonction de Haut-commissaire est tout de même en premier lieu une fonction politique. Ou bien, la théorie «Befehl ist Befehl» vaut-elle aussi pour les fonctions politiques?

Je ne crois pas qu'il soit juste d'appliquer entièrement à Dentz la théorie «Befehl ist Befehl»; il désirait exécuter les ordres de Pétain, quels que fussent ces ordres. Le 14 mai 1941, le consul général des Etats-Unis avait un entretien avec Dentz. Je citerai le passage suivant du compte rendu que donne Engert de cet entretien:

«Referring to his [Dentz's] own position he said politicians had been the ruination of France and he was glad Pétain was a soldier everybody trusted; and if, as seemed to be the case, the Marshal found it necessary to yield, he (Dentz) for one was not prepared to question the decision and he would continue to obey his instructions. Vichy was probably influenced by the belief that Germany's military grip on the Continent of Europe could no longer be broken and by the fact that collaboration with Germany was the only way to get the prisoners back. Whatever the reason he was sure Pétain knew a great deal more about

the needs of France than he did and it was about time the French became disciplined enough to follow one leader instead of arguing every point ad infinitum.» (*For. Rel. U.S.*, 1941-III, p. 707)

En outre on peut exécuter un ordre de différentes façons. En effet, le général Dentz s'est opposé, au début, à l'utilisation des aérodromes syriens par les avions de l'Axe, mais certainement pas en termes tranchants. Dans les derniers jours du mois de mai 1941 il a, en effet, prié Darlan de faire rappeler toutes les unités allemandes au Levant, mais, d'après le texte des télégrammes, il ne le fit que pour ôter aux Alliés tout prétexte d'action éventuelle au Levant et non pour contrarier autant que possible la politique de collaboration de Vichy. Non, en exécutant cette politique, le général Dentz n'a laissé apparaître aucune tendance à quelque obstruction que ce soit. Dans sa «Note sur la situation politique» du 21 mai 1941¹⁾ il défendit point par point cette collaboration; surtout la dernière phrase de cette note est révélatrice:

«Votre unique devoir consiste à obéir aux ordres du Maréchal.»

Lors de son procès le général Dentz fit cependant un effort pour diminuer sa culpabilité, en rejetant la responsabilité sur Darlan et en se peignant comme un personnage qu'on n'avait pas mis au courant des entretiens secrets de Darlan et d'Hitler, et qu'on n'avait pas mis au courant du protocole de mai 1941. Lors de son réquisitoire le procureur général Mornet réfuta cette assertion⁶⁾.

En second lieu l'assertion que les conséquences d'un refus éventuel à exécuter la politique décrétée par Vichy auraient apporté pour les Alliés plus de désavantages que d'avantages. Ainsi le général Dentz essaya d'éveiller chez le jury l'impression que sa politique de collaboration militaire avait contribué à la défaite allemande:

«Partir en sécession, c'était amener immédiatement les Allemands, qui en avaient les moyens, à pied d'œuvre; c'était les amener immédiatement dans le Proche Orient; c'était immédiatement rendre efficace cette aide à l'Irak dont vous allez voir — et je vous le prouverai — qu'elle a été de bout en bout complètement illusoire et égale à zéro, aussi bien dans la question des avions que dans la question des armes que nous traiterons tout à l'heure.

C'était, par conséquent, rendre efficace l'aide apportée à l'Irak qui, dans les conditions où elle se prêtait, ne pouvait être qu'illusoire; c'était affaiblir la situation des Alliés en Orient en ouvrant un nouveau théâtre d'opérations.

L'ouverture des hostilités anglo-irakiennes avait eu un rentenissement énorme en Syrie, comme je l'ai dit, et même au Liban. Des manifestations anglophobes éclataient de tous côtés.

Il s'agissait pour moi d'endiguer ce mouvement de manière à ne pas laisser compromettre les intérêts français dans l'avenir sous aucun prétexte, de sauver les intérêts de l'avenir et surtout, sous aucun prétexte,

de ne laisser capter ce mouvement en faveur de l'Allemagne, et pour cela, éviter toute installation permanente des Allemands en Syrie.» (*London, Procès Dentz*, p. 201; déclarations du général Dentz lors de l'interrogatoire)

Son défenseur, M^e de Vésinne-Larue, développa encore ce thème, en allant jusqu'à prétendre que le général Dentz agit dans cette affaire sur la demande des Britanniques:

«Désobéir, ce n'est pas seulement méconnaître le désir exprimé par l'Angleterre en la personne de son consul général à Beyrouth, M. Harvard, au cours des entretiens des 29 avril et 2 mai 1941; désobéir, ce n'est pas seulement porter atteinte au principe de hiérarchie, principe qui est l'essence même de toute société organisée; désobéir, c'est provoquer une réaction immédiate de la Wehrmacht et de la Luftwaffe, impatientes d'utiliser leurs forces qui sont depuis quelques semaines à pied d'œuvre; désobéir, c'est provoquer immédiatement l'irruption des Allemands en Syrie, c'est provoquer la création d'un nouveau front, alors qu'à cette date — 6 et 7 mai — les Anglais n'ont même pas les effectifs suffisants pour résister victorieusement à l'offensive de Rommel qui vient de pénétrer en Egypte.

Désobéir, c'est non seulement installer les Allemands en Syrie; mais désobéir, c'est les amener à Mossoul, sur la route des Indes; c'est les amener à Suez; désobéir, c'est donner toute sa force à la menace allemande, c'est peut-être assurer la victoire de l'Allemagne.» (*London, Procès Dentz*, p. 271)⁷⁾

Il est clair que ce point de la défense ne fut abordé que pour faire impression sur le jury.

En troisième lieu les avantages que l'exécution de la politique prescrite par Vichy apporteraient pour la France. Il s'agissait ici d'un adoucissement possible des conditions de la Convention d'armistice de juin 1940.

Kirk insiste grandement sur cet aspect:

«In conclusion, it is evident that the principal Vichy French motive for permitting the German infiltration into the Levant States... was the hope of obtaining some alleviation of the Armistice terms in metropolitan France.» (*Kirk*, p. 103)

Dans sa «Note sur la situation politique» du 21 mai 1941¹⁾ le général Dentz exposa ces vues en des termes qui attestent des opinions politiques nettement pro-allemandes et anti-britanniques. D'abord, il était nécessaire de permettre de nourrir la population en France:

«Le blocus anglais interdit tout arrivage non seulement des produits d'alimentation, mais encore de charbon... Bloquée du côté de la mer, elle devait, pour assurer son approvisionnement, se tourner du côté continental. Etant donné la position occupée par l'Allemagne en Euro-

pe, le Gouvernement n'avait pas d'autre alternative que la politique de la collaboration . . .»

Après avoir souligné la grande importance de cette affaire (« . . . le sort même de la nation française . . . est en jeu . . . »), le général Dentz poursuivit son argumentation en disant qu'il était nécessaire que la

« . . . jeunesse, actuellement prisonnière, puisse rentrer en France, et faire des enfants, s'occuper des travaux industriels ou agricoles, au lieu de rester inactive dans des camps de prisonniers en Allemagne ».

Les charges financières qui provenaient de la Convention de l'armistice constituaient le dernier argument.

C'était pour toutes ces raisons que Darlan et Pétain tinrent des pourparlers avec les Allemands, pourparlers qui donnèrent lieu au Protocole Franco-Allemand de mai 1941. C'était pour cela encore que Dentz crut devoir exécuter cette politique. Lors de son procès le général Dentz appuya surtout sur ce point:

« A mon avis, ce qu'il fallait faire, c'était sauver les intérêts permanents de la France, en se servant des concessions faites au Reich en Syrie, tout en limitant les conséquences locales. » (*London, Procès Dentz*, p. 206; déclarations du général Dentz lors de l'interrogatoire) ⁸⁾

Selon le général Dentz, sa politique consistait à freiner autant que possible les exigences allemandes en donnant d'autre part aux Allemands les facilités nécessaires afin de leur ôter tout prétexte à une occupation permanente. Comme le lecteur a pu le constater lui-même, il n'a pas été souvent question de freiner.

En ce qui concerne l'adoucissement des conditions de l'armistice il se présente en effet un grand problème. Dans un tel cas il n'est pas facile de prendre une décision.

Le jeu en valait-il la chandelle? Le général Dentz, en tant que militaire et en tant qu'homme politique doit avoir compris que la transaction ne se bornerait pas à l'envoi d'armes et à l'utilisation des aérodromes syriens. Ou bien la révolte irakienne réussirait et alors le Proche-Orient, les Etats sous mandat inclus, passeraient sous l'influence directe de l'Allemagne et de l'Italie, ou bien la révolte échouerait et alors les Alliés s'empareraient du Proche-Orient, pacifiquement ou par la force. Dans la fonction de Dentz il était impossible et impardonnable de ne pas prendre en considération les conséquences et de ne faire attention qu'aux marchandises à livrer et à recevoir. Le marchand d'armes qui vend en pleine conscience de son acte un revolver à un assassin, ou le pharmacien qui sait qu'il vend de l'arsenic à quelqu'un qui vient d'essayer de se suicider ne peuvent pas se permettre de faire abstraction des conséquences de leurs transactions.

L'autre partie, était-elle un partenaire de bonne réputation? Pouvait-on s'attendre à une contrepartie pour la marchandise livrée?

Le général Dentz doit s'être rendu compte de tous ces problèmes, et si,

à cette époque, il ne partait pas de l'opportunité d'une victoire allemande, l'alternative doit avoir été très pénible pour lui. Mais même s'il partait de l'inopportunité d'une victoire allemande — ce que j'estime peu probable — le général Dentz prit dans cette affaire des risques trop grands. D'ailleurs, en ce cas, on aurait pu s'attendre à au moins une trace d'obstruction à l'exécution de cette politique de collaboration active. C'est pourquoi je crois qu'il est inexact de prétendre que le général Dentz a du passer à contre-cœur à l'exécution d'une politique pro-allemande parce que cette politique apportait tant d'avantages pour la France. Et c'est pour cela qu'on peut se demander, en ce cas, si la thèse que l'exécution de cette politique apporterait à la France des avantages, est réellement une excuse pour un acte hostile à la cause alliée.

3. Le général Dentz et l'action de force alliée

Les deux aspects les plus importants en ce qui concerne les responsabilités du général Dentz dans cette question sont les demandes que Dentz a adressées au gouvernement de Vichy pour obtenir l'appui de la Luftwaffe et la défense des troupes contre l'attaque alliée.

Commençons par la question des avions allemands.

Pour plus de clarté je donne d'abord un résumé des activités du général Dentz que j'ai décrites ci-dessus dans le détail. Au commencement des hostilités les Allemands et les Italiens offrent leur appui aux forces aériennes. Le général Dentz hésite. Lorsque l'amiral Goutton fait cependant un appel à lui pour demander l'intervention allemande, il accepte cette demande. Alors on hésite à Vichy; une aide allemande était, selon Vichy, justifiable si elle était « rapide, massive et continue ». Le général Dentz recule devant les difficultés techniques, mais dix heures après son refus il demande de nouveau une aide allemande. Il reçoit toutefois un renforcement français de peu d'importance dont il peut se contenter pour quelques jours. Enfin il fait de nouveau un appel à Vichy pour demander une intervention allemande. Alors Darlan envoie le général Bergeret, qui constate que l'intervention allemande n'est pas nécessaire en ce moment.

Voilà le résumé des faits, dont il résulte clairement que le général Dentz aurait reçu volontiers un appui de la Luftwaffe ⁹⁾. Faut-il condamner le général Dentz parce qu'il a voulu faire un appel à l'armée allemande pour l'appuyer dans sa lutte contre les Alliés? M. Fabre-Luce pose cette question dans les termes suivants:

« . . . que la flotte britannique, pilonnant son unique voie de communication côtière, impose à ses troupes des pertes sérieuses. Doit-il les laisser massacrer, alors qu'il existe un moyen de les sauver? » (*Fabre-Luce*, p. 185) ¹⁰⁾

Il attend probablement que le lecteur réponde par un *Non* du plus profond du cœur.

Lors du procès on revint sur le même thème: le conflit de conscience du

général Dentz; devait-il sacrifier ses soldats ou faire appel à la Luftwaffe? Mais ce conflit de conscience n'aurait existé que si le général Dentz était parti du principe qu'une victoire allemande serait inopportun. Si ce n'était pas le cas, il n'était plus question d'un conflit du tout: puisqu'alors une demande d'appui signifierait à la fois qu'il économisait ses soldats et qu'il appuyait la cause de l'Axe. Comme le lecteur a pu le constater je suis enclin à croire que l'hypothèse que le général Dentz jugeait inopportun une victoire allemande, est inexacte. Je n'ai d'autres preuves que cette énumération des activités bienveillantes à l'égard de l'Axe et des actions hostiles à l'égard des Alliés. Si j'ai pu faire, en jugeant la politique de M. Puaux, une liste *pour* et *contre* (voir ci-dessus, p. 73-74), en traitant ainsi les activités du général Dentz, je serais obligé de laisser en blanc un côté de la page¹¹⁾.

Enfin la question de savoir s'il était juste d'obéir aux ordres de Vichy, d'opposer une résistance à l'attaque alliée. Passons cette fois les problèmes que pose la théorie de «Befehl ist Befehl»¹²⁾. Lors de son procès le général Dentz essaya de défendre son attitude d'obéissance au gouvernement de Vichy en démontrant que, en désobéissant, il aurait fait le jeu des Allemands:

«Les ordres que j'avais reçus prescrivaient de s'opposer par la force à toute attaque britannique.

Quelle devait être mon attitude? Obéir ou désobéir? Désobéir, c'était immédiatement provoquer la rupture de l'armistice qui ne laissait à la France une armée, une flotte qu'à la condition de défendre l'Empire, et cela à une époque — août 1941 — où tous les avantages étaient encore du côté de l'Axe.

Désobéir, c'était donc délier l'Allemagne de toute retenue et exposer le pays à ses exigences et à ses envahissements: occupation de la zone libre, licenciement de l'armée et de l'aviation et, surtout, main-mise sur l'Afrique du Nord...

L'Axe pouvait, en effet, s'implanter en Syrie et y créer un nouveau théâtre d'opérations...

Il n'y avait donc qu'une solution: c'était d'obéir, et obéir avec une conscience d'autant plus libre que c'était l'intérêt de la France. L'avenir devait même montrer que c'était aussi celui des Alliés...

On a dit que j'avais défendu la Syrie pour Hitler. Ce n'est pas vrai. J'ai défendu en Syrie la France et l'Afrique du Nord contre une emprise allemande. Voilà quel est le fond de ma pensée et quelle a été la base de ma conduite. Telle est donc la raison de l'attitude que j'ai prise dès le début.» (London, Procès Dentz, p. 215-216)

Les Allemands pensaient autrement de cette affaire. Le 18 juillet 1941, le général Vogl, Président de la Commission allemande d'Armistice, déclarait:

«Le fait qu'elle [l'Armée du Levant] a combattu contre l'Angleterre, c'est-à-dire pour l'Allemagne...» (Délégation Française, IV, p. 644)

On l'attaqua, à juste titre, sur le fait que sa défense avait été particulièrement acharnée. Est-ce-qu'il n'aurait pas pu défendre les territoires sous mandat d'une façon plus symbolique? Le général Dentz y répondit:

«Voilà le sens de la résistance opposée en Syrie. Et pour que cette résistance fût réelle, il fallait qu'elle fût apparente, et pour qu'elle fût apparente, il fallait qu'elle fût un peu efficace.

... Il fallait, et je le regrette car cela a causé la mort de mille hommes, il fallait que cette résistance fût efficace, de manière qu'il fut bien prouvé à tout le monde que nous avions l'intention de résister et pour sauver ce qui pouvait être sauvé du restant de l'Empire français.» (London, Procès Dentz, p. 228-229) ¹³⁾

Comme le lecteur peut le constater, cette défense dépend encore entièrement de l'hypothèse de l'inopportunité d'une victoire allemande.

On peut d'ailleurs se demander si cette assertion tient, que la Syrie devait être défendue, parce qu'autrement les Allemands occuperait l'Afrique du Nord. En 1941 le général Dentz pouvait savoir qu'Hitler n'attaquerait pas l'Afrique du Nord avant qu'il en eût besoin, mais certainement pas plus tard non plus.

4. Conclusion¹⁴⁾.

Les sentiments que nourrissait le général Dentz à l'égard des gaullistes et des Britanniques sont importants à ce sujet. Selon l'Exposé des faits du procès Dentz:

«... la haine de l'Angleterre et des Français passés à la dissidence a été l'un des principaux facteurs qui l'ont poussé à faire le jeu de l'Allemagne.» (London, Procès Dentz, p. 181)

L'attitude du général Dentz à l'égard de la France Libre était claire. Pour lui, la conclusion logique de ce mouvement était la guerre civile¹⁵⁾. Le discours tenu par le général Dentz pendant le déjeuner d'adieu donné par lui à tous les chefs de corps et les commandants de détachements de son armée en octobre 1941 à Arles ne laisse rien à désirer en ce qui concerne la clarté:

«Messieurs,

... Je vous demande, en outre, d'être les propagandistes du Maréchal et de son gouvernement. Vous avez vu à l'œuvre nos adversaires gaullistes et britanniques. Les premiers, vous les avez jugés. Ils n'ont rien vu ni rien compris. Rien vu de la situation de la France en juin 1940, rien compris de l'œuvre entreprise depuis cette époque.

Leur rêve serait de voir la France en révolte contre l'occupant, quoi qu'il dût en résulter pour nos populations et pour le pays tout entier.

Vous connaissez ceux qui sont passés de leur côté: les tarés, endettés, aigris, mal mariés ou pourvus de maîtresses.

Quant aux Britanniques, vous avez retrouvé en eux nos ennemis sé-

culaires qui ne pensent qu'à trouver, à la paix, la France sans marine et sans colonies, sans tradition militaire. Ils ont violé leur signature sous des prétextes fallacieux parce qu'ils sont sous la domination de politiciens «front populaire»; la paix à laquelle ils peuvent prétendre n'est qu'une paix de lassitude et de compromis, nous ramenant tout ce dont nous avons failli mourir: la politique démocratique-maçonnique et la finance judéo-saxonne. Ils représentent le passé, mais rien de constructif...

Peut-être formerons-nous après la paix une amicale sympathique dont les otages de Jérusalem auront un chevron spécial...» (*Le Temps*, 15 octobre 1941)¹⁶

Nous voyons ici une expression caractéristique de la haine traditionnelle de l'Armée du Levant à l'égard des Britanniques.

M. Fabre-Luce prétend que le général Dentz ne désirait pas une défaite britannique, ce qu'il s'efforce de prouver en soulignant le fait que Dentz haïssait les Allemands¹⁷). Je ne veux pas discuter le fait que le général Dentz avait, avant la Deuxième Guerre mondiale, la réputation d'être anti-allemand. Je ne veux pas non plus diminuer la valeur des activités du général Dentz pendant la Première Guerre mondiale. Mais cela peut-il servir de justification pour une attitude anti-allemande pendant la période que je viens de décrire? Il y a des personnages très illustres de l'administration de Vichy qui malgré leurs grands mérites pendant la Première Guerre mondiale et une réputation anti-allemande entre les deux guerres, ont montré, après la défaite de juin 1940, qu'ils avaient modifié rapidement et radicalement leur opinion à l'égard des Allemands.

Si nous admettons qu'en 1941 le général Dentz nourrissait des rancunes à l'égard de l'Allemagne, n'est-il pas possible que ses sentiments de haine contre l'Empire britannique ne les aient éclipsées? On peut indiquer des dessous historiques pour une telle supposition. N'oublions pas qu'en 1925 Dentz fit son service comme officier dans le service de renseignements au Levant, au moment où éclata l'insurrection des Druzes, dont on jugeait généralement les Britanniques responsables.

Je ne crois pas qu'on puisse prouver d'une telle façon que le général Dentz était, en 1941, anti-allemand, ni qu'il était anti-britannique. En acceptant dans l'un des deux cas une telle argumentation on doit le faire aussi pour l'autre cas.

Pour définir l'attitude du général Dentz concernant la lutte entre les Alliés et l'Axe en 1941, on trouve plus d'appui dans les activités du général Dentz en cette période. Or, ces activités, du début jusqu'à la fin de sa fonction de Haut-commissaire, à partir de son attitude à l'égard des agents allemands jusqu'à son message d'adieu aux troupes de la Syrie, indique une attitude pro-allemande et une attitude anti-britannique.

Une question totalement différente est de savoir si le général Dentz, en agissant ainsi, se rendait coupable d'un délit juridique. Depuis la Première

Guerre mondiale on a adopté la coutume d'assigner devant la cour de justice le parti perdant. Le général Dentz appartenait au parti perdant. L'opinion publique française exigeait une épuration: il régnait en France un esprit révolutionnaire, on voulait bâtrir une nouvelle France et on croyait devoir démolir pour cela l'ancienne.

Comme tant d'autres exécutants de la politique de collaboration de Vichy, le général Dentz dut comparaître devant la Haute Cour de Justice, qui le condamna à mort¹⁸). Après sa condamnation il fut gracié.

Cette condamnation était-elle juste¹⁹)? Il faut mieux laisser la réponse à cette question à une génération qui n'a pas été engagée d'une façon aussi passionnelle dans cette lutte entre les Alliés et l'Axe.

QUATRIEME PARTIE

LA CONVENTION DE SAINT-JEAN-D'ACRE ET
LES ACCORDS DE GAULLE - LYTTTELTON

LA CONVENTION DE SAINT-JEAN-D'ACRE

1. La demande d'une suspension d'armes

Malgré la résistance acharnée qu'opposèrent les troupes de Vichy aux Alliés il fut bientôt clair que leur situation était désespérée. Elles ne pouvaient que se battre pour l'honneur et pour retarder les troupes alliées.

Le 18 juin 1941 M. Conty, directeur politique au haut-commissariat, pria le consul général des Etats-Unis à Beyrouth, M. Engert — qui gérait les intérêts britanniques — de s'informer des conditions imposées pour mettre fin aux hostilités.

M. Engert fit traiter cette question par le State Department et le Foreign Office. M. Eden mit au courant par télégramme de Londres l'ambassadeur britannique au Caire, Sir Miles Lampson. Dans ce télégramme, daté du 18 juin 1941, Eden dit notamment:

«I. - Le Département d'Etat nous a communiqué un télégramme très urgent et confidentiel qu'il vient de recevoir du consul général des Etats-Unis à Beyrouth et dont voici l'essentiel:

II. - «Conty, Directeur des affaires politiques, vient, suivant les instructions du Haut-commissaire français, de demander au consul général des Etats-Unis de s'informer auprès des autorités britanniques, — comme si l'initiative venait de lui, — des conditions que les Français de Syrie pourraient espérer obtenir, au cas où ils jugeraient le moment venu d'inviter le consul général des Etats-Unis à employer ses bons offices pour aboutir à la cessation des hostilités.

Conty a fait état d'une rumeur selon laquelle les Français Libres auraient condamné à mort Dentz et d'autres personnalités françaises. Il a observé que cela ne serait naturellement pas de nature à créer une atmosphère propice à des négociations. Les autorités en Syrie étaient, en conséquence, très anxieuses de savoir d'une façon détaillée ce que le Gouvernement de Sa Majesté et les gaullistes se proposeraient de faire en ce qui concerne: 1) l'armée française du Levant; 2) les fonctionnaires français en Syrie et au Liban; 3) tous les autres citoyens français et leur famille résidant dans ces deux pays.

Bien que Conty ne l'ait pas dit, il a laissé entendre qu'il parlait au nom du Haut-commissaire. Il m'a également fait comprendre que la question était très urgente et qu'on devait la traiter avec une grande

discretion car les autorités françaises ne tiennent pas à donner l'impression qu'elles implorent la paix . . .

Le consul général des Etats-Unis tient pour symptomatique le fait que Conty ne s'est pas référé au Gouvernement de Vichy et qu'il n'a pas évoqué l'idée d'un simple armistice ou de négociations d'un caractère purement militaire. Au contraire, Conty a déclaré que les autorités françaises étaient anxieuses de savoir «quel arrangement politique» pouvait être conclu avec les autorités britanniques et françaises libres.

L'impression du consul général des Etats-Unis est que les Français sont las et qu'ils n'ont pas reçu de renforts de France. Il estime qu'ils seraient sans doute prêts à accepter des conditions qui donneraient satisfaction aux demandes britanniques, au point de vue militaire, naval et aérien, dès lors que ces conditions seraient, par ailleurs, assez généreuses pour permettre aux Français de céder avec honneur.» (*Gaulle I*, p. 423-424) ¹⁾

Après la réception de ce télégramme on tint, dans la nuit du 18 au 19 juin, une réunion chez Sir Miles Lampson à laquelle assistèrent, du moins selon le général de Gaulle, les généraux Wavell et Catroux. Lors de cette réunion le général de Gaulle rédigea la note suivante, contenant les conditions pour une armistice:

«Le général de Gaulle est d'avis de conclure un arrangement avec le Haut-commissaire au Levant.

Cet arrangement doit avoir pour bases:

1) Un traitement honorable pour tous les militaires et tous les fonctionnaires.

2) La garantie donnée par la Grande-Bretagne que les droits et les intérêts de la France au Levant seront maintenus de son fait. La représentation de la France au Levant sera assurée par les autorités françaises libres dans le cadre de l'indépendance qu'elles ont promise aux Etats du Levant et que la Grande-Bretagne a garantie.

3) En ce qui concerne les militaires et les fonctionnaires, tous ceux qui voudront servir avec les alliés pourront rester librement, ainsi que leur famille. Tous ceux qui ne le voudront pas seront rapatriés quand les circonstances le permettront, avec leur famille. Toutefois, les alliés se réservent de prendre des dispositions pour que le choix de chacun soit réellement libre.

4) Tout le matériel de guerre doit être remis aux alliés.

5) Pour les navires d'accord.

6) Le général de Gaulle, qui n'a jamais traduit en jugement ceux de ses camarades de l'armée qui l'ont combattu en exécutant les ordres reçus, n'a aucunement l'intention de le faire dans le cas présent.

7) Le général de Gaulle considère comme nécessaire que son représentant participe aux négociations et que la réponse à Beyrouth soit

donnée en son nom comme au nom des autorités britanniques.» (*Gaulle I*, p. 424-425) ²⁾

Lampson et Wavell acceptèrent les conditions fixées dans cette note, ainsi qu'il résulte d'un télégramme que Lampson envoya ce même jour à Eden ³⁾.

Après avoir reçu ces télégrammes M. Eden communiqua à l'ambassadeur britannique à Washington les conditions que le consul général des Etats-Unis à Beyrouth pouvait remettre au général Dentz. Ce télégramme fut communiqué au général de Gaulle:

«... 3) Ci-après les grandes lignes des conditions que nous serions disposés à accepter:

1° Les négociations en vue de la cessation des hostilités auront lieu entre le général Wilson représentant les commandants en chef et les autorités de Vichy en Syrie.

2° Les hostilités cesseront immédiatement et les forces de Vichy seront rassemblées dans des zones désignées. Tous les honneurs de la guerre seront accordés.

3° a) Remise de tous bâtiments de guerre et de toutes installations navales intactes... la garantie est donnée d'un retour des bâtiments à une France amicale après la guerre ou d'une compensation.

b) Tous les autres bâtiments, y compris les bâtiments britanniques... seront remis intacts.

4° ...

5° L'occasion de rallier les Français Libres sera donnée au personnel militaire. Ceux qui ne désireraient pas se rallier seront rapatriés selon les possibilités...» (*Gaulle I*, p. 427) ⁴⁾

Le général de Gaulle fut très indigné du cours que prenaient les affaires. Les Britanniques n'avaient pas tenu compte de l'un des points les plus importants de sa note du 19 juin, à savoir que les négociations devaient avoir lieu entre la Grande-Bretagne et la France Libre d'une part et le général Dentz d'autre part ⁵⁾. Le 20 juin le général de Gaulle envoya un télégramme à M. Eden, dans lequel il protesta contre ce cours des affaires. Il dit:

«J'ai eu connaissance, aujourd'hui à 10 heures, du télégramme que Votre Excellence a adressé le 19 juin à Washington au sujet des conditions que le Gouvernement britannique se déclare prêt à accepter comme base d'une négociation avec les autorités de Vichy.

Je ne puis cacher à Votre Excellence l'étonnement que me cause cette réponse unilatérale et explicite de sa part, dans une affaire où la France Libre est engagée comme l'Angleterre et la vie des soldats français libres comme celle des soldats britanniques, et au sujet de questions qui concernent essentiellement la destination d'un personnel militaire et civil français et le sort de territoires sur lesquels s'exerce l'autorité de la France.

Je remarque que le porte-parole du Haut-commissaire de Vichy à

Beyrouth, qui apprécie sans doute l'intérêt que présente, pour le présent et pour l'avenir, le point de vue de la France Libre, a demandé à connaître, non seulement les conditions du Gouvernement britannique, mais encore celles de la France Libre, et que Votre Excellence a télégraphié à Washington comme si son gouvernement était seul qualifié pour répondre, ce que je considère comme injustifié.

Votre Excellence comprendra certainement que, dans une telle occurrence, je ne me sens lié d'aucune manière par les considérations et les conclusions incluses dans son télégramme adressé à Washington et que je m'en tiens exclusivement aux termes du télégramme dont j'ai accepté le texte le 19 juin au soir, d'accord avec l'ambassadeur de Grande-Bretagne et les commandants en chef britanniques.» (*Gaulle I*, p. 428-429)

On peut admettre que la pression exercée par les Etats-Unis jouait un rôle important dans tout ceci. Welles avait fait savoir à Eden, à propos de la demande de M. Conty du 18 juin:

«... à son avis, l'occasion est telle qu'une noble et «chevaleresque» réponse du Gouvernement de Sa Majesté pourrait être d'un grand avantage pour ce gouvernement.» (D'un télégramme de M. Eden à Lampson et communiqué au général de Gaulle; *Gaulle I*, p. 424)

C'est un fait connu que Welles avait peu de sympathie pour la France Libre, et encore moins pour son chef.

Le 21 juin 1941 ⁶⁾ M. Engert remit au général Dentz les conditions d'un armistice:

«Loin de vouloir imposer des conditions déshonorantes au général Dentz, le gouvernement de Sa Majesté est absolument disposé à lui accorder tous les honneurs de la guerre ainsi qu'aux officiers et aux fonctionnaires qui n'ont accompli que ce qu'ils considéraient comme leur devoir à l'égard de leur gouvernement.

En conséquence, il ne saurait être question de condamner le général Dentz, ni aucun officier ou fonctionnaire, à la peine de mort ou à aucune peine. Le haut-commissaire, son état-major, tous les officiers et fonctionnaires français qui ne désireront pas rester au Levant seront rapatriés aussitôt que les circonstances le permettront.

Les négociations en vue d'une cessation des hostilités seront menées par le général Sir Henry Maitland Wilson, en tant que représentant du Commandant en chef de Forces britanniques, et par les représentants du général Dentz.

Les hostilités cesseront aussitôt et les honneurs de la guerre seront accordés aux forces militaires.» (*Laffargue*, p. 208) ⁷⁾

Remarquons que dans cette réponse à la demande de M. Conty du 18 juin — «Les autorités en Syrie étaient... très anxiées de savoir... ce que

le Gouvernement de Sa Majesté et les gaullistes se proposeraient de faire...» — il n'est pas du tout question de la France Libre. Ceci est complètement contraire à la note du général de Gaulle du 19 juin. Aussi Laffargue peut-il prétendre que Engert déclara à cette occasion au général Dentz, au nom de Wavell:

«...que, si des négociations devaient s'ouvrir, elles seraient menées par les Anglais seuls, les représentants du général de Gaulle s'en verraient exclus». (Laffargue, p. 150)

Jusqu'ici tout s'était passé — du moins à ce qu'on peut déduire des textes des télégrammes — à l'insu du gouvernement de Vichy. Le 26 juin 1941 le général Dentz envoya à Vichy le commandant Tézé, chef de cabinet militaire, et le commandant Gaudillièvre de l'état-major de l'armée de l'air. Ils étaient chargés d'y exposer la situation militaire au Levant et de démontrer que la continuation de la lutte était impossible.

Le 28 juin ces deux officiers eurent un entretien avec Pétain et Darlan. Selon les déclarations de Gaudillièvre lors du procès Dentz le maréchal Pétain inclinait à partager la manière de voir du général Dentz, mais Darlan essaya, plus tard et contrairement aux ordres qu'il avait reçus de Pétain, de renforcer l'armée du Levant pour continuer la lutte aussi longtemps que possible⁸⁾. Darlan sut en effet retarder encore de quelques jours l'armistice. Il désira d'abord recevoir une réponse sur un certain nombre de conditions préalables avant que Dentz fût autorisé à négocier avec les autorités militaires locales. Le 30 juin le ministère des Affaires Etrangères de Vichy remit une note à l'ambassadeur des Etats-Unis, destinée à Londres, où l'on dit notamment:

«Le Gouvernement français est disposé à autoriser le général Dentz à entrer en contact avec le général Wilson pour examiner les conditions de cessation des opérations militaires. Il va de soi que les négociations impliquent la reconnaissance par le Gouvernement britannique du maintien de tous les droits et prérogatives que le mandat assure à la France sur la totalité des territoires de la Syrie et du Liban...» (Laffargue, p. 158-159)⁹⁾

Dans les sources on reproche ce délai de la suspension d'armes le plus souvent soit aux Alliés, qui auraient attendu trop longtemps pour donner une réponse, soit au général Dentz, qui aurait attendu trop longtemps pour demander les conditions. Ni l'un ni l'autre de ces reproches ne sont justifiés. Les Alliés ne purent pas envoyer les conditions finales parce qu'ils n'avaient pas reçu de demande et Dentz ne put pas les demander parce qu'il n'avait pas reçu l'autorisation de Vichy.

Le général Dentz pria Vichy avec insistance de prendre une décision à bref délai¹⁰⁾. Ce ne fut que dans la nuit du 7 juillet que le général Dentz reçut l'autorisation. Dans un télégramme Vichy lui communiqua:

«I. Vu l'impossibilité d'accélérer le rythme d'arrivée des renforts, vu l'absence de réponse de la Grande-Bretagne à nos demandes de négo-

cier, vu l'intérêt d'éviter les désordres locaux qui ne manqueraient pas, etc., vous êtes autorisé à engager, dès que vous le jugerez nécessaire, des tractations avec les autorités locales britanniques en vue de la cessation des hostilités sur les bases suivantes...»

II. Conditions à poser à l'ouverture des négociations:

a. Obtenir la reconnaissance solennelle de nos droits sur les Etats du Levant...; b. Obtenir les honneurs de la guerre et le rapatriement de nos troupes...

III. Vous êtes habilités, compte tenu de la situation et des éléments locaux d'appréciation, à envisager d'autres dispositions, que je vous demande de soumettre au Gouvernement...

IV. En toute hypothèse: a. Notre marine et notre aviation devront être sauvées. Il appartiendra à vous seul de leur donner des ordres de départ au moment jugé opportun; b. Aucune arme ne devra livrée intacte; c. Aucune destruction autre que celles à fins proprement militaires ne devra être faite...

Il importe que vous sachiez que la magnifique résistance des troupes du Levant n'a pas été vainue pour la politique française, en affirmant notre volonté de maintenir notre souveraineté sur nos possessions et la valeur de nos armes. Le Gouvernement vous en est reconnaissant.» (Laffargue, p. 162-164; sans renvois aux ressources)¹¹⁾

Le général Dentz se mit immédiatement en rapport avec M. Engert et il le pria de demander au général Wilson les conditions, la date et le lieu de réunion. M. Engert lui remit le lendemain, le 9 juillet, les conditions des Alliés. Dans cette note les Alliés annoncèrent que le seul but qu'ils poursuivaient en Syrie était de prévenir que le Levant ne devînt une base des Puissances de l'Axe. En même temps on attira l'attention sur le fait que la Grande-Bretagne avait appuyé la déclaration du général Catroux, par laquelle celui-ci promettait l'indépendance aux populations des Etats du Levant. La représentation des Français dans le Levant devait être assurée par la France Libre. On n'entreprendrait aucune sanction contre les Français ou contre les populations du Levant. Il devait y avoir pour les troupes françaises une liberté absolue de se joindre aux Forces alliées, s'ils le désiraient. S'ils ne le désiraient pas, ils devaient être rapatriés avec leurs familles. Tous les Allemands et les Italiens se trouvant dans le Levant devaient être extradés et tous les Anglais, qui avaient été arrêtés au cours de la bataille devaient être immédiatement mis en liberté, ceux qui avaient été envoyés en France inclus; tant que les prisonniers britanniques n'auraient pas encore été mis en liberté on retiendrait prisonnier un certain nombre de «partisans de Vichy». On devait immédiatement mettre fin au blocus et les Etats du Levant devaient aussitôt être mis en relation avec le bloc sterling. Suivaient encore quelques conditions sur les chemins de fer, les installations portuaires, qui devaient être donnés aux Alliés sans être endommagés. Si le général Dentz acceptait ces conditions, les autorités britanniques étaient prêtes à

faire cesser les hostilités et à rencontrer les représentants du général Dentz. Voir pour le texte complet de ces conditions l'annexe n° 3.

Ces conditions alliées furent présentées en même temps au gouvernement français à Vichy. Celui-ci cependant ne jugea pas acceptables ces conditions. On déclara dans un communiqué:

«a) Le gouvernement français a pris connaissance des conditions que le gouvernement britannique désire voir communiquer au général Dentz en réponse à la démarche effectuée par lui le 8 juillet auprès du consul général des Etats-Unis à Beyrouth.

b) Il a le regret de constater que les conditions politiques figurant sous le numéro 1 sont inconciliables avec ses droits et ses prérogatives de puissance mandataire qu'il a le devoir de maintenir, particulièrement à l'égard des populations qui se sont confiées à sa tutelle. La France a toujours considéré comme objet essentiel de la mission que lui assigne le mandat, de conduire le plus promptement possible à l'émancipation la Syrie et le Liban, pour en faire des nations libres. Il entend ne pas faillir à ces obligations, mais c'est sous sa seule responsabilité qu'il choisira le moment et déterminera les modalités de cette indépendance. Aucune autre puissance ne saurait valablement se substituer à la France en la matière.

La déclaration par laquelle le gouvernement britannique prétend émanciper la Syrie et le Liban ne peut donc être que nulle et non avenue.

c) Il ne saurait, d'autre part, se prêter sous quelque prétexte que ce soit, à des négociations avec des Français traîtres à leur patrie comme de Gaulle et Catroux.

d) Le gouvernement français ne peut accepter le terme «amnistie complète» employé par le gouvernement britannique au numéro 2. Des soldats français obéissant au gouvernement de leur pays n'ont pas à être amnistiés.

e) Le gouvernement français ne peut signer un armistice qui prétend imposer des clauses si contraires à ses intérêts et à sa dignité.

f) Le gouvernement français fait confiance au général Dentz pour prendre les mesures répondant à la situation de fait devant laquelle il se trouvera si le gouvernement anglais assume la responsabilité de prolonger la durée d'une lutte qu'il a initialement engagée.» (*Le Temps*, 13 juillet 1941) ¹²⁾

L'intention est claire: on rejeta toute la responsabilité sur le général Dentz qui n'était pas autorisé à traiter de questions politiques. On mit donc les Alliés devant l'alternative, ou bien de continuer la lutte ou bien de négocier avec le général Dentz sur une base exclusivement technique. Comme nous le verrons, le dessein de Vichy réussit.

Le soir du 11 juillet encore, le général Dentz recevait de son gouverne-

ment l'autorisation d'entamer des pourparlers avec le commandement britannique dans les conditions suivantes:

«I. Le but principal à poursuivre doit être, en conservant l'armée en ordre jusqu'au bout, de profiter du magnifique moral qu'elle a montré pour éviter des ralliements importants à la dissidence, tout en vous pliant aux conditions imposées par les Britanniques concernant la libre choix à donner aux troupes entre la fidélité et la dissidence . . . La Marine française serait à même d'assurer l'évacuation de la totalité des troupes régulières, des fonctionnaires et de leurs familles en trois semaines environ.

II. Le matériel de guerre devra avoir été détruit dans la mesure du possible, à l'exclusion de celui nécessaire au maintien de l'ordre . . .

V. Vous vous efforcerez d'obtenir le mutuel retour des prisonniers . . .

VII. Vu la position qu'a dû prendre le Gouvernement vis-à-vis des prétentions politiques anglo-gaullistes, la Convention que vous êtes autorisé à signer ne peut être que d'ordre militaire. Elle ne doit donc comporter aucune disposition de portée politique susceptible d'engager l'avenir. Si les Anglais refusent de dissocier les clauses politiques des clauses militaires ou techniques, il vaudrait mieux subir la contrainte de fait, que de donner une adhésion officielle à un texte contraire à nos intérêts et à notre dignité. Vous êtes autorisé, dans ce cas, à ordonner la cessation du feu quand bon vous semblera.» (D'un télégramme de Vichy à Dentz du 11 juillet 1941; *Laffargue*, p. 173-174)

Le 11 juillet le général Dentz demanda au général Auchinleck une suspension d'armes et l'ouverture des négociations ¹³⁾.

2. Les négociations à Saint-Jean-d'Acre

Le général Wilson invita Dentz à envoyer ses représentants dans la matinée du 12 juillet à 8 heures vers l'avant-garde britannique sur la route côtière du Liban. La délégation de Vichy — composée du général de Verdilhac (président), du général Jeannekeyn, de M. Conty, conseiller politique du général Dentz et de M. Chambard, speaker de Radio Levant — arriva dix minutes après l'heure convenue et fut aussitôt menée à l'endroit que les Britanniques avaient choisi pour lieu des négociations: Saint-Jean-d'Acre.

Ce n'était sans doute pas par hasard que les Britanniques avaient choisi ce lieu.

Saint-Jean-d'Acre, un nom qui a pour les Français une signification historique. De Verdilhac se serait-il rendu compte du fait qu'il y avait 750 ans, en 1191, Philippe Auguste et Richard Cœur de Lion avaient conquis la citadelle de Saint-Jean-d'Acre? Les Britanniques avaient-ils pensé au commodore Sydney Smith, qui avait empêché Bonaparte de conquérir la citadelle en 1799?

Vers 9 heures du matin la délégation de Vichy arriva à Saint-Jean-d'Acre.

Du côté des Alliés étaient présents le général Wilson, l'air-commodore Brown, le capitaine Morse, le général Catroux, le lieutenant-colonel Brosset et le capitaine Repiton¹⁴⁾. Les négociations durèrent longtemps et faillirent aboutir à une impasse à plusieurs reprises. Le général Wilson présida les discussions.

Les premières bases de l'accord ont été expédiées rapidement: les troupes du général Dentz devaient se retirer dans les zones de concentration suivant un horaire qui mettrait les Alliés en état d'occuper tout le territoire sans discontinuité. On fut de même bientôt d'accord sur la reddition des bases et des installations. Des sous-commissions furent nommées pour élaborer les détails de ces opérations. La reddition des armes était une question beaucoup plus difficile.

Wilson désirait une reddition complète de toutes les armes, de Verdilhac demandait que les troupes et les officiers gardassent leurs armes individuelles. Finalement on céda à de Verdilhac. Dans son livre le général Catroux prétend que c'est grâce à lui qu'on s'y décida. Pour cela il cite des notes de séance du capitaine Repiton:

«... la discussion, insensiblement, glisse vers l'arbitrage de Catroux. On aborde la reddition des armes, que le télégramme de Londres faisait un devoir à Wilson d'exiger entièrement. Mais que serait le retour de ces hommes aux bras ballants, troupeau plutôt qu'armée, captifs graciés plutôt que soldats? Catroux, moins que tout autre, ne veut renvoyer en France des vaincus sans ressort; pour qu'il garde le respect de lui-même et celui du pays, chacun doit rentrer avec son revolver ou son fusil.» (*Catroux*, p. 152)

Un deuxième point difficile fut celui du rapatriement des troupes françaises. Londres avait donné l'ordre formel qu'il eût lieu par des bateaux britanniques; de Verdilhac réclama, formellement lui aussi, qu'il eût lieu par des bateaux français. Cette question, au fond une question de souveraineté et de prestige, donna lieu à un débat de longue durée. De Verdilhac commit pendant ce débat une faute de tactique en attirant l'attention sur les grands dangers qui menaçaient les convois britanniques dans la Méditerranée, en disant que son gouvernement ne voulait pas exposer l'armée du Levant à ces dangers. Finalement Wilson promit qu'il soumettrait cette question à Londres et qu'il appuierait la proposition du général de Verdilhac.

Un point délicat pour la délégation de Vichy fut l'option laissée aux Français du Levant de choisir entre de Gaulle ou Pétain. Pour que cette option fût vraiment libre, le général Catroux demanda qu'on séparât les cadres des troupes, c'est-à-dire que l'on ne maintînt pas les unités avec lesquelles les combats avaient été menés. Le général Catroux appuya surtout sur ce dernier point, craignant qu'autrement les officiers n'exerçassent trop d'influence sur les soldats. La délégation de Vichy s'opposa à cette proposition du général Catroux avec véhémence. Selon elle il était absolument nécessaire

que les troupes restassent avec leurs cadres. Le général Wilson penchait pour l'opinion de la délégation de Vichy.

Alors le général Catroux tint un discours qui, en fait, équivalait à un discours de propagande pour un ralliement. Evidemment, le général de Verdilhac ne pouvait laisser ce discours sans réponse. Alors eut lieu un incident dont Repiton donne la description qui suit:

«A ces paroles qui jaillissent du cœur, Verdilhac, comme homme, n'a rien à répondre. Il fait cependant un effort pour se ressaisir: il pense sans doute que son rôle officiel ne lui permet pas de laisser passer une «Leçon» des rebelles, ni qu'il doit rien devoir à leur générosité. Il se lève, en proie à une visible agitation, qui empourpre sa figure. Il marche vers Catroux, et, arrêté à deux mètres de lui, il déclare solennellement et assez confusément sa fidélité au Maréchal. En prononçant ce nom, il rectifie sa position, et fait le salut militaire . . . , sans képi.

Ce moment culminant provoque des réactions diverses. Les Anglais dans l'ensemble, n'ont rien compris, et leurs bouches restent un moment entr'ouvertes. Les officiers français sont très mal à l'aise. Conty «diplomatiquement» gêné. Chambard, j'en suis sûr, meurt d'envie de faire une pirouette. Quant au Général Catroux, il est pris de court par cette sortie qui n'appelle aucune réponse. Verdilhac cependant regagne sa place, et la discussion, comme toujours après une incongruité, devient tout à coup plus facile, chacun mettant du sien pour dissiper le malaise.» (Notes de séance du capitaine Repiton, citées dans *Catroux*, p. 153)

Ce ne fut que très tard dans la soirée qu'on en était venu au point où l'on pouvait rédiger un projet de convention, qui devrait être signé le 14 juillet au même endroit.

Dans la matinée du 13 juillet le général Dentz envoya à Vichy le projet de convention, accompagné du commentaire suivant:

«A mon avis les conditions obtenues constituent le maximum de ce que, dans la situation difficile où nos forces se trouvaient réduites, on pouvait espérer. Elles sauvegardent l'honneur de l'armée.» (*Laffargue*, p. 177)

La séance du 14 juillet — remarquons bien cette date — fut de longue durée. Le gouvernement britannique, de même que le gouvernement français, avaient approuvé le projet avec un certain nombre de modifications, dont la principale était que le gouvernement français refusait de signer un traité avec le gouvernement britannique; on en vint à un accord local entre les deux généraux de Verdilhac et Wilson.

Très tard dans la soirée on put passer à la signature. Au moment même où les photographes et les opérateurs de cinéma étaient admis à la séance pour fixer ce moment historique, l'électricité tomba en panne et l'on se trouva dans le noir. Avec beaucoup de vacarme, on apporta dans la salle une moto-

cyclote australienne et ce fut sous l'éclairage du projecteur de cette moto-cyclote et de quelques lampes à pétrole qu'on procéda à la signature de la Convention de Saint-Jean-d'Acre¹⁵.

3. La Convention de Saint-Jean-d'Acre

En comparant le texte de la «Note des Alliés en réponse à la demande de suspension d'armes formulée par le général Dentz» (annexe n° 3) — note qui fut repoussée aussi bien par Vichy, parce qu'elle allait directement à l'encontre de la dignité de la France, que par le général de Gaulle, parce que la note ne tenait pas compte des intérêts de la France — au texte de la Convention de Saint-Jean-d'Acre signée le 14 juillet 1941 (voir pour le texte de la Convention l'annexe n° 4) nous sommes amenés à conclure que, grâce à l'aide des Britanniques, Vichy avait remporté une victoire sur la France Libre.

Si dans la Note des Alliés les noms des généraux de Gaulle et Catroux avaient été cités et si l'on y déterminait que la France Libre devait assurer la représentation des Français dans le Levant, dans la Convention il n'y avait pas la moindre allusion à l'existence de la France Libre. On ne parlait que des Britanniques ou des forces occupantes. On cherchera en vain les aspects politiques de la Note des Alliés (l'indépendance des Etats du Levant, représentation des Français au Levant) dans la Convention.

Les conditions concernant un ralliement à la cause alliée furent également très affaiblies dans la Convention. Bien que le texte de la Convention fût plus long que celui de la Note des Alliés, on n'utilisait dans la Convention moins de la moitié des mots de la Note des Alliés sur cette question¹⁶. Ce point, très important pour la France Libre, fut mis à l'arrière-plan. Si dans la Note des Alliés on parlait de la «pleine liberté», des «mesures propres à assurer la liberté et la sincérité de choix de chacun», du fait que «toutes facilités doivent être données pour que chacun d'eux soit complètement averti de la situation et du choix qui lui est offert», la Convention ne parle que du «libre choix de chaque individu» à propos du ralliement¹⁷.

La convention régla avant tout les affaires techniques. On décida que les troupes du général Dentz devaient se retirer de certaines zones¹⁸. Ceci devait avoir lieu suivant un programme dans lequel il était possible pour les troupes occupantes de remplacer immédiatement les forces françaises. Jusqu'à leur rapatriement les troupes françaises devaient rester «avec des cadres réduits». Les autorités françaises devaient aider les Britanniques à empêcher que des armes et des munitions ne tombassent entre les mains des populations. On permettait aux troupes françaises de garder les armes individuelles, mais il n'était pas permis que les soldats eussent des munitions. Le reste des armes devait être rassemblé. Les Britanniques pouvaient en prendre ce qu'ils en voulaient; le reste devait être détruit par les Français sous la surveillance des Anglais.

Tous les prisonniers alliés devaient être libérés immédiatement, y compris ceux qui avaient été transportés en France. En ce qui concerne ces derniers,

les Britanniques mettraient en détention un nombre égal d'officiers français, autant que possible du même grade. Ces prisonniers devaient être libérés quand les officiers britanniques seraient revenus de France et quand toutes les conditions de la Convention seraient exécutées.

Chaque militaire ou chaque civil devait avoir le libre choix de se rallier à la cause alliée. Il y avait un règlement spécial pour les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires des services spéciaux: pour assurer la continuité ceux-ci devaient rester en fonction jusqu'au moment où ils pourraient être remplacés.

Le rapatriement de ceux qui ne désiraient pas rester au Levant devait avoir lieu par des bateaux français. Les autorités militaires britanniques se réservaient le droit de prendre à leur service des troupes spéciales du Levant, c'est-à-dire des troupes composées de nationaux des Etats du Levant. Les Britanniques assureraient qu'on ne prendrait aucune sanction contre les autochtones syriens et libanais en raison de leur participation à la lutte. Les autorités françaises devaient prendre soin que les moyens de paiement, les moyens de transport, les moyens de communications, les installations portuaires et aériennes, les stocks de carburant, etc. pussent être transférés intacts aux autorités occupantes. Enfin on décida que la surveillance de l'exécution de l'accord devait être faite par une commission de contrôle, se composant de 5 membres, dont trois — parmi lesquels le président — devaient être désignés par les autorités britanniques et les autres par «les autorités françaises», ce qui veut dire — il est peut-être superflu de le préciser — les autorités vichystes.

Voilà, brièvement, les points principaux de la Convention de Saint-Jean-d'Acre¹⁹.

Vichy pouvait être satisfait. A Vichy on souligna le fait que la Convention n'était ni une capitulation militaire — les troupes recevraient les honneurs militaires; elles pouvaient garder leurs armes individuelles; elles ne seraient pas internées — ni une capitulation politique: la France ne renonçait pas à son mandat sur la Syrie et sur le Liban. *Le Temps* écrit:

«... il s'agit d'un accord militaire honorable, conclu en toute dignité... La France ne connaît dans le Levant ni humiliation militaire, ni abdication politique. Les droits sur la Syrie et le Liban qu'elle tient de son mandat demeurent entiers et en ce qui les concerne personne ne peut valablement se substituer à elle.» (*Le Temps*, 17 juillet 1941)

Voici une opinion britannique:

«These terms cannot be described as ungenerous. They assured our hold upon the country as a precautionary measure against Axis attempts to infiltrate into it, but they took appropriate account of French susceptibilities and French national pride.» (Buckley, p. 134)

Par la force des choses on se réjouit surtout à Vichy de la défaite que la Convention signifiait pour la France Libre. L'attitude peu correcte que les

Britanniques eurent en cette occasion envers le général de Gaulle et son organisation fut exploitée par Vichy et sa presse. Le 18 juillet Darlan envoya à tous les postes diplomatiques un télégramme dans lequel il déclara:

«Les autorités britanniques s'engagent à s'abstenir de tout prosélytisme ou de toute pression en vue de rallier à la dissidence nos compatriotes, qu'ils soient civils ou militaires... Au cours des négociations, notre délégué, le général de Verdilhac, a d'ailleurs pu constater une désapprobation tacite de l'attitude du général Catroux par les autorités britanniques, qui semblent n'avoir que peu d'estime pour des officiers rebelles à leur patrie.» (*Soustelle I*, p. 250) ²⁰⁾

On tut, du moins *Le Temps* tut le fait que des représentants du général de Gaulle avaient été présents aux négociations. D'ailleurs même M. Laffargue ne mentionne pas ce fait dans son livre, paru en 1954.

La seule hantise de Vichy était la clause de la Convention par laquelle il était établi que le choix du ralliement à la cause alliée devrait être libre. Un porte-parole de Vichy déclara que cette clause ne voulait pas dire que le gouvernement avait modifié son attitude à l'égard «des nationaux qui trahissent le pays en ralliant une cause étrangère ou dissidente» ²¹⁾.

On laissait entendre par tous les moyens que les dissidents étaient pires que les Britanniques. Dans un discours que fit le général Huntziger le 30 août 1941 à Marseille devant un groupe d'officiers français qui revenaient du Levant, il déclara:

«... C'est alors que nous avons eu la douleur profonde de voir ce pays où nous avons déjà tant donné de sang français, passer sous la domination étrangère, et, bien pis, de la dissidence.» (*Le Temps*, 31 août 1941)

Avant de considérer l'attitude de la France Libre à l'égard de la Convention de Saint-Jean-d'Acre, je veux décrire le fonctionnement de cet accord.

4. Le fonctionnement de la Convention de Saint-Jean-d'Acre

En ce qui concerne le fonctionnement de la Convention on peut parler également d'une victoire de Vichy sur la France Libre, et une nouvelle fois, on peut rendre dans une certaine mesure les Britanniques responsables du cours que prirent les affaires.

Commençons par les conditions techniques de l'accord.

Entre le moment où le consul général des Etats-Unis à Beyrouth remit sa première note à Dentz et le moment où la Convention fut signée, 23 jours s'écoulèrent, du 21 juin au 14 juillet. Le général Dentz utilisa cette période pour diminuer autant que possible les résultats du succès franco-britannique. Il fit transporter en Europe un certain nombre de prisonniers de guerre britanniques dont une partie fut livrée aux Allemands et aux Italiens. Il fit transporter la plus grande partie de ses avions sur d'autres territoires français. Il fit couler dans l'embouchure du port de Beyrouth les trois bateaux britan-

niques qui s'y trouvaient, dont l'un était le pétrolier *Pegasus*. Il envoya ses propres bateaux en Turquie pour les faire interner ²²⁾.

Pour la France Libre l'aspect le plus décevant du fonctionnement de la Convention fut la question du ralliement de l'armée du Levant. Bien qu'il n'existe pas de certitude sur le nombre exact de ceux qui se rallierent on peut conclure que le pourcentage fut minime ²³⁾. On peut expliquer de plusieurs façons ces résultats restreints.

L'une des explications les plus importantes est la haine que les troupes de Vichy nourrissaient contre les Britanniques et contre les gaullistes, haine qui fut vivement attisée par le général Dentz et son entourage. Il était logique que, après la lutte acharnée qu'on avait menée, il n'y eût que peu de personnes pour se rallier à la France Libre. Psychologiquement encore cela est facile à expliquer: se rallier en août et en septembre voulait dire qu'on convenait du fait qu'on s'était battu en juin et en juillet pour rien, et pire que cela: pour la mauvaise cause. N'oublions pas que la plupart des troupes du général Dentz étaient convaincues qu'elles s'étaient battues pour une cause juste.

Le général Fougère avait en outre épuré l'armée du Levant: le plus grand nombre des partisans de la France Libre avaient déjà très tôt été ramenés en France (voir ci-dessus, p. 67 et p. 88). Il n'y avait que très peu de personnes qui étaient au courant des activités de Rahn et du protocole franco-allemand de mai 1941. En outre, la propagande alliée avait fait une gaffe énorme: elle avait présenté la question comme si les troupes alliées entraient au Levant parce que des formations de l'armée allemande avaient débarqué au Levant aussi bien par air que par mer. Les troupes de Dentz pouvaient se convaincre elles-mêmes que c'était inexact: elles ne pouvaient pas rencontrer d'Allemands en uniformes, car les Allemands qui étaient là ne portaient pas d'uniforme.

On peut trouver une deuxième explication dans les conditions de la Convention de Saint-Jean-d'Acre. Les troupes du général Dentz restaient rassemblées dans leurs unités de bataille sous leurs officiers directs. Ainsi l'expérience commune des combats restait présente à l'esprit, et c'est l'esprit de Vichy qui régnait. C'est surtout sur ce chapitre que les dirigeants de la France Libre revenaient lorsqu'ils insistaient pour une modification de la Convention ²⁴⁾.

On peut trouver encore une explication dans un certain nombre d'actions de Dentz. Selon la Convention, les troupes de Dentz devaient avoir l'occasion de choisir en liberté si elles désiraient être rapatriées ou bien se rallier à la cause alliée. Le général Dentz agit de différentes façons contrairement à cette condition: en obligeant les militaires à signer des formules de serments par lesquelles ils s'engageaient à ne pas se rallier aux Forces Françaises Libres; en embarquant des troupes sans que les officiers de la France Libre eussent l'occasion de leur parler; en confisquant les livrets de caisse d'épargne; en menaçant les hommes de la perte de leur nationalité et de poursuites; en défendant aux troupes de parler aux officiers alliés, etc.

Et enfin l'attitude des Britanniques, qui fut définie dans sa forme la plus

simple par le général Wilson lui-même. Celui-ci mentionne que les Français Libres

«... wanted plenty of time to elapse before this departure to use persuasive arguments while it was to our advantage to get those tainted with Vichy and collaboration with the Germans out of the country as soon as possible». (Wilson, p. 187) ²⁵⁾

Long écrit:

«The situation in Syria after the armistice was peculiar and delicate. Five distinct groups were involved — British, Vichy, Free French, Syrian and Australian — each with its own aims and ambitions. The most powerful group was headed by Mr. Oliver Lyttleton (who had recently been appointed Minister of State in the Middle East) and General Auchinleck, and represented British political and military strength in the Middle East. It had entered into confidential agreement with the Vichy army, its recent enemy, to protect that army against the probable efforts of the Free French, its allies, to use pressure to persuade Vichy-ites to join General de Gaulle. The British objective was to remove General Dentz's army from Syria rapidly and without disturbance.» (Long, p. 516)

Même avant que les négociations de Saint-Jean-d'Acre eussent lieu on pouvait s'attendre à ce que les Britanniques prenaient cette attitude. Le général de Gaulle disait déjà dans un télégramme du 1^{er} juillet 1941 adressé à la Délégation de la France Libre à Londres:

«La lenteur des opérations de Syrie tient principalement au fait que les Britanniques n'ont engagé, jusqu'à présent, sur ce terrain que des moyens assez faibles et peu appropriés. La résistance de Vichy en a été encouragée, surtout par amour-propre professionnel. Cependant, les résultats acquis, surtout la prise de Damas, ont maintenant réduit suffisamment les forces de Dentz pour que la fin soit en vue. Nous avons déjà des ralliements et nous en aurons sûrement beaucoup quand l'affaire sera terminée, ceci à condition que les Britanniques ne s'empressent pas de rapatrier aussitôt tous ceux qui le demanderont. Or, le commandement britannique local y est disposé, d'abord par facilité et peut-être aussi par le désir obscur de ne pas voir se former une armée française importante en Syrie. J'ai pris, à cet égard, la position la plus ferme, dont vous trouverez l'affirmation dans mes télégrammes à Eden dont je suppose que communication vous a été faite.» (Gaulle I, p. 433)

En effet, les Britanniques ont tout mis en œuvre pour rapatrier aussi vite que possible les troupes du général Dentz. On pourrait définir leur attitude à l'égard des troupes de Vichy comme particulièrement bienveillante. Lady Spears raconte quelques anecdotes à ce sujet. Ainsi le Brigadier Chrystall, président de la commission de contrôle, venait lui dire qu'il était allé au quai

lorsque le dernier bateau qui transportait des soldats de Vichy partit du Levant. Il avait voulu dire adieu au général de Verdilhac qui se trouvait à bord. Mais comme l'orchestre militaire britannique jouait la Marseillaise(!), il ne put proférer un mot. Chrystall et de Verdilhac

«... had been so moved that they could not speak, in fact they had both stood on the quai and cried.» (Borden, p. 147)

Elle dit avec une naïveté, qui ne désarme pourtant pas tout à fait, que le rapatriement était embarrassant pour les Britanniques, puisqu'ils devaient dès lors se charger eux-mêmes de la défense de la Syrie ²⁶⁾!

Les restrictions auxquelles ceux qui s'étaient prononcés pour la France Libre étaient soumis ne constituaient pas du tout un stimulant pour un ralliement. Ceux qui se ralliaient étaient immédiatement incorporés dans l'armée et rassemblés dans des camps militaires, où ils n'avaient qu'une liberté restreinte ²⁷⁾, tandis que ceux qui devaient être rapatriés étaient presque entièrement libres ²⁸⁾. Ils savaient très bien employer cette liberté. Borden écrit:

«... you met him everywhere in Damascus, in the hotels, in the hair-dressers, in the suks, in the French Officers' Club. It had been his club before, hadn't it? Why should he be debarred from using it now? A battle? What of that? He had taken sides against us in the war. What matter? He was out of it now, he was going home, that was why he and his plump wife were so busy in the bazaars. We were sending him home and we were allowing him to take 500 kilos of luggage with him, and he and his wife were buying up everything they could lay hands on. Buttons by the kilo, hooks and eyes and pins by the gross, shoes certainly but leather soles for shoes as well by the hundred, and bales of woollen cloth and silks and needles and thread and brushes and combs and soap, much soap, and food, rice and olive oil, sugar and coffee and flour and, last but not least, silver and gold. Oh yes, much silver and gold found its way to France in the hold of the *Providence*.

It was the same in Beirut. The Vichy wives who were going home descended on the shops of Beirut like a flock of locusts, and where they had passed the shops were bare, and if you motored from Damascus to Beirut or Baalbeck, you found that all over the country the enemy was still comfortably installed in his handsome barracks while our troops, Free French or British or Indian, camped out on bare blazing hillsides or in mosquito-infested groves...» (Borden, p. 145) ²⁹⁾

Voilà quelques faits qui expliquent le succès minime du ralliement. Les troupes de la France Libre furent grandement gênées par le rapatriement des troupes de Dentz. Lors de l'interview du 28 novembre 1956, le général Catroux me cita comme exemple la désorganisation menaçante de son service de santé, car trois médecins seulement avaient rallié la France Libre.

Les critiques contre le rapatriement des troupes de Dentz ne furent pas

seulement formulées du côté de la France Libre. Le 21 septembre 1941, Churchill écrivit au Chief of the Imperial General Staff:

«I am not prepared to let this lapse or be slurred over, or fall into oblivion. More than admonitions are required when 600 German Legionnaires are allowed to go back to Vichy France for further use by Germany against us. It might take 600 British lives to deal with these men so casually and incontinently allowed to slip through our fingers. A formal letter should be written by the War Office to the Commander-in-Chief Middle East, asking for the action taken by him, and pointing out the gravity of the injury to British interests involved in this supine conduct of the Command in Syria. If a sergeant or a corporal makes a slip he is punished or reprimanded. The Staff officers around General Wilson are to blame for not having raised the point and understood what was going on. If General Wilson takes the blame himself it can be written off against his good services in other directions, but he ought to be left in no doubt of the harm that has been done. The fullest detailed explanation should be provided.» (Churchill III, p. 736)

Il était clair que le général de Gaulle ne pouvait accepter cette situation et qu'une modification des conditions ou de l'interprétation de ces conditions était nécessaire.

Ajoutons à cela que sur d'autres points encore les conditions de la Convention étaient mal interprétées ou n'étaient pas bien remplies. Outre ce qui concerne le ralliement, le général Dentz ne remplissait pas non plus les conditions concernant la mise en liberté des prisonniers de guerre alliés et la remise du matériel³⁰). Le résultat de tout ceci fut que le 7 août 1941 le général Dentz et 35 de ses officiers furent emmenés en détention en Palestine. Kirk en donne les motifs suivants:

1° Les autorités de Vichy avaient menti en ce qui concerne le lieu de séjour d'un certain nombre d'officiers alliés qui avaient été prisonniers; quelques-uns d'entre eux se trouvaient sur un territoire occupé par l'Axe³¹).

2° Le général Dentz avait qualifié de déserteurs les éléments de ses troupes qui avaient rallié les Forces Françaises Libres.

3° Les familles des soldats de Vichy avaient été transportées en toute hâte vers les ports sans avoir eu l'occasion de se prononcer pour Vichy ou pour la France Libre.

4° Après la signature de la Convention on avait vendu du matériel de guerre aux civiles³²).

Entre-temps cependant les Britanniques et les Français Libres étaient tombés d'accord sur un arrangement fixant l'interprétation de la Convention du 14 juillet; cela constituera le sujet du chapitre suivant.

CHAPITRE IX

LES ACCORDS DE GAULLE - LYTTELTON

1. La France Libre et la Convention de Saint-Jean-d'Acre

Comme nous l'avons vu ci-dessus (p. 142-143) le général de Gaulle n'aprouva pas du tout la façon dont les Britanniques préparaient l'armistice. On ne tenait absolument pas compte des désirs du général de Gaulle tels qu'il les avait formulés dans sa note du 19 juin 1941, acceptée par Lampson et Wavell. Les conditions différentes qui furent offertes à Vichy — les conditions du télégramme de M. Eden à l'ambassadeur britannique à Washington du 19 juin 1941 (ci-dessus, p. 142), la Note des Alliés du 9 juillet (ci-dessus, p. 145-146 et l'annexe n° 3) et enfin les conditions de la Convention elle-même (ci-dessus, p. 150-151 et l'annexe n° 4) — s'écartaient de plus en plus des désirs du général de Gaulle concernant l'armistice.

Au moment de la signature de la Convention le général de Gaulle se trouvait à Brazzaville, où il présidait les cérémonies de la fête nationale. Dès qu'il eut connaissance du texte de l'accord il déclencha une campagne de protestation. Il ordonna tout de suite à la Délégation de la France Libre à Londres de protester auprès du Foreign Office et il communiqua au général Catroux qu'il n'acceptait pas la Convention; puis il se rendit lui-même au Caire.

Quelles étaient les objections de la France Libre contre la Convention?

1° La question du ralliement, qui, du fait des conditions, était rendu sinon impossible, du moins très difficile. Ce point n'appelle pas de commentaire (voir ci-dessus, p. 153-155).

2° L'accord fut conclu entre le général Sir Henry Maitland Wilson et le général de Verdilhac. La France Libre ne le signa pas bien qu'une partie de ses troupes eût pris part à la lutte et bien que ce fût l'un des désirs formels du général de Gaulle.

3° Le matériel de guerre français fut attribué aux Britanniques, et ce dont ils n'avaient pas besoin fut détruit par les Français de Vichy. Les Forces Françaises Libres avaient un effrayant besoin de matériel et elles avaient espéré avoir une part du butin; en fin de compte, ce butin consistait en matériel français.

4° Le problème des troupes spéciales qui allaient être placées sous commandement britannique. Ces troupes autochtones constituaient un point délicat pour le prestige français. Elles avaient toujours fait leur service militaire

sous des officiers français et on craignait que les Britanniques n'allassent exploiter ces troupes pour prendre pied dans les Etats du Levant.

5° Du point de vue politique, le rapatriement d'une grande partie des troupes du général Dentz signifiait une perte de prestige considérable pour la France Libre. On craignait que le mouvement gaulliste en France n'en subît gravement les répercussions. En effet, la propagande que Vichy tira de cette Convention fut dirigée contre les éléments hésitants entre de Gaulle et Pétain.

6° La Convention ne contenait aucun règlement quant à la forme politique future des Etats sous mandat. Le gouvernement avait été attribué à la France Libre dans la Note des Alliés, mais dans la Convention il n'y avait aucune allusion sur cette organisation.

Le général de Gaulle fait des critiques concernant la Convention de Saint-Jean-d'Acre à l'adresse des trois parties: les Britanniques, Vichy et le général Catroux.

Les reproches aux Britanniques sont clairs: ils n'avaient fait rien de moins que de trahir leurs alliés. Le général de Gaulle écrit:

«Mais les Anglais semblaient s'y prêter de toutes leurs arrière-pensées. Paraissant ignorer, jusque dans les termes, leurs alliés français libres, dont l'initiative et la coopération les avaient fortement aidés à atteindre le but stratégique, ils profitaient, apparemment, des abandons de Vichy pour essayer de ramasser sous la coupe de leur commandement militaire l'autorité que Dentz leur passait à Beyrouth et à Damas.» (*Gaulle I*, p. 165)

Je m'étonne de la modération qu'observe le général de Gaulle dans sa critique envers les Britanniques dans cette affaire. L'attitude des Anglais n'aurait été justifiable que dans le cas où les circonstances stratégiques l'auraient exigé. Or, était-il stratégiquement nécessaire qu'on conclût à cette date un accord avec Vichy qui signifiait nettement une trahison à l'égard des Français Libres? Il était à peu près certain que le général Dentz ne pouvait plus soutenir longtemps la lutte. Dans ces conditions, les Britanniques auraient pu maintenir tranquillement leur Note des Alliés du 9 juillet en posant ces deux alternatives: ou bien accepter cette Note ou bien une capitulation complète. Il est très douteux que le général Dentz, placé devant ces alternatives, aurait poursuivi la lutte.

Etait-il stratégiquement important de ramener Vichy à des dispositions plus favorables à la cause alliée? Après les événements d'Irak et après la signature du protocole franco-allemand de mai 1941 (voir l'annexe n° 1; les Britanniques étaient au courant de ce protocole lorsqu'ils signèrent la Convention de Saint-Jean-d'Acre) étaient-ils toujours dans l'incertitude quant aux intentions de Darlan?

Pour les Britanniques, en tout cas pour Churchill, cette question avait encore un autre aspect. Il est très probable que certains milieux de Londres nourrissent presque jusqu'à la fin de la guerre l'espoir que, sinon le régime de Vichy, du moins une grande partie de ce régime (l'armée d'Afrique du

Nord, la flotte de Toulon) reprendrait les combats contre l'Axe. Cela devint de moins en moins probable au fur et à mesure que les Anglais donnaient, en l'appuyant, plus de prestige au général de Gaulle et à son organisation. Il faut tenir compte de cet aspect de la politique britannique en considérant l'attitude bienveillante que les Anglais prirent à Saint-Jean-d'Acre à l'égard de Vichy ¹⁾.

Pour une grande part, la politique menée par les Britanniques à Saint-Jean-d'Acre fut, également, dans la ligne de leur politique impérialiste au Moyen Orient. Les désirs des Anglais à l'égard du Levant étaient devenus clairs avec le temps. Et les officiers politiques, au Caire, ont toujours eu la réputation de très bien savoir appliquer la maxime qui dit que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Cette «clique» d'officiers politiques, société sélectionnée composée d'officiers, de politiciens, d'hommes d'affaires, de journalistes, d'ex-fonctionnaires, etc. ²⁾ qui, chargée de l'héritage de Lawrence et ayant présente à l'esprit l'image du Bédouin galopant dans le grand désert jaune, fut le «policy-maker», l'organisme principal de la politique britannique au Moyen Orient et réussit même souvent à mener une politique qui était contraire aux désirs de Londres; elle avait d'autant plus de pouvoir qu'en cette période même, Wavell fut remplacé par Auchinleck, qui n'était pas encore tout à fait au courant des affaires et qui dépendait donc encore plus que Wavell de leurs conseils.

Par la force des choses les autorités de la France Libre furent au courant de cet aspect de la politique britannique. Dès le 1^{er} juillet 1941 le général de Gaulle envoyait un télégramme à la Délégation de la France Libre à Londres, dans lequel il dit notamment:

«En ce qui concerne l'autorité de la France en Syrie, mon voyage et mes informations m'ont convaincu que nous l'exercerons sans difficultés politiques ni économiques graves du côté syrien et libanais. Les difficultés viendraient du côté britannique, où il y a une équipe d'arabisants répartis à l'Etat-major, à l'Ambassade du Caire, au Haut-commissariat de Palestine, etc., qui ont toujours joué contre la France en pays arabe et qui seraient enclins à continuer. J'ai adressé avant-hier, à cet égard, au Premier Ministre britannique, un télégramme très net que je vous invite à vous faire communiquer. Dans vos rapports avec les départements britanniques, et spécialement avec le Foreign Office, ne manquez pas de montrer que nous nous en préoccupons tous.» (*Gaulle I*, p. 433)

Aux hommes de Vichy, le général de Gaulle adressa le reproche de livrer le Levant à une puissance étrangère:

«J'y [Brazzaville] demeurai, pendant qu'à Saint-Jean-d'Acre était rédigé l'acte dont le fond et la forme dépassaient, dans le mauvais sens, ce que je pouvais redouter.

En effet, le texte de l'accord équivalait à une transmission pure et simple de la Syrie et du Liban aux Britanniques. Pas un mot des droits

de la France, ni pour le présent, ni pour l'avenir. Aucune mention des Etats du Levant. Vichy abandonnait tout à la discréction d'une puissance étrangère et ne cherchait à obtenir qu'une chose: le départ de toutes les troupes, ainsi que du maximum de fonctionnaires et de ressortissants français. De cette façon, de Gaulle serait, autant que possible, empêché d'augmenter ses forces et de garder au Levant la position de la France.» (*Gaulle I*, p. 164)

Cette critique laisse une impression en peu étrange. Le général de Gaulle avait-il cru que le gouvernement de Vichy lui livrerait les Etats sous mandat plutôt qu'aux Britanniques? Il est évident que cela était, à cette époque, absolument impossible: cela aurait signifié que Vichy reconnaissait la France Libre, la cause dissidente. Par cet acte les hommes de Vichy auraient mis en doute la légitimité de leur gouvernement.

D'ailleurs, la haine contre des dissidents est toujours plus violente que celle qu'on éprouve à l'égard d'autres ennemis, règle valable aussi dans ce cas, comme le lecteur a pu le constater d'après la citation mentionnée ci-dessus du discours du général Huntziger fait devant des officiers français revenus du Levant (p. 152).

Enfin la critique du général de Gaulle à l'égard du général Catroux en ce qui concerne la Convention de Saint-Jean-d'Acre.

Remarquons d'abord que le général de Gaulle n'exprime pas cette critique sur le général Catroux dans ses mémoires. C'est le général Catroux lui-même qui en parle. Il dit:

«Aussi bien, le télégramme par lequel de Gaulle me notifiait le rejet de la Convention, constituait en lui-même, un désaveu à mon adresse, désaveu qui, bien que non formulé, transpirait entre les lignes.» (*Catroux*, p. 161) ³⁾

La façon dont le général Catroux défend sa politique en cette affaire est suffisamment intéressante pour que nous la considérons de plus près.

D'abord le général Catroux se plaint de ce que le général de Gaulle ne l'ait pas mis au courant de son opinion concernant l'armistice:

«La matière fut débattue par le Général de Gaulle, le 19 juin, et reprise par lui au début de juillet, sans que, malheureusement, j'en eusse connaissance et sans que je reçusse... de communications m'éclairant sur la position adoptée par le chef de la France Libre. Il se peut que ces communications m'aient été envoyées, mais je suis contraint de dire qu'elles ne m'ont pas atteint. D'autre part, lors du séjour qu'il fit à Damas aux environs du 24 juin, le Général de Gaulle n'aborda pas la question et seul le Lieutenant-Colonel Brosset y fit allusion devant moi, en me disant qu'il étudiait les conditions d'un armistice. Sur ce, le Général regagna le Caire puis, de là, se rendit à Brazzaville sans que je l'eusse revu. Il en résulta que, le 12 juillet, lorsque j'arrivai à Saint-Jean-d'Acre, j'ignorais entièrement les démarches et les vues

du Général de Gaulle et que, lorsque le Général Wilson en me présentant les termes de la Convention d'armistice qu'il avait préparée, m'assura qu'ils avaient été rédigés en accord avec lui, j'y ajoutai foi.» (*Catroux*, p. 160)

Ceci est donc en contradiction flagrante avec ce qu'écrit le général de Gaulle:

«Au cours de la réunion tenue, le 19 juin, chez Sir Miles Lampson et à laquelle assistaient Wavell et Catroux, je rédigeai dans le même sens le texte des conditions qui me paraissaient acceptables pour nous-mêmes et convenables pour ceux qui nous combattaient.» (*Gaulle I*, p. 161)

Le problème est de savoir si le général Catroux a été présent ou non aux discussions qui ont eu lieu au Caire le 19 juin 1941. L'un dit oui, l'autre dit non. Lors de l'interview du 21 novembre 1956 je fis la lecture des deux citations mentionnées ci-dessus au général Catroux. Son commentaire n'apporta pas d'aspects nouveaux: «Pas vrai. Le général de Gaulle se trompe. Je menais les opérations; je n'étais pas au courant». Le général Catroux souligna surtout le fait qu'il lui aurait été impossible d'être au Caire à cette époque à cause du commandement qu'il avait lors des combats au Levant. Le général de Gaulle, par contre, lors de l'interview qu'il m'accorda, continua d'affirmer que le général Catroux avait bien été présent lors des conversations.

Comme on ne peut trouver dans les documents d'autres éclaircissements de ce problème que les assertions des généraux de Gaulle et Catroux, nous devons nous restreindre à quelques remarques qui ne mèneront pas, hélas, à une conclusion définitive.

1° On ne saurait s'imaginer que les représentants de la France Libre lors des négociations à Saint-Jean-d'Acre ne furent pas au courant de l'opinion de leur chef en ce qui concerne les conditions de l'armistice. Si, pourtant, cela fut effectivement le cas, des fautes ont été commises des deux côtés: par le général de Gaulle, en ne renseignant point son représentant au Moyen Orient, et par le général Catroux, en ne demandant point les instructions du général de Gaulle.

2° Etant donné les expériences que le général de Gaulle avait faites avec les Britanniques avant le 14 juillet 1941 lors des négociations avec Vichy concernant les conditions d'un armistice — surtout dans la question de sa note du 19 juin — il est peu probable que le général de Gaulle n'eût pas averti son représentant aux négociations à Saint-Jean-d'Acre contre les intentions britanniques à l'égard de l'armistice, qui à son avis étaient contraires aux intérêts de la France. Pourquoi le général de Gaulle aurait-il averti par télégramme la Délégation de la France Libre à Londres ⁴⁾ mais aurait-il négligé d'avertir le général Catroux avec qui il a eu un entretien à Damas le 24 juin?

3° Il n'est pas très compréhensible que le général Catroux ait pris pour argent comptant l'assertion du général Wilson selon laquelle les termes de la

Convention d'armistice avaient été fixés en accord avec le général de Gaulle. Ceci est d'autant plus étrange, car le lieutenant-colonel Brosset était présent aux négociations de Saint-Jean-d'Acre; selon le général Catroux, Brosset avait fait une étude des conditions d'un armistice⁵⁾.

4° Le 13 juillet, de Verdilhac — via Dentz — aussi bien que Wilson se sont mis en rapport avec leurs gouvernements. On ne comprend pas très bien pourquoi alors le général Catroux ne s'est pas mis en rapport avec le général de Gaulle.

5° Souvent on peut résoudre une telle contradiction en se demandant si l'un des partis n'a pas intérêt à mentionner un fait contraire à la vérité. Dans ce cas-ci cependant les deux partis ont intérêt à faire croire que leur assertion est vraie. Pour le général de Gaulle l'assertion que Catroux ne s'était pas tenu à ses instructions offrit la possibilité de ne pas accepter les termes de la Convention. Puis de cette façon il put éluder la faute éventuelle que serait le fait de n'avoir pas communiqué son opinion à son délégué.

Pour le général Catroux l'assertion qu'il n'était pas au courant signifie une façon de rejeter la responsabilité de la Convention sur le général de Gaulle, ce qu'il fit en effet, comme nous le verrons ci-dessous.

On ne peut ajouter aucune certitude à ces quelques remarques qui, il faut l'avouer, donnent peu d'éclaircissements.

Le général Catroux fait également une apologie de sa politique pendant les négociations — comme un «négociateur dépourvu d'instructions» (Catroux, p. 163)⁶⁾ — à Saint-Jean d'Acre. Il dit que, pendant ces négociations, il ne réussit pas à convaincre le général Wilson qu'il devait imposer au général de Verdilhac une séparation entre les troupes et les cadres. Catroux protesta contre ce point et il formula ses réserves à ce sujet. Mais, se demande le général Catroux, le ralliement fut-il influencé par le maintien de l'unité entre les troupes et leurs officiers? Le général Catroux n'est pas de cet avis. Il estime que le facteur prédominant de l'échec du ralliement fut la haine que nourrissaient les troupes de Vichy à l'égard de la France Libre. Comme le lecteur a pu le constater — voir p. 153 ci-dessus — je suis d'avis que c'est exact, mais je crois pourtant qu'on ne peut pas éliminer tout à fait le facteur du maintien de l'encadrement.

Ensuite le général Catroux allègue qu'il n'est pas juste de prétendre que, par la Convention, on refusait à la France Libre le matériel de guerre: la France Libre reçut pourtant ces armes, bien que ce fût par l'intermédiaire des Britanniques. Le général Catroux dit qu'il était impossible à Vichy de remettre ces armes directement aux troupes considérées comme rebelles par les hommes de Vichy. Si l'on avait exigé cela, la destruction du matériel de guerre aurait été inévitable, selon le général Catroux. Selon lui le cas était le même pour les troupes spéciales: il tomba d'accord avec Wilson pour que la France Libre incorporât ces troupes, mais que, officiellement, elles fussent attribuées aux Britanniques⁷⁾.

En un sens on peut citer ceci comme un exemple de la différence de tempérament entre de Gaulle et Catroux: le général Catroux, en diplomate,

regarde les résultats qu'il obtient: renforcement de la France Libre aussi bien en armes qu'en troupes; le général de Gaulle, intransigeant, ne désire pas recevoir des mains des Anglais comme une aumône les choses sur lesquelles il prétend avoir des droits⁸⁾.

Il y a encore un autre aspect à cette question. N'oublions pas que les Britanniques avaient le premier choix des armes du général Dentz et qu'ils avaient le droit de faire détruire du matériel de guerre. Puis, l'attribution des troupes spéciales aux Britanniques signifiait une perte de prestige pour l'organisation du général de Gaulle face à Vichy, ce qui impliquait, comme je l'ai déjà exposé, une répercussion pour le mouvement gaulliste en France.

Sur le fait que la Convention fut conclue entre les Britanniques et Vichy, le général Catroux dit que le gouvernement de Vichy refusa de négocier avec la France Libre. Le général de Gaulle avait essayé en vain de convaincre le cabinet britannique que ceci n'était pas juste, «... et là où il avait échoué, son négociateur ne pouvait réussir...» (Catroux, p. 163).

Enfin en ce qui concerne le fait que la Convention ne précisait pas que la représentation de la France au Levant serait assurée par la France Libre, le général Catroux dit que cela non plus n'était pas nécessaire: c'était plutôt, à son avis, une question à régler entre la Grande-Bretagne et la France Libre.

Au sujet de ces derniers points l'apologie du général Catroux n'est pas convaincante non plus⁹⁾.

2. Vers un accord interprétatif

Lorsque le général de Gaulle fut mis au courant du contenu de la Convention de Saint-Jean-d'Acre il donna — nous l'avons vu plus haut — à la Délégation de la France Libre à Londres l'ordre de protester auprès du Foreign Office. Ceci fut fait le 17 juillet 1941 sous forme d'un mémorandum. Après avoir exposé les objections de la France Libre contre la Convention, on déclare dans ce mémorandum:

«... En vue d'atténuer les graves conséquences militaires et politiques indiquées ci-dessus, les services du général de Gaulle seraient obligés au Gouvernement britannique d'examiner dans quelle mesure il serait possible d'y remédier par les modalités d'application.

Il s'agirait, en l'espèce, de prendre, d'accord avec le commandement des Forces Françaises Libres, toutes les dispositions nécessaires pour obtenir le maximum de ralliements,

de transférer aux Forces Françaises Libres une partie du matériel de guerre dont les Britanniques exigerait la remise et

de renoncer pratiquement, en faveur des Forces Françaises Libres, au droit que se sont réservé les Britanniques de prendre à leur service les «troupes spéciales du Levant»...» (Voir pour le texte de ce mémorandum: *Gaulle I*, p. 442-445)

Soustelle mentionne que le Major Morton et M. Strang, qui reçurent le mémorandum, déclarèrent qu'ils étaient étonnés que le général Wilson eût

approuvé de telles conditions. Ils laissaient entendre, selon Soustelle, que le War Office et le Colonial Office avaient tendance à éluder les instructions du Foreign Office¹⁰). Selon Morton et Strang le seul homme qui put encore changer quelque chose à la situation était Oliver Lyttelton, ministre d'Etat résidant au Caire¹¹.

Entre-temps le général de Gaulle s'était rendu au Caire, où il s'était mis en rapport avec M. Lyttelton le 21 juillet. Lors d'un entretien avec Lyttelton le général de Gaulle souligna le fait que l'autorité en Syrie et au Liban appartenait à la France Libre et non aux Britanniques et que, par conséquent, seule la France Libre avait le pouvoir de donner l'indépendance aux Etats sous mandat.

Lyttelton répondit que les Britanniques n'avait pas du tout l'intention de prendre en main l'autorité au Levant. Le seul but qu'ils poursuivaient était de gagner la guerre et pour cela il leur fallait une situation interne stable et pour obtenir cette situation il était nécessaire que les Etats du Levant recusse l'indépendance que l'Angleterre leur avait garantie. Le général de Gaulle posa ensuite un certain nombre de conditions à l'égard de l'exécution de l'armistice, mais Lyttelton déclara qu'il pouvait bien discuter avec le général de Gaulle des relations franco-britanniques au Moyen Orient, mais non de la Convention, celle-ci ayant été signée. Le général de Gaulle répondit que la Convention de Saint-Jean-d'Acre n'engageait pas la France Libre et que la Convention de Saint-Jean-d'Acre n'avait pas ratifié cet accord. Puis il remit à Lyttelton une note préparée à l'avance. Dans cette note (voir pour le texte l'annexe n° 5) le général de Gaulle déclara que «la France Libre, c'est-à-dire la France» ne s'estimait pas engagée par la Convention d'armistice et ne se résignerait pas au fait que le commandement britannique exerçait le commandement sur les troupes françaises en Orient. La note se termina donc de la façon suivante:

«Le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français reprennent la pleine et entière disposition de toutes les forces françaises au Levant à la date du 24 juillet 1941 à midi.»

Il faut voir cette démarche du général de Gaulle dans sa vraie proportion: c'était une menace. Il est clair qu'on n'aurait pas obtenu un grand effet en retirant les Forces Françaises Libres au Levant du commandement britannique¹²). D'ailleurs, ce même jour, le 21 juillet, le général de Gaulle écrit une lettre à Lyttelton, par laquelle il lui communique notamment:

«... Cette disposition, dont je vous ai expliqué les motifs, ne signifie naturellement pas que nous renonçons à la collaboration militaire avec le commandement et les troupes britanniques en Orient. Je suis, au contraire, prêt à étudier avec vous les modalités de cette collaboration, que je considère comme nécessaire et qui doit être établie sur des bases convenant à nos deux nations, alliées dans la guerre contre leurs ennemis communs.» (*Gaulle I*, p. 446)

Plus important était le fait que la Délégation de la France Libre à Londres donna sur les doigts au général de Gaulle, qui avait remis cette note également au nom du Conseil de Défense de l'Empire. Dans un télégramme du 25 juillet 1941 on souligna le fait que plus que la moitié des membres du Conseil n'avaient pas été consultés par lui avant qu'il entreprît cette démarche.

«Nous craignons que cela ne soit de nature à diminuer auprès d'eux [les Anglais] le crédit du protocole: «Le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français» et, en conséquence, la portée de vos déclarations.» (*Gaulle I*, p. 454-455)

Après cette introduction assez aigre à l'égard du général de Gaulle, la Délégation critiqua le dernier acte de son chef, qui revenait sur les points suivants:

1° Le général Catroux ayant été présent à Saint-Jean-d'Acre, on ne pouvait pas rejeter la responsabilité de la Convention sur les Anglais seuls;

«Nous ne pouvons donc répudier totalement et unilatéralement l'issue, même fâcheuse, d'une entreprise menée en commun.» (*Gaulle I*, p. 455)

A mon avis le général de Gaulle ne peut pas rejeter cette critique en prétendant que le général Catroux avait agi arbitrairement en cette occurrence¹³).

2° L'alliance britannique était pour la France Libre et pour la France une question vitale et on ne pouvait pas se servir à la légère de la rupture comme moyen de pression.

Ce même soir de l'entretien du 21 juillet 1941, Lyttelton demanda au général de Gaulle un nouvel entretien. Le ministre d'Etat communiqua au général de Gaulle qu'il était prêt à lui écrire une lettre garantissant le désintéressement complet de la Grande-Bretagne dans le domaine politique et administratif au Levant. Le général de Gaulle fit savoir à M. Lyttelton qu'il serait très heureux de recevoir une telle lettre, mais que la question de la Convention n'était pas encore réglée pour autant. Il proposa que cette Convention fût l'objet d'un entretien entre ses représentants et ceux de Lyttelton. Le ministre n'accepta pas tout de suite, mais demanda un peu de temps pour réfléchir.

Entre-temps le général de Gaulle avait fait faire une étude des conditions de la Convention par le général de Larminat. Il envoya cette étude avec sa conclusion à M. Lyttelton. Dans une note du 22 juillet 1941 il écrivit:

«... Cette étude vous permettra de connaître quels sont les changements essentiels de fond et de forme que moi-même et le Conseil de Défense de l'Empire français jugeons indispensables pour que nous puissions accepter la validité de la convention d'armistice et que nous consentions à l'appliquer.» (*Gaulle I*, p. 448)

Le lendemain, 23 juillet, Lyttelton fit savoir qu'il était d'accord et que la Convention de Saint-Jean-d'Acre ferait l'objet d'un arrangement interprétatif¹⁴.

3. Les accords De Gaulle-Lytton

Le général de Gaulle désigna comme ses représentants pour les négociations sur un accord interprétatif le général de Larminat et le colonel Valin. Les négociations commencèrent le 23 juillet au Caire. Ce jour même on arriva à un projet d'accord. Dans cet accord l'intérêt prééminent de la France Libre dans toutes les questions intéressant les troupes de Vichy fut reconnu. En ce qui concerne le ralliement on détermina que le terme «libre choix» de l'article 8 de la Convention de Saint-Jean-d'Acre (voir l'annexe n° 4) voulait dire que les autorités françaises libres devaient avoir l'entièvre liberté et la possibilité de faire connaître leurs opinions aux troupes de Dentz. En ce qui concerne le rapatriement, on décida que celui-ci ne devait pas avoir lieu précipitamment; on fixa un terme de six semaines. Dans l'accord, il fut reconnu que le matériel de guerre était propriété française, mais le commandement français libre s'engagea à mettre à la disposition des Britanniques tout le matériel dont il ne pouvait pas faire usage dans un avenir rapproché. Puis on stipula que les troupes spéciales du Levant feraient partie des Forces Françaises Libres. Le texte complet de l'accord interprétatif se trouve dans l'annexe n° 6.

Très important fut le texte d'une note de M. Lytton, dont le général de Gaulle donne la traduction suivante:

«Le Caire, le 24 juillet 1941.

Mon cher général de Gaulle,

Je vous envoie ci-joint le texte de l'accord qui a été établi hier par nos représentants. Cet accord définit l'interprétation qui doit être placée par les autorités britanniques et françaises libres au-dessus de la convention d'armistice en Syrie. Cet accord fait autorité. Pour les autorités britanniques et françaises libres, il remplace et domine toute autre interprétation de la convention.

S'il était établi par la commission de désarmement qu'il y a eu une violation substantielle de la convention d'armistice par les troupes de Vichy, il est entendu qu'à titre de sanction nous déclarerons que les autorités britanniques et françaises libres se considèrent comme libres de prendre toutes mesures qui leur sembleront convenables pour rallier les troupes de Vichy à la France Libre. Dans ce cas, l'article II de l'accord ci-joint deviendrait nul et non avenu.

Le présent échange de lettres ne devrait pas être publié, sauf si nous y consentons tous les deux.

Puis-je savoir si vous êtes d'accord? Aussitôt que je recevrai de vous une lettre qui m'en assure, le texte engagera les autorités civiles et militaires intéressées.

Très sincèrement à vous.» (*Gaulle I*, p. 450-451) ¹⁵⁾

Nous pouvons donc constater une victoire du général de Gaulle sur trois points: ralliement, matériel de guerre et troupes spéciales. En ce qui concerne

le ralliement, le résultat restait cependant, comme nous l'avons vu plus haut, d'ordre théorique.

Le fait que les Britanniques allaient consacrer plus d'attention à leurs alliés, c'est-à-dire la France Libre, constituait une grande victoire pour celle-ci sur Vichy. Le texte et le contenu de la note de M. Lytton en sont l'expression évidente. D'ailleurs, la terminologie de l'accord interprétatif différait considérablement de celle de la Convention de Saint-Jean-d'Acre; dans l'accord, on parlait des troupes de Vichy, des forces vichystes, des autorités de Vichy. Le général de Gaulle alla encore plus loin. Il désignait dorénavant les troupes de Vichy par le nom de dissidents. Dans une lettre envoyée de Beyrouth, où il s'était rendu entre-temps, il écrivit à Lytton:

«D'autre part, je prends acte de votre accord sur la sanction à prendre à l'égard des éléments français dissidents, dits «de Vichy», s'il est établi que ces éléments ont, comme je le pense, effectivement violé la convention.» (*Gaulle I*, p. 459)

Soustelle mentionne que, sauf en ce qui concerne le ralliement,

«... l'armistice était si bien «interprété» que ses clauses étaient totalement renversées, notamment celle qui concernait les «troupes spéciales».» (*Soustelle I*, p. 255)

En effet cet accord interprétatif était une grande victoire pour la France Libre, aussi bien sur Vichy que sur certains milieux britanniques. Pour une grande part, ceci était l'œuvre du général de Gaulle lui-même. Il pouvait écrire:

«Au total, le changement d'orientation britannique est maintenant favorable. La crise a été chaude et elle n'est pas tout à fait terminée.» (D'un télégramme du général de Gaulle à la Délégation de la France Libre à Londres du 24 juillet 1941; *Gaulle I*, p. 453)

Avec cet accord interprétatif les relations entre les Anglais et les Français Libres au Levant n'étaient cependant pas encore réglées. Le 25 juillet 1941 M. Lytton envoie au général de Gaulle les textes de l'Accord concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen Orient et de l'Accord supplémentaire concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres au Moyen Orient, lesquels furent acceptés par le général de Gaulle le 27 juillet 1941.

Ces deux accords traitent surtout des questions stratégiques. Pour ces questions, le Commandement britannique reçut une autorité prépondérante, bien qu'avec un certain nombre de garanties pour la France Libre, dont la principale était que les différends sur lesquels les autorités locales n'arrivaient pas à tomber d'accord devaient être soumis au gouvernement britannique et au général de Gaulle. Voir pour les textes de ces accords les annexes n° 7 et 8.

La note de M. Lytton, dont le général Catroux donne le texte anglais,

était beaucoup plus importante du point de vue politique:

«My dear General de Gaulle:

I am sending you here with the texts of an agreement and of a supplementary agreement concerning the collaboration between the British and the Free French authorities in the Middle East which we drew up together this morning.

I should like to take this opportunity of assuring you that on the British side we recognise the historic interests of France in the Levant. Great Britain has no interest in Syria or the Lebanon except to win the war. We have no desire to encroach in any way upon the position of France. Both Free France and Great Britain are pledged to the independence of Syria and the Lebanon. When this essential step has been taken, and without prejudice to it, we freely admit that France should have the dominant privileged position in the Levant among all European nations. It was in this spirit that we approached the problems under discussion. You will have seen the recent utterances of the Prime Minister in this sense and I am glad to reaffirm them now.

I shall be happy to learn that the enclosed texts have your full agreement and approval.

Yours very sincerely.» (Catroux, p. 171) ¹⁶⁾

Le général de Gaulle y répondit dans les termes suivants:

«Mon cher captain Lyttelton:

Je reçois votre lettre du 25 juillet. Je suis heureux de prendre note des assurances que vous voulez bien m'y donner concernant le désintéressement de la Grande-Bretagne en Syrie et au Liban et le fait que la Grande-Bretagne reconnaît par avance la position dominante et privilégiée de la France au Levant lorsque ces Etats se trouveront indépendants.

Le texte de l'accord et du supplément à cet accord que je trouve annexé à votre lettre et que nous avons arrêté ensemble au Caire, le 25 juillet, sera mis immédiatement en application par les autorités militaires françaises qu'il concerne.

Bien sincèrement à vous.» (Gaulle I, p. 459) ¹⁷⁾

Voilà les bases sur lesquelles devaient reposer les relations franco-britanniques au Levant pendant le reste de la guerre. Cette correspondance est de grande importance parce que le général Catroux s'y réfère régulièrement pendant sa direction au Moyen Orient de 1941 à 1943 et après encore à plusieurs reprises, et parce qu'il accusait les Britanniques d'ingérences. En examinant de plus près cette correspondance on constate que le général de Gaulle, dans sa lettre du 27 juillet, tira de la lettre de M. Lyttelton des conclusions que nous ne pouvons pas tirer du texte de cette lettre ¹⁸⁾. Lyttelton écrit:

«La France Libre et la Grande-Bretagne ont, l'une et l'autre, promis l'indépendance à la Syrie et au Liban. Nous admettons volontiers qu'une fois cette étape franchie et sans la remettre en cause, la France devra avoir une position dominante et privilégiée au Levant, parmi toutes les nations d'Europe.»

Le général de Gaulle répondit:

«Je suis heureux de prendre note des assurances... que la Grande-Bretagne reconnaît par avance la position dominante et privilégiée de la France au Levant lorsque ces Etats se trouveront indépendants.»

Ici on constate nettement un affaiblissement de la condition que les Britanniques mettaient à cette reconnaissance. On peut admettre comme presque certain que ceci était le dessein du général de Gaulle, étant donné la façon dont Soustelle, l'un de ses collaborateurs les plus proches, cite un fragment de la lettre de Lyttelton:

«Nous admettons *sans réserve* que la France doit occuper la position dominante et privilégiée au Levant par rapport à toutes les nations européennes.» (Soustelle I, p. 255; c'est nous qui soulignons)

Faisons remarquer finalement que ni la Syrie ni le Liban ne devinrent en fait pendant la Deuxième Guerre mondiale des Etats indépendants. Avant d'accorder l'indépendance, la France Libre, et plus tard aussi le gouvernement provisoire de la France, exigeaient la conclusion d'un certain nombre de traités entre la France et les Etats du Levant. Les Etats du Levant ne désiraient pas remplir ces conditions. C'est pour cela aussi que je suis d'avis que le général Catroux ne pouvait pas s'appuyer sur cette phrase de la lettre de M. Lyttelton du 25 juillet 1941.

CONCLUSION

Le situation triangulaire Grande-Bretagne - Vichy - France Libre fut, du moins en ce qui concerne le Levant, réduite à une relation entre deux parties. Ceci fut surtout le cas par suite d'un certain nombre de revirements dans la politique britannique. Si elle avait d'abord voulu ménager le régime de Vichy en s'opposant à une action armée tant désirée par la France Libre, lorsque le danger d'une marche allemande à travers le Moyen Orient fut clair (particulièrement en raison de l'attitude pro-allemande de Vichy et de son appui actif à l'Axe dans ces régions) elle céda à ce désir de la France Libre et mit en ligne une partie relativement grande de la puissance militaire dont elle disposait au Moyen Orient contre les troupes du général Dentz. Après la demande de conditions pour une armistice, les Anglais imposèrent des conditions que ni Vichy ni le général de Gaulle n'estimaient acceptables. Alors les Britanniques firent volte-face du côté de Vichy, d'où la Convention de Saint-Jean-d'Acre. Après des protestations violentes de la France Libre, cette Convention fut interprétée d'une telle façon qu'elle fut presque sous tous les rapports acceptable pour la France Libre.

Cette dernière démarche signifiait la fin du pouvoir de Vichy dans les Etats sous mandat, bien qu'on décidât que le général Dentz garderait le titre et les prérogatives de Haut-commissaire au Levant (voir *Le Temps* du 29 septembre 1941). Après la politique d'attentisme de M. Puaux et la politique de collaboration avec la cause de l'Axe du général Dentz, les postes des représentants du maréchal Pétain furent occupées par les représentants du général de Gaulle.

Est-il possible de dresser le bilan de la politique que le gouvernement de Vichy a menée dans les Etats sous mandat?

Je ne crois pas qu'il soit exact de parler de «la politique de Vichy». Il y a une distinction nette entre la politique exécutée par M. Gabriel Puaux et la politique exécutée par le général Dentz.

M. Puaux était avant tout un diplomate, chargé de la mission de protéger les intérêts de la France contre les abandons du traité franco-syrien de 1936, un traité qui avait été élaboré surtout sous l'influence du Front Populaire et qui, quelques années après, se heurta à l'opposition violente de la Chambre

des Députés et du Sénat, s'orientant vers la droite. En moins d'un an, M. Puaux sut obtenir plus qu'on n'aurait jamais espéré à Paris: un régime politique, aussi bien pour la Syrie que pour le Liban, où tout le pouvoir reposait entre les mains du représentant de la République Française. La guerre éclata alors et M. Puaux se trouva placé devant deux alternatives difficiles: le maréchal Pétain — réputé et connu — ou le général de Gaulle — le grand inconnu. M. Puaux, attentiste, attendit et fit une politique d'équilibre. Et il obtint un bon résultat: en 1943 il fut nommé par le général de Gaulle résident général au Maroc.

Le général Dentz était avant tout un militaire, chargé de la mission de maintenir l'autorité de Vichy dans les Etats sous mandat, bien que Darlan eût communiqué, le 20 avril 1941, au secrétaire-général de la Société des Nations — au nom de laquelle la France exerçait le mandat et envers laquelle elle était responsable de sa politique mandataire — que la France se retirait de cette organisation. Le général Dentz n'était certainement pas un attentiste: il fut sous tous les rapports un partisan du maréchal Pétain. Pour lui, les gaullistes étaient des dissidents et les Britanniques les exécuteurs de «la politique démocratico-maçonnique» et les représentants de la «finance judéo-saxonne» (voir ci-dessus, p. 136). Les résultats qu'il obtint furent moins spectaculaires que ceux de M. Puaux. Après une lutte acharnée contre l'attaque anglo-gaulliste — pour laquelle il fut nommé, le 23 septembre 1941, grand officier de la Légion d'Honneur — il dut renoncer à la lutte. Après la libération il fut condamné à mort et l'arrêt stipulait qu'il cessait également d'appartenir à l'Ordre de la Légion d'Honneur.

La politique de Vichy à l'égard du Levant ne fut certes pas grandiose. Il n'était plus question de la mission du mandat, qui était de conduire les peuples vers l'indépendance. Les Etats du Levant devenaient un pion pour la politique française. En échange de prisonniers de guerre français, de ravitaillement, de combustibles, de réarmement des navires de guerre et d'allègements financiers du statut d'occupation, Darlan et Pétain étaient prêts à laisser utiliser ces Etats à des buts militaires par l'Allemagne. Car il est évident que si l'insurrection en Irak avait réussi, les Etats du Levant seraient passés sous la domination de l'Allemagne, et alors ces Etats auraient été le point de départ d'une offensive allemande dans la direction du Canal de Suez et du Golfe Persique; ou bien, ce qui aurait été plus probable vu l'invasion allemande en U.R.S.S., une poussée allemande à travers la Turquie vers le Caucase.

Et les populations des Etats sous mandat? Quelle fut leur attitude? Pour eux, il n'y avait qu'une seule chose qui comptât: l'indépendance. Pour l'obtenir ils étaient prêts à écouter la propagande de von Hentig contre Vichy, de même qu'ils écouterait un an plus tard la propagande britannique du général Spears contre la France Libre.

Pour eux, peu de différence entre Vichy et la France Libre, entre Pétain et de Gaulle, pourvu qu'ils obtinssent leur indépendance. Le 14 juillet 1941, M. Naccache remit au général Dentz le grand cordon du Cèdre et quelques

mois après, ce même M. Naccache prit les pouvoirs présidentiels au Liban au nom du général Catroux.

Le remplacement de la situation triangulaire Grande-Bretagne - Vichy - France Libre par une relation entre deux parties ne voulait pas dire une liaison heureuse entre ces deux parties. Vu les rapports franco-britanniques dans ces régions dans le passé on ne pouvait pas s'y attendre. Les événements dans la période 1941-1946 devaient démontrer que, même malgré l'alliance franco-britannique, la tradition des rivalités entre la France et l'Angleterre au Proche-Orient continuait d'exister et devait même prendre une véhémence sans précédent.

NOTES

NOTES CHAPITRE I (p. 11-35)

(1) Les références bibliographiques ne sont pas renvoyées en note, elles sont données dans le texte même. Les ouvrages cités sont mentionnés par des abréviations; on trouvera ces abréviations rangées par ordre alphabétique dans le «Sommaire bibliographique».

(2) De nombreux auteurs considèrent le traité de 1535 comme le premier des traités dits de capitulations. Le Coran ne distingue que deux catégories de nations: celle des croyants et celle des infidèles. Une inimitié permanente est prescrite à l'égard des infidèles: l'infidèle est l'ennemi héréditaire, et l'on ne peut conclure la paix avec lui que s'il se fait mahométan. Un «armistrice» était possible cependant avec les étrangers. Primitivement, ces armistices n'étaient accordés qu'à titre personnel; toutefois, ils furent accordés plus tard à des nations entières. Ces traités sont désignés sous le nom de capitulations. Dans un certain sens, les étrangers qui vivaient sous le régime de ces traités bénéficiaient de l'extraterritorialité. Ils étaient soumis à des lois particulières appliquées et défendues par leurs consuls. Selon Bruneau, ces traités doivent être considérés comme des «lettres de priviléges octroyées par la puissance musulmane à des nations étrangères». Voir Bruneau, p. 202.

(3) Pour ce rapport, voir Bruneau, p. 35-39.

(4) Avant sa nomination d'ambassadeur, déjà, Choiseul-Gouffier avait écrit dans l'un de ses ouvrages:

«Comment voir sans indignation le stupide musulman, appuyé sur les ruines de Sparte et d'Athènes, imposer tranquillement les tributs de la servitude?» (Bruneau, p. 67)

(5) Cité par Lapierre, p. 26.

(6) Pour cette note, voir Bruneau, p. 91-93.

(7) Böhm écrit:

«Am Ende des 18. Jahrhunderts hat kein geringerer als Napoleon I. die Errichtung eines jüdischen Staates in Palästina ins Auge gefaßt. Als er von Ägypten her (1799) in dieses Land eindrang, erließ er eine Proklamation, in der er den Juden Asiens und Afrikas als Lohn für ihren Anschluß an seine Armee Palästina anbot.» (Böhm, p. 61)

Il est remarquable que les historiens n'aient pas relevé le fait que la politique anglaise au Moyen Orient après la Première Guerre mondiale suivit d'assez près celle de Bonaparte. Les Anglais, eux aussi, ont recherché le soutien des Arabes, et, eux aussi, ils ont fait miroiter aux juifs un état en Palestine.

(8) Cet intérêt particulier pour les Maronites date de 1649. Cette année-là, un évêque maronite se rendit à la cour de France pour y demander aide et protection. Louis XIV prit alors la communauté maronite sous sa protection particulière.

(9) Pour le texte de ce Règlement, voir: CPM, procès-verbal de la 8^e session, 1926, p. 195-197.

(10) Le professeur néerlandais Snouck Hurgronje se dressa contre cette guerre sainte dans une brochure intitulée: «The Holy War made in Germany».

(11) Suivant Longrigg, les Français étaient bien informés, «... even before the Sharif-McMahon correspondence was complete». (Longrigg, p. 56)

(12) Pour une répartition géographique, voir Longrigg, p. 57, et Hourani, p. 45.

(13) Fabre-Luce prétend que c'est par une «politesse orientale» que les notables de la Syrie demandèrent un mandat américain! Cette remarque a vraisemblablement pour

Notes chapitre I (p. 11-35)

but de faire passer l'amère pilule que représente ce rapport pour la France. Voir *Fabre-Luce*, p. 56.

L'importance de la commission King-Crane a été surestimée dans les textes. En définitive, ce n'était rien d'autre qu'une entreprise privée de Wilson. La Conférence de la Paix avait eu soin, à l'avance, de prendre expressément ses distances de cette commission. C'est ainsi que Kaufmann parle d'une «commission anglo-américaine»; voir *Kaufmann*, p. 24. Bentwich mentionne une «American commission ... sent out by the Peace Conference» (*Bentwich*, p. 69).

(14) L'opinion selon laquelle les mandats furent octroyés par la Société des Nations est erronée. L'organisme qui prit cette décision fut le «Conseil Suprême, représentant les principales Puissances alliées et associées». L'autorité mandataire était exercée au nom de la Société des Nations, mais c'est une autre question. Voir à cet égard *Rees I*, p. 25-32.

Important aussi sur ce point le «Mémorandum présenté par le Secrétaire Général au Conseil en date du 30 juillet 1920», qui est donné comme annexe 3 dans *Responsabilités*, p. 9-11.

(15) Chowdhuri se réfère aux penseurs espagnols du XVI^e siècle, en particulier à Francisco de Vitoria et à Bartolomé de Las Casas. Cf.: *Chowdhuri*, p. 13.

En politique internationale, on connaissait déjà depuis longtemps, dans la pratique, l'idée de mandat. C'est ainsi qu'en 1815 la protection des îles Ioniennes fut confiée à l'Angleterre par la Russie, la Prusse et l'Autriche. On pourrait faire entrer aussi sous cette rubrique l'expédition française de 1860 pour protéger les chrétiens du Levant (voir ci-dessus p. 18). Les Américains ont présenté comme une sorte de mandat leur administration à Cuba et aux Philippines. MacKinley, président des Etats-Unis, présentait la possession américaine des Philippines comme une mission; il prétendait considérer les habitants de ce pays comme des pupilles de la nation, et il comparait les tâches des Etats-Unis à celles d'un tuteur. A cet égard, voir *Système des Mandats*, p. 11.

Puis l'idée de mandat fut avancée nettement à la Conférence de Berlin de 1885 (en particulier à l'article 6 de l'Acte général) et à la Conférence de Bruxelles de 1890 (en particulier dans la Déclaration finale).

(16) Entre les deux guerres mondiales, Robert de Caix fut presque continuellement représentant du gouvernement français à la Commission Permanente des Mandats.

(17) Déclaration du 17 mai 1922, citée par *Chowdhuri*, p. 94.

De nombreux autres auteurs se sont prononcés en ce sens; j'ai choisi deux autres jugements typiques:

Selon Kuzbari, les mandats possédaient

«... des aspects très proches d'une sorte de colonisation trempée dans quelque chose d'humanitaire et de civilisateur». (*Kuzbari*, p. 1)

En 1941, l'Allemand Wehr écrit:

«Englische Mandatsgebiete sind Palästina und Transjordanien, französische Syrien und der Libanon, die aber praktisch infolge zahlreicher Verstöße gegen die Formulierung des Mandats als unterworfen Gebiete angesehen werden müssen.» (*Wehr*, p. 18)

(18) Le Livre Blanc anglais de 1939 sur la Palestine montre bien que ce contrôle était plus théorique que réel. Selon la Commission Permanente des Mandats, la politique de ce Livre Blanc n'était pas conforme aux dispositions du traité de mandat concernant la Palestine. Pourtant, le gouvernement anglais n'en poursuivit pas moins sa politique. Pour cette question, voir: «The political history of Palestine (Memorandum by His Britannic Majesty's Government presented in July, 1947, to the United Nations Special Committee on Palestine).» (Jerusalem, 1947)

(19) A l'intérieur aussi de la Société des Nations on entendait des plaintes contre le fait que les citoyens des Puissances mandataires considéraient les mandats comme des possessions de leur pays. C'est ainsi que Van Rees, lors de la 12^e session de la Commission Permanente des Mandats, cite un article de «La Paix par le Droit» de février 1927. Dans cet article on peut lire notamment:

«Par la faute de nos manuels de géographie, toute une génération de Français se sera persuadée, sur les bases de l'école, que le Togo, que le Cameroun, que la Syrie ont été purement et simplement incorporés au domaine colonial de la France.» (*CPM, procès-verbal de la 12^e session, 1927*, p. 15)

(20) Les Anglais s'occupèrent de caser Fayçal: il devint roi d'Irak.

(21) Durant la 24^e session de la Commission Permanente des Mandats, un certain nombre de pétitions concernant la Syrie et le Liban furent examinées. Le rapporteur, Rappard, déclara:

«En bref, et sans pouvoir ici les analyser ni en relever les quelques demandes étrangères au problème central de la politique d'avenir, toutes ces pétitions sont caractérisées par le trait suivant: sont favorables à l'unité, avec ou sans décentralisation expressément mentionnée, les pétitionnaires de la Syrie proprement dite, les représentants de la minorité musulmane dans le Gouvernement de Lattaquié et quelques autres éléments chrétiens ou musulmans de Lattaquié et de Beyrouth. Sont hostiles à la politique d'unité et favorables à l'autonomie ou à l'indépendance, avec ou sans collaboration de la France, les Alaouites du Gouvernement de Lattaquié, les chrétiens et les ismaïliés de la même région.» (*CPM, procès-verbal de la 24^e session, 1933*, p. 117)

(22) Aperçu sur les modifications successives de l'organisation territoriale du mandat français au Levant:

1919 : a) Zone Nord; b) Zone Ouest; c) Zone Est.

1919-1920: a) Etat du Grand-Liban; b) Syrie, comprenant le reste du territoire.

1920-1922: a) Etat du Grand-Liban; b) Gouvernement d'Alep; c) Gouvernement de Damas; d) Sandjak d'Alexandrette; e) Territoire des Alaouites; f) Territoire du Djebel Druze.

1922-1925: a) Fédération Syrienne (composée des états fédérés suivants: Gouvernement d'Alep, Gouvernement de Damas et Territoire des Alaouites; le Sandjak d'Alexandrette possédaient une certaine autonomie financière et administrative à l'intérieur de la Fédération); b) Etat du Grand-Liban; c) Etat du Djebel Druze.

1925-1936: a) République Syrienne (dans laquelle le Sandjak d'Alexandrette jouissait d'un statut spécial); b) Etat du Grand-Liban; c) Gouvernement de Lattaquié; d) Gouvernement du Djebel Druze.

1936-1939: a) République Syrienne (dans laquelle le Sandjak d'Alexandrette, Lattaquié et le Djebel Druze possédaient une assez grande autonomie); b) République Libanaise.

1939-1942: a) République Syrienne; b) République Libanaise; c) Territoire des Alaouites; d) Territoire du Djebel Druze.

1942 : a) République Syrienne; b) République Libanaise.

(23) Carbillot était un personnage pittoresque. Fabre-Luce écrit à son sujet:

«Un prognathe, avec des yeux fixes, des cheveux plats et noirs. Un de ces hommes magnifiques et terribles qui veulent faire le bien des autres au besoin contre leur gré. Il renonce aux fonds secrets, partage également les terres, jette quarante-cinq ponts sur les oueds, construit deux cents kilomètres de pistes, quinze écoles, un musée. A l'occasion, il travaille de ses bras pour donner l'exemple. Tout cela mécontente les chefs et dérange la paresse des indigènes.

Carbillot s'efforce pourtant de respecter les coutumes du pays: boit dans toutes les tentes les jours de fête, baise sur la bouche les cadavres distingués, comme s'il était de la famille (et fait jouer pendant leur enterrement le *Beau Danube Bleu* en guise de marche funèbre).» (Fabre-Luce, p. 93-94)

(24) L'émancipation accélérée de l'Irak eut une influence particulièrement grande sur le déroulement des événements en Syrie. Les Français insistèrent beaucoup sur ce point. De Caix faisait une déclaration en ce sens, en 1931, devant la Commission Permanente des Mandats:

«M. de Caix ne peut que répéter qu'il paraîtrait moralement difficile de ne pas accorder à la Syrie un traitement analogue à celui de l'Irak. Il peut y avoir des différences de détail dans les étapes qui seront ménagées et dans les nuances des traités à passer, mais on ne saurait refuser de concéder dans l'ensemble ici ce qu'il a paru possible de concéder là.» (CPM, procès-verbal de la 20^e session, 1931, p. 38)

En 1932, Ponsot déclarait devant la Commission:

«Je voudrais compléter ces indications au sujet du traité en déclarant que, l'évolution étant maintenant achevée dans un pays voisin, nous devons dès lors prévoir pour la Syrie et préparer une solution définitive... J'entends les voix les plus autorisées, à la Société des Nations, affirmer que la Syrie est plus avancée que certain pays voisin. Je ne me prononce pas, mais je suis bien obligé d'entendre.» (CPM, procès-verbal de la 22^e session, 1932, p. 262-264)

En 1937, de Caix déclarait:

«Il faut se mettre en présence des faits et reconnaître qu'endant donné la situation de l'Orient, il était absolument impossible, surtout après ce qui s'était passé dans les pays voisins, de tarder beaucoup à accorder à la Syrie et au Liban un régime qui a été donné à des pays qui ne sont pas plus évolués qu'eux et qui le sont peut-être même un peu moins.» (CPM, procès-verbal de la 33^e session, 1937, p. 14)

D'autres événements du Moyen Orient jouèrent aussi un rôle. De Caix dit en 1936: «L'exemple des émeutes du Caire, à la suite desquelles des pourparlers nouveaux ont été engagés pour la conclusion d'un traité entre le Royaume-Uni et l'Egypte était pour faire penser que les mêmes procédés pourraient produire le même résultat en Syrie.» (CPM, procès-verbal de la 29^e session, 1936, p. 93)

Cette évolution fit croître les oppositions entre la France et l'Angleterre.

(25) La nouvelle de cette signature eut des répercussions au Liban, où l'on exigea un traité analogue. Le gouvernement français fit ouvrir immédiatement des négociations à Beyrouth entre le Haut-commissaire et une délégation libanaise qui avait à sa tête Emile Eddé, Président de la République Libanaise. Un traité franco-libanais fut paraphé en novembre 1936, et ratifié dans le courant du même mois par le parlement libanais.

(26) On trouve le texte de ce traité notamment dans: *Hourani*, p. 314-333; *Kuzbari*, p. 118-136; *Rapport 1936*, p. 201-228.

(27) *Kirk* (p. 79) parle d'un «quasi-independent status».

(28) *Hourani* donne toutes les différences entre les deux traités; voir: *Hourani*, p. 333-337. Pour le texte du traité franco-libanais, voir: *Rapport 1936*, p. 229-250.

(29) Viénot avait vraisemblablement le dernier point de cette critique à l'esprit, lorsqu'il disait devant ce même centre le 9 mars 1939:

«Je n'ai pas besoin d'insister sur le sens étendu, en l'occasion, d'un engagement de cette nature. Il me suffit de rappeler que c'est par une disposition analogue du traité anglo-irakien que l'Angleterre assure une influence décisive en Irak. Le texte diplomatique est le même. La politique anglaise lui donne son contenu

réel. Et ce sera de même la *politique française* qui devra assurer à la France son influence sur l'évolution de la Syrie et sur la politique intérieure et extérieure syrienne.» (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 20; c'est Viénot qui souligne)

(30) Ce n'est rien d'autre que parler beaucoup pour dire peu de chose: l'intérêt stratégique de la France est dominant.

(31) Le texte de cette correspondance est donné dans *Hourani* (p. 337-340) et *Rapport 1937* (p. 215-217).

(32) Pour le texte de cet accord, voir: *Hourani*, p. 340-342.

(33) Cette opposition du parlement ne déplaît pas au gouvernement: il pouvait se retrancher derrière ce refus de ratification. Cela se produisit même encore après la Seconde Guerre mondiale. Bonnet déclarait en 1951:

«Le traité Viénot avait été signé en décembre 1936. On m'a parfois mis en cause au sujet de ce traité, en disant que ce traité n'avait pas été ratifié. J'observe que je ne suis devenu Ministre des Affaires étrangères que dix-huit mois plus tard; par conséquent, on avait vraiment eu le temps de le ratifier si on l'avait voulu, mais, la vérité est que mes prédecesseurs, comme moi-même, se sont heurtés à une véritable opposition du Parlement, et en particulier du Sénat, contre le traité.» (*Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, tome IX*, p. 2661)

(34) M. Puaux fut nommé Haut-commissaire en Syrie et au Liban le 22 octobre 1938.

Schultz-Esteves écrit:

«Es entbehrt nicht eines Reizes, Gabriel Puaux, der vorher die Stellung eines französischen Gesandten im Schuschnigg-Österreich eingenommen hatte, als den Vertreter der überall im Zerfall befindlichen Politik von Versailles zu beobachten.» (Schultz-Esteves, p. 136)

NOTES CHAPITRE II (p. 38-51)

(1) *Le Temps* du 2/3 janvier 1939 donne un texte différent.

(2) Voir paragraphe 8 du Chapitre Premier, p. 23-25.

(3) Viénot parlait de «la réception plus que réservée». (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 28)

Comparez le communiqué du Ministère des Affaires Etrangères du 15 février 1939: «M. Gabriel Puaux, le haut-commissaire de la République a été l'objet dans l'ensemble du pays, de l'accueil le plus chaleureux.» (*Le Temps*, 15 février 1939)

Et ce qui fut communiqué à la Commission Permanente des Mandats:

«Le nouveau Haut-Commissaire, venu à Damas dans les premiers jours de janvier, y prenait cependant un contact très amical avec le Président de la République (syrienne), le Président de la Chambre (syrienne), les membres du Gouvernement (syrien) et les principales autorités du pays.» (*Rapport 1938*, p. 4)

(4) Puaux était bien obligé d'ajouter cette dernière remarque, puisque, pendant les bagarres de 1936, les troupes avaient reçu l'ordre de ne pas utiliser leurs armes. Les nationalistes avaient fini par connaître cet ordre, et ils l'avaient exploité; aussi, «... les gavroches damascains (sic!) s'amusaient à accrocher des cages de serins sur les automitrailleuses». (Puaux, p. 24)

Fabre-Luce mentionne à cette occasion que, «... les Tcherkesses du capitaine Collet, rejetant leurs fusils, prennent aussi des pierres pour se défendre». (Fabre-Luce, p. 139)

(5) Kirk écrit:

«... and it is difficult to assess how far the resistance, which important sections of the minority communities offered to the 'carpet-bagger' Sunnis administrators sent to them by the Syrian 'National Bloc' government was spontaneous, and how far it was artificially stimulated by French officials in these areas for their own purposes.» (Kirk, *Political problems*, p. 12)

(6) Puaux dit:

«Maronites, melkites, chaldéens, nestoriens et grégoriens crurent que l'heure des grandes réparations avait sonné et que les Francs allaient rétablir la suzeraineté du Christ sur l'un des berceaux du christianisme; ce qui se traduisait dans le cerveau oriental de quelques-uns d'entre eux par le vieux cri de guerre des partis victorieux: «Toutes les places et tout de suite».» (Puaux, p. 29)

(7) Dans sa déclaration au *Temps*, le 5 janvier 1939, Puaux avait insisté sur le fait que, bien que la tradition la plus ancienne de la France au Levant fût chrétienne, la France était aussi «une grande puissance musulmane»; la tolérance et le respect réciproque étaient nécessaires. C'est dans ce même ordre d'idées qu'il aborda le problème de l'arabisme. Il promit un appui complet à ce mouvement, s'il était de nature spirituelle et s'il avait l'intention d'insuffler une nouvelle vie à une civilisation. Si, par contre, il développait «un caractère d'exclusivité raciale et de totalitarisme» ce mouvement se heurterait à la résistance des minorités opprimées.

(8) Arrêté 60 IR du 13 mars 1936, modifié par l'arrêté 146 IR, lequel fut publié le 18 novembre 1936 dans le Bulletin officiel. Voir: *Rapport 1938*, p. 67-68.

(9) Puaux fit accompagner de Hauteclouque par le général Keller, commandant de Damas:

«... estimant que la présence de celui-ci auprès du délégué aurait la valeur d'un salutaire avertissement. Les Orientaux pensent par images; il convenait que celle du sabre s'imposât à l'esprit de Djemil Mardam Bey.» (Puaux, p. 32-33)

(10) Puaux donne de cette démission une toute autre version, dans laquelle le mémorandum mentionné ne figure pas du tout. Selon lui Djemil Mardam bey démissionna parce que lui, Puaux, lui avait fait savoir que le gouvernement syrien n'avait pas le pouvoir d'annuler les arrêtés. Pour cette question, voir aussi: Longrigg, p. 235.

(11) D'après *Le Temps* du 16 mars 1939 ces conditions étaient les suivantes:

1° abrogation du statut des communautés religieuses;
2° arrêt du mouvement autonomiste alaouite;
3° nomination de magistrats syriens pour les tribunaux du Djebel Druze au lieu de magistrats locaux.

(12) *Le Temps* du 19 mars 1939 mentionne qu'on put remarquer, il est vrai, une certaine détente après la mesure de M. Puaux, mais que les démonstrations se poursuivirent:

«Pourtant, dans la matinée, une agitation s'est poursuivie sur la question du traité franco-syrien. Des discours violents ont été prononcés par des nationalistes à la Mosquée de Ommeyades devant plusieurs milliers de personnes, dans lesquels les orateurs s'attaquaient à la politique du mandat qu'ils déclarent incompatible avec les stipulations du traité de 1936. Une manifestation s'est organisée dans les rues de la ville après la prière de midi et a défilé dans les artères principales proférant des cris hostiles, lançant des pétards contre plusieurs devantures de cafés et de magasins.»

Le Temps du 21 mars 1939 fait état de manifestations qui causèrent des morts et des blessés.

(13) Chabandar fut assassiné le 7 juillet 1940. Un certain nombre de chefs natio-

nalistes, soupçonnés d'avoir été complices de cet assassinat (Djemil Mardam bey et Lutfi al-Haffar), s'enfuirent en Irak. Les deux assassins furent arrêtés et condamnés à mort le 9 janvier 1941. Voir *Le Temps* du 10 janvier 1941; *Hourani*, p. 234; *Longrigg*, p. 300; *Wehr*, p. 20.

(14) Selon quelques auteurs les autorités françaises au Levant profitèrent de l'occasion pour arrêter un grand nombre de nationalistes. Voir par exemple Kirk, p. 80.

Le Temps du 22 mars 1939 mentionne l'arrestation de Nahib el Azme, leader de l'Istiklal; Mounir Rayes, membre des Jeunes Patriotes et Maghidi Mourtada, gérant du Bloc nationaliste.

(15) Selon le traité de 1936 les Druzes, les Alaouites et les Djéziotes autonomes devaient revenir sous l'autorité du gouvernement central de Damas.

(16) Abdullah ne portait pas, il est vrai, le titre de roi, mais il avait tous les attributs attachés à ce titre.

(17) «Je n'aurais jamais osé présenter un tel projet à un homme comme M. Poincaré. J'eus l'audace de le soumettre à M. Daladier.» (Puaux, p. 41)

(18) Puaux n'était pas le seul à nourrir des idées monarchiques. Lors du débat au Centre d'Etudes de Politique Etrangère sur le traité franco-syrien, au printemps de 1939, on alléguait:

«A tous le moins, le régime républicain apporte-t-il une complication grave, et la question est posée de savoir si un régime monarchique, dont le fonctionnement pourrait être plus simple et plus adapté à la fois à la vie de l'Orient, serait accepté par le parlement français.» (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 40-41)

Les Syriens, eux aussi, avaient quelque peu envisagé cette idée; c'est ainsi qu'un parti monarchiste s'était créé en 1928.

Voir aussi: *CPM, procès-verbal de la 25e session, 1934*, p. 73.

(19) Voir *Le Temps* des 14, 15 et 25 mai 1939.

(20) «Tout en faisant preuve à son égard d'une déférente courtoisie, je ne lui cachai pas qu'il s'agissait d'un ultimatum.» (Puaux, p. 43)

(21) La crise ministérielle dura deux mois. Pendant cette période Boukhari se chargea d'une façon correcte des affaires courantes.

(22) *Le Temps* du 3 juillet 1939 dit de cet arrêté de M. Puaux qu'il donnait satisfaction aux désirs des Druzes et des Alaouites «... sans toutefois porter atteinte à l'unité politique, économique et législative de la Syrie». (Sic!)

(23) Kirk, *Hourani* et Longrigg donnent le 7 juillet 1939 comme date de la démission d'Atassi. Voir aussi *Le Temps* du 9 juillet 1939.

(24) Voir aussi *Le Temps* du 11 juillet 1939.

(25) Longrigg (p. 141) écrit que les Turcs considéraient le Sandjak d'Alexandrette comme leur Alsace-Lorraine.

Il n'est pas très facile de déterminer jusqu'à quel point la position des Turcs était «dominante» dans le Sandjak. On peut se demander s'ils formaient la majorité de la population. Voir Longrigg, p. 238.

(26) Dans l'un des premiers stades des négociations franco-turques, déjà, il avait été convenu que la Turquie annexerait le Hatay. Voir: *For. Rel. U.S. 1939-IV*, p. 836-840, 843.

(27) Dans *Le Temps* du 6 juillet 1939, un article sur le traité d'amitié franco-turque commençait ainsi:

«On n'ignore plus maintenant en France pourquoi la question du Sandjak d'Alexandrette s'était posée, et il est un peu vain de revenir sur le passé.»

(28) Voir entre autres *Relations de la France et de la Syrie*, l'avant-propos; *Collet des Tcherkesses*, p. 153; Longrigg, p. 239-240 et p. 243; *Hourani*, p. 209 et 211-212;

CPM, procès-verbal de la 33^e session, 1937, p. 238; CPM, procès-verbal de la 35^e session, 1938, p. 86 et p. 193-194; Rapport 1938, p. 1 et 3; CPM, procès-verbal de la 36^e session, 1939, p. 272-273; Raleigh, p. 34-35; Schwörbel, p. 161-162.

Même après la guerre, on continua de souhaiter, en Syrie, le retour du Hatay. Des commémorations ont lieu à peu près chaque année:

«On July 23 [1960], the twenty-first anniversary of the reunion of Hatay with Turkey (the cession of Alexandrette by the French to the Turks) was celebrated. In neighboring Syria the call went up, as usual, for the redemption of the Sanjaq by the Arabs. On the Turkish side it was stressed that Turkey had brought peace and order into Hatay . . . and was prepared to fight for what she held.» (Perlman, p. 7)

(29) Fin juillet 1939 le groupe de la Fédération républicaine de la Chambre des Députés protesta contre cette cession; voir *Le Temps* du 28 juillet 1939.

(30) Voir notamment *Le Temps* des 29 mai, 1^{er} juillet et 28 décembre 1939. Voir aussi le texte d'une note italienne du 10 juillet 1939 au gouvernement français dans *Le Temps* du 14 juillet 1939 et dans *For. Rel. U.S. 1939-IV*, p. 846-847.

NOTES CHAPITRE III (p. 52-67)

(1) Remarquez que Puaux était rappelé de ses vacances pour se rendre à son poste parce qu'on craignait le déclenchement d'une guerre et qu'il faisait le voyage en bateau à travers la Méditerranée et non en avion.

Comparez:

«M. Puaux hurried back to Beirut after a one-day holiday in Switzerland.» (Longrigg, p. 237)

(2) Le chapitre VIII (p. 118-146), où Puaux décrit le régime du directoire, a pour titre «Apaisement en Syrie».

Le Temps du 13 juillet 1939 donne la composition suivante du directoire: Bahij el Khatib: Présidence et Intérieur; Joseph Atallah: Economie; Khali Rafat: Justice; Hushni el Bittar: Finances; Abdull Latif: Instruction.

Selon *Le Temps* les Affaires Etrangères étaient traitées par le ministre de l'Intérieur, et la Défense restait directement du ressort de la Puissance mandataire. Selon Kirk cependant les Affaires Etrangères aussi bien que la Défense venaient sous le contrôle direct des Français. Voir *Kirk*, p. 80.

(3) Ces mesures furent prises, selon *Le Temps* du 22 septembre 1939,

« . . . pour répondre aux vœux exprimés par les représentants des autorités des diverses communautés chrétiennes et musulmanes . . . ».

(4) Schoeffler était déjà à la retraite; lorsque la guerre éclata il se trouvait par hasard au Liban et il vint offrir ses services à Puaux.

(5) Arrêté du 28 septembre 1939.

(6) Le texte du télégramme du général Mittelhauser au général Noguès fut transmis au général Weygand en ces termes:

«J'ai pris publiquement position en accord avec le Haut-Commissaire pour continuation de la lutte.

Je suppose qu'un Gouvernement de la France impériale va se constituer en Afrique du Nord ainsi qu'un Commandant en chef des Forces de l'Empire. Je vous serais reconnaissant de me tenir informé.

Il me paraît urgent que quelqu'un prenne en mains la conduite de la guerre et coordonne la conduite des opérations militaires navales et aériennes en liaison avec le Commandement britannique et organise ravitaillement général.»

Dans un télégramme du général Noguès au général Weygand du 24 juin 1940. Voir:

Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, parties II, III, IV, p. 423.

(7) Puaux présente la chose comme s'il était à l'origine de ce communiqué. Cependant, Palmer, consul général des Etats-Unis à Beyrouth, télégraphia le 27 octobre 1940 au State Department que c'était une proclamation du général Mittelhauser. Voir: *For. Rel. U.S. 1940-III*, p. 893-894.

(8) Selon Soustelle le général de Gaulle envoya le 25 juin 1940 encore un télégramme à Puaux, disant: «Je suis moi-même à vos ordres.» Voir: *Soustelle I*, p. 56. Le général de Gaulle ne donne pas le texte de ce télégramme.

(9) Texte de ce télégramme:

«N° 62 D.N.

Traduction d'un télégramme chiffré

Origine: Guerre, Bordeaux.

Date de l'expédition: 25 juin 1940, à 22h. 55.

Destinataire: T.O.A.F.N.

Pour Général commandant en chef T.O.M.O. et Général commandant en chef T.O.A.F.N.

Après une résistance héroïque des armées françaises, prolongée jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, un accord vient de s'établir entre le Gouvernement français et le Gouvernement allemand et le Gouvernement italien pour la cessation des hostilités.

La date et l'heure du commencement de l'armistice vous seront notifiées incessamment.

Vous en connaîtrez bientôt les conditions.

Les éléments d'appréciation dont vous disposez ne vous permettent pas de juger de la situation à laquelle le Gouvernement a dû faire face, ni d'apprécier les décisions que cette situation lui a imposées dont aucune n'est contraire à l'honneur de la patrie.

Le Gouvernement fait appel à votre sentiment du devoir, sur lequel il sait pouvoir compter, pour maintenir dans vos troupes la discipline la plus stricte et autour de vous l'esprit de concorde et la confiance dans le Gouvernement.

Le maréchal de France, Président du Conseil des Ministres, s'adressera demain, par la radio, à tous les Français de la métropole et d'outre-mer.

Signé: Général Weygand.»

(*Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, parties II, III, IV*, p. 424-425.)

(10) Le 13 juin 1940 il écrivit au général Weygand, commandant en chef français, qu'il attendait de lui de

« . . . Tenir aussi longtemps que possible dans le Massif Central et en Bretagne. . . Si nous échouions, . . . nous installer et organiser la lutte dans l'Empire en utilisant la liberté des mers.» (*Gaulle I*, p. 56)

En 1949 le général Weygand nia d'avoir jamais reçu des instructions pour le règlement d'une évacuation en Afrique du Nord. Voir: *Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, Annexes, tome VI*, p. 1805. Voir aussi: Aron, p. 14, 22-23, 42, 60-61, 66-73; Bourget, p. 114-115, 132-133; Charles-Roux, p. 23, 31, 34-36, 65-66; Weygand, *Mémoires*, p. 276-278, 280-284; Spears, divers passages; Weygand, p. 30-31, 76-80, 174-175; *Gaulle III*, p. 22; Butler, p. 206; Langer, p. 20, 25-34, 62.

Dans ses mémoires Churchill déclare que l'ambassadeur britannique, Sir Ronald Campbell, offrit le 11 juin 1940, à Tours, à M. Reynaud, des moyens pour transporter le gouvernement français en Afrique du Nord. Le lendemain Paul Reynaud fit savoir à Campbell qu'il avait décidé de diviser son gouvernement et d'en établir la moitié dans l'Empire. Voir: *Churchill II*, p. 176.

En 1950 Paul Reynaud nia d'avoir jamais eu l'intention de diviser son gouvernement;

voir: *Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, Annexes, tome VIII*, p. 2414-2415.

(11) Albert Lebrun, ancien Président de la République, à la question posée par un membre de la Commission demandant si la proposition d'union avait été sérieusement discutée par le gouvernement français répondit par exemple:

«Tombant comme une bombe dans un milieu mal préparé, il [ce projet] n'a pas été très sérieusement envisagé. Pétain s'y est opposé avec force. Un des membres (je ne sais plus lequel) a dit: «Ah oui, on veut faire de la France un dominion sans doute.» Le projet a été abandonné» (*Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, Annexes, tome IV*, p. 1016)

Voir aussi sur cette question: *Churchill II*, p. 182-184; *Butler*, p. 203; *Langer*, p. 38; *Spears*, p. 291-300; *Hytier*, p. 23-24; *Charles-Roux*, p. 45-57; *Weygand, Mémoires*, p. 233-234; *McCallum*, p. 72-74.

(12) Il est caractéristique que le général de Gaulle ne mentionne nullement, dans ses mémoires, comment il s'est rendu en Angleterre. Le 17 juin 1940 il alla à son bureau à Bordeaux comme d'habitude. L'après-midi il accompagna le général Spears au champs d'aviation. Ils prirent congé et Spears monta dans l'avion. Tout de suite, juste avant que l'avion ne se mit en marche, de Gaulle y monta brusquement, suivit des yeux par les Français qui restaient, ébahis, sur le terrain. Les auteurs anglais, et parmi eux surtout Churchill et Spears, sont très fiers de ce «fait d'armes». Le lecteur comprendra, par la suite de cette étude, que le général de Gaulle préfère de pas mentionner qu'il s'échappa grâce au général Spears. Voir: *Spears*, p. 304, 311-314, 319-323; *Churchill II*, p. 191-192.

(13) Selon le vice-amiral Muselier c'était dû à l'attitude du général de Gaulle. Il écrit:

«Je considère comme à peu près certain que, sans quelques maladresses, sans la volonté du général de Gaulle d'être le maître absolu de la France de demain, les généraux Noguès et Mittelhauser eussent rallié la France Libre avec toutes les forces du Maroc et de la Syrie.» (*Muselier*, p. 17)

Il ne donne aucune preuve à l'appui de cette assertion.

(14) La commission italienne d'armistice arriva au Levant à la fin du mois d'août 1940, pour contrôler l'exécution des conditions d'armistice. Les internés allemands et italiens furent libérés, les forces françaises furent restreintes au minimum nécessaire pour maintenir la sécurité interne, et les réserves de matériel de guerre furent mises sous contrôle de la commission. La commission se composait du général Giorgis (président) et des colonels Tavazzani et Rardella. Selon Kirk les Italiens étaient traités avec beaucoup de mépris.

(15) Selon Kirk un groupe d'officiers français avait demandé à Lampson de faire venir le général Catroux au Levant pour les conduire dans la révolte contre la commission italienne d'armistice.

(16) Interview du 21 novembre 1956.

(17) Avant le départ du général Catroux pour le Levant il fut question de charger le vice-amiral Muselier de ce mandat. Le 1er septembre 1940 M. Somerville Smith demanda à la commission chargée de gérer les affaires de la France Libre en l'absence du général de Gaulle (cette commission se composait du commandant Fontaine, du vice-amiral Muselier et du capitaine Passy) de désigner un délégué qui aurait mission d'effectuer un coup d'état en Syrie. Le triumvirat désigna Muselier. Dans une note du 4 septembre 1940 Muselier insista auprès des autorités britanniques sur le fait que l'affaire était très urgente. Dans cette note il exigea que toutes les Forces Françaises Libres, ou une partie d'entre elles, participassent à cette action et qu'au moins un bateau français fût mis à sa disposition. Puis il exigea les pouvoirs de commandant en

chef. Mais ce projet ne se réalisa pas. Le vice-amiral Muselier dit, en des termes qui expriment clairement son attitude à l'égard du général de Gaulle:

«Mais, le général de Gaulle, saisi, à son arrivée sur la côte d'Afrique, de la demande britannique, et toujours soucieux de me tenir à l'écart des opérations importantes, avait désigné le général de Larminat comme le plus capable de mener à bien l'opération. Cependant, sous la pression du gouvernement britannique, le général de Gaulle désignait Catroux en fin septembre.» (*Muselier*, p. 218)

Voir pour cette question: *Muselier*, p. 216-218. Ni Churchill, ni de Gaulle, ni Catroux ne mentionnent cette question. Soustelle l'effleure; voir: *Soustelle I*, p. 241.

(18) Cet aspect pétrolier était très important. Bien qu'il fût peu vraisemblable que les Allemands eussent pu s'emparer des installations pétrolières intactes, la perte de celles-ci aurait été un coup très dur pour les Alliés, car elles étaient indispensables à la poursuite de la guerre motorisée. Voir: *Friedwald, Proche-Orient; Friedwald, Stratégie allemande; Traces d'Alexandre*; *Butler*, p. 404-407.

(19) Playfair écrit:

«Syria . . . had great significance for the British largely because of its geographical position. It filled the gap between Iraq and the Mediterranean; its territory flanked and partially blocked the lines of advance from the north towards the Persian Gulf; and through it ran all the rail and road communications from Turkey toward Palestine and Egypt, as well as nearly 500 miles of the northern branch of the Iraq oil pipeline.» (*Playfair I*, p. 26)

(20) Et qui plus est, ce motif donné par Puaux est faux car, le 15 juillet, le général Mittelhauser fut remplacé par le général Fougère et non pas par le colonel Bourget!

(21) Dakar était au pouvoir de Vichy. Si les Allemands acquéraient ce port comme base pour leurs sous-marins, cela signifierait un coup mortel pour la route du Cap, qui était la seule possibilité restante, la Méditerranée étant fort menacée.

Churchill proposa au général de Gaulle de faire un effort pour aboutir à un ralliement de Dakar. La France Libre pouvait compter sur l'appui britannique dans cette question. En principe, l'affaire devait cependant rester une question française. Les Britanniques devaient se charger seulement du transport et de l'escorte navale. Plus tard il fut évident qu'on avait besoin d'un appui britannique bien plus considérable. L'organisation de la France Libre laissa transpirer l'affaire et Vichy découvrit le projet. De Toulon le gouvernement envoya trois croiseurs et trois destroyers. Par suite d'une erreur dans les transmissions, les Britanniques commirent la faute de laisser passer les vaisseaux à Gibraltar. Churchill admis cette faute. Le général de Gaulle la souligne particulièrement dans ses mémoires, mais il ne dit rien sur la divulgation, qui était imputable à son organisation; en fin de compte Vichy n'aurait pas envoyé les vaisseaux s'il n'avait eu vent du projet.

Au cours d'une interview, Soustelle déclara que la cause de l'échec doit être recherché dans la démesure de Churchill. Sans le dire expressément, selon lui, cet échec de l'affaire Dakar aurait été provoqué de propos délibéré par Churchill.

Les vaisseaux de Vichy réussirent à atteindre Dakar avant les vaisseaux franco-britanniques. Churchill voulut alors arrêter l'action, mais le général de Gaulle et les officiers britanniques sur place insistèrent pour sa continuation. Le 18 septembre le cabinet de guerre britannique consentit à faire continuer l'opération. Après une lutte de trois jours les Alliés furent obligés de se retirer. Cette défaite dans la première action du général de Gaulle fut peu favorable à la réputation de la France Libre.

Hytier (p. 82-87) donne une autre version.

(22) Sir Harold MacMichael, le Haut-commissaire britannique en Palestine, n'était pas partisan enthousiaste d'un blocus, parce que, selon lui, la Syrie, le Liban et la Palestine possédaient une économie commune. C'est pour cela qu'il ne tenait pas à un refroidissement des relations avec les autorités de Vichy au Levant.

(23) Le commandant des Essars avait été jusqu'à l'armistice officier de liaison du général Noguès auprès du général Wavell. Il s'était tout de suite rangé derrière de Gaulle.

(24) Le général Catroux mentionne que les sionistes offrirent au général de Gaulle les effectifs d'une division; cette offre fut déclinée.

Même pendant la guerre, l'Angleterre mena encore une politique anti-sioniste. C'est ainsi que le gouvernement anglais refusa pendant des années de donner son accord à la constitution d'une brigade juive en Palestine. Si le général de Gaulle avait accepté l'offre des sionistes, il serait certainement entré violemment en conflit avec le gouvernement britannique. Bien que l'on ne puisse pas dire que le général de Gaulle ait eu une grande répugnance pour les conflits, et en particulier pour les conflits avec les Anglais, cela lui convenait très mal en cette période.

(25) Voir pour le texte de ce télégramme: *Gaulle I*, p. 366-367.

(26) Le général Catroux rappelle un discours prononcé par Fougère devant les officiers, le 6 décembre 1940, à Damas, dans lequel:

... la collaboration avec l'Allemagne était désirée par le Maréchal Pétain... Laval était le plus grand ministre des Affaires Etrangères que la France avait eu depuis cinquante ans... le mouvement de Gaulle était regrettable mais sans importance... L'ennemi héréditaire était la Grande-Bretagne et non l'Allemagne qui désirait loyalement collaborer avec la France.» (*Catroux*, p. 68)

NOTES CHAPITRE IV (p. 68-76)

(1) *Le Temps* du 24/25 novembre 1940:

«Par décrets insérés aujourd'hui au Journal officiel: M. Gabriel Puaux, ambassadeur, Haut-commissaire de France en Syrie et au Liban, est réintégré dans le cadre des agents de son grade et placé en disponibilité;

M. Jean Chiappe est nommé Haut-commissaire de France en Syrie et au Liban, avec rang et prérogatives d'ambassadeur.»

(2) Comparez la déclaration suivante faite par M. Bonnet le 21 mars 1951: «... j'envoyai M. Puaux à Damas, avec un plan qui fut approuvé par le Conseil des Ministres et accepté par les dirigeants syriens et libanais. Il était entendu que le Parlement syrien serait dissous, nous mettrions à l'étude une nouvelle administration et que nous faisons tout cela dans un esprit très amical pour la Syrie et pour le Liban.» (*Rapport événements survenus en France de 1933 à 1945, Annexes, tome IX*, p. 2661-2662)

(3) L'une des quatre conditions auxquelles devaient répondre les négociations entre la délégation syrienne et le gouvernement français, rédigée en mars 1936, était ainsi conçue:

«Entente sur le principe d'une unité syrienne englobant le Djebel Druse et les Alaouites et garantissant les droits des minorités sur la base des principes définis par la S.D.N. à l'égard de laquelle la France est responsable et par la constitution que le gouvernement syrien entend appliquer.» (*Relations de la France et de la Syrie*, p. 51-52)

(4) Voir note 18 du chapitre 1.

(5) Selon certains, ceci eut lieu grâce au général Mittelhauser; voir: *Curie*, p. 73; *Collins*, p. 419.

(6) Comparez: *Puaux*, p. 214.

(7) Par exemple du journal de M. Puaux:
«29 novembre [1940].

Visite de M. P...., un Français du Caire. Je croyais qu'il venait de la part du général Catroux, mais aucun message de celui-ci ne sortit de la poche de mon interlocuteur. C'est une proposition britannique qu'il m'apporte. Les autorités du Caire reconnaissent que j'ai tenu mes engagements et, regrettant mon départ, me suggèrent de rompre avec Vichy; on ne me demande pas de me rallier au Comité national de Londres. L'autorité française en Syrie et au Liban garderait son entière autonomie. J'ai décliné l'offre.» (*Puaux*, p. 216)

(8) En disant cela Muselier porta, inconsciemment, un jugement sur M. Puaux.

(9) Le général de Gaulle cite un télégramme, envoyé à lui par Catroux le 13 décembre 1940 du Caire, disant notamment:

«J'estimais que M. Puaux répondrait peut-être plus volontiers à cette offre maintenant qu'il était libéré de ses obligations envers Vichy.

M. Puaux a répondu qu'il n'exerçait plus le pouvoir.» (*Gaulle I*, p. 370)

Puaux ne parle pas de ce dernier effort du général Catroux.

(10) Ici, M. Soustelle ne vise pas spécialement Puaux. Au cours de l'interview du 25 juillet 1957 avec M. Soustelle, je lui demandai quel était son avis sur la politique qu'avait menée Puaux comme Haut-commissaire au Levant. Il répondit que la position de Puaux avait été «très délicate». Il ne voulut pas s'avancer davantage. Il est d'ailleurs remarquable de constater que c'est en vain qu'on cherche, dans les sources, un jugement sur la politique de M. Puaux. Lors de l'interview du 21 novembre 1956, le général Catroux ne voulut pas exprimer son opinion sur la politique de M. Puaux; lorsque j'essayai de porter la conversation sur les mémoires de M. Puaux, il coupa court en disant qu'il n'avait pas lu le livre de M. Puaux!

NOTES CHAPITRE V (p. 78-96)

(1) C'était sur la proposition de Laval que Chiappe avait été nommé Haut-commissaire au Levant. Voir *Le Temps* du 14 décembre 1940.

(2) Selon *Le Temps* du 1er décembre 1940 l'avion dans lequel se trouvait Chiappe fut descendu par un chasseur britannique au cours d'un combat aérien. Selon la propagande française de 1943:

«Et lorsque la France du Maréchal décide l'envoi d'un homme capable... Jean Chiappe, l'«Intelligence Service», mobilisant la flotte de Sa Majesté, part à la rencontre de l'avion qui transportait à son poste ce grand Français et l'abat froidement à coups de canon.» (*Service de la France*, p. 3)

Voir aussi: *Wegener*, p. 96-98.

(3) Catroux dit:

... un homme qui ne s'était signalé dans la guerre que sous les espèces du signataire de la capitulation de Paris... un homme qui incarnait la défaite.» (*Catroux*, p. 68)

(4) Dans la préface du livre de Laffargue le général Weygand dit:

«Commandant en chef, seul responsable, j'avais déclaré Paris «Ville ouverte». Ainsi, le général Dentz n'a encouru aucune responsabilité du fait que Paris n'a pas été défendu.» (*Laffargue*, p. II)

Voir aussi: *Weygand, Mémoires*, p. 198-200, 221.

(5) Voir ci-dessus, p. 28.

(6) *Gathorne-Hardy* (p. 228) prétend que cette arrestation eut lieu sur l'ordre du général Sarrail. Ceci ne change rien au fait que la population syrienne considérait Dentz comme le coupable et qu'il fut, par conséquent, considéré comme un homme sans honneur à son arrivée au Levant.

Kirk prétend qu'il n'est pas tout à fait certain que ce fut Dentz qui arrêta les chefs

Druzes parce que Fabre-Luce le nie dans son livre. Il est toutefois curieux que Fabre-Luce ne le nie pas du tout et ne fait que refuser à Catroux le droit d'en juger, puisque Catroux a approuvé cette action de Dentz en 1925. On ne peut qu'en conclure que, selon Fabre-Luce, Dentz était bien responsable de l'arrestation. On ne comprend pas comment Kirk peut conclure le contraire. Voir: *Kirk*, p. 86; *Fabre-Luce*, p. 199.

(7) Anne Collet cite la chanson suivante, qui fut alors populaire en Syrie:

«Pourquoi t'enfuire quand l'Allemand approche?
Français à la religion de chien
Qui t'a dit de partir en guerre?
Dieu est au ciel, Hitler est sur terre.» (*Collet de Tcherkesses*, p. 170)

Eve Curie donne la version suivante:

«Plus de Monsieur, plus de Mister.
Videz les lieux, disparaissez.
Allah règne aux cieux, Hitler sur la terre.»

Elle écrit:

«Hitler, qui à maints égards ressemble si étrangement à Mahomet, ne pouvait manquer de fasciner — de loin — certains Arabes, ne fût-ce parce qu'il était antisémite comme eux, et que, comme eux, il adorait la force.» (*Curie*, p. 89)

(8) Laffargue dit de ces manifestations:

«La troupe, le 5 mars, doit intervenir à Damas. On relève des blessés. Le 7, «La troupe, le 5 mars, doit intervenir à Damas. On relève des blessés. Le 7, les boutiques ferment à Alep, à Homs, et à Hama; puis, le 9, ce sera à Beyrouth, à Tripoli, à Saïda. Le 14, une échauffourée fait 3 morts à Homs. Le soulèvement gagne, il y a 9 morts à Alep le 23, 5 le 24 à Damas. Le 1er avril, c'est au tour de Beyrouth, avec la mort d'un manifestant.» (*Laffargue*, p. 47)

(9) Voir aussi *Le Temps* du 2 avril 1940.

(10) Khalid al-Azim était Président de la Chambre de Commerce de Damas. Il avait été ministre dans le cabinet modéré d'avril-mai 1939. On prétend qu'en juillet 1939 il refusa de prendre place dans un cabinet où il y avait des nationalistes.

(11) Lors de son procès Dentz prétendit qu'au début du mois d'avril 1941 le calme était revenu en Syrie. Probablement, il voulait dire que la crise politique était conjurée, mais le mécontentement demeurait à propos de la situation économique.

(12) Catroux exposa ces réflexions dans un télégramme, qu'il envoya le 7 janvier 1941 au général de Gaulle; texte dans: *Gaulle I*, p. 370-371.

(13) Texte de cette note dans: *Catroux*, p. 91-94.

(14) Cette note eut d'autres suites. Le gouvernement de Vichy fit instruire un procès et la Cour de Riom, présidée par le général Duffieux, condamna le général Catroux à mort pour atteintes à l'unité nationale.

(15) Autres collaborateurs de Roser: la Sœur Marie-Rose, religieuse de St. Charles Borromée; le dentiste Negib Kanaan; Saadi al Gilani, alias Shami Pir, marié à une Allemande; le journaliste Rachid Barbir de Beyrouth, correspondant du *Deutsches Nachrichtenbüro*; etc.

(16) Tout cela se passait pendant le haut-commissariat de M. Puaux. Il est surprenant que M. Puaux, lorsque je lui demandai s'il avait observé quelques activités allemandes durant cette période, répondit qu'il n'y avait à peu près aucun Allemand ou agent allemand; il ne mentionna nommément que le baron Oppenheimer qu'il qualifia de «vieux juif intrigant».

(17) Traduction d'un télégramme du consul britannique à Damas, adressé au Foreign Office et communiqué au général de Gaulle; *Gaulle I*, p. 348-349. Voir aussi, pour la mission de von Hentig: *Playfair II*, p. 193-194; *Délégation Française III*, p. 380-381; *Glubb*, p. 256.

(18) Dès 1930 et les années suivantes, les idéologies national-socialiste et fasciste avaient eu prise sur une partie de la population en Syrie et au Liban. Dans le Parti National Syrien on professait la doctrine nazi du chef. La Phalange Libanaise se modelait davantage suivant les normes fascistes. Les organisations paramilitaires de jeunesse, chemises d'acier, chemises blanches, chemises brunes, etc., étaient également caractéristiques.

Voir aussi ci-dessus p. 79 et note 7 de ce chapitre.

(19) Le général de Gaulle écrit à propos de cet organisme:

«D'autre part, je créai le Conseil de défense de l'Empire, destiné à m'aider de ses avis. . .» (*Gaulle I*, p. 119)

Pour les attributions de ce Conseil, voir aussi le télégramme du 27 juin 1940, cité plus haut p. 57.

(20) Cette note fut envoyée le 3 mars 1941 par René Cassin, secrétaire du Conseil de défense de l'Empire, au général Catroux, au Caire; au vice-amiral Muselier, à Londres; au général de Larminat, à Brazzaville; au Gouverneur-général Eboué, à Brazzaville; au médecin général Sicé, à Brazzaville; au colonel Leclerc, à Fort-Lamy.

(21) Voir pour le texte de toutes ces réponses: *Gaulle I*, p. 377-382.

(22) En constatant ceci je ne prétends pas que le général de Gaulle n'aurait pas eu d'aspirations dictatoriales; l'argumentation toutefois est inexacte en ce cas.

(23) Le général de Gaulle commet donc une erreur en disant que le général Wavell: «. . . Ne voulant pas, d'ailleurs croire au pire, il se disait certain, sur la foi des rapports du consul général anglais à Beyrouth, que Dentz résisterait aux Allemands le cas échéant.» (*Gaulle I*, p. 153)

(24) Pendant la séance du 21 juillet 1961 du procès Eichmann, le juge Halevi posa à l'accusé les questions suivantes:

«Q. This theory [Hitler's racial theory] also established second-class Aryans, like the Slavs, while only «first-class» Aryans belonged to the «Master Race». To which race did the Mufti belong?

A. From a racial viewpoint, to the Semitic race. Therefore, the phrase «anti-Semitic» was not used, but rather «anti-Jewish». If the racial theory had been used correctly, it should have applied to the Arab peoples too, but I'm not sure if it would have been applied to all of them.

Q. But no steps were taken against the Arabs on racial grounds? That is, when politics were more important, the racial background of the Arabs could be forgotten?

A. The Arabs were not included in the category against which sanctions were to be executed.» (*The Jerusalem Post Weekly*, vol. II, n° 97, le 28 juillet 1961, p. VI)

(25) Voir ci-dessous, p. 95. Avant le début de la guerre, déjà, les négociations avaient eu lieu entre les chefs du nationalisme arabe et les Nazis. A cette occasion, la question palestinienne avait joué un rôle important. Voir: *Doc. German For. Policy, Series D, vol V*, les documents 561, 566, 568-570, 572, 576, 577, 581, 582, 586, 588-590, 592 et *Doc. German For. Policy, Series D, vol. VI*, les documents 313, 422, 498, 541 et *Doc. German For. Policy, Series D, vol. X*, les documents 125, 209, 289, 359, 370, 430.

(26) Voir aussi pour la valeur stratégique du Levant, p. 62-63, ci-dessus.

(27) Engert télégraphiait cependant le 13 mars 1941:

«Although the SS *Providence* . . . left Beirut March 1 the French Government refuses to restore to the British Consul General his pouch service unless the British Government agrees to a monthly sailing between Beirut and Marseilles without stops at Haifa.» (*For. Rel. U.S.*, 1941-III, p. 677)

Notes chapitre V (p. 78-96)

(28) Mais lors du procès le général Dentz déclara, parlant de la situation dans cette période:

«A ce moment-là, l'Allemagne est à l'apogée de sa puissance, elle est maîtresse de la Crète, elle s'étend par l'Axe, par l'Italie jusqu'à Rhodes; elle borde les Dardanelles; par conséquent, elle est parfaitement en mesure de venir intervenir en Syrie.» (*London, Procès Dentz*, p. 198)

(29) Aron (p. 428) mentionne, en dehors de l'armement des navires de guerre, les indemnités suivantes de la part des Allemands: adoucissement des mesures concernant la ligne de démarcation en France, abaissement des frais d'occupation et libération d'un certain nombre de prisonniers de guerre.

(30) Seules les dispositions pour l'Irak et la Syrie furent exécutées. Quant aux contreparties mentionnées par Aron (voir ci-dessus note 29), les Allemands n'en donnèrent absolument rien. Voir pour la question du protocole: *Délégation Française, IV*, p. 459-480.

(31) Outre qu'il n'y croyait pas, Hitler rêvait de lier l'Italie et l'Espagne plus étroitement à sa cause en donnant à ces Etats une satisfaction territoriale aux dépens de la France. Voir, pour l'attitude de Hitler à l'égard de la France: *Hytier*, p. 150-156, et divers passages dans les deux livres d'Abetz cités dans le «Sommaire bibliographique».

(32) Guérard se souvenait probablement du sort de Chiappe (voir ci-dessus p. 78); Rahn mentionne avec un plaisir évident à quel point Guérard avait peur:

«Nur über Cypern waren wir einer englischen Maschine begegnet, und Guérard hatte sich eifrig mit seiner Whiskyflasche besprechen müssen, bevor er von der Unbedenklichkeit der Begegnung überzeugt war.» (*Rahn*, p. 154).

(33) Dans les documents on rencontre des chiffres différents. Ainsi lors du procès Dentz M^e de Vésinne-Larue donnait l'énumération suivante: 1500[0] fusils, 754 fusils mitrailleurs, 5 canons de 75, 8 canons de 155, 52 camions (*London, Procès Dentz*, p. 283). Selon Soustelle: six cents tonnes d'armes environ, deux batteries de 75, une batterie de 155, soixante-six camions d'essence d'aviation (*Soustelle I*, p. 245). Catroux de huit cents tonnes de matériel de guerre. Selon Laffargue, Rahn exigea lors de cet entretien «30000 fusils, 800 mitrailleuses et 24 canons de 75»; le général Dentz sut ramener cette quantité à «15000 fusils, 200 mitrailleuses et 4 pièces de 75» le général Dentz dit:

«... le général Dentz... a réduit de trois quarts la cession des armes à l'Irak; c'est ainsi que n'ont cédés que 15000 fusils au lieu de 50000, 200 mitrailleuses au lieu de 800, 4 canons de 75 au lieu de 25, 50 camions au lieu de 600.» (*Laffargue*, p. 202-207)

D'une lettre du général Doyen (Président de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice) au général Vogl (Président de la Commission allemande d'Armistice), en date du 13 mai 1941, je citerai le passage suivant:

«... En même temps, le Général Dentz prenait toutes mesures pour envoyer à Tell-Kotchek, gare frontière de l'Irak, les quantités convenues de matériel et de munitions, à savoir: 15.000 fusils, 4.000.000 de cartouches pour fusils, 200 mitrailleuses, 1.000.000 de cartouches de mitrailleuses, 900 bandes de mitrailleuses, 4 pièces de 75, 10.000 coups de 75.» (*Délégation Française, IV*, p. 430)

D'un télégramme du 17 mai 1941 de la Direction des Services de l'Armistice au général Doyen, on pourrait relever qu'il fut envoyé encore davantage de matériel. Voir: *Délégation Française, IV*, p. 435-436.

(34) Cette question est très confuse. Selon une déclaration que le général Dentz a faite lors de son procès, le premier train chargé de matériel de guerre partit le 13 mai 1941, ce qui confirmerait l'assertion de Rahn qu'il avait les armes à la frontière turque

dans un délai de 17 heures, si, en effet, son premier entretien avec Dentz a eu lieu le 12 mai. Mais dans l'exposé du procès on trouve que Dentz envoya le 11 mai le télégramme suivant à Darlan:

«Pris le contact le 10 mai avec MM. G. [Guérard] et R. [Rahn]. Toutes mesures prises pour expédier dans le délai de cinq jours nécessité par préavis aux Turcs pour utiliser voies ferrées, 20.000 fusils, 200 mitrailleuses, 5.000.000 de cartouches sur dépôt armistice. Je suggère, d'accord avec M.R., demander à commission armistice envoi correspondant matériel et munitions, pour compléter réserve de guerre, ainsi que, si c'est possible, quelques matériels 47 antichars et 250 C.A. qui font gravement défaut en cas de réaction britannique.» (*London, Procès Dentz*, p. 175-176)

Au cours de l'interrogatoire Dentz déclara qu'il reçut un coup de téléphone de Guérard le 9 mai 1941 et qu'il avait reçu Guérard et Rahn dans la matinée du 10 mai. Selon une autre source Guérard et Rahn arrivèrent le 10 mai à Alep: voir *Allemands en Syrie*, p. 16.

Pour embrouiller complètement la question: Kirk donne comme date du premier transport d'armes le 16 mai 1941.

C'est encore plus étrange quand on sait que Havard, le consul anglais à Beyrouth, avait déjà averti Londres, par télégramme, le 12 mai 1941, que l'on était occupé depuis deux jours à transporter du matériel de guerre vers l'Irak. Voir le télégramme de Havard dans *Gaulle I*, p. 399-400.

Suivant Playfair, le premier chargement de matériel de guerre arriva à Mossoul dès le 13 mai 1941: *Playfair II*, p. 195.

(35) Lorsque le gouvernement britannique protesta plus tard auprès du gouvernement turc contre un deuxième transport, celui-ci prétendit que ceci était admis suivant l'article 10 de l'accord franco-turc de 1921.

(36) Ce montant fut payé le 3 juin 1941 à M. Conty, directeur des affaires politiques du général Dentz.

(37) Selon Soustelle les produits irakiens n'ont jamais été livrés, mais selon Rahn ils furent livrés.

(38) La façon dont Dentz cita ce télégramme lors de son procès est curieuse:

«30 avril, 19h.15. Je m'oppose à toute incursion, et malgré l'article 10 de la convention d'armistice, je m'opposerai à tout débarquement ou à tout acte d'hostilité de l'aviation étrangère même ex-ennemie. Je prends les mesures nécessaires pour résister à une action de force.» (*London, Procès Dentz*, p. 200)

L'intention est claire: dans le télégramme envoyé, en réalité, il demande des instructions, dans le télégramme tel qu'il l'a cité il annonce seulement au gouvernement qu'il s'opposera aux avions allemands.

L'article 10 de la convention d'armistice stipulait que les Français n'entreprendraient aucun acte de hostilité contre les Allemands.

(39) Voir aussi: *Soustelle I*, p. 166 et *Laffargue*, p. 56-57.

(40) André Labarthe écrit:

«L'arrivée des avions à croix gammée sur les aérodromes de Syrie frappe la France d'un coup peut-être plus cruel que l'entrée des troupes allemandes dans Paris. Une défaite militaire laisse intacte l'âme d'une nation, elle ne compromet pas les traditions sacrées. Elle peut unir les citoyens dans le deuil et l'espérance. Rien n'est perdu, tant que l'honneur est sauf. Tout est perdu, quand on manque à l'honneur.» (*Labarthe, Drapeaux*, p. 1)

(41) Il ressort nettement des conversations qui eurent lieu à cette époque à Wiesbaden, siège de la Commission allemande d'Armistice, que le nombre des militaires allemands en Syrie était notablement supérieur à ce qu'affirme Dentz. Voir: *Délégation Française, IV*, p. 426-440.

(42) Lors de ces bombardements l'incident suivant se produisit: 3 Messerschmidt-110 atterrissent à l'aérodrome de Rayak. Ceci était probablement une erreur; ils furent dirigés immédiatement vers un autre aérodrome. Les Britanniques, qui savaient seulement que des avions allemands étaient descendus à terre à l'aérodrome de Rayak, bombardèrent ce terrain. Il s'ensuivit une protestation violente de la part de Dentz, puisque, selon lui, ce n'avait jamais été un avion allemand n'avait atterri sur ce terrain. Vichy essaya d'exploiter cet incident à des buts de propagande.

(43) *Playfair II* (p. 333-334) donne une traduction anglaise. La traduction de *Churchill III* (p. 234) est inutilisable.

Une déclaration sur l'attitude germano-italienne envers le nationalisme arabe parut dans la presse allemande le 4 décembre 1940. Voir, pour le texte et l'interprétation de cette déclaration, *Oehlrich, 1941*, p. 107-109; *Wegener*, p. 95-96.

(44) Ceci n'est qu'un exemple. Aussi le lecteur peut-il se former un jugement personnel sur l'assertion suivante de M. Fabre-Luce, auteur principal du mythe mentionné ci-dessus:

«A la fin de mai, l'affaire irakienne est liquidée. Elle n'a causé aux Anglais que douze morts.» (*Fabre-Luce*, p. 168)

Voir aussi: *Glubb*, p. 273-277; *Playfair II*, p. 188-193.

NOTES CHAPITRE VI (p. 97-126)

(1) Butler écrit:

«German attempts . . . to make use of Syria merely gave the Allies an opportunity to occupy it.» (*Butler*, p. 231)

(2) Voir cependant aussi le point 2 du télégramme du 23 décembre 1940 de Churchill au premier ministre australien; *Churchill II*, p. 627.

(3) Le général Wavell, lui aussi, tenait compte de la possibilité d'une telle intention. Le 29 avril il télégraphia à Churchill:

«. . . It is just possible that plan for attack on Crete may be cover for attack on Syria or Cyprus, and that real plan will only be disclosed even to (their) own troops at last moment. This would be consistent with German practice.» (*Churchill III*, p. 241)

(4) Lors de l'interview du 28 novembre 1956 je demandai au général Catroux lequel des services de renseignements avait été en défaut. Sa réponse fut que l'un et l'autre avaient été en défaut, «mais surtout le mien» ajouta-t-il. Il mentionna l'optimisme du chef de son service de renseignements, le capitaine Repiton.

(5) «. . . je suis loin d'être assuré que le Général Dentz dispose de moyens suffisants pour empêcher un débarquement en force.» (*Catroux*, p. 119)

(6) Si l'on admet que l'efficacité au combat des soldats de Dentz égalait celle des soldats de Catroux, et que Dentz disposait de 30.000 hommes et Catroux de 6.000 hommes, alors en cas d'un ralliement de 24.000 hommes de Dentz, c'est-à-dire de 80 %, la situation resterait la même et donc l'assertion mentionnée ci-dessus, que Dentz ne disposait pas de moyens suffisants pour empêcher un débarquement en force, serait applicable à ses propres troupes. Pour une amélioration de la situation, Catroux devait compter sur un ralliement de plus de 80 %.

(7) Des citations des télégrammes que le général Wavell envoya à Churchill à cette époque:

«I have consistently warned you . . . that no assistance could be given to Iraq from Palestine in present circumstances, and have always advised that a commitment in Iraq should be avoided . . . My forces are stretched to the limit

everywhere, and I simply cannot afford to risk part of them on what cannot produce any effect . . . I feel it my duty to warn you in the gravest possible terms . . . that I consider the prolongation of fighting in Iraq will seriously endanger the defence of Palestine and Egypt . . . I therefore urge again most strongly that a settlement should be negotiated as early as possible.» (*Churchill III*, p. 227-228)

(8) Dans ce télégramme le général de Gaulle ne protesta pas seulement contre l'attitude britannique au Levant, mais encore contre l'attitude que les Britanniques priraient à l'égard du blocus de Djibouti.

(9) Ce même jour le général de Gaulle envoya aussi un télégramme à la Délégation de la France Libre à Londres, dans lequel il communiqua le rappel du général Catroux. Il ajouta:

«J'ai convoqué le consul général britannique hier et je lui ai fait part de certaines considérations générales au sujet de la politique récente britannique à notre égard et des risques qu'elle comporte pour ce qui concerne la situation morale en France et, par conséquent, la collaboration de Vichy avec les Allemands. Plus l'Angleterre nous négligera et plus l'opinion française se refroidira et plus Vichy collaborera. Parr a envoyé un télégramme à son gouvernement à la suite de cette conversation. Faites-vous en montrer le texte au Foreign Office.» (*Gaulle I*, p. 399)

(10) Le 15 mai le général de Gaulle envoya à Churchill le télégramme suivant, rédigé en anglais:

«1° Thank you.

2° Catroux remains in Palestine.

3° I shall go to Cairo soon.

4° You will win the war.» (*Gaulle I*, p. 408)

(11) Voir pour le texte de ces tracts: *Catroux*, p. 123-134.

(12) Texte du télégramme du général Catroux au général de Gaulle, à Brazzaville, envoyé le 19 mai 1941:

«A la suite de mon appel et des réactions aériennes britanniques, la situation s'est révélée assez favorable pour que je décide de marcher sur Damas.

Je viens d'obtenir, non sans difficultés, la mise en place prochaine de nos éléments face à Deraa et j'espère que je pourrai passer à l'action dans quelques jours. J'adresserai préalablement un nouvel appel à l'armée et aussi aux populations où je proclamerai la fin du mandat et l'avènement de l'indépendance.» (*Gaulle I*, p. 411)

(13) Télégramme de Churchill au général Wavell:

«You will no doubt realise the grievous danger of Syria being captured by a few thousand Germans transported by air. Our information leads us to believe that Admiral Darlan has probably made some bargain to help the Germans to get in there. In face of your evident feeling of lack of resources we can see no other course open than to furnish General Catroux with the necessary transport and let him and his Free French do their best at the moment they deem suitable, the R.A.F. acting against German landings. Any improvement you can make on this would be welcome.» (*Churchill III*, p. 289)

(14) On peut déduire des mémoires de Churchill que la démission du général Wavell ne lui aurait pas été tout à fait désagréable. En tout cas il n'exerça pas une pression excessive sur lui pour l'engager à retirer sa démission:

«One of their [Chiefs of Staff] telegrams had provoked from him an offer of resignation which was not pressed, but which I did not refuse.» (*Churchill III*, p. 308)

Voir aussi pour cette question: *Butler*, p. 310-311, 462-463, 518-519; *Playfair II*, p. 202-203, 243-244.

(15) Collet avait d'abord eu le dessein d'enlever Dentz lorsque celui-ci avait annoncé qu'il venait faire une visite à son quartier général. Mais la visite de Dentz avait été différée. Plus tard Collet reçut la communication que le général de Verdilhac viendrait faire une visite à son quartier général le 22 mai 1961; Collet craignait que ceci ne fut un complot pour l'arrêter.

(16) Dentz cita ce télégramme ainsi:

«La résistance de l'Irak est terminée. Il importe d'éviter en Syrie une erreur analogue. La présence des éléments allemands ne peut que servir de prétexte à une attaque. Je demande de mettre fin aux missions existantes et à toute espèce d'envois allemands.» (*London, Procès Dentz*, p. 210)

(17) Fabre-Luce écrit sur l'affaire irakienne:

«Elle est née d'une initiative imprudente de l'Angleterre . . . Sans l'envoi d'une division britannique à Bassora, Rachid Ali n'eût pas déclenché sa révolte en mai.» (*Fabre-Luce*, p. 172)

Il ne mentionne ni la cause de ce déplacement de troupes britanniques (c'est-à-dire l'agitation allemande et italienne qui prit des aspects inquiétants) ni le fait que, d'après le traité de 1930, les Britanniques étaient autorisés à agir ainsi.

(18) «Sea Lion» était le nom de code du plan allemand d'invasion de l'Angleterre.

Voir aussi *Hinsley*, p. 97-100, 103, 104, 111-116, 119, 143-148, 152-156.

Dans les exposés officiels anglais de la Seconde Guerre mondiale, il ressort que l'on envisageait une invasion allemande en Syrie:

«The view that the Germans would establish themselves in Syria happened to be wrong, but the strategic results of trying to forestall them were well worth the costs.» (*Playfair II*, p. 222)

Voir aussi: *Playfair II*, p. 204-205.

Un certain nombre d'autres auteurs admettent que la menace allemande dans cette région était réelle à cette époque. Voir notamment: *Churchill II*, p. 388-407; *Görlitz I*, p. 240, 247; *Sherwood I*, *passim*; *Friedwald, Proche-Orient*; *Friedwald, stratégie allemande*; *Vacher, Trial Nuremberg*, XV, p. 543; *Aron*, p. 427; *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 688-689, 698-701, 706, 711-714, 719; *Glubb*, p. 256, 302; *Butler*, p. 358, 372-373, 456, 510, 517, 522-523; *Leahy*, p. 532, 535, 541; *Langer*, p. 60, 79, 82, 113-115, 147; *Long*, p. 329-331, 524, 530. Pour une autre opinion, voir *Hytier*, p. 276-278.

(19) Voir également l'article de Maurice Pernot «La Grande-Bretagne et l'Irak», dans *Le Temps* du 16 avril 1941.

Fin mai 1941 le *Popolo di Roma* fit remarquer qu'il était possible que les possessions britanniques au Proche-Orient fussent attaquées par les troupes de l'Axe qui auraient traversé la Russie; voir *Le Temps* du 27 mai 1941.

(20) Il est curieux de constater que M. Fabre-Luce, à un autre endroit de son livre, lorsqu'il veut prouver que les Britanniques seraient intervenus quand même si la Luftwaffe n'avait pas fait usage des aérodromes syriens, prétend que l'initiative est partie des Britanniques:

«Le général Wilson donnait suite, en effet, à un projet *politique* d'occupation, conçu par l'Angleterre dès 1940, dont le général de Gaulle avait suggéré des modalités d'application pratique le 25 avril 1941 (avant la révolte irakienne), et auquel l'escale des avions allemands avait seulement fourni un prétexte, déjà périmé au moment de l'exécution.» (*Fabre-Luce*, p. 182)

La date du 25 avril se rapporte à la date à laquelle le général de Gaulle envoya au général Catroux le projet qu'on désigne sous le nom de «plan d'opération George»

pour le Levant. Comparez pour le texte de ce projet *Gaulle I*, p. 392-394 et *Soustelle I*, p. 242-243.

Selon Buckley aussi ce fut la France Libre qui prit l'initiative de la lutte. Voir ci-dessus, p. 97; voir aussi: *Aron*, p. 43.

(21) Voir, pour les informations que Catroux reçut de la part de Collet, ci-dessus p. 105. *Fabre-Luce* énonce cette accusation dans son livre à la page 174.

(22) Comparez: *Buckley*, p. 44-45; *Collins*, p. 421.

(23) *Hourani* donne un texte anglais (p. 241-242) et un texte français différent (p. 371-372). Voir aussi pour le texte anglais: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 726-727.

(24) Pour un texte anglais, voir: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 728-729.

(25) Deux semaines plus tard Engert fit lire cet aide-mémoire à Dentz. Voici quelle fut la réaction de ce dernier:

«This is pretty strong language! I wonder how Marshal Pétain took it.» (*For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 748)

Voir aussi *Leahy*, p. 55.

(26) Playfair mentionne les troupes suivantes:

«7th Australian Division, of two brigades only.

Two cavalry regiments, one horsed and one (composite regiment) mechanized.

5th Indian Infantry Brigade group, back from Eritrea.

A weak Free French force, under General Legentilhomme, of six battalions, one battery, and a few tanks.

One squadron of armoured cars, one light and one heavy anti-aircraft regiment and one field regiment, R.A.

A commando — C Battalion of the Special Service Brigade — available at Cyprus for making landings from sea.

The Navy had allotted a landing ship, and a number of cruisers and destroyers to give support along the coast. The air force would be one medium bomber, one fighter, and one army co-operation squadron. A second fighter squadron, equipped with Tomahawks, would be available, but not at full strength at the outset.» (*Playfair II*, p. 204)

Aussi Atiyah pouvait-il dire:

«. . . in 1941 when British forces, including a Free French contingent, attacked the Vichy forces in Syria and Lebanon . . .» (*Atiyah*, p. 154)

Ainsi, Atiyah suggère que la France n'avait contribué que de façon symbolique à l'action. Comparez cependant la dernière phrase de la citation du *Times* du 9 juin 1941, mentionnée ci-dessus à la page 107.

Glubb (p. 309) tente de donner l'impression qu'aucune troupe française ne participa aux côtés des Alliés; il ne mentionne continuellement que les «British troops» et une «Indian Brigade». Voir cependant aussi *Glubb*, p. 344.

(27) J'emprunte ces chiffres à *Long* (p. 334). *Görlitz I* (p. 251) donne pour Dentz 18 bataillons de Sénégalaïs, de Tcherkesses et de la Légion étrangère. Selon *Churchill III* (p. 295): 35.000 hommes, 120 canons, 90 tanks, 90 avions et une flotte de 2 destroyers et de 3 sous-marins. *Gaulle I* (p. 155) mentionne que Dentz disposait de plus de 30.000 hommes, sans compter les Syriens et les Libanais, pourvus d'artillerie, de forces aériennes et de chars blindés.

Wilson donne pour Vichy 30 bataillons et 90 tanks, et pour les Alliés 15 bataillons et aucun tank (*Wilson*, p. 113).

Durant la période de mai à juillet 1941, la Commission allemande d'Armistice accepta que d'importants envois d'armes fussent faits de France au Levant. Voir: *Délégation Française*, IV, p. 485, 509, 511, 512, 528, 529, 532, 534-537, 563, 564, 567, 568, 571-575, 608, 646.

Le lieutenant-colonel Lorber, Chef d'Etat-Major de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice, écrivit le 16 juin à la Direction des Services de l'Armistice:

«Il ne sera pas insisté sur les nombreuses satisfactions données par la C.A.A. aux différentes demandes qui lui ont été présentées en vue de fournir au Général Dentz les renforts de première urgence qu'il sollicitait; cette attitude du Reich est normale, puisqu'en somme il s'agissait de faire obstacle à une visée britannique en Syrie.» (*Délégation Française*, IV, p. 514-515)

Buckley (p. 53) cite 35.000 hommes. Selon Butler (p. 520), Dentz disposait de 18 bataillons et de 90 tanks. Longrigg (p. 308) donne l'évaluation suivante des forces de Dentz: 35.000 hommes, 120 canons, 90 tanks, 90 avions, 2 destroyers et 3 sous-marins.

Aron écrit:

«Les troupes de Vichy comprennent une trentaine de milliers de Français et environ quinze mille autochtones. Les assaillants sont à peu près aussi nombreux . . .» (Aron, p. 444)

(28) Long (p. 333-334) donne une description détaillée de ce plan.

(29) Avant que l'attaque générale ne commençât, une unité de la Haganah, précurseur de l'armée actuelle de l'Etat d'Israël, était entrée en Syrie, sous le commandement de Dayan, pour faire des explorations pour les Britanniques. Voir O'Ballance, p. 70.

C'est au cours de cette action que Dayan perdit un œil. Pour de telles actions, l'armée anglaise utilisait des membres de la Haganah emprisonnés pour «actes terroristes» contre l'administration mandataire. Voir Koestler, p. 76.

(30) En lisant *Le Temps* de cette époque on peut voir encore clairement que les troupes du général Dentz se sont battus avec acharnement. Voir par exemple les numéros des 13, 21 et 25 juin 1941.

(31) Le général Wavell renforça les troupes au Levant par une brigade d'infanterie et un régiment d'artillerie d'Egypte.

(32) Mais le général de Gaulle écrit:

«Accompagné du général Catroux, j'eus, à ce sujet, maints entretiens avec Wavell. Nous le pressions de pénétrer au Levant, non seulement par le sud, à partir de la Palestine, mais aussi par l'est en venant d'Irak où, justement, les Britanniques étaient en train de réduire Rachid Ali.» (*Gaulle I*, p. 155-156)

(33) Lors de l'interview du 21 novembre 1956 je demandai au général Catroux s'il pouvait me donner le nom du commandant en question, mais il jugea préférable de ne pas le nommer.

Il s'agit vraisemblablement de Ghérardi. Voir la note suivante.

(34) Comparez la citation suivante à l'ordre de l'armée comportant l'attribution de la croix de guerre 1939-1940 avec palme:

«La garnison de Palmyre, sous le commandement du chef de bataillon Ghérardi, composée de la 15e compagnie du 6e régiment étranger; de la 1re compagnie légère du désert et d'un détachement de l'armée de l'air, a opposé du 21 juin au 2 juillet une résistance acharnée à un adversaire disposant d'une très large supériorité en hommes, en moyens blindés et en artillerie. Ne se contentant pas de défendre le poste militaire, elle a montré un remarquable esprit offensif en saisissant toutes les occasions de contre-attaques, et d'infliger des pertes sévères à l'ennemi.» (*Le Temps*, 13 juillet 1941)

Au sujet du violent combat de Palmyre, voir aussi: *Playfair II*, p. 213, 216-217; Butler, p. 521; Long, p. 440-441, 466, 477, 511, 528; Collins, p. 428; Wilson, p. 116-117. Glubb (p. 310-337) décrit les combats autour de Palmyre.

(35) Comparez à la page 93 ci-dessus. Le ravitaillement fourni par l'Irak était un

paiement partiel (35 millions de francs) pour le matériel de guerre livré par Dentz aux rebelles irakiens. Soustelle nie que ce ravitaillement ait jamais été livré.

(36) L'attitude des populations libanaise et syrienne pendant l'opération alliée n'est pas claire. Buckley donne à ce sujet deux opinions contradictoires en deux endroits différents:

«. . . but there was little co-operation forthcoming from the inhabitants of the country. The presence of enemy agents was to be expected; even so the prevalence of such hostile acts as signalling information to the Vichy forces, stealing telephone wire, and firing upon passing vehicles seemed to indicate a general hatred of the occupying troops.» (Buckley, p. 109)

Et:

«The attitude of the civil population was another matter. Syrians and Lebanese alike, viewed the struggle with detachment. Those who dwelt in the direct line of the advance were apt to call down «A plague o'both your houses», but even these unbellicose Mercutios showed unfeigned relief, mounting sometimes to enthusiasm, when the tide of war swept past, doing as a rule singularly little damage to civilian life or property and, so it seemed, bringing freedom from the unloved rule of France.» (Buckley, p. 118)

L'une des questions que j'avais soumises au général Catroux concernait l'attitude de la population pendant l'invasion alliée. Il me répondit: «Ces populations restèrent passives et attendirent l'issue des combats».

Voir aussi Long, p. 521-522.

(37) Comparez par exemple le texte du télégramme que M. Eden envoya au général de Gaulle le 9 juin 1941 dans *Gaulle I*, p. 416-417. Voir aussi: Catroux, p. 219-220.

(38) Ces bandes étaient sous commandement allemand:

«Ich hatte von Dentz sieben deutsche Fremdenlegionäre als Unterführer angefordert — französische Unteroffiziere hätte ich der wilden Meute nicht vorzusetzen gewagt.» (Rahn, p. 177)

Voir aussi sur cette question: *Playfair II*, p. 217-219.

(39) Buckley écrit:

«Perhaps he was not at all averse from a bombardment for which the odium would rest upon the British and Free French forces . . .» (Buckley, p. 99)

(40) Cette question d'armistice sera traitée dans la IV^e partie.

(41) Voir pour le texte de ces télégrammes, datés des 9 et 11 juin 1941: *Gaulle I*, p. 416-417 et p. 419.

Dans une lettre que Darlan envoya à Churchill le 4 décembre 1942 il déclara toutefois qu'il avait toujours refusé l'aide de l'Allemagne, même pour la Syrie. Voir: *Churchill II*, p. 203.

(42) Görlitz définit ainsi la mission de Rahn:

«Der Gesandte Rahn wurde nach Beirut entsandt, um die Freigabe der französischen Waffenbestände für die irakische Armee zu beschleunigen und General Dentz bei der Vorbereitung des Widerstandes gegen etwaige englische Aktionen von Palästina aus zu beraten.» (*Görlitz I*, p. 247)

(43) Le 9 juin le général Dentz envoya à Vichy le télégramme suivant:

«Beyrouth, 9 juin, 15h.30.

Troupes Levant à Guerre.

Reçu ce matin général Giorgis, qui m'a déclaré avoir suggéré à Rome intervention aviation italienne sur Palestine. Rome a demandé mon avis. Répondu que Italie était libre attaquer Angleterre partout, mais à condition de ne pas utiliser terrains en Syrie.» (Version que donna M^e de Vésinne-Larue lors de sa plaidoirie; *London, Procès Dentz*, p. 294)

Le général Dentz lui-même donna une version un peu différente; voir *London, Procès Dentz*, p. 217. Voir aussi: *Délégation Française*, IV, p. 540-541.

(44) C'est là la version de M. de Vésine-Larue; Dentz cita ce télégramme ainsi: «Le gouvernement accepte le concours des forces aériennes sans utiliser les terrains du Levant.

Les objectifs principaux sont la flotte britannique et les terrains d'aviation en Palestine.

Pour l'intervention dans la zone de combat immédiate, celle-ci ne pourra avoir lieu que si le général Dentz le demande. Dans ce cas la demande serait transmise par l'intermédiaire de la commission italienne.» (*London, Procès Dentz*, p. 218)

Ceci donne une impression totalement différente! Voir aussi: *Délégation Française*, IV, p. 542.

(45) Dans les milieux de Vichy, on voyait aussi cette évolution vers une politique de coopération militaire. Le lieutenant-colonel Lorber, Chef d'Etat-Major de la Délégation française auprès de la Commission allemande d'Armistice, écrivit le 30 juin 1941, dans un rapport confidentiel à la Direction des Services d'Armistice:

«Or, l'affaire de l'Irak a constitué le point de départ de cette transformation de la collaboration franco-allemande en une coopération; l'autorisation donnée aux avions allemands d'atterrir en Syrie avant de rejoindre les insurgés irakiens, dépassait déjà les limites de la collaboration économique qui s'était établie peu à peu entre la France et l'Allemagne. La réaction britannique (attaque de la Syrie) a été nettement exploitée par l'Allemagne. Si nous avons pu refuser les offres alléchantes de la Luftwaffe, que, généreusement, le Maréchal Goering mettait en partie à notre disposition, l'insuffisance de plus en plus nette de nos moyens de défense en Syrie nous a poussés à solliciter de l'Allemagne une aide qui, quoi qu'on en prétende, est nettement du domaine militaire: passage en Syrie des trains d'essence allemands primitivement destinés à l'Irak, passage à travers l'Allemagne de trains de D.C.A.; et voici que maintenant les unités de la flotte marchande française, ou de la flotte de guerre se font protéger par l'aviation de l'Axe, de même qu'était acceptée l'incorporation de pétroliers français dans les convois à destination de la mer Noire, protégés par la Marine italienne. D'autre part, à la première vente de camions africains en faveur de l'Afrika Korps, succède une commande de canons lourds.

Enfin, il y a échange de renseignements militaires, non seulement sur la Syrie, mais également sur les déplacements de la Marine de guerre britannique, et demande de communication des plans du char B 1bis.» (*Délégation Française*, IV, p. 555-556)

(46) Il est curieux de voir de quelle façon le général Dentz cita ce télégramme lors du procès:

«J'ai insisté hier matin auprès du général en chef pour autoriser les stukas à utiliser les terrains du Levant pour nous soulager du pilonnage de l'escadre anglaise gagnant chaque jour vers le nord, seul moyen efficace dans l'état actuel.

Je suis certain que cette mesure rejetée avant l'attaque britannique serait bien accueillie par tous les combattants.

J'insiste auprès de vous pour une action rapide et continue qui pourrait avoir une grande influence sur la situation.» (*London, Procès Dentz*, p. 218-219)

Ainsi le général Dentz essaya de suggérer:

1° que toute la responsabilité reposait sur Goutton et que cela ne le concernait nullement; il atteint cet effet en omettant la phrase: «Général Dentz aujourd'hui d'accord, vint d'entrer en relations avec R. sur ce point.»;

2° qu'il avait déjà rejeté une intervention de la Luftwaffe; il obtint cet effet en remplaçant la phrase «... à rejeter avant l'attaque britannique, serait aujourd'hui très bien accueillie ...» par: «... rejetée avant l'attaque britannique serait bien accueillie ...».

(47) D'un télégramme que Vichy envoya au général Dentz:

«Aide stukas pouvant avoir grave répercussion sur politique générale, ne doit être demandée que si elle peut être rapide, massive et continue.» (*London, Procès Dentz*, p. 179)

(48) Version de l'Exposé des faits. Dentz envoya ce télégramme le 12 juin, à 19h. 55. Ici encore il y a une grande différence entre ce texte-ci et le texte que Dentz donna lors de son procès:

«Télégr. 1425.

Bombardement constant de la flotte et usure rapide des troupes ont changé ma manière de voir. . .

Je demande que des escadrilles contre la flotte et la terre puissent utiliser le terrain d'Alep.» (*London, Procès Dentz*, p. 219)

Ceci pourrait donner l'impression que Dentz ne demanda que des escadrilles françaises!

(49) D'un télégramme du 13 juin. Voir pour la version de Dentz de ce télégramme: *London, Procès Dentz*, p. 219-220.

(50) Texte du télégramme:

«Je suis actuellement en position équilibre instable particulièrement à Damas, où j'ai trouvé ce matin troupes très fatiguées. Menace se confirme sur mon flanc droit où regroupement gaulliste est signalé. D'autre part, renforcement sensible de la chasse britannique. Dans ces conditions, intervention immédiate de stukas basés en Syrie et agissant contre terre et accessoirement contre flotte serait décisive. M. R. (Rahn) m'affirme que les visiteurs partiraient aussitôt l'affaire réglée.» (*London, Procès Dentz*, p. 180)

Voir pour la version de Dentz: *London, Procès Dentz*, p. 220-221. Ici encore un certain nombre d'omissions, par exemple le mot «gaulliste».

Aron cite aussi ce télégramme d'une manière qui est la plus favorable possible pour Dentz. D'ailleurs, dans son ensemble, la façon dont Aron traite de la demande d'aide militaire allemande développe la formation d'un mythe en faveur de Dentz et de Vichy. Il écrit même:

«Bergeret et Dentz, en plein accord, s'emploient alors à multiplier les obstacles techniques à l'arrivée des stukas, et à rendre impossible leur participation à la guerre de Syrie.» (Aron, p. 446)

(51) Voir *Buckley*, p. 78.

Buckley mentionne que la participation des forces aériennes allemandes était minime.

(52) Buckley donne un certain nombre d'exemples de la façon dont les officiers étaient reçus par les troupes de Dentz, notamment:

«Here [Merjayoun], as elsewhere, a Free French officer was sent ahead to parley under a white flag. Here, as elsewhere, the request that the Vichy garrison should rally to our side or at least allow our forces to pass without interference was contemptuously rejected. Here, as elsewhere, the bearer of the flag of truce was fired upon by the Vichy troops as he returned.» (Buckley, p. 58)

Et, aux environs de Deraa:

«At dawn the customary procedure was followed. A staff car flying a flag of truce began to drive up the road towards the town, and the Vichy guns promptly opened fire. The car was hit, but the three officers got out and continued undaunted on foot towards the town. But it was of no avail. The French

commander expressed his intention of defending his position.» (Buckley, p. 59)
(53) L'emploi des troupes de la France Libre donna lieu parfois, pour les Anglais, à des situations surprenantes. Collins rapporte le récit suivant:

«A British liaison officer with a Free French regiment returned from a visit to a nearby British headquarters to find his French unit had moved. After a search he sighted over a stone wall the képis of some French officers who were obviously having an *al fresco* meal in the orchard. «Me voilà,» he said as he climbed the wall, to realise to his horror next minute that it was not his own but an enemy mess. «Me voilà non,» he cried as he re-jumped the wall and bolted in the opposite direction!» (Collins, p. 429)

Voir aussi: Langer, p. 160.

(54) Voir Borden, p. 142-143.

Ces 30 blessés furent répartis dans les autres hôpitaux. Lady Spears mentionne que l'un de ces soldats décéda à son hôpital par suite de ces mauvais traitements.

Buckley mentionne d'ailleurs qu'on se plaignait aussi du traitement des prisonniers de guerre anglais, australiens et indiens, qui était contraire aux règles du droit de guerre international. Voir: Buckley, p. 66-67.

Du côté de Vichy on se plaignait de l'attitude des Australiens. *Le Temps* du 14 juillet 1941 mentionne un certain nombre d'atrocités à ce sujet: on avait brûlé des blessés encore vivants, on avait fusillé des prisonniers désarmés, etc.

Damase dit:

«Ces sauvages descendants d'anciens convicts qui ne respectent pas les lois de la guerre.» (Damase, p. 27)

(55) On mentionne des chiffres différents pour le nombre des soldats tombés. Catroux mentionne que la France Libre perdit 800 hommes. Dentz mentionna lors de son procès pour ses troupes les chiffres suivants:

«Officiers tués: 76. Sous-officiers: 256. Troupes: 704. Total: 1.036.

A cela s'ajoutent les pertes de l'aviation qui sont: officiers: 7 tués et 13 disparus; sous-officiers: 23 tués et 13 disparus.» (London, Procès Dentz, p. 227)

Buckley (p. 137) mentionne pour les morts et les blessés du côté allié: total: 4.700. Australiens: 1.151; Britanniques et Indiens: 1.885; Forces Françaises Libres: 1.300. Pour les troupes du général Dentz: morts, blessés et ralliés aux Forces Françaises Libres pendant la lutte: 222 officiers et 6.130 hommes. Selon Churchill: morts et blessés du côté allié: 4.600 et du côté de Vichy: 6.500.

Playfair écrit:

«The British casualties in Syria, including prisoners, amounted to about 3,300: the Royal Air Force lost 27 aircraft. The Free French casualties were about 1,300. The Vichy losses are believed to have been over 6,000 of whom 1,000 were killed. (This includes all those who deserted during the fighting to join de Gaulle).» (Playfair II, p. 222)

Long (p. 526) donne: Anglais et Indiens, 1.800; Australiens, 1.600; F.F.L., 1.300. Selon Damase, 2.000 soldats de Dentz avaient été tués.

NOTES CHAPITRE VII (p. 127-137)

(1) Voir pour le texte de cette Note: Catroux, p. 106-111.

(2) Nous pouvons nous demander en effet pourquoi, dans ce cas, Dentz ne renvoya pas Rahn aux Italiens.

(3) Déclaration du général Dentz lors de l'interrogatoire:

«J'avais la conviction absolue que ce matériel ne servirait à rien du tout, et la suite a prouvé qu'effectivement il est resté complètement inutilisé.

Je me rappelle que, dans la conversation que j'eus ensuite avec mon chef d'état-major, nous nous dîmes:

«Après tout, il ne servira jamais qu'à armer les Anglais ou les gaullistes!» . . .

En fait, dans cette question des armes, sont partis des armes et un matériel périme, dénués de toute valeur militaire, sans matériel de visée, et des camions capables à peine d'un service réduit.» (London, Procès Dentz, p. 212-213)

Me de Vésinne-Larue au cours de la plaidoirie:

«Un lot d'armes, mais un lot d'armes sans valeur militaire, reconnaissons-le: 1.500[0] fusils modèle 1886 hors d'usage et hors d'âge, stockés depuis on ne sait combien d'années dans les dépôts; 200 fusils mitrailleurs modèle 15, dont personne ne voulait déjà au cours de la précédente guerre; 4 canons de 75 . . . 8 canons de 155, 554 fusils mitrailleurs modèle 1915 — le même armement auquel je faisais allusion quant à la valeur d'usage — 52 camions usagés.» (London, Procès Dentz, p. 283)

Buckley admet que cette action fut finalement à l'avantage des Alliés:

«Later we learned that during the month of May the French sent from Syria into Iraq four railway-truck loads of arms and ammunition, and two trains loaded with aviation spirit and a battery of artillery. Ironically enough we were the gainers by this act of malignant generosity. It is quite certain that the Vichy troops would themselves have made better use of this material during the subsequent fighting in Syria than the recalcitrant Iraqis were able to do.» (Buckley, p. 21)

(4) Laffargue dit, à la page 65 de son livre, que le général Dentz fit rendre les armes inutilisables avant de les faire envoyer, et à la page 68 il dit que le général Dentz était convaincu que les armes tomberaient entre les mains des Britanniques, qui les donneraient aux gaullistes.

(5) Voir sur cette question: Allemands en Syrie, p. 19-20.

Laffargue dit au sujet de l'admission de la Luftwaffe au Levant:

« . . . d'un passage temporaire des Allemands, conforme aux usages du Droit maritime en temps de guerre . . . » (Laffargue, p. 85)

(6) Mornet cita à ce propos le fragment suivant d'un télégramme envoyé le 15 mai 1941 par Darlan au général Dentz:

«Conversations franco-allemandes terminées. Le gouvernement, sous la présidence du maréchal, a adopté le principe de la collaboration avec l'Allemagne.

Cette collaboration n'implique pas une hostilité déclarée contre l'Angleterre, mais les ordres de vous opposer par la force à toute attaque britannique sont maintenus . . . » (London, Procès Dentz, p. 249)

Et d'une lettre de Pétain à Dentz:

«L'amiral de la flotte vous a télégraphié hier au sujet des négociations franco-allemandes.

Je tiens à insister, personnellement, sur la haute portée de ces négociations et sur la volonté que j'ai de poursuivre sans arrière-pensée la politique qui s'en dégage.

L'allusion faite à la Syrie doit vous confirmer dans votre dessein de défendre, par tous les moyens, le territoire placé sous votre autorité; d'assurer, comme à Dakar, la liberté de son ciel, et de donner, dans des conditions que je sais, politiquement et matériellement, délicates, la mesure de votre désir de collaboration à l'ordre nouveau . . . » (London, Procès Dentz, p. 249)

Voir aussi le télégramme de Darlan à Dentz du 6 mai 1941, cité à la page 94 ci-dessus.

(7) L'assertion que Dentz, en désobéissant, aurait méconnu le désir exprimé par

M. Havard repose sur une fausse interprétation des faits. Par exemple l'entretien du 2 mai 1941. Le général Dentz aurait dit au consul général britannique à Beyrouth, d'après ses affirmations lors du procès:

«Monsieur le Consul Général, voici les mesures que j'ai prises, je les prends de ma responsabilité parce que je suis convaincu que, dans cette affaire, j'ai raison. Si les Allemands viennent et débarquent par la force sur mes aérodromes, ce n'est pas moi, ce sont eux qui violeront les conventions d'armistice; par conséquent, je suis en droit de leur résister; je dois vous dire que j'ai référé au gouvernement de Vichy; je ne sais pas quelles seront les instructions que me donnera Vichy; à ce moment-là, naturellement, je serai probablement obligé d'y déférer, tout au moins dans une certaine mesure.»

M. Havard aurait répondu:

«Bien entendu, nous ne songeons pas à vous demander de partir en dissidence.» Voir les déclarations du général Dentz pendant l'interrogatoire; *London, Procès Dentz*, p. 200. Comparez p. 90 ci-dessus.

On ne peut tout de même pas en déduire que les Britanniques n'auraient pas apprécié une rébellion de Dentz contre Vichy, conclusion que M^e de Vésinne-Larue tire dans sa plaidoirie. Havard voulait dire que l'on n'exigeait pas de Dentz qu'il rompt avec Vichy, mais qu'en aucun cas il ne devait admettre les Allemands sur les aérodromes syriens.

Il est intéressant de considérer à ce propos la description suivante faite par Laffargue de l'entretien du 2 mai:

«Au moment de se retirer, le consul ajoute: «Nous ne saurions vous en demander davantage, mon général, et certes pas de partir en dissidence.» Ce propos inattendu ne fut pas tenu pour une boutade par le Général, et encore moins pour une sollicitation déguisée. A n'en pas douter, ces paroles exprimaient un souhait pressant du général Wavell dont M. Havard s'était fait l'interprète.» (*Laffargue*, p. 52-53)

Je ne sais pas si M. Laffargue désire que le lecteur conclue de cette description que c'est sur la prière explicite des Britanniques que le général Dentz ne s'est pas fait dissident!

(8) Comparez aussi la plaidoirie de M^e Alcide de Delmont, qui essaya de rejeter la responsabilité sur Jacques Guérard; voir: *London, Procès Dentz*, p. 333.

(9) Selon Rahn le général Dentz aurait voulu au surplus avoir des troupes allemandes, ce qui ne se pouvait pas, à cause de l'opposition de Berlin:

«Sogar deutsche Verbände wären in diesem Augenblick freundlich aufgenommen worden und hätten die deutsch-französische Waffenbrüderschaft begründen können. Aber das Hauptquartier und Berlin dachten nur noch an den russischen Feldzug.» (*Rahn*, p. 173)

(10) Laffargue dit:

«... pourquoi s'opposer à l'intervention des appareils italiens et des stukas allemands basés sur Rhodes et sur la Crète? Ces gens-là sont en guerre avec les Anglais; ils sont libres de les attaquer partout où ils les trouveront.» (*Laffargue*, p. 114)

Ceci est en contradiction avec l'attaque violente qu'il lance contre les Britanniques parce qu'ils ont bombardé les aérodromes utilisés par la Luftwaffe.

(11) En faisant cette remarque je ne veux pas rompre une lance pour M. Puaux. Je ne prends pas ici en considération la question de constance politique et l'inopportunité de l'opportunisme chez les hauts fonctionnaires pour maintenir leur propre position.

(12) M. Fabre-Luce dit:

«Le Haut-Commissaire s'est trouvé en présence de plusieurs dilemmes cruels... il a adopté l'attitude normale du soldat, qui est d'obéir.» (*Fabre-Luce*, p. 182)

(13) Comparez aussi la façon dont M^e de Vésinne-Larue a développé cette défense dans sa plaidoirie: *London, Procès Dentz*, p. 290-291.

(14) Comme de lecteur l'aura compris, ce jugement porté sur la politique du général Dentz n'est pas basé sur des considérations morales; je veux seulement indiquer les différences entre les événements ainsi qu'ils ont eu lieu en 1941 et les événements ainsi que le général Dentz les présenta en 1945.

(15) Voir la «Note sur la situation politique» dans *Catroux*, p. 106-111.

(16) Le procureur général Mornet cita dans son réquisitoire le fragment suivant d'un message d'adieu aux troupes de la Syrie, datant du mois d'août 1941:

«Vous avez vu nos adversaires gaullistes et britanniques. Les premiers, vous les avez jugés; vous connaissez ceux qui sont passés de leur côté: les tarés, les endettés, ambitieux aigris; militaires, ils ont violé leur signature sous des prétextes fallacieux parce qu'ils sont sous la domination de politiciens du Front Populaire.

La paix à laquelle ils aspirent, c'est une paix nous ramenant à tout ce dont nous avons failli mourir, la politique démocrato-maçonnique et la finance juédo-saxonne.

Quant aux Britanniques, vous avez retrouvé en eux les ennemis séculaires qui ne pensent qu'à trouver à la paix une France sans armée, sans marine, sans colonies, sans tradition.» (*London, Procès Dentz*, p. 262-263)

Il est intéressant de comparer les deux textes. Voir aussi: *Hytier*, p. 278-279.

(17) Fabre-Luce cite pour ceci les paroles par lesquelles le général Dentz accueillit l'envoyé spécial allemand Otto Rahn. Selon Rahn, le général Dentz lui communiqua, lors du premier entretien, que c'était avec peu de plaisir, que lui, Dentz, accueillait un envoyé allemand. Voir: *Rahn*, p. 154-155. Fabre-Luce le mentionne à la page 167 de son livre.

Rahn décrit cependant comment le général Dentz changea bientôt d'attitude.

(18) Voir pour cet arrêt l'annexe n° 2.

(19) Fabre-Luce estime que la peine à laquelle on a condamné le général Dentz n'a pas été juste. En prétendant ceci il avance des arguments qu'on a pu employer dans la guerre froide:

«Quelle que puisse être à ce sujet la légitime divergence des appréciations, il est aujourd'hui évident que la peine capitale était pour Dentz un châtiment monstrueux. Toute la responsabilité de l'affaire incombe à Darlan, qui avait pris la décision...»

Le 17 avril 1945, à la Haute-Cour, cet honnête soldat doit rendre compte de ses actes devant des communistes moins patriotes que lui...» (*Fabre-Luce*, p. 197-198).

NOTES CHAPITRE VIII (p. 140-156)

(1) Traduction d'un télégramme de M. Eden adressé à Sir Miles Lampson et communiqué au général de Gaulle, au Caire. Voir, pour le télégramme d'Engert à Washington: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 743-744.

(2) Dans ses mémoires le général de Gaulle mentionne qu'il avait fait savoir déjà le 13 juin sur quelles bases, à son avis, un armistice devait être accordé. Cependant, le texte d'une telle communication n'est donné ni dans les mémoires du général de Gaulle ni dans ceux de Churchill. Mais Churchill cite un télégramme qu'il a envoyé le 19 juin 1941 au général de Gaulle et dans lequel il se réfère à un télégramme reçu par lui le 13 juin:

«Thank you for your message to me of June 13. I value your views highly. They have been specially helpful in the light of most recent events in Syria. You may be sure that I always cherish the interests of the Free French movement, so vital to the rebirth of France. Best wishes.» (*Churchill III*, p. 689-690)

On peut déduire d'une autre source encore que le général de Gaulle avait communiqué son opinion sur cette question dès le 13 juin. Le vice-amiral Muselier donne une analyse d'un télégramme que le général de Gaulle avait envoyé à Churchill et que lui, Muselier, reçut le 14 juin 1941 de la part de Cassin. Je cite de cette analyse: « . . . Le général de Gaulle prévoit que Dentz pourrait être amené à demander un armistice.

Dans ce cas, il conviendrait d'opposer un refus catégorique à toute demande du général Dentz, tendant à obtenir le droit de rembarquer ses troupes pour la France.»

Le général Spears avait ajouté à ce télégramme qu'en ce qui concernait cette question il était absolument d'accord avec le général de Gaulle, et il donna un certain nombre de raisons qui expliquaient pourquoi on ne devait jamais déférer à une telle prière de Dentz. Voir pour cette analyse: *Muselier*, p. 218-220.

Dans une note que le général de Gaulle remit à Lyttelton le 21 juillet 1941, il se réfère à ce télégramme du 13 juin. Voir l'annexe n° 5.

(3) Voir pour le texte de ce télégramme: *Gaulle I*, p. 425-426.

(4) Traduction d'un télégramme de M. Eden à l'ambassadeur britannique à Washington et communiqué au général de Gaulle. Voir, pour le texte original de ce télégramme en anglais: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 745-746. Engert ne transmit pas dans son entier le contenu du télégramme à Conty. Voir à ce sujet: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 746-747, les télégrammes 232 et 108.

(5) A la page 162 du premier tome de ses mémoires de guerre le général de Gaulle se plaint du fait que les Britanniques ne tenaient pas compte non plus d'un autre point important de sa note de 19 juin, c'est-à-dire «les précautions que je voulais voir prendre pour empêcher que les militaires et fonctionnaires du Levant fussent rapatriés massivement». Conférez le point 5 du télégramme de M. Eden.

(6) Selon Laffargue le 24 juin; *Laffargue*, p. 150.

(7) Lors de son procès, Dentz en cita les deux premiers alinéas; *London, Procès Dentz*, p. 222. Laffargue ne mentionne pas sa source.

(8) Voir: *London, Procès Dentz*, p. 230-235.

(9) Voir pour le texte, tel qu'il fut télégraphié à Washington par l'ambassade des Etats-Unis à Vichy: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 755-756.

(10) Laffargue cite un télégramme que le général Dentz envoya à Vichy dans les premiers jours de juillet 1941:

« . . . la situation est très grave . . . Je suis menacé fortement sur Alep et sur Beyrouth . . . La perte (de l'une ou de l'autre) mettrait fin pratiquement à toute résistance sérieuse. Nous ne pouvons plus compter, vu la cadence de leur arrivée, que les renforts arriveront en quantité suffisante pour redresser la situation . . . Je vous demande de me faire connaître, d'une part où en sont les négociations entamées, d'autre part si la situation ici devenait sans issue, dans quel sens et sur quelle base je serais autorisé à entrer en relations avec les Anglais.» (*Laffargue*, p. 161)

Bien qu'il ressorte du texte que je ne veux pas imputer à Dentz et à ses collaborateurs la lenteur des négociations, on ne doit pas, d'autre part, exagérer «l'enthousiasme» pour ces négociations. Engert rapporte ainsi un entretien qu'il eut, le 25 juin, avec Conty:

«Please inform British authorities that Conty told me this morning the French

authorities did not feel the time had come to negotiate. And when I said the terms might not be quite the same later he replied peevishly he could not help that. He said the British military effort had been so feeble that at this rate it would take them 2 months to occupy Syria and by that time «the Germans will wipe up the floor with them and occupy Jerusalem within 48 hours.» (*For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 750)

(11) *Le Temps* du 11 juillet 1941 publia le communiqué suivant du ministre-sécrétaire d'Etat à la Guerre du 9 juillet, dans lequel on annonçait que Dentz avait reçu l'autorisation de négocier:

«Depuis plus d'un mois les troupes du Levant sont engagées dans une lutte farouche pour affirmer la volonté de la France d'assurer la défense des territoires confiées à sa garde.

Malgré tous ses efforts le gouvernement s'est trouvé dans l'impossibilité de faire parvenir en quantité suffisante à ces troupes les renforts qu'il avait mis sur pied en vue de leur permettre de poursuivre la lutte.

Aussi, désireux de ne pas prolonger dans un combat chaque jour plus inégal une effusion de sang particulièrement douloureuse et d'abréger les souffrances que la guerre inflige aux populations de Syrie et du Liban, estimant sauf l'honneur des armes, le gouvernement a décidé d'autoriser le général Dentz à demander une immédiate suspension d'armes.

Une démarche a été fait hier dans ce sens à Beyrouth par l'intermédiaire du consul général des Etats-Unis.»

(12) *Laffargue* (p. 172-173) cite ce communiqué comme un télégramme que Vichy aurait envoyé au général Dentz le 11 juillet 1941. Voir pour le texte anglais: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 771.

(13) Voir *Auchinleck*, p. 4216.

Je décris cette demande d'armistice avec une grave réserve. Il existe sur cette question un certain nombre de versions très différentes. La version mentionnée ci-dessus est, vu les textes des différents télégrammes et communiqués, la plus vraisemblable, mais je ne veux pas prétendre que la solution la plus vraisemblable soit toujours la plus exacte.

Je veux mentionner ici la version de Buckley, qui s'écarte le plus de la mienne, pourqu'on puisse comparer.

Il prétend que l'initiative fut du côté des Alliés. Selon lui le consul général des Etats-Unis à Beyrouth se mit en rapport avec le général Dentz le 30 juin 1941, sur la demande du commandant britannique, en lui proposant une conférence pour discuter les possibilités de mettre fin à la lutte. Dentz refusa d'accepter cette proposition. Le 9 juillet Dentz demanda pour la première fois de mettre fin aux combats. Ce même soir Vichy fit savoir que le général Dentz agit à ce sujet avec son approbation. Dès la mi-juin 1941, Wavell avait posé des conditions. Ces conditions furent remises à Dentz le matin du 11 juillet. Pour gagner du temps Vichy déclara ces conditions inacceptables. Bientôt après le général Dentz reçut cependant pleins pouvoirs pour agir comme bon lui semblait. Tout ceci selon Buckley. Voir: *Buckley*, p. 127-129. Voir aussi: *Long*, p. 511-513.

Les rapports directs entre Vichy et Londres dans cette période constituent un autre point mal éclairé dans cette question de la demande d'une suspension d'armes. Les données sur ces rapports directs entre Vichy et Londres sont fragmentaires et vagues. Que ces rapports sur cette question aient pourtant existé, cela ressort d'une note que Churchill envoya à Eden le 9 juillet 1941. Voir: *Churchill III*, p. 714-715.

(14) *Catroux* (p. 149) mentionne Repiton et Brossel. Selon *Muselier* (p. 221), cependant, la délégation du général de Gaulle à Saint-Jean-d'Acre se composa des

généraux Catroux, Legentilhomme et Valin; *Grand'combe* (p. 38) donne les noms de Catroux, Brosset et Valin; voir aussi: *Auchinleck*, p. 4216.

(15) Voir pour une photo de cette signature, *Wilson*, en face de la page 65.

(16) Respectivement 47 et 108 mots.

(17) Playfair en donne un compte rendu curieux:

«The terms [of the Convention] had already been approved by the British Government, who had insisted, contrary to General de Gaulle's wishes, that all Frenchmen should be given the choice of being repatriated or of joining the Free French.» (*Playfair II*, p. 221)

(18) D'après *Le Temps* du 1^{er} août 1941 ce furent: Djounieh, Tripoli, Lattaquié, Alep, Homs et Sous-el-Gharb.

(19) *Laffargue* (p. 175-176) donne un résumé de la Convention. Ce résumé-là est loin d'être complet; les citations qu'il donne ne sont pas conformes au texte de la Convention.

(20) Fabre-Luce, lui aussi, cite une partie de ce télégramme; voir: *Fabre-Luce*, p. 201-202.

(21) On trouve le texte de cette déclaration dans *Le Temps* du 18 juillet 1941.

(22) Selon Buckley on élabora également sous la surveillance de Dentz une organisation qui devait donner des renseignements à l'Axe et entretenir une agitation politique. Je n'ai toutefois pas pu trouver de preuves confirmant ces assertions. Les circonstances étaient pourtant favorables: haine contre les Britanniques et présence d'une équipe nombreuse d'Allemands. Il est presque certain que les armes, par le moyen desquelles les nationalistes syriens et libanais purent mener plus tard — 1943, 1945 — une agitation politique sous le régime de la France Libre, provenaient pour une grande part de l'arsenal de Dentz.

(23) Tous les auteurs donnent des chiffres différents. Le général de Gaulle écrit:

«Finalement, les ralliements se montèrent à 127 officiers et environ 6.000 sous-officiers et soldats... Mais 25.000 officiers, sous-officiers et soldats de l'armée et de l'aviation françaises nous étaient, en définitive, arrachés...» (*Gaulle I*, p. 175)

Selon le général Catroux:

«...seuls nous joignirent quelques dizaines d'officiers déjà acquis et deux mille soldats, pour la plupart des Légionnaires et des Noirs...» (*Catroux*, p. 162)

Lors de l'interview du 28 novembre 1956, je demandai au général Catroux s'il me pouvait dire ce que signifie la différence de ces évaluations. Il refusa de me répondre. Il dit que ses chiffres étaient exacts. Et après tout, dit-il, c'est lui qui avait incorporé ces troupes dans ses forces.

Soustelle (*Soustelle I*, p. 429) parle du ralliement de deux mille personnes; *Borden* (p. 147) indique 3.000 sur un total de 38.000; *Laffargue* (p. 182) mentionne que 90% des sous-officiers et soldats, et 85% des officiers furent rapatriés; selon Me de Vésinne-Larue (*London, Procès Dentz*, p. 304), 90% du total, tandis que Buckley (p. 135) mentionne que 5.688 personnes optèrent pour la France Libre et qu'environ 20.000 furent rapatriées. *Butler* (p. 522) écrit que 6.000 hommes rejoignirent le général de Gaulle, et que 37.500 furent rapatriés; *Longrigg* (p. 316) écrit que 127 officiers et environ 2.500 sous-officiers et soldats passèrent à la France Libre. *Auchinleck* (p. 4216) donne dans son rapport officiel 5.668 personnes sur 37.736; *Playfair II* (p. 221) et *Long* (p. 519) donnent les mêmes chiffres.

(24) Voir pour ce point la note que le général de Gaulle envoya du Caire le 2 juillet 1941 au général Catroux, et où il donna des directives pour un ralliement, par exemple: «Dans tous les cas et par principe, les officiers seront séparés de la troupe.

Mais il est, en outre, essentiel, d'établir diverses catégories de personnel qui doivent être traitées différemment.»

Cette note est cité entièrement dans: *Gaulle I*, p. 433-435. Comparez *Soustelle I*, p. 249-251.

Le général Catroux ne croit pas que le fait d'avoir maintenu l'unité des officiers et des soldats ait encouragé le non-ralliement. Mais ceci a une valeur apolégitique, car il avait accepté ce point à Saint-Jean-d'Acre. J'y reviendrai.

(25) Les premiers Français de Syrie arrivèrent à Marseille le 24 août 1941; c'était un groupe de 5.000 personnes. Voir *Le Temps* du 25 août 1941.

Auchinleck (p. 4216) écrit qu'au total 37.563 militaires et civils furent rapatriés; ce rapatriement eut lieu du 7 août au 27 septembre 1941.

(26) Fabre-Luce écrit:

«... l'Angleterre leur prépare un retour confortable et glorieux. On ira jusqu'à leur jouer *La Marseillaise* sur le quai au moment du départ. Mais quand enfin trente-deux mille hommes (sur trente-cinq mille) se seront éloignés, les Britanniques pousseront un soupir de soulagement, fiers de leur élégance et contents du résultat. Tous les cadres français (civils et militaires) sont dégarnis.» (*Fabre-Luce*, p. 192)

(27) Voir les instructions du général de Gaulle pour le général Catroux du 2 juillet 1941 en ce qui concerne le ralliement; *Gaulle I*, p. 433-435.

(28) Laffargue cite un télégramme du général de Gaulle au général Catroux du 21 juillet 1941:

«... Si les gens de Vichy, quel que soit leur grade, continuent à parader à Beyrouth, faites-les arrêter et reléguer...» (*Laffargue*, p. 179)

Ni de Gaulle ni Catroux ne citent ce télégramme; Laffargue ne donne pas sa source.

(29) Cette citation est intéressante parce qu'elle donne une impression d'ensemble de la situation plutôt que par l'exactitude minutieuse. Probablement Borden exagère-t-elle un peu.

(30) Lors de son procès le général Dentz nia avoir détruit du matériel, malgré la pression qui fut exercée sur lui, aussi bien par Vichy que par la commission italienne d'armistice et par Rahn, avant la signature de la Convention. Voir: *London, Procès Dentz*, p. 224-225.

(31) *Le Temps* du 21 août 1941 mentionnait qu'un avion, dans lequel se trouvaient des officiers britanniques, prisonniers de guerre, avait été en panne et avait atterri «dans la petite île de Scarpente».

(32) Le 4 septembre 1941 Dentz et ses 35 officiers furent mis en liberté. Bientôt après on leur donna l'occasion de retourner en France.

NOTES CHAPITRE IX (p. 157-169)

(1) Si Churchill, dans ses mémoires, essaye de donner l'impression qu'il a toujours appuyé le général de Gaulle, dans toutes les circonstances, il tente de former un mythe en estompant les négociations qu'il a fait mener pendant la guerre avec les autorités de Vichy (Regnier, Halifax-Chevalier). Il a existé plus de rapports entre Londres et Vichy qu'on est porté à le croire. La pression exercée du côté des Etats-Unis, causée par la peur que la flotte n'allât se battre aux côtés de l'Axe et par l'aversion profonde du général de Gaulle et de «sa» France Libre, y fut pour quelque chose.

Lors de l'interview du 28 novembre 1956, je demandai au général Catroux s'il avait remarqué que Churchill, dans ses mémoires de guerre, ne dit rien de ses relations avec Vichy. Le général Catroux me répondit que Churchill avait de bonnes raisons pour taire cette question!

Je soumis cette même question à Soustelle. Selon lui, Churchill essaya de se gagner les deux parts.

Pour les contacts entre Vichy et Londres, voir: *Hytier*, en particulier les pages 99 à 107 et 267 à 270; *Churchill II*, p. 714-715; *Aron*, p. 283-284, 299-303, 320-323; *Charles-Roux*, p. 151-169, 338-356, 383; *Weygand, Mémoires*, p. 467-480; *Leahy*, p. 527; *Langer*, p. 87-89, 120-121.

(2) *Kimche* parle de «The Club».

(3) Probablement le télégramme auquel Catroux fait allusion est le télégramme suivant:

«Brazzaville, 15 juillet 1941.

J'espère que vous n'avez pas été amené à signer cette convention d'armistice qui est contraire à mes intentions et instructions. Laisser les troupes de Vichy sous les ordres de leurs officiers avec la promesse d'un prochain rapatriement sur des bateaux de Vichy rend impossible le ralliement d'un nombre d'hommes important . . .

Ceci fait peut-être l'affaire des Anglais, qui sont toujours sous l'empire de leur illusions sur Vichy et dont le désir est avant tout de se débarrasser des éléments français dont ils ne comprennent pas le parti que nous pouvons en tirer. Mais le résultat en est très fâcheux pour la France, puisque cela gêne notre redressement militaire . . .

Je n'approuve donc pas ces conditions, au sujet desquelles on ne m'a du reste jamais consulté durant les négociations qui, pourtant, ont duré trois jours. En conséquence, je me vois obligé de prendre des mesures pour en faire retomber uniquement la responsabilité sur les Anglais aussitôt que je serai en possession des détails de l'accord. J'étudie également dans quelle mesure vous avez résolu les questions qui étaient vitales pour nous. J'arriverai au Caire vendredi.»

Texte du télégramme du général de Gaulle adressé au général Catroux au Caire et communiqué au général Spears, à l'ambassadeur britannique au Caire et au commandant en chef britannique. Voir: *Gaulle I*, p. 442.

(4) Voir les citations du télégramme du 1^{er} juillet 1941 ci-dessus, p. 154 et p. 159; voir aussi note 2 du chapitre 8, ci-dessus.

(5) Voir la citation du livre du général Catroux, ci-dessus, p. 160.

(6) Lors de l'interview, le général de Gaulle s'éleva contre le terme de «négociateur». Il n'avait jamais désigné Catroux comme «négociateur», mais uniquement comme «observateur». Le général de Gaulle insista beaucoup sur ce point. «Il n'a pas participé aux négociations», dit-il textuellement. Selon lui, le général Catroux l'avait aussi entendu ainsi, sinon il ne se serait jamais rendu à Damas pour assister à une parade le 14 juillet 1941, l'un des jours les plus importants de la négociation.

Le général de Gaulle dit encore que ce n'était nullement dans la ligne de sa politique que le général Catroux fût présent à Saint-Jean-d'Acre comme négociateur. Il avait compris par avance que les négociations seraient un échec (il cita à ce propos le télégramme d'Eden à Washington). C'est pour cela qu'il n'avait pas voulu être mêlé à ces négociations, pour pouvoir dire plus tard: je n'y étais pas, je l'ignore, aussi je ne l'accepte pas.

(7) Le 18 août 1941 les Britanniques annoncèrent que le général Catroux incorporait les troupes du Levant. D'après *Le Temps* du 19 août 1941 le gouvernement français protesta contre cette «violation manifeste des engagements souscrits par l'Angleterre à Saint-Jean-d'Acre».

(8) En lisant la description que le général Catroux donne de cette question des armes et des troupes spéciales, on pourrait avoir l'impression que ces questions furent réglées d'une façon favorable à la France Libre grâce à ses activités. Cela n'est pas

exact. Comme nous le verrons ci-dessous, le cours favorable à la France Libre que prirent ces deux affaires fut le résultat de l'attitude énergique que prit le général de Gaulle lors des négociations qu'il mena fin juillet 1941 avec Lyttelton au Caire.

(9) Le général Catroux souligne le fait qu'on ne doit pas oublier que la Convention signifia malgré tout une grande victoire:

«Le Levant échappait à Vichy et, par suite, aux Allemands. La France Libre était établie au Levant où elle exercerait les pouvoirs de la France.» (Catroux, p. 164).

(10) Ce n'était pas la première fois que ceci se produisait. La lutte entre les départements britanniques dans la politique du Moyen Orient est un fait connu. L'un des exemples les plus frappants est la bataille de Turubah de mai 1919, où Ibn Séoud — pourvu d'argent et d'armes de l'India Office — remporta une victoire sur l'émir Hussein — pourvu d'argent et d'armes par le Foreign Office.

(11) Il y a désaccord sur l'orthographe du nom de M. Lyttelton. Soustelle écrit toujours Lyttelton, Anne Collet toujours Littleton.

(12) Le général de Gaulle avait une opinion différente. Dans un télégramme envoyé à la Délégation de la France Libre à Londres, daté du 22 juillet 1941, il dit:

«. . . La guerre sera gagnée par l'Angleterre avec la France ou bien elle ne sera pas gagnée.» (Gaulle I, p. 449)

(13) Comparez la lettre du 24 juin 1941 du général de Gaulle au général Catroux par laquelle il lui faisait part de sa nomination comme Délégué général et plénipotentiaire et Commandant en chef du Levant; *Gaulle I*, p. 430-431.

(14) Le général de Gaulle donne la traduction suivante de la lettre qu'il reçut de la part de M. Lyttelton:

«Le Caire, le 23 juillet 1941.

Mon cher Général,

Je vous écris pour vous dire que je suis d'accord pour que la convention d'armistice en Syrie soit l'objet de l'arrangement interprétatif que vous m'avez soumis; cet arrangement devant être discuté ce matin par nos représentants. Une fois qu'il sera approuvé et signé, il sera naturellement mis en application immédiate par les autorités civiles et militaires qu'il concerne.

Croyez-moi, mon cher Général, très sincèrement vôtre.» (Gaulle I, p. 449)

(15) Soustelle donne de cette lettre la citation suivante:

«Cet accord fait autorité et remplace ou annule (*supersedes or overrides*) toute autre interprétation de la Convention pour ce qui concerne les autorités britanniques et françaises libres.» (Soustelle I, p. 254)

(16) Ce texte anglais est cité littéralement du livre du général Catroux. *Hourani* (p. 244-245) donne un texte légèrement différent.

Le texte de cette lettre est très important. Dans ses mémoires le général de Gaulle en donne, dans les documents donnés en appendice, la traduction suivante:

«Mon cher général de Gaulle,

Je vous adresse, ci-joints, le texte d'un accord ainsi que celui d'un accord supplémentaire, que nous avons établis ensemble ce matin et qui concerne la collaboration entre les autorités britanniques et les autorités françaises libres au Moyen-Orient.

Je voudrais profiter de cette occasion pour vous assurer que nous, Britanniques, reconnaissions les intérêts historiques de la France au Levant. La Grande-Bretagne n'a aucun intérêt en Syrie et au Liban, sauf celui de gagner la guerre. Nous n'avons nullement l'intention d'empêter, d'aucune façon, sur la position de la France. La France Libre et la Grande-Bretagne ont, l'une et l'autre, promis l'indépendance à la Syrie et au Liban. Nous admettons volontiers qu'une fois

Notes chapitre IX (p. 157-169)

cette étape franchie et sans la remettre en cause, la France devra avoir une position dominante et privilégiée au Levant, parmi toutes les nations d'Europe. C'est dans cet esprit que nous avons traité les problèmes en discussion. Vous avez pu prendre connaissance des récentes assurances du Premier Ministre dans ce sens. Je suis heureux de vous les confirmer aujourd'hui.

Je serai heureux d'être informé que les textes ci-joints ont votre agrément et votre approbation.

Très sincèrement à vous.» (*Gaulle I*, p. 455-456)

Dans le texte des mémoires eux-mêmes (p. 169-170) le général de Gaulle cite des fragments de l'alinéa commençant par «Je voudrais profiter...», dans lesquels se trouvent six variations, bien que des variations sans grande importance.

Anne Collet cite cette lettre ainsi:

«Pour clore notre conversation de ce jour, je suis heureux de vous redonner l'assurance que la Grande-Bretagne n'a aucun intérêt en Syrie et au Liban, sinon celui de gagner la guerre. Nous n'avons nullement l'intention d'empêter sur les positions de la France. La France Libre et la Grande-Bretagne sont également intéressées à l'indépendance de la Syrie et du Liban. Quand ce pas essentiel a été fait, sans préjudice pour lui, nous avons librement admis que la France ait la position prédominante en Syrie et au Liban, avant tout autre puissance européenne. C'est dans le même esprit que nous avons toujours agi. Vous devez connaître les récentes paroles du premier ministre dans ce sens. Je suis heureux de les confirmer de nouveau à nos amis et alliés qui ont toute notre sympathie et tout notre appui.» (*Collet des Tcherkesses*, p. 214-215.)

(17) *Hourani* (p. 245) donne un texte anglais de cette lettre.

(18) Pour la commodité j'utilise les versions que le général de Gaulle donne de ces lettres; *Gaulle I*, p. 455-456 et p. 459.

ANNEXES

ANNEXE n° 1.

«Protocole des Négociations Franco-Allemandes, mai 1941.

I. SYRIE-IRAK.

1) Comme suite aux négociations politiques, le Gouvernement français s'engage à donner satisfaction aux désirs allemands suivants:

a) Accord de principe sur la cession à l'Irak, contre paiement du matériel de guerre stocké en Syrie jusqu'à concurrence des trois quarts de l'ensemble dudit matériel ainsi qu'il a été fixé en son temps.

Exception est faite en vertu des accords particuliers pour les armes nécessaires à la défense immédiate de la Syrie.

b) Pendant la durée de l'état de choses actuel en Irak, escale et ravitaillement dans la mesure du possible des avions allemands et italiens avec octroi à l'Armée de l'Air allemande d'un point d'appui dans le Nord de la Syrie (Alep).

c) Utilisation des ports, routes et voies ferrées syriens pour les livraisons à destination de l'Irak.

d) Sur instructions précises à donner par le Haut Commissaire français, instruction sur le sol syrien de soldats irakiens dans le maniement des armes françaises cédées.

e) Transmission du Haut Commandement allemand (à charge de réciprocité) de tous renseignements recueillis sur les forces anglaises et sur les mesures de guerre dans le Proche Orient.

Le Gouvernement français déclare, en outre, que le Haut Commissaire français au Liban et en Syrie accordera, dans la mesure du possible, des prestations nouvelles, suivant les demandes qui lui seront adressées d'après la situation par les Services allemands locaux et affirme, par ailleurs, qu'il est décidé à défendre la Syrie et le Liban par tous les moyens contre toute attaque en vue d'y maintenir la souveraineté française.

2)

II. AFRIQUE DU NORD.

III. AFRIQUE OCCIDENTALE ET EQUATORIALE.

Paris, le 28 mai 1941.

Pour le Haut Commandant
de l'Armée allemande:
Général de Brigade.

Copie certifiée conforme: le colonel Marty.»

Texte tiré de: *London, Procès Dentz*, p. 351-361. On le trouve également dans: *Délégation Française*, IV, p. 472-478; *Langer*, p. 402-411.

ANNEXE n° 2.

Arrêt rendu dans le procès Dentz.

«Attendu qu'il résulte des débats qu'une révolte ayant éclaté au printemps de 1941 en Irak contre l'Empire britannique, allié de la France, l'Allemagne, qui avait fomenté ce mouvement et qui entendait le favoriser, demanda aux autorités de Vichy de fournir à l'Irak les armes laissées par la convention d'armistice à notre disposition en Syrie et de permettre à ses forces aériennes d'utiliser les bases de ce pays;

Que, dans ce but, dès le début de mai 1941, tant par des télégrammes que par l'intermédiaire d'un sieur Guérard, chargé d'une mission secrète, Dentz, haut commissaire en Syrie, fut invité à venir en aide militairement à la puissance révoltée;

Qu'en conséquence de ces instructions, Dentz fut immédiatement mis en rapport avec un conseiller du Reich, le sieur Rahn, venu dans le même avion que Guérard, qui devint en quelque sorte l'agent de liaison occulte entre l'Allemagne et lui;

Que Dentz procéda à la livraison à l'Irak d'une partie importante du stock d'armes détenues en Syrie;

Que, d'accord avec Rahn, il ordonna les mesures nécessaires à l'utilisation des bases aériennes dont l'Axe avait besoin;

Qu'il prit toutes dispositions pour que ces différentes concessions faites à l'Allemagne demeurassent secrètes et pour que les soupçons de l'Angleterre ne pussent s'éveiller, de manière aussi à ne pas susciter un mouvement d'inquiétude dans les populations syriennes et à ne pas froisser les susceptibilités patriotiques des troupes françaises placées sous ses ordres, lesquelles, selon l'expression de Guérard, n'auraient pas compris qu'elles devaient lutter pour le compte de l'Allemagne;

Que, pour conserver le secret à la coopération effective donnée dans ces conditions à l'Allemagne, Dentz demanda que les personnalités militaires allemandes qui venaient en Syrie fussent dissimulées sous un costume civil;

Que, dans le même but, pour cacher la véritable identité du conseiller allemand Rahn, ce dernier prit, à la connaissance de Dentz, le nom bien français de Renoir;

Que, malgré le concours donné à l'Irak, la lutte se termina rapidement par la défaite de ce pays, mais que l'Angleterre, qui s'était rendu compte du rôle joué par la Syrie et qui avait sans doute eu connaissance d'accords intervenus entre Vichy et l'Allemagne à cette époque pour faciliter les entreprises de cette dernière, se décida à une intervention armée en Syrie, ayant à ses côtés les troupes françaises qui avaient suivis le général de Gaulle;

Qu'ayant passé à l'attaque le 8 juin 1941, elle se heurta, sur le territoire syrien, à une résistance qui se poursuivit pendant quelques semaines et au cours de laquelle Dentz ne craignit pas d'envisager le transport par avions allemands de troupes françaises appelées en renfort en Syrie;

Que cette résistance eut un caractère acharné et entraîna la mort d'au moins 1.500 Français et, sans doute, d'autant de soldats de l'armée britannique;

Que, toujours d'accord avec Rahn, Dentz n'hésita pas à solliciter de Vichy l'intervention de stukas du Reich pour assurer le bombardement de la flotte anglaise;

Attendu ;
Attendu ;

PAR CES MOTIFS,

Vu

Condamne Dentz à la peine de mort et à la dégradation militaire,
Déclare qu'il a cessé d'être décoré de la Légion d'Honneur,

Prononce la confiscation au profit de l'Etat de tous ses biens, présents et futurs,

Le condamne en outre aux dépens.»

London, Procès Dentz, p. 347-349.

ANNEXE n° 3.

«Note des Alliés en réponse à la demande de suspension d'armes formulée par le général Dentz (publiée le 12 juillet 1941).

1. Les Alliés n'ont pas d'autre but en Syrie que celui d'empêcher qu'elle ne serve de base à des forces terrestres et aériennes ennemis contre leurs positions militaires dans le Moyen Orient; ils se sont également engagés à l'égard de la population arabe en lui donnant, lors de leur entrée en Syrie, une garantie d'indépendance. La Grande-Bretagne a appuyé la déclaration du général Catroux. La représentation des Français dans le Levant sera assurée par les Autorités françaises libres dans le cadre de la promesse d'indépendance qu'elles ont donnée à la Syrie et au Liban et à laquelle la Grande-Bretagne est elle-même associée.

2. Les Alliés n'éprouvent aucun ressentiment d'aucune sorte contre les Français en Syrie et sont disposés à accorder *de pleno* une amnistie complète en ce qui concerne le récent combat. Ils n'ont aucun grief à formuler à l'égard d'aucun des Chefs, des Autorités ou des Troupes en Syrie.

Le général de Gaulle qui n'a jamais sévi contre aucun de ses camarades de l'Armée qui a combattu contre lui, en exécution des ordres qu'ils ont reçus, n'a pas l'intention de le faire dans les circonstances présentes.

3. Ils doivent cependant prendre des assurances pour empêcher le matériel de guerre de Syrie d'être employé contre eux. Ce matériel doit, en conséquence, leur être livré.

4. En ce qui concerne les Troupes Françaises en Syrie, pleine liberté doit leur être donnée de se joindre aux Forces alliées dans leur lutte contre les puissances de l'Axe. En même temps, les Alliés se réservent le droit de prendre les mesures propres à assurer la liberté et la sincérité du choix de chacun.

5. Toutes facilités doivent être données pour que chacun d'eux soit complètement averti de la situation et du choix qui lui est offert. Les membres des Forces combattantes qui ne sont pas disposés à se joindre à la cause alliée seront rapatriés avec leur famille, si les circonstances le permettent et lorsqu'elles s'y prêteront.

6. Des conditions honorables seront offertes à tous ceux qui souhaitent se joindre aux Forces alliées. A ceux qui seront pris bons pour le service, on offrira de continuer à exercer leurs fonctions avec le grade qu'ils ont pendant l'enquête. Les autres seront honorablement traités en attendant leur rapatriement. A tous les officiers disposés à aider la cause alliée, on donnera autant que possible un emploi correspondant à leurs dispositions et à leur grade et leurs soldes seront garanties. Les autres gradés seront traités de la même manière que les officiers de l'armée. Ceux qui ne sont pas disposés à aider la cause alliée seront rapatriés avec leur famille.

7. Les voies ferrées, ports, communications et installations radio, installations pétrolières, etc.... ne seront pas endommagés ou détruits, mais remis aux Alliés pour leur usage. Les Forces alliées auront le droit d'occuper militairement la Syrie pendant la guerre.

8. Tous les Allemands ou Italiens en Syrie seront livrés pour être internés.

9. Tous les bâtiments de guerre seront remis intacts pour être internés et, en conséquence, seront amenés et maintenus à Beyrouth comme base. Ils pourront être éventuellement dirigés ailleurs sur ordre du Commandant en Chef de la Méditerranée, si les conditions de sécurité l'exigent.

La restitution des bâtiments après la guerre ou leur compensation est garantie à une France amie.

10. Le blocus sera levé et la Syrie et le Liban seront immédiatement mis en relation avec le bloc sterling.

11. Tous les Anglais faits prisonniers au cours des opérations de Syrie et du Liban seront remis en liberté.

Le Gouvernement britannique désire que vous fassiez clairement savoir au général Dentz, en lui communiquant ces conditions que, suivant certaines informations, des officiers britanniques ayant été envoyés en France pour y être internés, les Autorités britanniques seront dans la nécessité aussi longtemps que durera la mise en liberté des prisonniers britanniques intéressés, d'interner un nombre suffisant de partisans de Vichy, en provenance de Syrie, afin de prévoir le cas dans lequel des prisonniers de guerre anglais ne seraient pas restitués mais resteraient internés en France.

Le Gouvernement britannique désire également que vous expliquez que, si le général Dentz accepte les conditions contenues dans le présent mémo-randum, comme base de négociations et répond dans ce sens, les Autorités militaires britanniques seront prêtes à cesser les hostilités et à rencontrer les représentants du général Dentz sans autre délai.»

Ces conditions furent publiées le 12 juillet 1941. Cette note est reproduite comme annexe dans: *London, Procès Dentz*, p. 363-365.

On peut trouver aussi le texte de cette note dans *Le Temps* du 13 juillet 1941.

Laffargue (p. 210-212) donne un texte qui s'écarte beaucoup de celui du *Procès Dentz* et du *Temps*. Il omet par exemple les deux derniers alinéas.

Lors de son procès le général Dentz ne cita que quelques parties de cette note; voir: *London, Procès Dentz*, p. 223-224.

Pour le texte anglais original, voir: *For. Rel. U.S. 1941-III*, p. 765-766.

ANNEXE n° 4.

Convention de Saint-Jean-d'Acre.

«Le Général Sir Henry Maitland Wilson, C.B.E., K.C.B., D.S.O., Commandant en chef des forces alliées en Palestine et en Syrie, agissant au nom des commandants en chef dans le Moyen-Orient, d'une part, et le Général de Verdilhac, Commandeur de la Légion d'Honneur, Adjoint au Commandant en chef des troupes du Levant, agissant au nom du Haut-Commandement français, d'autre part, sont convenus d'un accord portant cessation des hostilités en Syrie et au Liban et dont les dispositions sont les suivantes:

1° Les hostilités sont arrêtées le 11 juillet 1941 à 21h.01 G.M.T.

2° Les forces alliées occuperont les territoires syrien et libanais. Les forces françaises seront concentrées dans certaines zones fixées par une commission composée de représentants des deux parties; cette concentration devra être achevée le mardi 15 juillet 1941 à midi, heure à laquelle les forces alliées feront mouvement pour procéder à l'occupation de certains points stratégiques. Jusqu'à leur rapatriement, les troupes françaises resteront avec des cadres réduits sous le commandement français qui pourvoira à leur subsistance et gardera, à cet effet, la disposition des stocks d'intendance existants. Des dispositions spéciales sont prévues en ce qui concerne le Djebel Druze où, pour des raisons de sécurité, les troupes françaises resteront dans leurs garnisons jusqu'à leur relève par les troupes britanniques.

3° Afin d'assurer la sécurité publique, l'occupation des principales localités syriennes et libanaises sera effectuée selon un programme qui permettra le remplacement immédiat des forces françaises par les forces occupantes.

4° Les champs de mines maritimes et terrestres seront signalés aux autorités occupantes;

5° Tous les honneurs de guerre seront rendus aux forces françaises. Celles-ci se retireront dans les zones de stationnement qui auront été prévues, avec l'ensemble de leurs armes, y compris les canons, mitrailleuses, chars, auto-mitrailleuses et toutes leurs munitions. Toutes les mesures nécessaires seront prises par le Commandement français pour éviter que des armes et munitions ne soient laissées à l'abandon sur les champs de bataille ou dans quelque lieu que ce soit. Les Autorités militaires françaises prêteront toute assistance utile en vue de la récupération des armes qui pourraient se trouver aux mains de la population.

6° En considération des honneurs de la guerre accordés aux forces françaises, les officiers, sous-officiers et soldats français sont autorisés à garder leurs armes individuelles (fusils ou mousquets, revolvers, baïonnettes, épées ou sabres); les soldats ne conserveront aucune munition. Dans chaque unité, pour des raisons de sécurité, il sera laissé un chiffre réduit de munitions. La gendarmerie gardera ses armes et une quantité réduite de munitions.

Tout autre matériel de guerre, y compris les canons, les batteries côtières, anti-aériennes, ainsi que les véhicules militaires, sera stocké sous le contrôle des Autorités britanniques. Celles-ci procéderont à une inspection de ce matériel et auront le droit de prélever le matériel qui leur sera nécessaire. Le reste sera détruit par les Autorités françaises sous le contrôle des Autorités britanniques.

7° Les prisonniers appartenant aux alliés seront immédiatement libérés, y compris ceux qui ont été transférés en France. En ce qui concerne ces derniers, les Autorités britanniques se réservent le droit de détenir en captivité un nombre égal d'officiers français, autant que possible de grade équivalent, jusqu'à ce que les prisonniers transférés en France aient été libérés. Les prisonniers français seront libérés lorsque tout le territoire syro-libanais aura été occupé et les clauses du présent accord pleinement exécutées. Ils seront alors mis en mesure de rejoindre leurs unités en vue de leur rapatriement.

8° L'alternative de se rallier à la cause alliée ou d'être rapatrié sera laissée au libre choix de chaque individu, tant civil que militaire. Les civils qui ne se rallieront pas à la cause alliée pourront être, sur leur demande, admis par les Autorités britanniques à rester au Levant.

9° Les fonctionnaires d'autorité et les fonctionnaires appartenant à des services techniques et les officiers des services spéciaux resteront en fonctions le temps nécessaire pour assurer la continuité de l'administration du pays, jusqu'à ce qu'ils puissent être remplacés. Ils pourront alors être rapatriés, s'ils en expriment le désir. Ils pourront être licenciés pour attitude répréhensible ou services insuffisants.

10° Les Autorités britanniques sont d'accord pour que le rapatriement des troupes et ressortissants français soit effectué par les transports maritimes français, sous réserve que ce rapatriement ne concerne que les personnes

ayant opté pour le rapatriement. Les Autorités britanniques auront le droit de contrôler ces opérations de rapatriement.

11° Les avoirs en monnaie des ressortissants français rapatriés seront transférés suivant les modalités à établir. Les intéressés bénéficieront d'un traitement qui ne saurait être moins favorable que celui qui a été appliqué aux sujets britanniques ayant récemment quitté le Levant.

12° Les œuvres françaises (hôpitaux, écoles, missions religieuses, etc.) sont assurées que leurs droits acquis seront respectés. Les droits de ces institutions ne sauraient toutefois porter la moindre atteinte aux intérêts militaires des forces alliées.

13° Les administrations, les services publics et les services d'utilité publique, y compris les chemins de fer, transports en commun, installations d'électricité et de distribution d'eau, seront maintenus en état de fonctionnement avec leur personnel et remis intacts.

14° Tous les moyens de communications téléphoniques, télégraphiques, radiotélégraphiques, y compris le câble sous-marin, seront remis intacts aux Autorités occupantes. L'utilisation des liaisons télégraphiques avec la France sera assurée au Commandement français dans les mêmes conditions que pour les autres usagers.

15° Toute installation portuaire, tout établissement naval et tout navire, y compris les navires britanniques se trouvant dans les eaux territoriales syriennes et libanaises, seront remis intacts aux Autorités occupantes.

16° Tous les avions, tous les équipements et toutes les installations aéronautiques se trouvant sur les territoires syrien et libanais seront remis intacts dès la signature de la présente convention. Les avions britanniques seront mis en mesure d'utiliser tous les aérodromes et terrains d'atterrissement existant en Syrie et au Liban.

17° Les stocks de carburants seront livrés intacts. Les quantités nécessaires aux transports militaires seront mises à la disposition du Commandement français.

18° La monnaie et autres moyens de paiement en circulation ou en réserve dans les établissements bancaires et les caisses publiques ne subiront aucune destruction ni aucun détournement.

19° Les Autorités militaires britanniques se réservent le droit de prendre à leur service les troupes spéciales du Levant au fur et à mesure que celles-ci seront licenciées par les Autorités françaises. Les armes de ces troupes seront remises aux Autorités britanniques.

20° Les Autorités britanniques n'engageront aucune poursuite et ne prendront aucune mesure de rigueur contre les autochtones syriens et libanais qui ont pris part, à titre militaire ou administratif, aux récentes hostilités.

21° L'exécution du présent accord sera réglée et contrôlée par une «Commission de contrôle» qui siégera à Beyrouth et qui sera composée de cinq membres. Trois de ces membres, y compris le président, seront désignés par les Autorités britanniques, les deux autres par les Autorités fran-

çaises. Cette commission pourra donner autant de sous-commissions et avoir recours à autant d'experts qu'il lui sera nécessaire.

22° Le présent accord est établi dans les deux langues (français et anglais). En cas de désaccord le texte anglais fera foi.»

Texte tiré de: *Délégation Française, IV*, p. 627-630. Ce texte se trouve aussi dans *Le Temps* du 16 juillet 1941. *Hourani* (p. 373-375) et *Playfair II* (p. 335-337) donnent le texte anglais.

ANNEXE n° 5.

«Note remise par le général de Gaulle à M. O. Lyttelton, ministre d'Etat dans le Gouvernement britannique au cours de leur entretien du 21 juillet 1941.

Le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français ont pris connaissance des termes d'une convention d'armistice et d'un protocole additionnel, conclus le 14 juillet dernier entre le Commandement militaire britannique en Orient et les «autorités» de Vichy en Syrie, celles-ci agissant d'accord avec les ennemis de la France et sous leur contrôle.

Le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français constatent que cette convention et ce protocole additionnel, conclus en aboutissement d'une campagne entreprise en Syrie par les troupes françaises en coopération avec les troupes britanniques et à l'initiative du Conseil de Défense de l'Empire français, sont incompatibles dans leurs termes avec les intérêts militaires et politiques de la France et contradictoires avec les conditions dont ils ont, en temps utile, fait connaître au gouvernement et au commandement militaire britanniques qu'ils les jugeaient comme nécessaires. Ces conditions ont été précisées, notamment, dans le télégramme adressé le 13 juin dernier, par le Général de Gaulle à M. Winston Churchill, dans le texte arrêté en commun, le 19 juin, par l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire, les Commandants en chef britanniques en Orient et le Général de Gaulle, dans le télégramme adressé le 28 juin par le Général de Gaulle au Premier Ministre, et dans de nombreuses communications orales et écrites faites par le Général de Gaulle à l'Ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire, au major général Spears et aux Commandants en chef britanniques en Orient, tous documents ou communications auxquels, du côté britannique, il n'a jamais été fait aucune objection.

En présence de ces constatations, le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français ont l'honneur de faire connaître ce qui suit au Gouvernement de Sa Majesté britannique:

La France Libre, c'est-à-dire la France, ne se considère comme engagée d'aucune manière par ladite convention d'armistice et ledit protocole additionnel et se réserve d'agir en conséquence.

La France Libre, c'est-à-dire la France, ne consent plus à s'en remettre au commandement militaire britannique du soin d'exercer le commandement sur les troupes françaises en Orient. Le Général de Gaulle et le Conseil de Défense de l'Empire français reprennent la pleine et entière disposition de toutes les forces françaises au Levant à la date du 24 juillet 1941 à midi.»

Source: *Gaulle I*, p. 445-446

ANNEXE n° 6.

«Arrangement fixant l'interprétation à donner par les autorités britanniques et les autorités françaises libres à la convention d'armistice du 14 juillet mettant fin aux hostilités au Levant.

Article premier

Il est reconnu que le Commandement français libre a un intérêt prééminent dans toutes les questions intéressant les troupes de Vichy. Cet intérêt doit être pris en particulière considération pour tout ce qui concerne le stationnement et l'encadrement de ces troupes, et notamment les mutations de groupes ou d'individus qui seraient nécessaires seront prononcées par entente entre les deux commandements intéressés.

Article II

L'article 8 de la convention d'armistice prévoit que l'alternative de se rallier à la cause alliée ou d'être rapatrié sera laissée au libre choix de chaque individu. Cette liberté de choix ne peut que signifier qu'il sera permis aux autorités françaises libres d'expliquer leur point de vue au personnel visé avec la même plénitude et la même liberté accordées aux autorités de Vichy du fait de la présence d'officiers et de sous-officiers vichystes auprès de leurs hommes.

Tout arrangement qui aurait pu être pris et qui serait en opposition avec la convention d'armistice sur ce point ne pourrait en rien entamer le principe établi par le susdit armistice. Toutes mesures de stationnement et d'encadrement nécessaires pour donner plein effet à l'article 8 seront appliquées.

Article III

En ce qui concerne le rapatriement des forces vichystes, le Commandement britannique prendra en considération les desiderata du Commandement français libre afin que le plein effet soit donné aux termes de l'article 8 concernant le libre choix.

Article IV

Il est reconnu que le matériel est propriété française. La prise en charge sera effectuée par entente entre les deux commandements.

Le Commandement français libre emploiera ce matériel par priorité en Moyen-Orient.

Le Commandement français libre, par entente avec le Commandement britannique, mettra à la disposition de celui-ci le matériel qu'il ne sera pas en mesure d'utiliser dans un avenir rapproché, compte tenu de la constitution des réserves nécessaires. Le Commandement français libre, d'accord avec le Commandement britannique, pourra en reprendre la disposition s'il se trouve en mesure de l'utiliser lui-même.

Des techniciens français libres seront joints aux armuriers et aux techniciens britanniques pour la réception et l'examen du matériel.

Toute détérioration volontaire entraînera la responsabilité du détenteur et de ses chefs qui seront exclus de toute garantie arrêtée par la convention d'armistice.

Article V

Les services militaires des forces de Vichy continueront à assumer leurs fonctions selon les ordres des autorités d'occupation.

Article VI

Tous les établissements militaires (intendance, transmissions, artillerie, santé, train des équipages, ateliers de réparation, parcs et établissements de l'armée de l'Air, parcs et établissements de la Marine) restent gérés selon les ordres de l'autorité d'occupation par leurs chefs et leur personnel qui sont responsables de la conservation et de l'entretien des installations et des matériels, comme il est prévu pour le matériel à l'article précédent.

Cette responsabilité ne cessera qu'après décharge régulière.

Article VII

Les troupes spéciales du Levant que le Commandement français libre estima devoir conserver font partie des Forces Françaises Libres.

Article VIII

Etant donné la grande importance que revêt, pour les opérations, le maintien de l'ordre dans le Djebel Druze, il est entendu que le Délégué général français se concertera avec le Commandant en chef britannique pour toute mesure importante concernant le maintien de l'ordre dans cette région.

Article IX

Sous réserve de l'entente à établir en ce qui concerne la collaboration des services français et anglais concernant la sécurité, il est reconnu que la question des personnes civiles, visées à l'article 8 de la convention d'armistice, sera du ressort de l'autorité française.»

Source: *Gaulle I*, p. 451-453.

Le général Catroux donne également le texte, mais avec de petites variations à l'article VIII et IX; voir: *Catroux*, p. 166-168.

ANNEXE n° 7.

«Accord concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen-Orient.

Article premier

Le Moyen-Orient constitue un seul théâtre d'opérations. Les opérations défensives et offensives des alliés doivent y être coordonnées.

D'autre part, en raison des obligations particulières de la France sur le territoire des Etats du Levant, c'est en premier lieu à la défense de ce territoire que la France Libre a décidé de consacrer, dans la situation générale actuelle, les forces françaises d'Orient et les forces syriennes et libanaises.

Article 2

Tout plan d'opérations qui implique l'emploi de forces françaises conjointement avec des forces britanniques, ou qui affecte directement le territoire des Etats du Levant, doit être établi en commun par le Commandement britannique et le Commandement français.

Etant donné la prépondérance actuelle des forces britanniques par rapport aux forces françaises en Orient, il appartient au Commandement britannique du théâtre d'opérations d'Orient d'arrêter le plan et de fixer le rôle à jouer par les forces françaises dans les opérations communes. Le Commandement britannique du théâtre d'opérations d'Orient fixera ce rôle par délégation du Général de Gaulle. La même délégation devra s'appliquer à tout échelon du Commandement britannique subordonné au Commandant en chef en Orient, quand ce Commandant en chef aura chargé cet échelon de diriger des opérations intéressant le territoire des Etats du Levant ou impliquant l'emploi de forces françaises. Toutefois, si le Commandement français estime que le plan arrêté ou le rôle fixé aux forces françaises sont incompatibles avec ses responsabilités particulières concernant les Etats du Levant, il en référera au Général de Gaulle. La question sera alors tranchée par accord du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et du Général de Gaulle.

Article 3

Le commandement des forces britanniques et françaises opérant dans une même zone d'action est exercé normalement par un officier britannique ou un officier français, suivant que les forces britanniques ou les forces françaises y sont prépondérantes. Dans tous les cas, les liens organiques des unités, grandes ou petites, sont maintenus dans toute la mesure du possible.

Le commandement des forces britanniques subordonnées à un officier français ou le commandement des forces françaises subordonnées à un officier britannique exerce le droit et reçoit les facilités de rendre compte directement de sa situation, de sa mission et de ses demandes à l'échelon supérieur dans son armée, et de rester en liaison directe avec cet échelon. Il peut donner une forme secrète à ces communications.

Article 4

Quelles que soient la proportion et la mission des forces britanniques et des forces françaises, le commandement territorial (direction ou contrôle militaire des services publics, sécurité générale, gendarmerie, police, exploitation des ressources locales, etc. . .) appartient à l'autorité française en Syrie et au Liban.

Les forces britanniques qui opéreraient sur le territoire de la Syrie et du Liban et les forces françaises qui opéreraient sur d'autres territoires du Moyen-Orient peuvent y assurer par elles-mêmes leur sécurité immédiate et y utiliser toutes les ressources qui seraient nécessaires à leurs besoins. Elles le font, autant que possible, par concours du commandement territorial.

En territoire ennemi, le commandement territorial est réparti entre l'autorité britannique et l'autorité française, d'après la proportion des forces britanniques et françaises dans les diverses parties de ce territoire.

Article 5

Dans tous les cas, les forces britanniques et les forces françaises dépendent respectivement et exclusivement du Commandement britannique et du Commandement français pour tout ce qui concerne la discipline, l'organisation des troupes et des services, l'affectation du personnel et du matériel, la tenue, la censure postale, etc. . .»

Source: *Gaulle I*, p. 456-458.

Le texte est également cité dans: *Catroux*, p. 168-170, avec quelques petites variations dans les articles 1, 2, 3 en 4.

ANNEXE n° 8.

«Accord supplémentaire concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen-Orient.

Article premier

Le Général de Gaulle reconnaît au Commandement britannique au Levant qualité pour prendre toutes mesures de défense qu'il jugera nécessaire de prendre contre l'ennemi commun.

S'il se trouvait qu'une de ces mesures parût contraire aux intérêts propres

de la France au Levant, la question serait soumise au Gouvernement britannique et au Général de Gaulle.

Article 2

Le Général de Gaulle accepte le principe de lever des forces supplémentaires du désert pour les nécessités des opérations.

Il n'exclut pas que, si cela apparaît indispensable, certains officiers britanniques spécialisés soient détachés dans les unités du désert.

Il ne voit pas d'inconvénient à ce que des troupes du désert, recrutées dans le Nedj, en Transjordanie, en Irak ou dans d'autres territoires par les autorités britanniques, soient employées dans le désert syrien.

Article 3

Un élément du service de sécurité militaire britannique sera détaché auprès de la Sûreté générale des Etats du Levant, dans le but d'assurer la liaison avec le Commandement britannique et avec les services correspondants des Etats limitrophes et de se concerter avec les services français sur les mesures d'ensemble que le Commandement britannique pourrait juger nécessaires.»

Source: *Gaulle I*, p. 458.

Le texte est également cité dans: *Catroux*, p. 170, avec quelques petites variations dans les articles 2 et 3.

INDEX DES NOMS

A.

Abdull Illah: 91
Abdullah: 181
Abdull Latiff: 182
Abetz: 91-93, 190
Aras: 50
Arlabosse: 66
Aron: 190, 196, 199
Atallah: 182
Atassi: 8b, 8c, 39, 48, 181
Ataturk, Kemal
 voir: Kemal Ataturk
Atiyâh: 16, 25, 195
Attrache: 28
Auchinleck: 117, 147, 154, 159, 206, 207
Azim, Haqqi al-: 31
Azim, Khalid al-: 80, 188
Azme: 181

B

Balfour: 24
Barbir: 188
Barrès: 19
Bayet: 14
Becker: 19
Benoist-Méchin: 19, 119
Bentwich: 24, 176
Bergeret: 123, 133, 199
Beyhum: 54
Bittar: 182
Blum: 35
Böhm: 175
Bonnet: 34, 35, 39, 46, 49, 51, 52, 54, 179, 186
Borden (Lady Spears): 116, 125, 154, 155, 200, 206, 207
Boukhari: 45-48, 181
Bourg: 12
Bourgeois: 16
Bourget: 63, 64, 185
Brêves: 12, 13
Briand: 49
Brinon: 91
Brosset: 148, 160, 162, 205, 206
Brown: 148

Bruneau: 12, 14, 19, 175
Buckley: 87, 96, 97, 104, 115, 116, 118, 123, 125, 151, 195-197, 199-201, 205, 206
Butler: 192, 196, 206

C

Caillaut: 52
Caix: 33, 50, 51, 176, 178
Campbell: 183
Carbillet: 27, 28, 29, 177, 178
Carbuccia: 78
Cassin: 85, 189, 204
Catroux:
 Et l'appel du général de Gaulle: 59, 73
 Et le ralliement des Etats du Levant: 59-67, 73-75, 80-82, 97-99, 184-188
 Et l'action de force alliée au Levant: 85, 97-105, 107-112, 115, 117, 118, 120, 124, 126, 127, 189, 192-197, 200, 215
 Et la Convention de Saint-Jean-d'Acre: 141, 146, 148-150, 152-155, 157, 158, 160-163, 165, 205-208
 Et les accords de Gaulle-Lytton: 157, 168, 208, 209, 223
 Diverses: 6, 7, 8a, 33, 78, 88-90, 129, 145, 171, 186-188, 190, 207
Catroux, Mme: 125
Cecil: 22
Chabandar: 44, 180
Chambard: 147, 149
Charlemagne: 11
Charles V: 12
Charles IX: 12
Charles Martel: 11
Chartier (pseudonyme du général Catroux): 62, 65
Chevallier: 207
Chiappe: 4, 68, 78, 186, 187, 190
Choiseul-Gouffier: 14, 175
Chowdhuri: 176
Churchill:
 Et le ralliement des Etats du Levant: 59-63, 185
 Et l'action de force alliée: 103-105, 111, 116, 192, 193, 200

Diverses: 58, 72, 75, 98, 108, 156, 158, 159, 168, 183-185, 192, 195, 197, 203-205, 207, 208, 210, 220

Clark: 118

Clemenceau: 20, 21

Colbert: 14

Collet: 105, 109, 110, 119, 179, 194, 195

Collet, Anne: 188, 209, 210

Collins: 200

Colombani: 63

Conty: 120, 140, 141, 143, 147, 149, 191, 204, 205

Coulot: 64

Crane: 20, 176

Chrystall: 154, 155

Cunningham: 64, 99, 114

Curie: 126, 188

D

Daladier: 35, 45, 181

Damase: 177, 178, 200

Darlan: 3, 8c, 91, 93, 94, 106, 110, 115, 121, 130, 132, 133, 144, 152, 158, 171, 191, 193, 197, 201, 203

Dayan: 196

Delbos: 32

Delmont: 202

Denzt

Et la politique intérieure des Etats du Levant: 78-80, 118, 119, 188

Et son attitude envers l'Axe: 84, 86-88, 90, 92-95, 106-108, 126, 128-136, 190, 191, 201-203, 206, 207, 214, 215

Et la révolte irakienne: 90, 92-95, 127-133, 190, 191, 194, 197, 214, 215

Et l'action de force alliée: 3, 8b, 8c, 98-101, 105-108, 110, 112, 114-127, 133-135, 145, 158, 170, 171, 189, 192, 194-200, 202, 214, 215

Et la Convention de Saint-Jean-d'Acre: 140-156, 158, 162, 163, 166, 204-206, 215-217

Et la France Libre (ralliement des Etats du Levant inclus): 8b, 81, 82, 86, 98, 99, 124, 125, 135, 136, 153, 156, 170, 200, 201, 214, 215

Diverses: 4, 5, 28, 78, 88, 89, 137, 170, 171, 187, 188, 191, 194, 195, 203

Djabr: 39

Doyen: 190

Duffieux: 188

E

Eboué: 85, 189

Eddé: 52, 53, 80, 178

Eden: 88, 89, 95, 102, 103, 106, 113, 120, 140, 142, 143, 154, 157, 197, 203-205, 208

Eichmann: 189

Erlander: 56, 83

Engert: 89, 120, 129, 140, 141, 143-146, 189, 195, 203, 204

Essars: 64, 186

F

Fabre-Luce:

Et l'action de force alliée: 107-111, 126, 127, 133

Diverses: 21, 30, 34, 51, 69, 136, 175, 179, 188, 192, 194, 202, 203, 206, 207

Fauwzi: 119

Fayçal: 20, 26, 177

Fontaine: 184

Fougère: 63, 66, 67, 153, 185, 186

François I: 12

G

Gambetta: 14

Gamelin: 35

Gardener: 90, 95

Gathorne-Hardy: 187

Gaudillièvre: 144

de Gaulle:

Et l'armistice de juin 1940: 56-59, 73-76, 183, 184

Et le ralliement des Etats du Levant: 56, 57, 59-62, 64, 65, 73, 74, 125, 183, 184, 187

Et l'action de force alliée au Levant: 84, 86, 87, 97, 100-105, 107-112, 120, 124, 125, 189, 193-197

Et la Convention de Saint-Jean-d'Acre: 141-144, 146, 150, 152, 154, 156-163, 170, 203-208

Et les accords de Gaule-Lytton: 157, 163-169, 203, 208-210, 220, 221, 223, 224

Diverses: 3, 6, 7, 8d, 56, 58, 67, 85, 86, 88-90, 127, 148, 158, 159, 165, 170, 171, 185, 186, 189, 207, 214, 215

Gautherot: 51

Gentzon: 109

Germiny

voir: Germoles

Germoles: 12

Ghérardi: 196

Gilani (Shami Pir): 188

Giorgis: 121, 184, 197

Giraud: 62

Glubb Pacha: 112, 114, 117, 118, 195

Goering: 198

Görlitz: 116, 195, 197

Gouraud: 26

Goutton: 122, 123, 133, 198

Guérard: 92, 106, 190, 191, 202, 214

Guillaume II: 19

H

Haffar: 43, 181

Halevi: 189

Halifax: 207

Hamza: 45

Hananu: 31

Harburn: 13

Haroun al-Rachid: 11

Hautecloque: 42, 44, 48, 180

Havard: 74, 93, 131, 191, 202

Henri III: 12

Henry-Haye: 32, 113

Hentig: 83, 87, 89, 171, 188

Hinsley: 109

Hitler: 3, 55, 72, 87, 91, 92, 94, 95, 107-109, 113, 126, 130, 134, 135, 188-190

Hoare: 112

Hourani: 21, 175, 178, 181, 195, 209, 210

Huntziger: 34, 35, 91, 94, 121-123, 152, 160

Hussein: 19, 20, 26, 209

Husseini: 70, 91, 189

Hytier: 185

I

Ibn Séoud: 45, 209

Ibrahim: 17

J

Jazzar: 16

Jeannekeyn: 147

Jouvenel: 30, 31, 69

Jung: 106

K

Kanaan: 188

Kaufmann: 176

Keller: 44, 45, 180

Kemal Ataturk: 48

Khatib: 47, 48, 79, 182

Kilani, Rachid Ali: 3, 91, 101, 108, 110, 194, 196

King: 20, 176

Kirk: 52-54, 57, 79, 131, 156, 178, 180-182, 184, 187, 188, 191

Kirkbride: 117

Koch: 83

Kouatly: 79

Koury: 48

Kuzbari: 176

L

Labarthe: 191

Laffargue: 127, 144, 152, 187, 188, 190, 201, 202, 204-207, 217

Lampson: 60, 64, 99, 104, 140-143, 157, 161, 184, 201, 220

Lapierre: 12, 18

Larminat: 59, 60, 73, 85, 165, 166, 185, 189

Las Casas: 176

Laval: 68, 73, 186, 187

Lavarack: 114

Lawrence: 159

Leahy: 113

Lebrun: 48, 58, 62, 184

Leclerc: 85, 86, 189

Légentilhomme: 100, 102, 105, 115, 195, 206

Lescuyer: 106

Lloyd: 115

Lloyd George: 20, 21

Long: 117, 125, 154, 195, 200, 206

Longmore: 64, 99

Longrigg: 28, 175, 181, 182, 190, 206

Lorber: 196, 198

Louis XIII: 12

Louis XIV: 14, 175

Lytton: 154, 164-169, 204, 209, 210, 220

M.

Mackereth: 55

MacKinley: 176

MacMahon: 19, 20, 26, 175

MacMichael: 185

Mahmoud: 17

Mardam: 31-35, 38-40, 42, 43, 180, 181

Marie-Antoinette: 14

Marie-Rose: 188

Martel: 31, 32, 35, 42, 69

Massé: 64

Massigli: 8d, 49

Mathias: 13

Maximilian I: 12

McNair: 24

Méhémet Ali: 17

Mittelhauser: 55-57, 59, 64, 73, 182-186

Möllhausen: 92

Mornet: 130, 201, 203

Morse: 148

Morton: 163, 164

Mourtada: 181

Muselier: 74, 85, 86, 184, 185, 187, 189, 204, 205

N.

Passy: 184
Pedder: 114, 115
Perlman: 182
Pétain: 5, 55, 58, 66, 67, 72, 74, 78, 92, 107, 112, 113, 116, 129, 130, 132, 135, 144, 148, 149, 158, 170, 171, 183, 184, 186, 187, 195, 201

Peyrouton: 56, 57
Philippe Auguste: 147

Pichon: 20

Picot: 19, 20

Pierre le Grand: 14

Playfair: 97, 116, 119, 185, 191, 192, 194, 195, 200, 206

Pleven: 102

Poincaré: 181

Ponsot: 31, 69, 178

Pratt: 83

Puaux:

Et la question des minorités: 41-46, 69, 180, 181

Et la politique intérieure des Etats du Levant (les traités de 1936 inclus): 38-40, 42-48, 52-54, 69, 70, 170, 179-182, 186

Et le Sandjak d'Alexandrette: 49, 51, 69

Et l'armistice de juin 1940: l'alternative de Gaulle-Pétain: 8d, 8e, 54-59, 63, 64, 66, 68-76, 134, 170, 182, 183, 185-188

Diverses: 4-7, 35, 46, 52, 78, 129, 170, 171, 179, 186, 202

R.

Rachid Ali

voir: Kilani

Rafat: 182

Rahn: 92, 93, 106, 118, 119, 121, 122, 124, 127, 153, 190, 191, 197-200, 202, 203, 207, 214, 215

Rappard: 24, 50, 177

Rardella: 184

Raslan: 31

Rayes: 181

Rees, van: 25, 28, 176, 177

Régnier: 207

Repiton-Préneuf: 64, 103, 148, 149, 192, 205

Reynaud: 58, 183

Ribbentrop: 91, 92

Richard Cœur de Lion: 147

Rommel: 86, 91, 92, 107, 128, 131

Roosevelt: 111

Roser: 83, 188

Ruffin: 16

S.

Saradjoglou: 49

Sarrail: 28, 29, 187

Schirach: 82

Schmittlein: 64
Schoeffler: 54, 182
Schultz-Esteves: 179
Sélem II: 12
Sicé: 85, 189
Smith: 147
Smuts: 21, 22
Snouck Hurgronje: 175
Soliman: 12
Somerville-Smith: 184
Soustelle: 6, 7, 56, 73, 75, 76, 83, 84, 93, 124, 127, 163, 164, 167, 169, 183, 185, 187, 190, 191, 197, 206, 208, 209
Spears: 8d, 88, 101-104, 171, 184, 204, 208, 220

Spears, Lady

Voir: Borden

Strang: 163, 164

Sykes: 19, 20

T.

Talleyrand: 15, 16

Tavazzani: 184

Tedder: 114

Tessan: 34

Tézé: 144

Théodoli: 27

Turner: 87

U.

Urbain II: 11

V.

Valin: 166, 206

Verdilhac: 147-149, 152, 155, 157, 162, 194, 217

Vésinne-Larue: 106, 131, 190, 197, 198, 200, 202, 203, 206

Viénot: 25, 32, 178, 179

Villeneuf: 14

Vitoria: 176

Vogl: 134, 190

W.

Warlimont: 91

Wavell: 8b, 8c, 57, 64, 81, 86, 87, 99-105, 109, 110, 114, 116, 117, 124, 125, 141, 142, 144, 157, 159, 161, 186, 189, 192, 193, 196, 202, 205

Wehr: 176

Welles: 143

Weygand: 52, 55, 57, 97, 120, 182, 183, 187

Wilson, général: 114, 118, 119, 142-145, 147-149, 154, 156, 157, 161-163, 194, 195, 217

Wilson, Woodrow: 20-22, 24, 176

INDEX GEOGRAPHIQUE

A

Abadan: 87

Afrique du Nord: 51, 56-59, 65, 85, 91, 119, 134, 135, 158, 182, 183, 213

Alep: 43, 78, 92, 95, 106, 119, 122, 177, 188, 191, 199, 204, 206, 213

Alexandrette, Sandjak d': 48-51, 69, 177, 181, 182

Aley: 58

Amann: 121

Amérique, américains: 20, 21, 59, 70, 71, 73, 87, 107, 110, 112, 113, 120, 126, 129, 140-144, 146, 152, 176, 183, 204, 205, 207

Ankara: 49, 50, 119

Antioche: 49, 51

Australie, australiens: 114, 154, 195, 200

B

Baalbeck: 155

Bagdad: 11, 19, 30, 91, 118

Balkans: 18, 67, 108, 109, 126

Beyrouth: 18, 28, 35, 38, 39, 44, 46, 49, 52, 58, 70, 71, 74, 83, 87-90, 98, 107, 114, 116, 119, 121-123, 126, 130, 140, 141, 143, 146, 152, 166, 158, 167, 177, 178, 182, 183, 188, 189, 191, 197, 202, 204, 205, 207, 216, 219

Bordeaux: 55, 57, 58, 72, 73, 183, 184

Brazzaville: 65, 67, 90, 157, 159, 160, 189, 193, 208

C

Caire: 19, 60, 62-65, 71, 83, 90, 98, 102, 104, 105, 110, 140, 157, 159, 160, 161, 164, 166, 168, 178, 187, 189, 203, 206, 208, 209, 220

Chypre: 48, 63, 114, 121, 190, 192, 195

Constantinople: 12-17, 19, 20, 109

Crète: 86, 108, 190, 192, 202

D

Dakar: 64, 66, 185, 201

Damas: 26-28, 30-32, 34, 35, 38-45, 47-49, 51, 70, 78, 79, 82-84, 87, 90,

99, 100, 104, 110, 114, 115, 119, 120, 125, 126, 154, 155, 158, 160, 161, 177, 179-181, 186, 188, 193, 199, 208

Deraab: 193, 199

Djebel Druzes, druzes: 17, 27-29, 31, 32, 41-43, 45-47, 69, 78, 80, 99, 117, 136, 177, 180, 181, 186, 188, 217, 222

Djézireh, djéziotes: 41-43, 47, 71, 117, 181

Djounieh 206

E

Egypte: 15-17, 59, 62, 63, 65, 67, 70-72, 82, 86, 99, 104, 109, 113, 126, 131, 175, 178, 185, 193, 196

Etats-Unis

voir: Amérique

F

Fort-Lamy: 64, 189

G

Gaza: 16

Gibraltar: 72, 111, 185

Golfe Persique: 63, 118, 171, 185

H

Habbaniya: 96

Haïfa: 58, 64, 88, 89, 121, 189

Hama: 43, 188

Hatay, République de

voir: Alexandrette, Sandjak d'

Homs: 188, 206

I

Indes, indiens: 15, 18, 63, 72, 91, 114, 115, 117, 119, 131, 195, 200

Irak, irakiens: 3, 8c, 21, 23, 26, 29-31, 44, 45, 58, 62, 68, 70-72, 83, 86, 90-97, 101, 102, 104, 106, 107, 110, 112, 113, 117-119, 121-123, 127, 128, 130-132, 158, 171, 177, 178, 181, 185, 190-194, 196-198, 201, 213, 214, 225

J
Jérusalem: 11, 64, 70, 71, 91, 103, 124, 136, 205

K
Kuneitra: 115, 116

L
Lattaquié, alaouites: 27, 31, 32, 41-43, 45-47, 54, 69, 80, 177, 181, 186, 206
Leros: 90, 98
Libye: 8c, 98, 107, 108, 118
Lida: 121

M
Malte: 108
Maroc: 57, 76, 170, 184
Marseille: 38, 78, 88, 89, 119, 152, 189, 207
Mecque: 16, 19
Merjayoun: 116, 199
Mers-el-Kébir: 58
Metulla: 114
Mossoul: 91, 131, 191

N
Nebeck: 99
Nérab: 95

O
Ottoman, l'empire:
voir: Turquie

P
Palestine: 16, 20, 21, 23, 26, 57-60, 62, 63, 70, 71, 81, 86, 99, 103-105, 110, 114, 116, 123, 156, 159, 175, 176

185, 186, 189, 192, 193, 196-198, 217
Palmyre: 95, 118, 196
Port Said: 87

R
Ramadi: 96
Raqqa: 119
Rayak: 87, 99, 114, 116, 192
Rhodes: 92, 190, 202
Russie, russes: 3, 14, 16-19, 52, 72, 108, 109, 126, 171, 176, 194, 202

S
Saint-Jean-d'Acre: 16, 120, 147, 149-154, 158-167, 170, 205, 207, 208, 217
Saint Jean de Maurienne: 20
Sidon: 115
Souéda: 28
Sous-el-Gharb: 206
Suez: 3, 87, 131
Suez, Canal de: 63, 93, 113, 171

T
Tell-Kotchek: 190
Toulon: 15, 72, 159, 185
Transjordanie: 45, 62, 70, 99, 105, 109, 115, 119, 123, 176, 225
Turquie, turques: 11-21, 23, 24, 39, 48-51, 58, 62, 63, 65, 68, 71, 81, 82, 84-87, 92, 108, 118, 119, 126, 128, 171, 180, 181, 185, 190, 191
Turubah: 209

W
Washington: 89, 113, 142, 143, 157, 204, 208
Wiesbaden: 88, 191

SOMMAIRE BIBLIOGRAPHIQUE

Abetz, Prison *No*

Abetz, Problem

Allemands en Syrie

Aron *yes*

Atiyah

Auchinleck *No*

Barrès

Bentwich
Bleiber *No*

Böhm

Borden
Bourget
Bruneau *X*

Buckley *700*

Butler *No*

Catroux *No*

Catroux, Evolutions *No* *CATROUX*, G. L'évolution des problèmes politiques et stratégiques du Proche-Orient. Conférences. Association des anciens élèves et élèves de la Rue St-Guillaume. (Paris, 1950), p. 41-61.

CHARLES-ROUX, F. Cinq mois tragiques aux Affaires Etrangères (21 mai—1er novembre 1940) Paris, 1949.

CHOWDHURI, R. N. International mandates and trusteeship systems. A comparative study 's-Gravenhage, 1955.

Churchill I, II, III, IV, V, VI
Collet
Collet des Tcherkesses
Collins
Constitution Liban
Convention
CPM, commentaires

CPM, procès-verbal de la
nème session, 19...

Curie
Damase
Darlan
Délégation Française I, II, III, IV, V

Dib

Doc. German For. Policy, Series D, Vol. V, Vol. VI, Vol. X
E., W.G.

Fabre-Luce
For. Rel. U.S. 1939-IV

For. Rel. U.S. 1940-III

For. Rel. U.S. 1941-III

Friedwald, Proche-Orient

Friedwald, stratégie allemande

Friedwald, Tanger

Gathorne-Hardy

Gaulle I, II, III

Glubb
Görlitz I

Grand'combe

Hinsley

CHURCHILL, W. S. The second world war 6 volumes, London, 1950-1954.
COLLET, A. The road to deliverance. Dasmascus — Jerusalem — Damas. 1940 June 1941 Beyrouth, 1942.
COLLET, A. Collet des Tcherkesses Paris, 1949.
COLLINS, R. J. Lord Wavell (1883-1941). A military biography London, 1947.
La Documentation Française. Notes et Etudes Documentaires. No. 2.018: La Constitution du Liban (Paris, 12 mai 1955).
Convention franco-britannique signée à Paris le 23 décembre 1920 Paris, 1920.
Commission Permanente des Mandats. Commentaires sur les observations de la Commission au sujet du rapport sur la situation en Syrie et au Liban en 1924 et du rapport provisoire sur la situation de ces territoires en 1925, présenté par le Représentant accrédité de la France Genève, 1926. Publications de la Société des Nations (VI. A. Mandats 1926. VI. A. 3).
Commission Permanente des Mandats. Procès-Verbaux 37 sessions; Genève, 1921-1939.
Publications de la Société des Nations.
CURIE, E. Voyage parmi les guerriers Paris, 1946.
DAMASE, J. Ici Paris Paris, 1942.
DARLAN, F. Messages aux Français Clermont-Ferrand, s.d.
La Délégation française auprès de la Commission allemande d'armistice. Recueil de documents publié par le Gouvernement français 5 tomes, Paris, 1947-1959.
DIB, G. M. The Arab Bloc in the United Nations Amsterdam, 1956.
Documents on German foreign policy 1918-1945. Series D (1937-1945) Volumes V, VI, X, London, 1953-1957.

E., W. G. France, Syria, and the Lebanon. The World Today. Vol. II, n° 3 (new series), (London, March 1946), p. 112-122.
FABRE-LUCE, A. Deuil au Levant Paris, 1950.
Foreign relations of the United States. Diplomatic papers 1939. Volume IV Washington, 1955.
Foreign Relations of the United States. Diplomatic papers 1940. Volume III Washington, 1958.
Foreign Relations of the United States. Diplomatic papers 1941. Volume III Washington, 1959.
FRIEDWALD, E. M. Le pétrole dans le Proche-Orient. La France Libre. Vol. I, n° 5 (Londres, mars 1941), p. 439-442.
FRIEDWALD, E. M. Le pétrole et la stratégie allemande. La France Libre. Vol. II, n° 8 (Londres, 20-6-1941), p. 147-154.
FRIEDWALD, E. M. Tanger, la Syrie et les Détroits. La France Libre. Vol. X, n° 58 (Londres, 15-8-1945), p. 304-314.
GATHORNE-HARDY, G. M. A short history of international affairs 1920-1939 London, 1952.
Royal Institute of International Affairs.
GAULLE, Ch. de Mémoires de Guerre 3 volumes, Paris, 1954-1959.
GLUBB, J. B. The story of the Arab Legion London, 1948.
GÖRLITZ, W. Der Zweite Weltkrieg 1939-1945. I Stuttgart, 1951.
GRAND'COMBE, F. de The three years of Fighting France. June 1940—June 1943 London, 1943.
HINSLEY, F. H. Hitler's strategy Cambridge, 1951.

Hollingworth
Hourani

Hytier

Jacobsen
Kaufmann

Kimche

Kirk

Kirk, Political Problems

Koestler

Kuzbari

Labarthe, Drapeaux

Labarthe, Amour

Laffargue

Langer
Lapierre

Laqueur

Leahy
London, Procès Dentz

Long

Longrigg

Mandat

McCallum

Muselier
Note

O'Ballance
Oehlrich

Oehlrich 1939

Oehlrich 1941

Perlman

HOLLINGWORTH, C. The Arabs and the West London, 1952.
HOURANI, A. M. Syria and Lebanon. A political essay London, 1954.
Royal Institute of International Affairs.
HYTIER, A. D. Two years of French foreign policy. Vichy 1940-1942 Paris/Genève, 1958.
Etudes d'histoire économique, politique et sociale, XXV.
JACOBSEN, H. A. 1939-1945. Der zweite Weltkrieg in Chronik und Dokumenten Darmstadt, 1959.
KAUFMANN, P. Crise au Levant. Faits et responsabilités Paris, 1945.
Questions d'Aujourd'hui.
KIMCHE, J. The seven fallen pillars. The Middle East 1915-1950 London, 1950.
KIRK, G. Survey of international affairs 1939-1946. The Middle East in the war London, 1953.
Royal Institute of International Affairs.
KIRK, G. Political problems of selected poly-ethnic countries in the Middle East; Iraq, Syria, Iran, Turkey, Cyprus Paris, 1961.
Fifth World Congress International Political Science Association (1961), paper P/PE/1.
KOESTLER, A. Promise and fulfilment. Palestine 1917-1949 London, 1949.
KUZBARI, N. La question de la cessation du mandat français sur la Syrie Paris, 1937.
LABARTHE, A. Drapeaux en berne. La France Libre. Vol. II, n° 7 (Londres, 24-5-1941), p. 1-9.
LABARTHE, A. Amour sacré de la patrie... La France Libre. Vol. II, n° 8 (Londres, 20-6-1941), p. 93-98.
LAFFARGUE, A. Le général Dentz (Paris 1940—Syrie 1941) Paris, 1954.
Servitudes et Grandeur Militaires.
LANGER, W. L. Our Vichy gamble New York, 1947.
LAPIERRE, J. Le mandat français en Syrie. Origines, doctrine, exécution Paris, 1936.
LAQUEUR, W. Z. Communism and nationalism in the Middle East London, 1956.
LEAHY, W. D. I was there London, 1950.
LONDON, G. L'amiral Estéva et le général Dentz devant la Haute Cour de Justice Lyon, 1945.
LONG, G. Greece, Crete and Syria Canberra, 1953.
Australia in the War of 1939-1945. Series one: Army, vol. II.
LONGRIGG, S. H. Syria and Lebanon under French mandate London, 1958.
Royal Institute of International Affairs.
Mandat pour la Syrie et le Liban Genève, 1922.
Publications de la Société des Nations.
McCALLUM, R. B. Les années de séparation. L'Angleterre et la France 1939-1943 Londres, 1945.
MUSELIER, E. De Gaulle contre le gaullisme Paris, 1946.
Note sur le rôle du général Dentz dans les affaires de Syrie s.d.
O'BALLANCE, E. The Arab-Israeli war 1948 London, 1956.
OEHLRICH, C. Das politische System der orientalischen Staaten Leipzig/Berlin, 1940.
OEHLRICH, C. Politik im Orient. Jahrbuch für Auswärtige Politik 5. Jahrgang (Berlin, 1939), p. 142-158.
OEHLRICH, C. Der Nahe Osten im Kriege. Jahrbuch für Auswärtige Politik. 7. Jahrgang (Berlin, 1941), p. 94-109.
PERLMAN, M. Turkey on the eve of 1961. Middle Eastern

Playfair I, II

Affairs. Vol. XII, n° 1 (New York, January 1961), p. 1-7.
PLAYFAIR, I. S. O. *The Mediterranean and Middle East*.
Two volumes, London, 1954-1956.
History of the Second World War. United Kingdom military
papers.
Les possibilités actuelles de la stratégie allemande. *La France
Libre*. Vol. I, n° 4 (Londres, février 1941), p. 336-346.
PUAUX, G. *Deux années au Levant. Souvenirs de Syrie et
du Liban. 1939-1940* Paris, 1952.
*La question des mandats. Rapport de la sous-commission
VI(c) Genève, 1920.*
Publications de la Société des Nations.
RAHN, R. *Ruheloses Leben. Aufzeichnungen und Erinnerungen* Düsseldorf, 1949.
RALEIGH, J. S. *The Middle East in 1960 — a political
survey. Middle Eastern Affairs*. Vol. XII, n° 2 (New York,
February 1961), p. 34-55.
*Rapport à la Société des Nations sur la situation de la
Syrie et du Liban (Années 1922-1938)*, Paris, 1923-1939.
*Rapport fait au nom de la Commission chargée d'enquêter
sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, par
M. Charles Serre, Rapporteur général, Député 11 tomes,
Paris, 1951.
REES, D. F. W. van. *Les mandats internationaux* 2 tomes,
Paris, 1927-1928.
Le régime des Mandats Genève, s.d.
*Les relations de la France et de la Syrie, mars 1939. Deux
exposés de MM. G. Henry-Haye, Sénateur, maire de Ver-
sailles, et Pierre Viénot, Député, ancien ministre, suivis
d'une discussion et d'une chronologie des événements depuis
1905* Paris, 1939.
Centre d'Etudes de Politique étrangère.
*Les responsabilités qui incombent à la Société des Nations
en vertu de l'Article 22 (Mandats). Rapport par le Conseil
à l'Assemblée Genève, 1920.*
Publications de la Société des Nations.
RICHARD, P. *Frankreich in Syrien* Berlin, 1940.
Frankreich gegen die Zivilisation, Heft 14.
RONDOT, P. *L'expérience britannique en Transjordanie et
Jordanie. 1920-1957. L'Afrique et l'Asie*. Année 1957, 4ème
trimestre (Paris), p. 1-30.
SCHÄFER, O. *Geopolitik des Vorderen Orientes. Zeitschrift
für Geopolitik*. XIV. Jahrgang (Berlin, Februar 1937), p.
69-83.
SCHMIDT, H. D. *The Nazi party in Palestine and the
Levant 1932-9. International Affairs*. Vol. XXVIII (London,
October 1952), p. 460-469.
SCHULTZ-ESTEVES, Chr. *Syriens Freiheitskampf* Leipzig,
1939. *Weltgeschehen*.
SCHWABE, M. *Frankreichs Außenpolitik 1938. Jahrbuch
für Auswärtige Politik*. 5. Jahrgang (Berlin, 1939), p. 87-112.
SCHWÖRBEL, H. *Syrien. Revolution im Mittelmeer. Der
Kampf um den italienischen Lebensraum* (Herausgegeben von
Dr. P. Schmidt) Berlin, 1941; p. 157-162.
SEIFERT, H. E. *Der Aufbruch in der arabischen Welt*
Berlin, 1940.
Schriftenreihe der NSDAP. Gruppe VII: Der Osten Europas,
Band 2.
Au service de la France Paris, 1943.
SHERWOOD, R. E. *Roosevelt and Hopkins. An intimate
history* 2 volumes; New York, 1950.

Possibilités

Puax

Question

Rahn

Raleigh

Rapport 19..

Rapport événements
survenus en France de
1933 à 1945. tome ...

Rees I, II

Régime mandats
Relations de la France
et de la Syrie

Responsabilités

Richard

Rondot

Schäfer

Schmidt

Schultz-Esteves

Schwabe

Schwörbel

Seifert

Service de la France
Sherwood I, II

Soustelle I, II

Spears

Stark

Statut organique

Stratégie

Système des Mandats

Temps

Traces d'Alexandre

Trial Nuremberg, XV

Vacher

Wavell, Despatch
December 1940

Wavell, Despatch
September 1941

Wavell, Despatch
October 1942

Wegener

Wehr

Weise

Weiss

Weygand

Weygand, Mémoires

Wilson

Yeats-Brown

SOUSTELLE, J. *Envers et contre tout* 2 volumes; Paris,
1947-1950.

SPEARS, E. *Assignment to catastrophe. Volume II. The fall
of France. Juni 1940* London, 1954.

STARK, F. *Letters from Syria* London, 1944.
Guild Book, n° S 82.

*Statut organique des Etats du Levant sous mandat français,
promulgué le 14 mai 1930* Paris, 1930.

La stratégie des routes. *La France Libre*. Vol. III, n° 14
(Londres, 15-12-1941), p. 101-110.

Le Système des Mandats. Origines, principes et application
Genève, 1945.

Publications de la société des Nations.
Le Temps (Paris). Les années: 1939, 1940 et 1941.

Sur les traces d'Alexandre. *La France Libre*. Vol. II, n° 8
(Londres, 20-6-1941), p. 103-113.

*Trial of the major war criminals before the International
Military Tribune. Nuremberg 14 November 1945—1 October
1946. Volume XV Nuremberg, 1948.*

VACHER, R. *L'Allemagne et l'empire universel. La France
Libre*. Vol. III, n° 18 (Londres, 17-4-1942), p. 482-489.

WAVELL, A. P. *Operations in the Middle East from August,
1939 to November, 1940...* Despatch... submitted to the
Secretary of State for War on 10th December, 1940...
Supplement to the London Gazette of Tuesday. N° 37609
(London, 11 June 1946), p. 2997-3006.

WAVELL, A. P. *Operations in the Middle East from 7th
February, 1941 to 15th July, 1941...* Despatch... sub-
mitted to the Secretary of State for War on 5th September,
1941... *Supplement to the London Gazette*. N° 37638
(London, 2 July 1946), p. 3423-3444.

WAVELL, A. P. *Despatch on operations in Iraq, East Syria
and Iran, from 10th April, 1941 to 12th January, 1942...*
submitted to the Secretary of State for War, on 18th October,
1942... *Supplement to the London Gazette*. N° 37685
(London, 13 August 1946), p. 4093-4101.

WEGENER, H. L. *Der Britische Geheimdienst im Orient.
Terror und Intrige als Mittel englischer Politik* Berlin, 1942.

WEHR, H. *Englisch-französische Mandatspolitik im Nahen
Osten und arabischer Nationalismus* Greifswald, 1941.

Greifswalder Universitätsreden, n° 54.

WEISE, O. *Die französische Außenpolitik seit dem Waffen-
stillstand. Jahrbuch für Auswärtige Politik*. 8. Jahrgang
(Berlin, 1942), p. 130-144.

WEISS, K. *Frankreichs Verrat an Syrien. Tatsachen und
Berichte* Berlin, 1940.

Frankreich gegen Europa, n° 7.

WEYGAND, L. M. *En lisant les mémoires du général de
Gaulle* Paris, 1955.

WEYGAND, L. M. *Mémoires. III. Rappelé au service* Paris,
1950.

WILSON, H. M. *Eight years overseas. 1939-1947* London,
1950.

YEATS-BROWN, F. *Soldats du Gange (Martial India)*
Paris, 1946.

La Seconde Guerre Mondiale. Histoire et Souvenirs.

TABLE DES MATIERES

	PAGE
Préface	3
Avant-Propos	5
Questions posées par l'auteur au général Catroux et fac-similé des réponses du général Catroux	8a
PREMIERE PARTIE	
INTRODUCTION	
Chapitre premier. Historique	11
1. Les origines de la politique française dans l'Empire Ottoman	11
2. Les rivalités européennes	13
3. De la Révolution française à la Restauration	14
4. Les oppositions franco-anglaises	16
5. La Première Guerre mondiale	19
6. La Conférence de la Paix	20
7. Le système des mandats de la Société des Nations	21
8. Le système des mandats et le colonialisme	23
9. L'administration mandataire française. I: La pacification	25
10. L'administration mandataire française. II: La politique de traités	30
DEUXIEME PARTIE	
LE HAUT-COMMISSARIAT DE M. GABRIEL PUAUX	
Chapitre II. M. Puaux et la politique de traité	38
1. L'accueil de M. Puaux au Levant	38
2. Le statut des communautés religieuses. Les bloquistes et les chabandaristes	40
3. Les résultats d'une enquête. Les idées monarchiques du Haut-commissaire de la Troisième République française	45
4. Dissolution du Parlement et suspension de la Constitution	46
5. La question du Sandjak d'Alexandrette	48
Chapitre III. Le début de la Seconde Guerre mondiale	52
1. La déclaration de guerre	52
2. Les résultats de la réorganisation en Syrie. Règlement de la question libanaise	53
3. L'armistice. L'attitude du Haut-commissaire	54
4. L'appel du général de Gaulle	58
5. La mission du général Catroux	59

6. Les tentatives pour un ralliement du Levant	62
Chapitre IV. La politique de M. Puaux	68
1. Le départ de M. Puaux	68
2. La critique de la politique de M. Puaux. I: Le traité franco-syrien de 1936	69
3. La critique de la politique de M. Puaux. II: L'armistice. De Gaulle ou Vichy?	70

TROISIEME PARTIE

LE HAUT-COMMISSARIAT DU GENERAL DENTZ

Chapitre V. Prélude à l'action de force alliée au Levant	78
1. La nomination du général Dentz	78
2. La politique intérieure du général Dentz	78
3. Tentatives de ralliement ou de neutralisation	80
4. Activités allemandes au Levant	82
5. Le Conseil de Défense de l'Empire et le Levant	84
6. La menace allemande au Moyen Orient	86
7. L'incertitude de la résistance vichyste en cas d'une invasion allemande au Levant	87
8. L'appui de Vichy à la révolte irakienne	90
Chapitre VI. L'action de force alliée	97
1. La décision	97
2. La théorie de M. Alfred Fabre-Luce concernant la décision d'entreprendre l'opération	107
3. L'action de force alliée. I: La bataille	111
4. L'action de force alliée. II: Les possibilités d'une intervention allemande	120
5. L'action de force alliée. III: Le côté moral	124
6. L'action de force alliée. IV: Conclusion	126
Chapitre VII. Les responsabilités du général Dentz	127
1. Introduction	127
2. Le général Dentz et la révolte irakienne	127
3. Le général Dentz et l'action de force alliée	133
4. Conclusion	135

QUATRIEME PARTIE

LA CONVENTION DE SAINT-JEAN-D'ACRE ET LES ACCORDS DE GAULLE-LYTTELTON

Chapitre VIII. La convention de Saint-Jean-d'Acre	140
1. La demande d'une suspension d'armes	140
2. Les négociations à Saint-Jean-d'Acre	147
3. La Convention de Saint-Jean-d'Acre	150
4. Le fonctionnement de la Convention de Saint-Jean-d'Acre	152

Chapitre IX. Les accords de Gaulle-Lytton	157
1. La France Libre et la Convention de Saint-Jean-d'Acre	157
2. Vers un accord interprétatif	163
3. Les accords de Gaulle-Lytton	166
Conclusion	170

NOTES

Notes chapitre I (p. 11-35)	175
Notes chapitre II (p. 38-51)	179
Notes chapitre III (p. 52-67)	182
Notes chapitre IV (p. 68-76)	186
Notes chapitre V (p. 78-96)	187
Notes chapitre VI (p. 97-126)	192
Notes chapitre VII (p. 127-137)	200
Notes chapitre VIII (p. 140-156)	203
Notes chapitre IX (p. 157-169)	207

ANNEXES

Annexe n° 1. Protocole des Négociations Franco-Allemandes, mai 1941	213
Annexe n° 2. Arrêt rendu dans le procès Dentz	214
Annexe n° 3. Note des Alliés en réponse à la demande de suspension d'armes formulée par le général Dentz (publiée le 12 juillet 1941)	215
Annexe n° 4. Convention de Saint-Jean-d'Acre	217
Annexe n° 5. Note remise par le général de Gaulle à M. O. Lyttelton, ministre d'Etat dans le Gouvernement britannique au cours de leur entretien du 21 juillet 1941	220
Annexe n° 6. Arrangement fixant l'interprétation à donner par les autorités britanniques et les autorités françaises libres à la convention d'armistice du 14 juillet mettant fin aux hostilités au Levant	221
Annexe n° 7. Accord concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen-Orient	223
Annexe n° 8. Accord supplémentaire concernant la collaboration des autorités britanniques et françaises libres dans le Moyen-Orient	224
Index des noms	227
Index géographique	231
Sommaire bibliographique	233